

LE TRADE UNIONISME AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 14 Mars 1922, à 15 heures

PAR

J. LUGOSIANU

Président : M. PERREAU, Professeur.

Suffragants { M. RIST, Professeur.
M. GERMAIN MARTIN, Professeur.

PARIS

ÉDITION DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, Quai de Conti

1922

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE TRADE UNIONISME AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 14 Mars 1922, à 15 heures

PAR

J. LUGOSIANU



Président : M. PERREAU, Professeur.

Suffragants { M. RIST, Professeur.
M. GERMAIN MARTIN, Professeur.

PARIS

ÉDITION DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, Quai de Conti

1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Il y a peu de pays où l'étude d'une question économique soit aussi intéressante qu'aux Etats-Unis. Un siècle d'évolution industrielle se déroule devant nos yeux, en nous montrant en abrégé toutes les phases de l'histoire économique d'un grand pays, du défrichement de la forêt vierge, jusqu'aux manifestations les plus modernes d'un machinisme poussé à ses extrêmes limites.

De 5 millions au début du XIX^e siècle, la population s'est élevée à 120 millions, au début du XX^e. Abondamment pourvu de toutes les ressources naturelles, le pays offre à chaque moment de son histoire des perspectives de progrès infinies. Fondé par des hommes passionnés de liberté, l'Etat repose sur une constitution, qui fait de tous les citoyens des hommes égaux et libres, à une époque où l'Europe commençait à peine cette longue guerre à l'absolutisme, qui devait durer tout le XIX^e siècle. Les habitants n'ont dès lors que la seule préoccupation de leur travail, de ce travail

incessant, qui est l'élément dominant de la vie américaine. Augmenter son rendement, le mettre à l'abri de la concurrence étrangère devient alors une nécessité de la vie économique du pays. Les Etats-Unis s'enferment, au point de vue économique, dans un « splendide isolement », qui devait leur permettre de protéger la production de leurs industriels, comme les hauts salaires de leurs ouvriers. Le pays se suffit à lui-même : les autres ont besoin de lui, plus qu'il n'a besoin d'eux. Les Etats-Unis pratiquent une sorte de doctrine de Monroe économique, que rend possible l'étendue et la richesse de leur territoire, comme ils ont pratiqué la doctrine politique de Monroe, que rendait possible l'éloignement de l'Europe. L'Amérique a pu ainsi se développer pacifiquement pendant un siècle, à l'abri de l'agression comme à l'abri de la concurrence. Elle devait présenter avec l'Europe des différences, qui expliquent les particularités de son évolution.

Il convient, pour examiner brièvement ces différences de se placer au point de vue américain et de considérer l'Europe en bloc, comme une fédération d'Etats composant un continent, de la même manière que les Etats-Unis et le Canada, composés d'un grand nombre d'Etats, forment la plus grande partie du continent nord-américain.

Voici comment apparaît alors la situation comparée de l'Europe et des Etats-Unis, envisagée à ce point de vue :

Les Etats européens se préparent à la guerre ; ils ont

de grandes armées dont l'entretien pèse d'un poids écrasant sur les épaules de leurs ouvriers ; des castes militaires ou industrielles se maintiennent, auxquelles la guerre peut être financièrement profitable. Les Etats-Unis sont au contraire à l'abri de cette menace.

En Europe les douanes élèvent des murs de séparation entre les Etats ; l'industrie et le commerce en souffrent. Aux Etats-Unis, au contraire, la circulation est absolument libre ; les 48 Etats de la Confédération représentent la plus grande étendue du monde de territoires soumis au libre échange.

Les peuples de l'Europe parlent une infinité de langues différentes, qui sont un obstacle à leur développement intellectuel, comme à leurs relations économiques. Tandis que, « le jeune homme européen destiné au commerce doit passer des années de sa jeunesse à apprendre des langues étrangères dans l'illusion qu'il fait son éducation, le jeune Américain énergique va au travail, voyage à travers le pays, s'approprie les connaissances nécessaires à plusieurs métiers, et, soit comme ouvrier, soit dans une autre profession, il prend sa place parmi les grandes machines ou dans l'organisation compliquée d'une grande industrie et aide à fabriquer des produits, dont le prix est le plus bas du monde ». (1)

Mais la différence la plus grande entre les deux continents réside dans leurs conceptions politiques. En Eu-

[1] (1) S. Gompers, *Labor in Europe and America*, p. VIII. L'ouvrage a paru avant la guerre en 1910.

rope il y a des classes sociales ayant des privilèges de droit et de fait ; des titres et des distinctions, qui rendent ces différences encore plus visibles ; des traditions, qui faussent la vie sociale. Aux Etats-Unis au contraire il n'y a plus de privilèges personnels ou collectifs : il y règne un régime de démocratie effective. « Nous en avons fini, dit Mr. Gompers, avec les rois, les czars et les nobles. Nos héros sont des hommes et des femmes... Nous pouvons être inégaux au point de vue physique ou mental, au point de vue des connaissances ou du caractère, mais... devant la loi nous sommes égaux » (2).

Il faut avouer que les appréciations qui précèdent contiennent une très grande part de vérité. Toutes les conditions énumérées, qui ont lourdement pesé sur la vie économique de l'Europe, ont fait défaut en Amérique. De leur côté, les circonstances particulièrement favorables de leur développement économique, ont contribué à donner à l'évolution des Etats-Unis une direction très différente par rapport à l'Europe. Tandis que, dans ce dernier continent, la propriété foncière s'est trouvée pendant très longtemps sous un régime féodal, qui a engendré des problèmes agraires, dont la solution n'est pas encore universelle de nos jours, aux Etats-Unis une étendue immense de territoire attend encore aujourd'hui les laboureurs qui la défricheront. En Europe ce sont les paysans qui ont besoin de terre, aux Etats-Unis, c'est la terre qui a besoin de labou-

(2) Ibid. p. IX.

reurs. Dans ces conditions, une féodalité terrienne ne pouvant se développer, le régime politique du pays ne pouvait, à son tour, revêtir cet aspect aristocratique, qu'il a eu pendant si longtemps en Europe. La civilisation américaine devait avoir dès le début un caractère économique : la première guerre américaine est une guerre d'indépendance, mais elle a été provoquée par des questions commerciales et douanières.

La superficie pratiquement illimitée du pays devait avoir une autre conséquence remarquable : l'ouvrier américain mécontent de son travail avait la possibilité de le quitter, pour aller coloniser dans l'ouest peu habité des terres fertiles et améliorer, pourvu qu'il eût de l'initiative et de l'énergie, sa situation économique. Quand Monroe proclamait dans son message célèbre de 1823, la vocation des Américains à tout le continent jusqu'au Pacifique, contre les ambitions territoriales de l'Europe, il ouvrait ainsi des perspectives illimitées, tant aux ouvriers de l'est qu'aux nouveaux immigrants européens. Pendant près d'un siècle, la frontière économique de l'ouest a été une frontière mobile, qui se déplaçait au fur et à mesure de l'augmentation de la population et de l'expansion économique du pays. Cette force d'absorption du sol américain pour un nombre considérable d'ouvriers, et la facilité du déplacement à travers un territoire très étendu, ont eu des conséquences importantes. L'ouvrier américain a un caractère migratoire ; il se déplace facilement, il change facilement de métier, il est continuellement à la recherche

d'une situation plus avantageuse. La population du pays a augmenté dans des proportions considérables avec une rapidité unique dans l'histoire du monde.

Le premier recensement fait aux Etats-Unis en 1790 indiquait un nombre total de 3.929.000 habitants. En 1800 ce nombre se montait à 5.300.000. Depuis le début du XIX^e siècle la population a augmenté tous les 10 ans d'un coefficient, qui a varié entre 20 et 36 % ; en 1860, pendant la guerre civile, le nombre des habitants se montait à 31 millions ; le recensement décennal de 1900 donnait 76 millions ; celui de 1910, 91 millions, celui de 1920 enfin, 120 millions, y compris les possessions coloniales et insulaires et le territoire de l'Alaska. Ce progrès de la population a marché de pair avec le développement de l'industrie et la croissance des grandes villes. En 1860, le pourcentage de la population urbaine (3) par rapport au nombre total des habitants, était de 16, 13 o/o ; en 1870 de 28,93 o/o ; en 1880 de 22,57 o/o ; en 1890 de 29,20 o/o ; en 1900 de 33,10 o/o ; en 1910 de 41,80 o/o (4).

Cette croissance considérable de la population, due en partie à la vitalité d'un peuple se développant dans des conditions favorables, a été fortement influencée par un apport de plus en plus grand d'immigrants. Tous

(3) Est considéré comme urbaine la population des villes de plus de 8.000 habitants.

(4) Carrol D. Wright, *Industrial Evolution of the United States*, p. 14 et s.

les dix ans une proportion importante d'immigrants s'ajoutait à la population des Etats-Unis : 2.598.000 dans la décade finissant en 1860 ; 2.314.000 en 1870 ; 2.812.000 en 1880 ; 5.246.000 en 1890 ; 3.844.000 en 1900 ; 8.796.000 en 1910. Aucune population au monde n'est composée d'éléments aussi hétérogènes que la population américaine. De 1819 à 1910 plus de 25 millions d'immigrants se sont établis aux Etats-Unis (5). D'origine anglaise, allemande et irlandaise dans les premiers temps, dans les dernières 40 années, l'immigration change de caractère et de provenance. Elle est alimentée surtout par l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Pologne et l'Italie. Ces nouveaux immigrants sont, d'un côté moins facilement assimilables que les anciens ; d'un autre côté ils sont habitués à des conditions économiques et sociales plus dures, ils ont des qualités professionnelles inférieures et se contentent de salaires moins élevés.

Les immigrants asiatiques, chinois et japonais, viennent eux aussi chercher aux Etats-Unis un emploi et des conditions de travail qu'ils ne trouvent pas dans leur continent.

Un petit nombre des immigrants colonise les Etats du sud : 6 o/o seulement ; 86 o/o s'établissent surtout dans les Etats du littoral de l'Atlantique et du Centre ; le reste se trouve sur la côte du Pacifique. La population d'origine étrangère est plus nombreuse que la population née aux Etats-Unis dans 16 des Etats de

(5) Boggart, *Economic History of the United States*, p. 488 et s.

l'Union, et — chose caractéristique — aujourd'hui la population d'origine véritablement américaine, descendant des premiers colons puritains, doit être cherchée particulièrement dans l'ouest et le sud dans les régions les plus nouvellement formées du pays (6).

L'importance de l'immigration et des répercussions qu'elle peut avoir sur le pays, engendrait une double préoccupation : d'abord celle de restreindre la masse des nouveaux immigrants, ensuite celle d'assimiler le grand nombre d'étrangers, qui pourraient modifier l'aspect du peuple américain.

L'américanisation est aujourd'hui l'objet des soucis constants de l'homme d'Etat américain. Le problème a apparu dans toute son acuité pendant la guerre de 1914-1918, quand les Américains ont eu l'occasion de voir combien la multiplicité des nationalités habitant le territoire américain pouvait être dangereuse pour l'unité nationale. L'assimilation se fait automatiquement, grâce à l'influence puissante du milieu et à l'activité de ce magnifique instrument d'américanisation qu'est l'école américaine. A l'enseignement s'ajoute d'ailleurs, l'action des sociétés privées d'américanisation, des Chambres de Commerce, qui ont des comités d'américanisation, des autorités enfin qui encouragent les demandes de naturalisation par tous les moyens. En général les Américains estiment que l'américanisation doit être faculta-

(6) Boggart, l. c. p. 491.

tive plutôt qu'obligatoire (7). Le système donne de bons résultats, puisque l'assimilation de l'étranger se fait extrêmement vite : si les immigrants d'un certain âge gardent leur caractère étranger, leurs enfants se modifient complètement ; ils oublient leur langue maternelle, ils ne savent plus que l'anglais, ils adoptent le genre de vie et les mœurs américaines et grâce à une alimentation plus abondante et à une vie plus hygiénique, ils changent même d'aspect physique et deviennent plus vifs et plus vigoureux que leurs parents.

Pour faciliter ce processus d'assimilation, qui eut été compromis par une trop grande affluence d'étrangers, les Etats et plus tard l'Union ont pris des mesures pour restreindre l'immigration ou du moins pour ne permettre l'accès des Etats-Unis qu'à un matériel humain rigoureusement sélectionné. (8).

La première loi fédérale sur l'immigration date de 1882 ; modifiée et complétée par des lois successives de 1885, 1887 et 1891, elle devint la loi générale de 1903, qui règle toutes les questions concernant l'immigration,

(7) Frank V. Thomson, *The Schooling of the Immigrant* : « La méthode démocratique a du moins permis à l'immigrant de s'américaniser tout seul. Un processus automatique d'américanisation a eu lieu que nos méthodes démocratiques ont encouragé ; en effet, s'il est regrettable qu'il y ait parmi nous un si grand nombre d'immigrants qui ne parlent pas l'anglais, il est en même temps aussi surprenant qu'agréable, que la plupart de nos immigrants d'origine étrangère, aient cherché à acquérir une chose (la naturalisation) que nous ne leur avons pas imposée. P. 14.

(8) Boggart, l. c. p. 491 ; Wright, l. c. p. 15, etc,

amendée elle-même par une dernière loi de mai 1917, qui interdit aux illettrés l'accès des Etats-Unis.

L'idée fondamentale des lois sur l'immigration est la protection du citoyen américain en tant que membre de la collectivité et en tant qu'ouvrier, d'un côté contre les charges que lui imposerait la présence aux Etats-Unis des malades, des délinquants, des mendiants ; d'un autre côté contre la concurrence des ouvriers étrangers ayant un « standard of life » moins élevé et se contentant de salaires plus réduits. L'accès des Etats-Unis sera donc interdit : 1°) aux criminels, excepté toutefois les condamnés pour des délits politiques ; 2°) aux femmes de mœurs irrégulières ; 3°) aux aliénés et aux faibles d'esprit ; 4°) aux personnes susceptibles de tomber à la charge de l'Etat ; 5°) aux indigents ; 6°) aux ouvriers engagés par contrat en Europe ; 7°) aux polygames ; 8°) à ceux qui souffrent d'une maladie répugnante ou contagieuse ; 9°) à ceux dont le voyage en Amérique a été payé par autrui, ce qui est une présomption d'indigence, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils ne font partie d'aucune des classes exclues ; 10°) aux épileptiques ; 11°) aux anarchistes ou à tous ceux qui croient à la révolution sociale ou essaient de renverser l'ordre social existant par des moyens violents ; 12°) depuis la loi de 1917, aux illettrés.

Quand les émigrants arrivent aux Etats-Unis, ils passent par groupes de 30 une double visite : d'abord la visite médicale, qui exclut tous les suspects, ensuite la visite des inspecteurs de l'immigration, qui vérifient les

manifestes fournis par le capitaine du bateau. La décision des médecins est sans appel ; on peut appeler de celle des Inspecteurs d'abord à une commission spéciale d'enquête, ensuite successivement au commissaire général de l'immigration et au département du commerce et du travail (9). En cas d'exclusion les immigrants seront renvoyés en Europe aux frais de la Compagnie de navigation qui les a transportés aux Etats-Unis.

Ces mesures énergiques contre les immigrants européens et les mesures plus sévères encore — allant jusqu'à la prohibition totale — contre l'immigration des jaunes (10) opèrent de la sorte une sélection, grâce à laquelle n'entreront aux Etats-Unis que des immigrants sains physiquement et intellectuellement, ayant assez de ressources pour ne pas tomber à la charge de l'Etat et depuis 1917, sachant lire et écrire. Ce sont là des éléments favorables au développement ultérieur des ouvriers et qui n'ont sans doute pas été sans réagir d'une manière heureuse sur le caractère du mouvement ouvrier américain.

Un autre facteur important dans l'histoire industrielle des Etats-Unis et dans la formation de sa population ouvrière a sans doute été le machinisme. En effet, à l'exception des périodes de crise économique, le besoin de main-d'œuvre a été le besoin dominant de l'industrie des Etats-Unis. Il a été le régulateur de l'immigration ; il a été la cause des hauts salaires de l'indus-

(9) Adams and Sumner, *Labor Problems* p. 96.

(10) *Ibid.* p. 98 à 107.

trie américaine ; c'est à ce besoin enfin qu'est dû l'emploi intensif des machines, caractéristique de l'industrialisme des Etats-Unis.

L'emploi des machines — c'est la thèse classique — a deux effets sur les ouvriers : il entraîne d'abord la suppression d'une certaine quantité de travail, ce qui est préjudiciable aux travailleurs qu'il condamne au chômage ; mais, le travail et le capital rendus libres par l'introduction des machines ne tardent pas à trouver une nouvelle utilisation et l'emploi des machines se résout ainsi en dernière analyse à une nouvelle offre de travail pour les ouvriers. Vraie pour l'Europe, où l'introduction des machines a provoqué des crises et où pendant longtemps les machines n'ont pas joui de la sympathie des ouvriers, cette thèse se trouve en défaut quand il s'agit de l'Amérique, car dans ce pays les machines ne rendaient pas inutile, mais remplaçaient la main-d'œuvre absente. Elles ont donc pu exercer uniquement leur rôle bienfaisant et ont augmenté le nombre des travailleurs employés dans l'industrie, augmentation qui s'est traduite par une immigration plus active, par le développement des grandes villes, par le progrès de la consommation. Pour donner quelques exemples : en 1830 la consommation du coton était de 5,9 pounds ; en 1880 de 13,91 pounds ; en 1890 de 19 pounds par tête. De 1870 à 1880 et 1890, la consommation du fer a passé respectivement de 105,64 à 204,99 et à 283,38 pounds par tête. Pour l'acier le développement de la consommation était encore plus considérable :

de 46 pounds par tête en 1880, elle s'est élevée à 144 en 1890.

Les statistiques du nombre des ouvriers par rapport à la croissance de la population sont encore plus concluantes. De 1860 à 1890, l'époque la plus féconde en inventions du XIX^e siècle aux Etats-Unis, le nombre des habitants s'est accru de 99,16 o/o tandis que celui des ouvriers s'est élevé dans une proportion de 176,07 o/o (11).

Plus que partout ailleurs les machines ont exercé une influence heureuse sur le développement de l'ouvrier américain dans sa double qualité de producteur et de consommateur : baisse des prix, hausse des salaires, augmentation du rendement, réduction de la journée de travail. Elles ont contribué à élever la moyenne de la vie humaine, à répandre le bien-être et à mettre le luxe à la portée de tous. Le machinisme a exercé également une influence heureuse sur les conceptions sociales des ouvriers. Il a créé cet état d'esprit réaliste et cette modération caractéristique de l'ouvrier américain. « Le communisme, dit Wright dans l'ouvrage déjà cité, qui signifie la destruction du travail, ne peut coexister avec le machinisme ; en effet son emploi exige dans une trop grande mesure le concours de tous, tant au point de vue social qu'industriel, pour être compatible avec le communisme. C'est pourquoi les Etats, où existent des industries, qui emploient les machines sur une large échelle ; sont exempts de l'invasion du communisme et du socialisme collectiviste... (12).

(11) Carrol D. Wright, l. c. p. 337 et s.

(12) Carrol D. Wright, l. c. p. 347.

La machine est donc l'ami de l'ouvrier. Elle lui rend le travail plus facile. Son emploi se traduit pour lui par une hausse des salaires, une vie plus confortable, une augmentation de la demande de main-d'œuvre. Aussi, nulle part au monde le machinisme n'a-t-il atteint la même extension qu'aux Etats-Unis (13). Ce développement intensif de l'emploi des machines a été amené par l'esprit d'initiative et d'invention, qui se sont ingénies à remplacer par des machines la main d'œuvre trop rare ; mais plus tard c'est le machinisme lui-même, qui est devenu un stimulant de l'initiative et de l'invention. Rien n'est plus caractéristique à cet égard que la multiplicité des brevets pris chaque année au Patent Office des Etats-Unis à Washington et l'augmentation incessante du nombre des inventions nouvelles. Le nombre des brevets accordés en 1860 était de 4.463 ; six ans après, en 1866, il s'élevait à 8.874 ; en 1869, il marquait un

(13) Le caractère mécanique de la vie américaine a été popularisé en France avant la guerre par les deux volumes de récits de voyage aux Etats-Unis et au Canada de M. Jules Huret ; pendant et après la guerre, de nouveaux livres sont apparus, dont le but était d'étudier la reconstruction économique après la guerre et qui ont célébré avec enthousiasme l'ampleur et l'ingéniosité du machinisme américain, qu'ils proposaient comme modèle à l'industrie française. Cf. Lysis : Pour renaitre ; l'Erreur Française ; Vers la Démocratie Nouvelle ; Victor Cambon : France, Etats-Unis ; Où allons-nous ? Notre Avenir ; L'industrie organisée d'après les méthodes américaines ; J. L. Duplan : Lettres d'un Vieil Américain à un Français ; C. Bertrand Thomson : Le système Taylor ; Herbert Casson : Les Seize commandements de l'Homme d'affaires (Traduction Française de : The Axioms of Business, etc...)

nouveau progrès avec 12.957 brevets d'invention. Le nombre des brevets délivrés de 1860 à 1880 a été quatre fois plus grand que celui des brevets accordés de 1850 à 1860 (14). Les inventions se sont accrues dans une proportion, qui n'a été atteinte, ni par le capital, ni par le rendement de l'industrie, ni par le nombre des ouvriers employés dans les manufactures.

Le génie inventif de l'Américain a été encore plus actif dans les années qui ont suivi : de moins de 13.000 en 1869, le nombre des brevets accordés par le Bureau de Washington s'élevait à 35.930 dans la seule année de 1910. C'est à cet esprit d'invention que nous devons nombre d'objets devenus aujourd'hui d'un usage courant et qui employés sur une grande échelle aux Etats-Unis ont modifié l'esprit de la population américaine et lui ont donné des qualités d'ordre, de discipline, de vivacité, d'ardeur au travail. C'est également à ce machinisme intensif, qu'on doit les méthodes nouvelles de travail, destinées à augmenter le rendement de la production ; elles constituent quelle que soit leur dénomination spéciale, ce qu'on appelle la direction scientifique du travail (Scientific Management) (15).

(14) Boggart, l. c, p. 420.

(15) Dans les cadres restreints de cet ouvrage nous ne pouvons pas nous arrêter à cette intéressante question. Il n'y a pas aujourd'hui aux Etats-Unis de traité de législation industrielle ou de livre relatif aux questions ouvrières, qui ne consacrât un ou plusieurs chapitres, à la direction scientifique de l'industrie. Cf. Marot, *American Labor Unions*, *Scientific Management*, p. 230 et s. ; Hoxie, *Trade Unionisme in the United States*, chap. XII et XIII, etc. Les ouvriers sont cependant opposés à la direction scientifique du Travail. Cf. Gompers, *Labor and the Employer*, p. 294 et s.

Nulle part l'organisation du travail n'a été en effet poussée à un plus haut degré de perfection. Dans aucun pays plus d'ingéniosité n'est dépensée pour éviter l'effort futur, plus d'efforts employés pour rendre le travail plus productif et plus commode, plus de travail dépensé pour obtenir plus de loisir.

Mais aucun des aspects actuels de l'évolution économique américaine n'eût été possible sans la libre concurrence. Celle-ci est en effet l'élément dominant de cette évolution. Pays de liberté politique, les Etats-Unis sont en même temps un pays de liberté économique. Nulle part le jeu de l'offre et de la demande n'a été plus libre, nulle part la compétition des producteurs plus âpre. Le jeu de la libre concurrence n'a été faussé par aucune intervention extérieure, si ce n'est, pendant les trente dernières années, par l'excès même de la liberté, qui a engendré ces formes monstrueuses, hypertrophiées du capitalisme, qui ont fini par déterminer l'intervention du législateur (16). La question est trop

(16) Interstate Commerce Act de 1887 contre les « pools » des chemins de fer ; loi Sherman de 1890, dirigée contre la restriction du commerce de toutes catégories et par conséquent contre les trusts. Les Etats ont commencé de leur côté après 1890, à prendre des mesures contre les trusts ; 32 Etats et 2 territoires ont voté des lois prohibitives ; 17 Etats ont introduit des dispositions contre les trusts dans leurs constitutions. Mais ces mesures étaient illusoires parce que trois Etats : Le New Jersey, le Maine, et le Delaware se montraient tolérants envers les trusts et 95 o/o de ces organisations se faisaient enregistrer dans ces Etats. La loi Elkins de 1903 facilita les poursuites contre les trusts. Le gouvernement fédéral a poursuivi énergiquement les trusts à partir de 1901. En 1911, par exemple, le trust du

connue pour qu'il soit utile de rappeler les causes, l'histoire et les effets des trusts et des autres formes de la concentration du capital (17). Il convient pourtant de faire deux remarques : en premier lieu, cette tendance à la concentration est contrariée par un mouvement de déconcentration en sens contraire (18) ; en second lieu

tabac et celui de la Standard Oil ont été dissous. Mais toutes ces poursuites sont illusoires : quelques magnats de l'industrie peuvent constituer un trust autour d'une table de thé dans un club et exercer une influence toute puissante, sans laisser aucune trace, qui donnât prise aux dispositions de la loi.

(17) Boggart, l. c. p. 452 et s. En 1900 le nombre des « combinations » — c'est le nom que les américains donnent à ces entreprises de concentration industrielle — se montait à 185 avec 2.040 fabriques, employant 400.000 ouvriers, ayant un capital de 1.436 millions, consommant pour 1.089 millions de matières premières et produisant des marchandises en valeur de 1.667 millions de dollars. Depuis cette époque surtout après la guerre et malgré les poursuites exercées contre les trusts, l'inflation monétaire, le progrès des industries, la spéculation ont dû sans doute augmenter ces chiffres, dans des proportions qu'il est encore difficile de connaître actuellement.

(18) Pour ne citer que quelques exemples : entre 1875 et 1911 le nombre des déposants dans les banques d'épargne (Saving Banks) a quadruplé, tandis que la population se doublait ; de 1880 à 1905 la fortune globale du pays augmentait dans la proportion de 250 o/o. tandis que la somme des dépôts dans les banques montrait une progression de 375 o/o ; la superficie moyenne des fermes descendait de 206 acres en 1850 à 138 acres en 1910 ; de 1900 à 1910 les exploitations agricoles de plus de 1.000 acres diminuaient dans une proportion de 6,5 o/o. Dans l'industrie le mouvement de concentration l'emporte sur le mouvement contraire ; cependant il est à remarquer d'abord, que si la concentration du capital paraît monstrueuse à première vue, ce capital est en réalité divisé entre des centaines de mille d'ac-

les ouvriers ont envers les trusts une attitude de tolérance et de modération, sur laquelle il est utile d'insister plus longuement, car elle est très significative pour les tendances du trade unionisme.

Voici quel est à ce sujet la théorie des ouvriers exposée par le porte-parole du trade unionisme, M. Gompers, le Président de la Fédération Américaine du Travail :

« Le Trust est l'aboutissant logique et inévitable de l'évolution industrielle et commerciale moderne. Dans les premiers temps du régime capitaliste, quand l'industrie était dirigée individuellement par l'employeur, les ouvriers s'estimaient capables de lutter individuellement pour la sauvegarde de leurs droits ; quand l'industrie s'est développée et les employeurs ont formé des compagnies, les travailleurs formèrent des unions ; quand l'industrie poursuit ce mouvement de concentration en constituant de grandes coalitions industrielles, les ouvriers formèrent leurs unions nationales et internationales ; enfin, quand les employeurs formèrent des trusts, les ouvriers organisèrent des Fédérations de leurs unions locales, nationales et internationales, telle la Fédération Américaine du Travail » (19).

tionnaires ; ensuite que, loin d'être absorbées par les grandes entreprises, les industries possédant un capital de moins d'un million de dollars devenaient chaque année plus nombreuses et en 1906, par exemple, elles représentaient 56 o/o de la production industrielle des Etats-Unis. Cf. Hillquit et Ryan, *Socialism*, p. 113 et s.

(19) S. Gompers, Extrait du rapport annuel au Congrès de Detroit, Décembre 1899, dans *Labor and the Common Welfare*, p. 90.

Ce serait « un pur bavardage » que de parler d'annihiler les trusts. Non seulement les ouvriers ne doivent pas poursuivre, mais ils ne doivent même pas souhaiter la disparition des trusts.

En effet, les trusts sont utiles. Ils diminuent le gaspillage, qui a lieu dans la production sous le régime de la libre concurrence et de la production individuelle. « Le trust est le régime économique le plus parfait qu'on ait jamais atteint. Nous ne voulons pas entendre par là, dit M. Gompers dans un de ses discours (20) que les individus, qui forment les trusts, qui les dirigent, qui en profitent, sont inévitablement et logiquement justes dans les méthodes qu'ils emploient... Beaucoup parmi ces messieurs sont uniquement des accidents heureux dans la cristallisation d'une ère nouvelle. Ils oublient trop souvent qu'ils sont obligés de rendre compte et de rendre justice au peuple, — la grande force, grâce à laquelle l'industrie est possible — dans sa double qualité de producteur et de consommateur... »

Mais malgré leurs abus, « les travailleurs reconnaissent aux employeurs le droit de s'organiser. Ils consentent très volontiers à avoir des relations avec leurs associations, pourvu qu'elles n'empiètent pas sur leurs droits ».

Les abus de leurs méthodes et de leurs fonctions ne doivent donc pas infirmer le fait économique des trusts, qui ouvre « une ère d'association contrastant avec l'ef-

(20) Discours fait à la conférence de Chicago sur les trusts en oct. 1907, reproduit dans *Labor and the Common Welfare*, p. 90 et s.

fort individuel. Pour les ouvriers, les trusts sont d'une grande utilité parce qu'ils rendent possible l'usage du contrat collectif. Car c'est là qu'est la solution : dans l'usage intelligent du droit d'association des ouvriers. Quant aux abus des trusts, les cris et les violences ne serviraient à rien. Ce serait pour les consommateurs d'aujourd'hui faire la même chose que les ouvriers d'autrefois, qui brisaient les machines, parce qu'elles compromettaient leur existence, pendant la période d'ajustement des nouvelles conditions du travail. Pour remédier aux abus des trusts, « il faut créer une opinion publique, qui veillera à ce que la volonté du peuple soit supérieure aux influences des mandataires des corporations (21).

Quelle sera la position prise par la grande industrie, le commerce, la banque, le capital en un mot, en face de l'attitude modérée de la plus grande partie de la classe ouvrière ?

Elle est variable suivant les circonstances, mais en lignes générales l'attitude du capitalisme envers le mouvement ouvrier est conciliante et, pourrait-on dire pleine de sollicitude : les représentants de la grande industrie sont partisans de la coopération avec la classe ouvrière ; ils reconnaissent son droit à l'association pour la défense de ses intérêts et pour l'amélioration de sa situation. Il est frappant de voir, dans un voyage à travers les Etats-Unis, l'intérêt que les industriels manifestent envers leurs ouvriers ; les mesures de sécurité,

(21) Ibid., p. 93.

d'hygiène qu'ils prennent dans leurs établissements ; l'installation confortable et souvent luxueuse de leurs usines, les habitations à bon marché, les restaurants, les magasins coopératifs, en un mot les institutions de progrès social qu'ils créent à l'intérieur et autour de leurs usines (22). En général les industriels sont conscients de leur rôle social ; ils font souvent des améliorations dans leurs usines ; ils ont élevé l'industrie américaine à un niveau supérieur au point de vue social. Si cette tendance au progrès, au confort, aux conditions d'une vie ouvrière meilleure est dictée souvent par des raisons pratiques : la publicité, l'augmentation du rendement ou la diminution des risques, très souvent aussi les patrons sont animés par cet idéalisme *sui generis* de l'Américain, qui considère que parvenu à la tête d'une grande fortune, il a une fonction sociale, dont il s'acquitte en fondant des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique. Ce penchant du caractère américain a rendu possible la magnifique floraison des bibliothèques, des laboratoires, des hôpitaux, des musées, des universités des Etats-Unis, avec des dotations de millions de dollars, fondés et entretenus uniquement par des donations.

Dans ces conditions, l'entente entre les ouvriers et les employeurs n'était pas difficile à réaliser. Les exem-

(22) Dans son livre : France-Etats-Unis, M. Victor Cambon donne des exemples nombreux et significatifs, choisis dans les industries les plus diverses des Etats-Unis, du confort, de l'hygiène et même du luxe, qui caractérisent les établissements industriels du pays.

ples sont quotidiens de déclarations des grands industriels, commerçants, banquiers qui précisent leur point de vue dans les questions sociales, les rapports du travail et du capital, etc., parce que ces problèmes intéressent l'opinion publique beaucoup plus qu'en Europe et parce que dans le Nouveau Monde la proportion des hommes de premier ordre dans l'industrie et le commerce est beaucoup plus élevée qu'en Europe, où la politique et les administrations de l'Etat absorbent en grande partie les meilleurs éléments de la population.

Voici ce que dit en résumé un des représentants les plus typiques du surcapitalisme américain, John D. Rockefeller, dans un discours prononcé devant le Comité de la Chambre de Commerce des Etats-Unis, le 5 décembre 1918 (23) :

« Je crois que le travailleur et l'employeur sont des associés, non des ennemis ; que leurs intérêts sont communs, non opposés, que l'un d'entre eux ne peut atteindre la pleine mesure de sa prospérité au dépens de l'autre, mais seulement en association avec lui. »

Le but de l'industrie est, suivant M. Rockefeller, le progrès du bien-être social au moins autant que la prospérité matérielle ; dans la poursuite de ce but, il convient de ne pas perdre de vue un seul instant aucun des quatre facteurs intéressés à la production ; le public, dont les intérêts doivent être scrupuleusement sauvegardés ; l'ouvrier, qui doit jouir d'un bien-être entier ; la direction de l'entreprise, dont les droits doivent être

(23) L. D. Edie, *Current Social and Industrial Forces*, p. 335 et s.

reconnus ; enfin le capital, qui doit recevoir sa juste récompense.

« Chaque homme a le droit de gagner sa vie, de recevoir un salaire équitable pour une journée de travail raisonnable, dans de bonnes conditions de travail ; de vivre dans une maison confortable, d'avoir des loisirs pour se distraire, pour apprendre, pour prier, et pour aimer, aussi bien que pour travailler ; une lourde responsabilité pèse tant sur l'industrie que sur le gouvernement et la société, si ces conditions ne sont pas remplies et ces possibilités réalisées. »

L'activité, l'initiative, l'effort, d'où qu'ils viennent, doivent être encouragés et recevoir une récompense adéquate.

Les griefs et les mécontentements, quelle que soit leur provenance, doivent être découverts et leur cause promptement supprimée. Le meilleur moyen de les éviter est d'organiser la représentation de toutes les parties intéressées dans un conflit. Quant à la meilleure forme de cette représentation, M. Rockefeller estime que c'est une organisation de bas en haut dans laquelle toute la population ouvrière, industrielle du pays serait représentée. Chaque établissement industriel élirait ses représentants, qui formeraient des comités de district et qui auraient des congrès annuels pour chaque industrie. Ces comités pourraient à leur tour s'associer pour représenter chaque branche de l'industrie ; enfin cette organisation pourrait s'étendre à toutes les industries du pays et représenter ainsi tout le monde du travail.

L'application de ces principes ne manquerait pas d'assurer la coopération et l'équilibre de tous les facteurs de la production. M. Rockefeller finit en disant que « l'homme qui rend le plus grand service à la société est celui qui coopère à l'organisation de l'industrie de manière à donner au plus grand nombre d'hommes, les plus grandes possibilités de se développer et de jouir de tous les avantages, qui augmentent la richesse et la civilisation » (24).

On croirait entendre parler non M. Rockefeller, mais M. Gompers.

Si les autres hommes d'affaires américains ont des vues moins idéalistes que le promoteur de la Standard Oil, leur langage n'est pas au fond très différent. M. Stephen C. Mason, le président de l'Association nationale des Manufacturiers des États-Unis, organisation comprenant 4.000 industriels et dont la production totale a été de 24 milliards de dollars en 1914 et probablement double après la guerre, exprime, au nom de son association, ses vues sur les relations entre les ouvriers et les employeurs, (25) de la manière suivante :

La correction et la loyauté dans leurs rapports réciproques doit être le principe fondamental des relations entre employeurs et employés. L'Association des Industriels n'est pas opposée aux associations des travail-

(24) Ibid. p. 336.

(25) Stephen C. Mason, Comment les Industriels Américains envisagent les relations avec leurs employés, dans les Annales de l'Académie américaine des Sciences Politiques et Sociales, Mars 1916.

leurs, mais elle réprouve les procédés illégaux, comme le boycottage, la liste noire, ou tout autre acte de nature à empiéter sur la liberté personnelle tant de l'employeur que de l'ouvrier. L'Association ne fera pas de distinction entre les ouvriers unionistes ou non unionistes ; elle n'accordera aucun privilège en ce qui concerne l'embauchage ou le renvoi de l'ouvrier. Celui-ci est libre de quitter l'emploi quand il le voudra, comme l'employeur est libre de le congédier, selon les besoins de son industrie.

Les industriels sont libres d'employer les ouvriers en les rémunérant équitablement sans être obligés de se soumettre aux injonctions des individus ou des organisations, qui ne sont pas directement intéressés au contrat. Les employeurs ne doivent pas être troublés dans la direction de leurs industries par des interventions étrangères faites en vue de leur dicter la quantité ou la qualité de leurs produits ou le régime des salaires, si ceux-ci sont justes et équitables. Il ne sera apporté aucune restriction à l'instruction professionnelle, comme certaines trade unions l'ont prétendu, en essayant d'imposer des limitations au sujet du nombre d'apprentis destinés à être employés dans certains métiers qualifiés (Skilled). Dans l'intérêt de l'économie nationale, le recours à la grève doit être condamné. Des relations de paix industrielle et de coopération doivent s'établir pour le profit commun des employeurs et des employés. « La croyance se répand aujourd'hui plus que jamais, parmi les employeurs d'Amérique, dit M. Mason, que

l'égoïsme de jadis, tant de l'employeur que de l'ouvrier, doit être entièrement mis de côté et que chacun doit être content, l'ouvrier de s'engager à travailler pour un salaire raisonnable et l'employeur de louer son travail sur la même base équitable ». Pour maintenir la paix industrielle, l'Association des Manufacturiers approuve le contrat collectif, mais elle n'admet pas les clauses stipulant que l'emploi doit être refusé aux ouvriers, qui ne sont pas parties au contrat ; ce serait en effet une violation des droits constitutionnels de l'ouvrier américain et une infraction aux lois sur la conspiration (26).

Les industriels se maintiennent donc sur le terrain de la liberté. Ils reconnaissent le droit des ouvriers de s'organiser et ils traitent collectivement avec leurs organisations ; ils préconisent des relations pacifiques entre le travail et le capital, mais ils voient avec défaveur tout essai de tyrannie corporative, tout empiètement sur la liberté.

La Chambre de Commerce des Etats-Unis, qui représente plus de 1.100 Chambres de Commerce de tout le pays, s'est préoccupée aussi de son côté des relations entre les employeurs et les ouvriers. Elle a formulé dans un rapport d'avril 1919 (27) les principes, qui doivent présider à ces relations et qu'elle a votés à une majorité de 2/3.

L'entreprise industrielle, en tant que moyen d'existence de l'employeur comme de l'employé, doit être

(26). V. Chapitre II.

(27). Cité dans L. D. Edie, l. c. p. 346 et s.

dirigée de manière à prendre en considération leurs intérêts communs. Le droit d'association est reconnu aux ouvriers par les Chambres de commerce. L'intérêt public exige que les conflits soient résolus par des moyens pacifiques. La régularité et la continuité du travail doivent être assurées dans la plus large mesure ; elles doivent être le fruit des efforts communs de tous les facteurs de l'industrie : employeurs, ouvriers, public. L'harmonie et la prospérité industrielles ne peuvent être assurées que par la représentation adéquate de toutes les parties intéressées. Les accords collectifs concernant les relations industrielles doivent être loyalement observés. Ils doivent contenir des stipulations pour la solution prompte et paisible des controverses possibles au sujet de leur interprétation ou de leur application. « Les salaires doivent être fixés en tenant compte de leur pouvoir d'acquisition et du droit de chaque homme d'avoir son existence assurée par un salaire équitable, de jouir d'une durée et de conditions de travail raisonnables, d'avoir une maison décente, et de vivre dans des conditions sociales favorables. » (28).

En revanche, les ouvriers doivent assurer loyalement le rendement nécessaire à l'industrie ; la restriction volontaire de la production leur est nuisible à eux, autant qu'aux employeurs et au public. L'initiative, l'activité et l'efficacité du travail seront récompensés partout où elles seront rencontrées. Aucune réduction des salaires ne sera prise en considération tant que les possibilités de

(28) Ibid. p. 346.

réduction dans toutes les autres directions n'auront pas été épuisées.

De telles déclarations se passent de commentaires.

Nous avons tenu à insister sur cet aspect peu connu de la question, car il nous permettra de comprendre comment, unie aux autres circonstances, que nous venons d'examiner, l'attitude des employeurs américains envers les ouvriers a contribué en grande partie à consolider le mouvement trade unioniste et à lui imprimer ce caractère d'ordre, de stabilité, de paix sociale, de coopération avec les autres forces du pays, qui lui donne un aspect si différent des mouvements ouvriers européens.

Le trade unionisme comprend pratiquement aujourd'hui l'unanimité de la masse ouvrière organisée. Il joue dans la vie américaine un rôle éminent. La législation ouvrière est souvent votée sur son initiative ; la paix sociale, le rendement de l'industrie sont fortement influencés par son activité. Son rôle dans l'économie des Etats-Unis est trop vaste et les problèmes qu'il soulève sont trop complexes pour qu'une étude détaillée et complète en soit possible dans cet ouvrage. Nous insisterons particulièrement sur la conception trade unioniste de la question sociale, qui rend le problème particulièrement instructif. Nous n'examinerons qu'incidemment quelques questions de législation ouvrière en rapport avec l'organisation ou les méthodes trade unionistes.

Après avoir passé en revue les caractères dominants de la vie économique américaine, et insisté sur les rela-

tions entre le capital et le travail, nous entreprendrons l'étude sommaire de l'évolution industrielle américaine et de la composition de la population ouvrière des Etats-Unis. Une fois le cadre ainsi fixé, dans lequel le trade unionisme s'est développé, l'examen rapide des premières organisations ouvrières des Etats-Unis nous mènera à l'étude de la Fédération Américaine du Travail, et des Associations des employés des chemins de fer, qui représentent le mouvement trade unioniste moderne.

Un chapitre consacré aux Travailleurs Industriels du Monde nous a semblé nécessaire. Non seulement le sujet est par lui-même intéressant, mais il ne saurait y avoir rien de plus instructif, dans l'étude des questions ouvrières des Etats-Unis que de mettre en contraste l'activité constructive, réaliste, positive du trade unionisme, avec l'activité destructive, révolutionnaire, négative du syndicalisme des I. W. W.

Un dernier chapitre enfin sera consacré à l'influence de la guerre sur le mouvement ouvrier, à l'attitude et à l'activité des ouvriers américains de 1914 à 1918. La guerre a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement trade unioniste des Etats-Unis : le traité de Versailles a établi les principes fondamentaux de la « magna charta » du travail. Par leur activité réaliste, par leur nombre et leur puissance, par la continuité et la stabilité de leur politique ouvrière, les trade unionistes américains seront peut-être les premiers à transformer ces principes en réalités.

I

Observations sur les ressources économiques, la population ouvrière et l'évolution industrielle aux Etats-Unis

Il y a à peine trois siècles que le peuple des Etats-Unis a commencé à conquérir sur la nature le sol du continent américain. Les premiers débuts de l'histoire industrielle du pays sont cependant beaucoup plus récents ; ils datent effectivement du milieu du XIX^e siècle. Soixante-dix ans ont suffi à la population des Etats-Unis pour édifier une des plus grandes civilisations industrielles du monde.

Avant d'entreprendre l'étude des organisations ouvrières des Etats-Unis, il sera utile de montrer en quelques mots les conditions déterminantes de ce développement économique, unique dans l'histoire par sa rapidité et son ampleur. Il est dû principalement aux ressources extrêmement abondantes du Nouveau Monde et

à la qualité supérieure du matériel humain, qui a servi à les mettre en valeur. Ces deux éléments sont indispensables, mais suffisants, à expliquer l'évolution industrielle des Etats-Unis. Ce pays est sans doute le seul — avec la France — a avoir réuni au même degré une population de travailleurs de qualité tout-à-fait supérieure, sur un territoire se suffisant à lui-même par l'abondance et la variété de ses ressources. Plus favorisés encore que la France, les Etats-Unis ont des ressources qui manquent à la dernière : pétrole, cuivre, or, des quantités considérables de charbon, des richesses agricoles enfin, qui font défaut à la France à cause de sa situation géographique, et de son territoire moins étendu.

Par le traité de Paris de 1783, les Etats-Unis entraient déjà en possession d'un immense domaine de 827.844 milles carrés. Progressivement, par la colonisation des territoires de l'Ouest, et par plusieurs acquisitions territoriales successives, la superficie des Etats-Unis atteint de nos jours 3.726.500 mille carrés (1) ou 9.644.182 kilomètres carrés, un peu moins que la superficie de l'Europe. Ce territoire est traversé par des fleuves immenses comme le Mississipi et le Missouri, naviguables sur une très grande longueur. Le Mississipi qui arrose avec ses affluents plus de 2 millions et demi de kilomètres carrés de territoire, permet à des villes de l'intérieur d'avoir un accès direct à l'Océan,

(1) Le mille carré a 2,588 kil. carrés.

qui se trouve à plus de 1.500 kilomètres. La longueur des rivières navigables et des rivages des grands lacs dépasse 30.000 kilomètres. La longueur des côtes des Océans Pacifique et Atlantique est d'environ 28.000 kilomètres. Les forces hydrauliques du pays sont considérables ; elles permettront un jour d'économiser le charbon, dont on fait actuellement une énorme consommation, mais qui se trouve néanmoins en très grande quantité. Suivant les calculs du service géologique des États-Unis le pays possède 335.000 milles carrés de couches carbonifères ; une grande quantité de ce charbon est trop impur ou bien les couches en sont trop peu épaisses, pour être actuellement l'objet d'une exploitation lucrative. Une quantité infime de ce charbon est exploitée aujourd'hui. La plus grande partie est constituée par du charbon bitumineux et les couches d'anthracite ne dépassent guère 484 milles carrés. Mais l'extraction du charbon est plus facile et le rendement par tête d'ouvrier beaucoup plus grand qu'en Europe.

Le minerai de fer se trouve également en quantités considérables aux États-Unis, particulièrement dans la région du Lac Supérieur. L'abondance du minerai est encore tellement grande qu'on n'exploite actuellement que les gisements de première qualité dont le rendement est très important et l'extraction aisée.

Les États-Unis sont le plus grand producteur de pétrole et de cuivre du monde entier. Bien que moins bien pourvus que l'Europe, ils ont également du plomb et du zinc. Ils tiennent le deuxième rang pour la produc-

tion de l'or et de l'argent, le premier étant respectivement occupé par le Transvaal et le Mexique. Disséminés dans plusieurs régions du pays, ces métaux sont exploités surtout dans la proximité des Montagnes Rocheuses : la Californie occupe le premier rang dans l'extraction de l'or, le Névada dans celle de l'argent. De grands dépôts de phosphates existent dans la Floride, la Caroline du Sud, le Tennessee, l'Utah et le Wyoming. Le sel gemme se trouve en particulier dans les États de New-York et de Kansas. Le matériel de construction : pierre, ciment, gypse, argile, etc. ; les substances chimiques : borax, soufre, etc... complètent cette énumération.

La faune des Etats-Unis était extrêmement riche, mais la plupart des animaux indigènes ont été exterminés et la faune domestique actuelle est d'importation européenne. La chasse des animaux à fourrure et la pêche dans l'Océan, les fleuves et les grands lacs sont actives, mais elles se ressentent de l'exploitation intensive et irréfléchie, qui en a été faite.

Les forêts américaines couvrent une superficie de plus de 700 millions d'acres ou plus de 35 o/o de l'étendue totale du pays. Dès le début de la colonisation de l'Amérique, quand les colons devaient gagner sur la forêt le sol arable par une lutte quotidienne, jusqu'à nos jours quand des villes entières sont encore bâties en bois, ce qui explique la rapidité de leur développement, les forêts ont joué un rôle de la première importance dans la vie économique du pays ; la civili-

sation américaine a été édifiée sur le bois.

La fertilité du sol américain est remarquable, à l'exception de la région des Cordillères, riche en revanche en minéraux et de la région des steppes de l'Ouest, destinées surtout au pâturage. La quantité moyenne annuelle de pluie est de 29,6 inches (approximativement 74 c/m) ; la température moyenne de 53° F. (environ 12°), avec des différences beaucoup plus grandes que l'Europe entre l'été et l'hiver. Une petite partie du territoire seulement se trouve dans la zone tropicale de sorte que la situation géographique et climatique du pays n'a opposé aucun obstacle à la colonisation européenne.

Toutes ces ressources des Etats-Unis ont été exploitées avec une imprévoyance et dépensées avec une prodigalité caractéristiques de la psychologie américaine. On a calculé que, si le taux actuel de la consommation se maintient, une grande partie des richesses du sol américains s'épuisera dans un délai relativement rapproché. Les couches de charbon actuellement utilisables s'épuiseraient ainsi en 150 ans ; le minerai de fer de première qualité au bout d'un siècle ; les dépôts de cuivre dans un laps de temps de 50 à 100 ans ; le pétrole dans 30 ans ; les gisements de phosphates dans 25 ans (2).

En ce qui concerne les forêts, les méthodes d'exploitation des grandes compagnies forestières et les incen-

(2) Toutes ces questions sont développées dans les divers ouvrages d'histoire économique des Etats-Unis : Coman, *Industrial History of the United States* p. 374 à 413 ; Boggart, *Economic History of the United States*, p. 522 à 540, etc.

dies ont été beaucoup plus destructifs que la hache du pionnier. Des régions entières de l'Est et du Middle West ont été complètement déboisées. Les pertes annuelles pour cause d'incendie sont évaluées à 50 millions de dollars ; la consommation totale du bois se monte à 100 milliards de pieds cubiques, tandis que la croissance annuelle ne représente que 30 à 40 milliards de pieds cubiques. Le gaspillage se chiffre pour les forêts à 450 millions de dollars annuellement, dont 400 millions pourraient être facilement épargnés.

Le gaspillage est identique en ce qui concerne l'agriculture. Malgré un emploi intensif de la motoculture, le rendement de la terre américaine est très réduit : 13,8 boisseaux par acre en moyenne. Il atteint à peine la moitié du rendement de l'agriculture allemande (28 boisseaux) un peu plus de la moitié de l'agriculture française (20 boisseaux environ) (3). Seul le paysan russe produit moins que le fermier américain. Mais c'est surtout par la perte des vies humaines que ce gaspillage atteint la proportion d'un véritable désastre national (4).

(3) Un boisseau (bushel) équivant à 36 litres 34 ; l'acre à 4.046 mètres carrés.

(4) La question des risques professionnels et des accidents, que nous ne pouvons examiner ici, a fait l'objet de très nombreuses études tant au point de vue juridique qu'économique et statistique. Une des études les plus complètes est celle de Henderson (Charles Richmond) : *Industrial Insurance in the United States* (1910) ; une des plus récentes est celle de Van Doren (Durand Halsey), *Workmen's Compensation and Insurance* (1918).

Dans les mines de charbon la mortalité atteint un pourcentage variable de 2 à 3,5 o/00, suivant les années. En 1908, par exemple il y a eu 3.000 morts et 7.000 blessés sur 500.000 mineurs (5).

Au lieu de diminuer, le nombre des accidents augmente au fur et à mesure que les mines deviennent plus profondes et que le matériel d'exploitation est plus perfectionné : pics automatiques, machines à creuser les galeries, transports électriques. Une des causes d'accidents les plus fréquentes est cependant l'emploi dans les mines d'ouvriers étrangers ne sachant pas l'anglais et par conséquent difficiles à diriger.

Le nombre des accidents est encore plus considérables parmi les employés de chemins de fer (6). En 1888, la première année pour laquelle on possède des statistiques complètes, il y a eu 2.451 morts et environ 12.500 blessés. En 1907 le nombre des morts parmi les employés s'est élevé à 4.534, celui des blessés à 87.644, tandis que le nombre total des accidents parmi les ouvriers, passagers et autres personnes se montait à 11.839 morts et 111.016 blessés (7). Le Bureau de Statistique du Travail de New-York évalue aux chiffres suivants le nombre total annuel d'accidents du travail des Etats-Unis : 10.000 ouvriers tués ; 68.000 affectés d'une incapacité définitive, totale ou partielle de travail ; 55.000 frappés d'une incapacité temporaire de plus de 13 semaines et

(5) Coman, l. c. p. 387.

(6) V. Chap. IV, le nombre des accidents en 1909.

(7) Coman, l. c. p. 387.

environ 400.000 atteints d'une incapacité de plus de 3 jours, mais de moins de 13 semaines (8). Telle est aux Etats-Unis le bilan de la grande bataille industrielle.

Quelle est, une fois ébauché le cadre dans lequel elle manœuvre, la composition de la grande armée de l'industrie ?

Nous avons déjà examiné sommairement la question de la population ouvrière et nous avons vu comment l'immigration avait contribué en grande partie à sa formation, comment se passait le processus d'américanisation, comment enfin, le législateur avait été amené à cause du flot toujours croissant des immigrants, à prendre des mesures restrictives. Il nous reste à voir quelle est la répartition industrielle des ouvriers suivant leur origine (9) et quel est le nombre approximatif des travailleurs organisés — par catégories d'industries — que peut revendiquer le mouvement ouvrier des Etats-Unis.

(8) Adams et Summer, l. c. p. 486. Commons and Andrews, Principles of Labor Legislation, p. 328 donnent les proportions suivantes par 1.000 ouvriers, pour 1913 : métallurgie 4,20 ; mines de charbon 3,50 ; pêche et navigation 3 ; chemins de fer 2,40 ; électricité 2,25. On trouve les pourcentages les plus élevés dans la métallurgie et les mines de charbon ; les moins importants dans l'agriculture et les manufactures (respectivement 0,35 et 0,23 o/oo). Un expert cité par Coman, l. c. p. 388, évalue à plus de 850 millions de dollars les pertes totales causées chaque année par les accidents du travail.

(9) On peut trouver des tableaux statistiques détaillés pour tout ce qui concerne cette question dans : W. Jett Lauck et Edgar Sydenstricker, Conditions of Labor in American Industries.

La population totale des Etats-Unis se compose d'Américains et d'étrangers, suivant les distinctions et les proportions suivantes :

Nés en Amérique de père américain.... 25 o/o

Nés en Amérique de père étranger... .. 17 o/o

Nés à l'étranger 58 o/o

par conséquent, un quart seulement des ouvriers employés dans l'industrie sont américains, les autres sont des immigrants de la première et de la seconde génération (10).

Les ouvriers blancs d'origine américaine sont employés particulièrement dans les manufactures de tabac et de cigares, dans la fabrication de la lingerie, des chaussures, des gants et dans la verrerie. Seule une proportion de 10 à 20 o/o d'entre eux sont employés dans les grandes industries du pays ; en ce qui concerne les noirs ils sont employés surtout dans les manufactures de tabac, dans les mines de houille, dans les travaux de construction du sud, dans les abattoirs et dans les fabriques de conserves de viande.

Les ouvriers allemands de la seconde génération et les immigrants allemands de provenance plus récente, sont employés surtout dans la fabrication des outils

(10) Le nombre total des blancs de 10 ans et au-dessus était en 1910 — suivant le 13^{me} recensement des Etats-Unis de 12.944. 524, dont 3.380.000 seulement étaient d'origine anglaise, écossaise, galloise ou irlandaise, de sorte que tout le reste, près de 10 millions d'hommes, étaient incapables de parler l'anglais à leur arrivée aux Etats-Unis. Thomson, *The Schooling of the Immigrant*, p. 2, note 1.

agricoles, des machines, des locomotives, dans les manufactures d'armes, dans les fabriques de chaussures, de gants, le tissage et la peinture de la soie, dans la bonneterie, les industries électriques, dans la métallurgie, dans les raffineries de pétrole, enfin dans l'industrie des conserves alimentaires.

Les salariés provenant de l'ancienne Autriche-Hongrie sont en général des immigrants de la première génération et au point de vue de la nationalité ils sont surtout d'origine tchèque, hongroise, croate, et slovaque.

Les Hongrois sont disséminés dans toutes les industries, mais la plupart d'entre eux sont employés dans les charbonnages, dans l'industrie métallurgique et dans les raffineries de sucre.

Les Croates sont employés en très grand nombre dans la construction des routes et des chemins de fer, dans l'industrie des conserves de viande, les raffineries de pétrole, et dans les mines de charbon, de fer ou de cuivre.

Les Slovaques travaillent surtout dans les mines de charbon, dans l'industrie du fer et de l'acier, et dans l'industrie pétrolifère.

Les Tchèques, nombreux aux Etats-Unis, sont représentés dans toutes les industries, mais la majorité d'entre eux sont employés dans l'industrie des conserves alimentaires, dans la fabrication des outils agricoles, dans les industries électriques et dans le vêtement.

Les ouvriers d'origine austro-hongroise forment en-

semble environ 15 o/o du nombre total des ouvriers employés dans les industries américaines.

Les Italiens fournissent de leur côté un contingent important à l'armée industrielle des Etats-Unis : ils représentent environ 7 o/o du nombre total des ouvriers employés dans l'industrie. On les trouve surtout dans les travaux de construction, dans les mines de fer et de charbon, dans les fonderies et les manufactures de machines, dans la confection des vêtements, la bonneterie, les ateliers de tricotage, etc.

Les Polonais qu'on trouve en grand nombre dans toutes les branches de l'industrie sont employés dans une plus grande proportion surtout dans les mines de charbon, dans les fonderies et les fabriques de wagons, de machines et de locomotives, dans les raffineries de sucre, dans les mines et les fonderies de zinc, dans les fabriques de mobilier, dans les tissages de coton, corderies, etc...

Nous ne pouvons examiner en détail toutes les industries américaines, mais si nous prenons comme exemple quelques-unes des industries, qui ont eu un rôle important pendant la guerre, nous remarquons que deux ou trois cinquièmes, suivant les industries, du nombre total des ouvriers employés, sont nés à l'étranger : dans les manufactures d'armes, les Français Canadiens, les Anglais, les Irlandais, les Allemands, les Italiens, les Polonais et les Suédois, représentent 40 o/o du nombre des ouvriers ; dans les fonderies et les manufactures de machines, il y a une proportion de 55 o/o d'étrangers ;

dans les manufactures de fer et d'acier, le pourcentage des étrangers est de 58 o/o ; dans les exploitations pétrolifères la proportion des immigrants nés à l'étranger s'élève à 67 o/o.

Cinquante-six nationalités différentes sont représentées dans des proportions plus ou moins importantes dans les principales industries des États-Unis. Il y a là un élément, qu'il ne faut pas manquer de prendre en considération quand on veut étudier certains aspects du mouvement ouvrier américain. Cette énorme proportion d'étrangers parmi les ouvriers des États-Unis nous expliquera par exemple l'existence de certaines organisations ouvrières en dehors du trade unionisme, comme les différents partis socialistes, anarchistes ou les organisations syndicalistes des I. W. W. C'est à elle qu'est dû également le nombre relativement restreint des trade unionistes (11) par rapport au total de la population ouvrière. En effet, les étrangers ont pendant de longues années, à cause de leur langage, de leur religion, des relations qu'ils gardent avec leur pays d'origine, la tendance de se tenir à l'écart de la vie américaine. Ils vivent généralement en groupements compacts dans le même quartier d'une ville, où ils ont leurs églises, leurs salles de réunion, leurs magasins, leurs sociétés nationales, souvent leur journal dans leur langue nationale, rarement leurs écoles même s'ils sont très nombreux. A Chicago, à New-York, Boston etc., il y a un quartier juif, italien, grec, tchèque, polonais, chinois, etc.,

(11) V. Ch. III. Note 44.

peuplé souvent par des dizaines ou même des centaines de mille de nationaux et où rien ne rappelle l'Amérique, si ce n'est le caractère extérieur des rues et des maisons.

Dans ces conditions il est très difficile pour l'ouvrier américain de pénétrer parmi les étrangers, comme pour l'étranger de s'introduire parmi les Américains. Mais, par la fabrique, par le journal, par l'école, les plus intelligents, les plus vifs et entreprenants entrent petit à petit dans le courant de la vie américaine, demandent leur naturalisation et s'établissent définitivement dans le pays. Il est à remarquer que plus une population était d'un niveau intellectuel et d'un degré de civilisation plus élevés — Français, Anglais, Allemands, Juifs — plus elle manifestait la tendance de s'enraciner solidement aux Etats-Unis. Généralement ce sont les immigrants de l'Europe Orientale, qui n'ont pas réussi à s'adapter à la vie américaine pendant de longues années, qui manifestent la volonté de retourner dans leur pays d'origine, mais ce mouvement, très prononcé après l'armistice, s'est beaucoup ralenti aujourd'hui et la plupart des immigrants se trouvant actuellement aux Etats-Unis sont probablement des recrues définitives pour l'Amérique (12).

Pourtant de longues années se passeront encore avant que toute cette population puisse donner un contingent important aux organisations trade unionistes, qui sont composés actuellement en très grand nombre

(12) V. Bryce, l. c. Vol. II, chap. LXXXI et XLII où l'on peut trouver des détails particulièrement intéressants sur l'immigration et sur la psychologie de la classe ouvrière des Etats-Unis.

surtout d'ouvriers américains, ou déjà américanisés depuis quelque temps.

Il est très difficile de connaître actuellement le nombre exact des trade unionistes des Etats-Unis, parce qu'il faut recueillir les chiffres à des sources très différentes et variables, comme les rapports de la Fédération Américaine du Travail pour les groupements affiliés avec elle ou les statistiques du Département du Travail de New-York pour les autres organisations. Nous nous en tiendrons donc à des renseignements fournis par le Professeur Barnett (13) pour la période de 1897-1914 en faisant toutefois remarquer que depuis cette époque le nombre des trade unionistes a dû doubler, à juger d'après les statistiques de la Fédération Américaine du travail, qui a gagné 2 millions d'adhérents pendant la guerre (14), de sorte que, ces chiffres n'auront qu'une valeur démonstrative : ils nous permettront de nous rendre compte de la répartition approximative des ouvriers par catégories d'industries. Le nombre total des trade unionistes s'élevait en 1914 à 2.700.000. C'était le niveau le plus élevé atteint jusqu'à cette date, car en 1897 les trade unions ne comptaient que 444.000, en 1905 1.945.000 ; en 1910, 2.138.000 membres.

Pour la même année 1914 la répartition des ouvriers par industries est faite de la manière suivante :

Le bâtiment est représenté par un nombre total de

(13) Barnett (George E.) Growth of Labor Organization in the United States, 1857-1914. *Quarterly Journal of Economics*, Août 1916.

(14) Voir Chapitre III.

542.000 ouvriers organisés, parmi lesquels les organisations les plus puissantes sont celles des charpentiers (United Carpenters) avec 212.200 adhérents, des maçons, avec 82.500, des électriciens avec 30.800, des peintres avec 74.400, des plombiers avec 29.700, et des couvreurs avec 17.600 membres. Cette industrie représente une proportion de 20,3 o/o du nombre total des trade unionistes.

Les ouvriers des transports sont au nombre de 561.000 (21 o/o), parmi lesquels les plus nombreux sont les mécaniciens (73.800), les chauffeurs des chemins de fer (86.800), les garde-voies et autres employés chargés de l'entretien de la voie et du matériel (132.600), les télégraphistes des chemins de fer (25.000), les employés des transports urbains et interurbains (54.500), les voituriers (51.100).

Les mines et les carrières sont représentées par 380.200 ouvriers organisés (14,2 o/o) appartenant presque en totalité aux deux grandes unions de la Fédération Américaine du Travail : United Mine Workers (339.000) et Western Federation of Miners (36.900).

Les ouvriers du métal sont au nombre de 225.900 (8,4 o/o), parmi lesquels les mécaniciens (75.400), les fondeurs (50.000), les constructeurs de wagons de chemins de fer (38.700) forment les trade unions les plus importantes.

Le vêtement (5,9 o/o) occupe 157.000 ouvriers organisés, parmi lesquels 69.900 sont employés à la confection des vêtements de femmes et 60.700 à la confec-

tion des vêtements d'hommes. En dehors d'eux l'union la plus importante de cette catégorie est celle des tailleurs comptant 12.000 membres.

Les manufactures de tabac et les industries alimentaires emploient 136.900 ouvriers trade unionistes (5.1 o/o), parmi lesquels il y a 67.600 ouvriers brasseurs (15), 48.500 cigariers, 15.700 boulangers.

Les autres catégories d'ouvriers organisés sont employés dans les autres industries, dans la proportion et le nombre suivants :

La papeterie, l'imprimerie et la reliure, (4,1 o/o) sont représentées par 110.900 travailleurs organisés ; les restaurants et le commerce (3,5 o/o) par 94.809 ; la musique et les théâtres (3,4 o/o) par 92.000 ; les services publics (3 o/o) par 81.200 , l'industrie chimique (2,2 o/o) par 57.800, l'industrie du cuir (2,1 o/o) par 55.500 ; l'industrie textile (1,1 o/o) par 30.300 ; les exploitations forestières et l'industrie du bois (0,9 o/o) par 24.800 ; enfin diverses autres industries (4,6 o/o) par 123.400 (16).

Les trade unions des ouvriers des transports, du bâtiment et de la métallurgie, représentent donc dans le mouvement des travailleurs organisés une proportion de 50 o/o et depuis 1897, le point de départ de M. Barnett, c'est dans ces industries qu'on a constaté les progrès les plus rapides des organisations.

La proportion des ouvriers organisés par rapport

(15) L'introduction de la loi Volstead, qui a généralisé la prohibition aux Etats-Unis a dû diminuer considérablement ce chiffre.

(16) Dans ce nombre sont compris 14.000 I. W. W.

au nombre total de la population ouvrière est relativement très restreinte : 2.700.000 trade unionistes en 1914 sur 30 millions d'ouvriers, d'après le recensement de 1910 (17). Aujourd'hui cette proportion doit être beaucoup plus élevée parce que le nombre des trade unionistes s'est plus que doublé (4 millions d'adhérents de la Fédération Américaine du Travail et plus de 500.000 cheminots), tandis que la population du pays n'a progressé du recensement de 1910 à 1920 que de moins de 10 o/o.

En ce qui concerne les femmes, il n'y a presque pas de groupe du recensement fédéral, où elles ne soient représentées, mais la plus grande proportion d'entre elles est employée dans les banques, les compagnies d'assurances, les agences immobilières, dans les administrations publiques et tous les autres emplois compris par les américains sous le nom de services professionnels, où elles représentent 50 o/o du nombre des employés. Dans les services domestiques enfin, la proportion des femmes par rapport aux hommes est de 66 o/o, dans l'agriculture de 15 o/o, dans le commerce de gros ou de détail de 17 o/o, dans les transports de 15,8 o/o, dans les manufactures et les industries mécaniques 16,4 o/o, mais dans cette dernière branche d'activité, leur proportion va en diminuant. (18).

Les enfants au-dessous de 16 ans employés dans des

(17) Voir quelques considérations à ce sujet dans le chapitre III, in fine, et chap. III, note 44.

(18) Lauck and Sydenstricker, l. c, p. 20.

occupations lucratives sont enfin, suivant le recensement fédéral de 1910, au nombre de 1.990.000, ce qui représenterait une proportion de 16,5 o/o du nombre total des ouvriers, mais la plupart d'entre eux sont employés dans les établissements de commerce (102.000) ou dans l'agriculture (1.425.000); dans l'industrie, ils ne représentent qu'une proportion de 2 o/o du nombre des ouvriers (19).

Cette population ouvrière si composite se transforme peu à peu sous l'influence du milieu et de tous les autres facteurs, qui ont déterminé la formation et l'évolution de la civilisation américaine, et au bout d'une génération l'ouvrier immigrant finit par présenter les mêmes caractères que les Américains d'ancienne souche : une intelligence réaliste, une grande indépendance d'esprit, une initiative audacieuse, l'amour du risque, de la persévérance et de la méthode dans l'action, une ingéniosité particulière dans l'emploi des machines, une sorte d'énergie nerveuse au travail, toutes les qualités enfin qui ont frappé les nombreux observateurs de la vie américaine.

En dehors des causes inhérentes à la vie industrielle américaine, comme le machinisme intensif et la direction scientifique du travail, son habileté et son rendement élevé sont dus au niveau supérieur de son éducation, car si elle n'est pas un pays d'intellectuels, l'Amérique est du moins un pays de forte instruction moyenne,

(19) Ibid. p. 25-28.

et aux conditions physiologiques meilleures de son développement.

M. Mosely, le chef de la commission, qui a entrepris la grande enquête industrielle de 1902 (20) est d'avis que « le véritable Américain est un homme dont l'éducation est plus soignée, dont l'habitation, la nourriture et le vêtement sont meilleurs, dont l'énergie est plus grande que chez son frère anglais. Il est infiniment plus sobre que celui-ci ; comme conséquence, il est plus capable d'employer son cerveau, ainsi que son énergie physique. »

En examinant les ressources des Etats-Unis et la composition de la population ouvrière, nous avons pu nous rendre compte de deux éléments principaux de sa vie économique ; il nous reste pour avoir un aperçu complet des conditions déterminantes du mouvement ouvrier, de tracer en lignes générales les phases successives de l'évolution économique du pays.

L'histoire économique des Etats-Unis peut être divisée en 5 grandes périodes : la période coloniale, des premiers débuts de la colonisation jusqu'à la déclaration de l'indépendance des treize colonies ; la lutte pour la liberté économique, entre la déclaration de l'indépendance en 1776 et la seconde guerre avec la Grande-Bretagne en

(20) La commission Mosely. Des conditions de la vie économique et sociale de l'ouvrier aux Etats-Unis, p. X. Cette commission composée de spécialistes anglais des questions ouvrières a entrepris en 1902 aux Etats-Unis une vaste enquête, dont les résultats ont été consignés dans un volume traduit en français par M. Alfassa en 1904.

1812; le mouvement vers l'ouest jusqu'à la guerre civile; l'apparition de l'industrialisme, de la guerre de sécession jusqu'à la fin du XIX^{me} siècle; enfin de nos jours, la phase de l'intégration économique.

La période coloniale est caractérisée par la conquête tenace du sol par les colons, d'un côté sur la nature, d'un autre côté sur la population indigène. Celle-ci avait été impuissante, jusqu'à l'arrivée des blancs, de mettre en valeur les riches ressources du territoire Nord-Américain. Elle subsistait grâce à la chasse, à la pêche et à une agriculture tout-à-fait primitive.

Les colonies dépendent de l'Angleterre au point de vue économique: tout leur commerce se fait avec les Iles Britanniques, où elles envoient du tabac, du bois, des produits agricoles, et d'où elles importent tous les produits manufacturés. Les colons essaient sans succès de créer quelques industries, mais l'Amérique n'est pas encore capable d'avoir une vie industrielle: les conditions économiques sont encore trop dures, les communications difficiles, la concurrence anglaise toute-puissante. La vie économique du pays est uniquement agricole, les conditions du travail sont difficiles, mais les colons sont des hommes actifs et énergiques et la misère est inconnue dans les colonies anglaises de la côte de l'Atlantique.

Bien que travaillant avec âpreté, les premiers colons n'étaient pas imbus uniquement du matérialisme grossier de leurs conditions économiques. D'origines très diverses, ils étaient en grande partie des hommes rigides, de

mœurs puritaines, passionnés de liberté. Ils s'étaient réfugiés en Amérique pour ne plus subir les persécutions religieuses et politiques de leur pays. Ils se déclarèrent indépendants en 1776 au commencement de la guerre provoquée par la politique économique irritante de l'Angleterre ; cette guerre dura huit ans, de 1775 à 1793. Elle ne leur apporta pourtant que la liberté politique : la vie économique continua à demeurer ce qu'elle avait été pendant la période coloniale. L'industrie était purement domestique ; l'agriculture et le commerce s'étaient cependant développés considérablement à cause de la demande de produits agricoles provoqués par les guerres napoléoniennes. Le peuple américain avait encore les yeux tournés vers l'Atlantique et vers l'Europe.

Il ne devint le maître de sa destinée économique qu'après la guerre de 1812-1815 avec l'Angleterre. L'embargo Act de 1807 et le Non-Intercourse Act de 1809 avaient porté un coup rude aux exportations américaines en Europe et la guerre de 1812 avec l'Angleterre avait rendu impossible l'importation des produits manufacturés anglais. Les Américains, obligés de faire face à leurs besoins d'objets manufacturés se tournent vers l'industrie. De nombreuses manufactures sortent de terre. L'industrie textile prend un essor rapide : le nombre des broches dans les tissages de coton, par exemple, passe de 8.000 en 1808 à 130.000 en 1815 et à 1.246.000 en 1831 ; le nombre des établissements de 4 en 1815 à 795 en 1831. L'emploi de la laine, la production du fer, l'extraction du charbon se développent aussi

dans de grandes proportions. Le Congrès vote des tarifs de douane protecteurs en 1816, en 1824, en 1833, en 1842. L'industrie américaine était créée. Les manufactures continuent à se développer rapidement de 1840 à 1860. Les inventions s'accumulent, l'immigration croissante amène en Amérique de nouveaux ouvriers, les chemins de fer se multiplient, l'abolition des « corn laws » ouvre aux fermiers américains un grand marché, la découverte de l'or de Californie après 1840 est enfin un stimulant puissant de la vie économique.

L'indépendance économique du pays date de cette époque qui est appelée « l'âge d'or » de l'industrie américaine. La concentration du capital est encore peu importante et il règne un régime d'égalité économique relative parmi les habitants. Le paupérisme est inconnu, car d'un côté tous les ouvriers trouvent de l'emploi dans une industrie, qui progresse encore plus vite que la population, d'un autre côté le mouvement vers l'ouest commencé au début du siècle prend tous les jours de l'ampleur.

L'Ouest est encore vierge à cette époque. Ce sont les pionniers qui s'y établissent d'abord : avec quelques outils primitifs, ceux-ci défrichent la forêt, vivent dans une cabane de bois et cultivent quelques acres de terre. Les lois de préemption leur donnent la possibilité de disposer de leurs terres en faveur des nouveaux immigrants vers l'Ouest (21). Cette seconde catégorie

(21) « La préemption est une prime en faveur de la colonisation permanente et de la construction d'une maison » ; le colon qui s'éta-

d'ouvriers achètent les champs des premiers ; ils construisent des routes, jettent des ponts sur les rivières, remplacent les cabanes par des maisons de bois avec des vitres et avec des poêles en briques, ils bâtissent des écoles et des églises, en un mot ils amènent la civilisation. Un village est ainsi bâti. Mais plus tard une troisième vague arrive. Ce sont les hommes d'initiative, les capitalistes, qui achètent à leur tour les terres, construisent des manufactures, amènent de nouveaux ouvriers. A la place du village s'élève une ville. C'est de cette manière qu'a été colonisé tout l'ouest américain. Ce mouvement vers l'ouest s'est continué jusqu'au jour où les chemins de fer rendant les communications faciles ont mis un terme à ce mouvement de migration vers le Pacifique et supprimé ce qu'on a appelé « la frontière mobile de l'Ouest ».

Cette période de mouvement vers l'ouest a contribué à développer le sentiment national du peuple américain. Pour la première fois dans son histoire, celui-ci tournait le dos à l'Atlantique et entreprenait de développer activement les ressources de son pays. Il acquerrait ainsi cette indépendance politique et économique,

blissait sur une terre de l'ouest et donnait par la culture de la terre et la construction d'une maison la preuve que son occupation était effective, n'en devenait pas propriétaire de plein droit, mais il avait le droit de l'acheter à l'Etat de préférence à tout autre acquéreur.

C'est une loi de 1830, complétée en 1841, qui réglementait le droit de préemption. Plus de 68 millions d'acres furent vendus à des pionniers en vertu de ce droit de préemption, de 1840 à 1860. Boggart, l. c. p. 286 et s.

qui caractérise encore aujourd'hui les Etats-Unis et qui s'est manifestée dans la doctrine de Monroe, qui est pourrait-on dire, l'expression politique de la situation économique du pays.

La guerre civile a laissé les différentes régions du pays dans des stades de développement économique très différents. Le Sud agricole est obligé par l'abolition de l'esclavage de faire face au problème de l'éducation d'une classe ouvrière libre. L'Ouest éloigné se trouve encore dans une phase pastorale et il est le grand réservoir de bétail du pays. Les Etats du centre et de l'est continuent à développer et à perfectionner leur mécanisme économique. Le passage de l'industrie domestique et de la manufacture à la fabrique est complètement effectué. La concentration de la production devient tous les jours plus importante, par l'accumulation des travailleurs dans les villes et par l'agrandissement des réseaux de chemins de fer, qui transforment le marché local en un marché national. La concentration du capital se manifeste par l'apparition des associations de capitaux ou d'employeurs : corporations, pools, trusts. En face de cette organisation du capital, les ouvriers s'organisent à leur tour. Après les mouvements spasmodiques des premières organisations ouvrières, qui ont suivi les fluctuations de l'évolution industrielle du pays, les travailleurs américains paraissent avoir trouvé leur voie par la création de la Fédération Américaine du Travail, qui organise le travail sur une échelle nationale, à l'exemple du capital qui s'était transformé pour s'étendre à tout le pays. .

Mobile, le capital prend la forme la plus adéquate aux besoins économiques du pays ; le travail, plus lent, plus difficile à organiser s'adapte néanmoins à ses transformations.

Une grande phase de l'histoire économique du pays paraît être finie. Bien que le territoire des États-Unis soit capable de nourrir une population double ou triple de celle qui l'habite actuellement, sa colonisation intérieure paraît être arrivée à son terme, du moins pour quelque temps. La loi Johnson de 1921 apporte des restrictions sévères à l'immigration : l'entrée des États-Unis ne sera plus permise pour chaque nationalité que dans une proportion de 3 o/o du nombre des nationaux se trouvant déjà aux Etats-Unis. Non seulement le pays suffit aujourd'hui à ses propres besoins économiques, mais il est outillé pour répondre aux besoins de l'Europe. L'Américain tourne de nouveau les yeux vers l'Atlantique et comme il a élargi ses doctrines traditionnelles de non-intervention au point de vue politique, en entrant dans la guerre européenne, il sent le besoin de transformer de la même manière sa politique commerciale.

Des problèmes nouveaux se posent au point de vue économique. Les Etats-Unis étaient un pays vierge exploité sans aucune prévoyance, comme si ses ressources devaient être infinies. Le gaspillage inconsidéré qu'on en faisait doit cesser. Les vies humaines doivent être ménagées. L'Europe a pu être un réservoir inépuisable d'ouvriers, mais ces immigrants, les Etats-Unis

ont le besoin de les assimiler, car autrement ils finiraient par altérer la physionomie du pays. Les industriels, les commerçants acquièrent un sens plus aigu de leur responsabilité sociale, les ouvriers deviennent plus conscients des intérêts de leur classe : leurs organisations s'élargissent en s'étendant à un nombre de plus en plus grand de travailleurs ; en même temps elles s'associent pour répondre à la concentration du capital. L'opinion publique intervient à son tour : elle maintient l'équilibre entre les deux grandes forces de l'industrie, le capital et le travail, et sous son influence le législateur accorde de plus en plus d'attention aux questions ouvrières. L'activité législative se manifeste également dans d'autres domaines. Les Américains renoncent ainsi en partie à cette politique du laissez-faire absolu, qui a permis à certains organismes économiques comme les trusts, d'atteindre un développement disproportionné par rapport aux autres forces sociales.

Utiliser avec plus de modération les ressources du pays, compléter l'activité économique de la nation par la création d'un commerce extérieur puissant et maintenir par l'intervention de la loi l'équilibre entre les forces sociales, voilà quelles paraissent être aujourd'hui les tendances nouvelles des États-Unis : c'est ce que les Américains nomment l'intégration économique.

Jusqu'à nos jours, la vie économique américaine présentait un double caractère : elle se distinguait par une exploitation extensive et un rendement réduit des richesses naturelles et par une exploitation intensive et

un rendement élevé du travail humain. En voulant tirer le plus grand parti des ressources de leur territoire, les Etats-Unis augmenteront encore leur puissance économique : cette augmentation ne manquera pas de se traduire par un accroissement du bien-être de la classe ouvrière.

II

Histoire sommaire des premières organisations ouvrières aux Etats-Unis

L'étude de l'évolution industrielle des Etats-Unis et de la composition de leur population ouvrière, nous a montré dans quel milieu et sous l'influence de quels facteurs économiques et sociaux, allait se développer le mouvement ouvrier américain. Pour bien comprendre le caractère et les tendances des organisations modernes des travailleurs aux Etats-Unis, il nous reste à étudier les premières organisations ouvrières américaines (1).

Dans une société qui a évolué si rapidement à travers des crises violentes et périodiques, sur un territoire

(1) Hoxie, *Trade Unionisme in the United States*, pp. 79-102 ; M. Beard, *Short History of the American Labor Movement*, pp. 19-80, et 113-150 ; Carlton, *Organized Labor*, p. 11 à 62 et 162 à 198 ; Boggart, *Economic History of the United States*, p. 267 à 312 et 361 et s. ; Wright, *Industrial Evolution of the United States*, p. 231 à 263 ; Hillquit, *History of Socialism in the United States* ; Adams et Sumner, *Labor Problems* ; Levasseur, *l'Ouvrier Américain*, passim, etc...

aussi vaste, avec une population d'origine et de caractères tellement différents, le mouvement ouvrier devait présenter une confusion extrême. En effet, des organisations se forment, qui disparaissent aussitôt, pour être remplacées par des associations de types ou de tendances différents. Les immigrants introduisent aux Etats-Unis les doctrines toutes faites de leur pays ; le sol américain sert à toutes expériences sociales et économiques ; tous les partis, toutes les idées, y trouvent l'hospitalité ; fouriéristes, owenistes, marxistes, anarchistes trouvent des adeptes, font des expériences, organisent des partis. Pendant quatre-vingts ans, le mouvement ouvrier est sollicité tantôt par l'action politique, tantôt par une activité purement professionnelle. Chaque crise détermine une orientation nouvelle des travailleurs. La guerre civile trouble profondément le monde ouvrier. Cette période de tâtonnements, d'incertitude, où l'on dirait que le monde ouvrier américain cherche sa voie, a duré jusqu'aux environs de 1880 quand fut organisée sur des bases trade unionistes la Fédération Américaine du Travail. Nous ne pouvons exposer que sommairement les événements d'une histoire si agitée : ils nous serviront à comprendre la genèse du mouvement ouvrier américain moderne. Quelques mots sur le mouvement socialiste compléteront cet exposé ; nous les estimons indispensables dans une étude des organisations ouvrières des Etats-Unis.

Les crises économiques ont joué un rôle très impor-

tant dans la vie ouvrière des Etats-Unis. Les périodes de prospérité industrielle provoquent l'épanouissement des organisations ouvrières ; dans les périodes de dépression on voit au contraire les Associations des Travailleurs disparaître ou bien changer de tendances, renoncer à l'action politique pour se confiner dans une activité purement professionnelle, revêtir un caractère idéaliste ou bien poursuivre des résultats pratiques. Cette influence des crises sur la vie ouvrière est tellement prononcée que, sans attribuer un caractère absolu à cette classification, on pourrait diviser l'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis suivant les fluctuations de la vie économique.

De la déclaration de l'indépendance jusque vers 1825, le mouvement ouvrier est pour ainsi dire inexistant. L'économie du pays est surtout agricole. Les manufactures ne commencent à se créer que dans la seconde moitié de cette période ; quelques organisations ouvrières font leur apparition, mais ce ne sont que des sociétés d'artisans locales et d'une durée éphémère.

De 1825 à la crise de 1837, les manufactures se développent avec rapidité. Les organisations ouvrières foisonnent ; elles demandent particulièrement à l'action politique la réalisation de leurs revendications. Après 1837, sous l'influence du socialisme européen, les travailleurs demandent aux utopies fouriéristes et owenistes et aux doctrines humanitaires la solution des problèmes ouvriers. Cette période d'expériences sociales dure jusqu'à la guerre civile.

En 1859 commence la guerre de sécession. Comme toutes les guerres, elle a une répercussion profonde sur le monde du Travail. L'inflation monétaire, la vie chère, les progrès du machinisme provoquent une vive activité dans le monde ouvrier ; des trade unions s'organisent ; on voit apparaître l'Union Nationale Ouvrière. Les problèmes ouvriers se posent dans toute leur ampleur pour la première fois. La crise de 1873 met fin à ce mouvement. Après cette date nous assistons à une décade de désorganisation ouvrière, qui dure jusqu'en 1886, lorsque la Fédération Américaine du Travail, créée en 1881, se donna l'organisation qu'elle a encore de nos jours. Cette époque est caractérisée par l'apparition et le déclin des « Chevaliers du Travail ».

Après 1886, la Fédération Américaine du Travail gagne chaque jour du terrain, et l'on peut dire sans exagération que depuis la fin du XIX^e siècle, elle représente avec les Associations Fraternelles des Cheminots, la quasi unanimité du mouvement ouvrier organisé des Etats-Unis.

Passons brièvement en revue chacune de ces périodes.

Toute l'époque coloniale est caractérisée par le besoin de main-d'œuvre, qui a amené d'abord ce qu'on appelle « l'esclavage blanc » (2), l'emploi d'ouvriers envoyés d'Europe par les Compagnies et liée aux colons par des contrats de travail draconiens, plus tard l'esclavage des noirs. Les colons sont agriculteurs, mais

(2) Boggart, l. c. p. 66 et s.

ils doivent cependant pourvoir à tous leurs autres besoins ; ils réparent leurs outils de provenance étrangère ; ils font eux-mêmes leurs maisons, leurs vêtements et certains de leurs outils ; ce sont en même temps des artisans. Aucune division du travail ne s'est encore produite. Ce n'est qu'à l'époque de l'indépendance que des industries locales commencent à faire leur apparition et à la fin du 18^me et au commencement du 19^me siècle, les artisans organisent des corporations locales : telles furent par exemple l'association des « Charpentiers de Philadelphie » (1791), la Société Fédérale des « Cordonniers de Philadelphie » (1794), la Société Typographique de New-York (1794), l'Union des Tailleurs de Baltimore (1803), etc... La rupture avec l'Angleterre avait été un stimulant puissant pour l'industrie naissante de la Nouvelle Angleterre ; elle avait imposé la nécessité d'une politique douanière protectionniste ; les artisans ont fait des efforts pour augmenter le rendement et améliorer la qualité de leurs produits (3) et ils ont commencé à prendre conscience de la communauté de leurs intérêts (4). Cependant, il n'y avait pas de marché na-

(3) A. Boston et Charleston les constructeurs de vaisseaux offrent des primes aux inventeurs ; à Boston les imprimeurs emploient des chimistes pour perfectionner leur encre, leur papier, leur caractères ; des écoles d'apprentis et des bibliothèques sont fondées à New-York et à Philadelphie ; une loi sur les brevets d'invention est votée en 1790. M. Beard l. c. p. 15.

(4) En 1817, les typographes de New-York excluent de leur corporation un membre qui s'était établi à son propre compte ; ils expliquent ainsi leur décision : « Notre société est une société d'ouvriers typographes, et comme les intérêts des ouvriers sont différents et à certains égards opposés à ceux des employeurs nous croyons qu'il convient qu'ils n'aient aucune voix, ni aucune influence dans nos délibérations », *ibid.*

tional, les transports étaient difficiles, la concurrence presque inexistante. Les corporations n'avaient donc qu'une importance et une activité locales bornées à leurs intérêts corporatifs. L'ère du chemin de fer, du télégraphe, du grand journal était encore lointaine. Dès cette époque cependant, les principaux problèmes de la vie ouvrière font déjà leur apparition.

Il y a déjà des essais de contrat collectif à la fin du XVIII^e siècle. En 1799 les Cordonniers de Philadelphie font un accord avec leurs employeurs. En 1802 les typographes de Philadelphie et les cordonniers de Philadelphie et de Pittsburgh délèguent un comité chargé de s'entendre avec les patrons sur une échelle des salaires. En 1809, lorsque les ouvriers typographes de New-York soumettent leurs tarifs aux imprimeurs, ceux-ci font une réponse courtoise et conciliante : « ... les imprimeurs estiment que bien qu'aucune circonstance ne justifie, à leur connaissance, de la part des ouvriers une demande de salaires plus élevés que d'habitude, cependant désireux de les rencontrer dans un esprit de conciliation et d'harmonie et d'écarter tout obstacle susceptible de faire cesser la bonne intelligence réciproque, les patrons imprimeurs consentent des augmentations de salaire importantes, dans la mesure compatible avec la situation actuelle de l'industrie typographique. Le tarif actuellement offert doit être pour ces raisons considéré comme un maximum, au-delà duquel il serait profondément injuste, sinon ruineux, pour les intérêts de l'industrie, de s'aventurer » (5).

(5) *ibid.* p. 20.

La grève, le boycottage, la demande d'un salaire minimum, l'emploi exclusif des ouvriers organisés, l'apprentissage, le « délégué ambulant », toutes les revendications professionnelles et toutes les méthodes d'action des travailleurs se retrouvent en germe à cette époque, dans un pays où la liberté inscrite dans la constitution rendait possible l'épanouissement des organisations ouvrières.

On mentionne déjà des grèves dans le dernier quart du XVIII^e siècle. En 1786, les ouvriers typographes de Philadelphie se mettent en grève contre leurs employeurs après avoir recueilli un fonds de grève. En 1790, les cordonniers de Baltimore et Pittsburgh emploient également ce moyen contre leurs patrons, qui avaient refusé les augmentations de salaires demandées par leurs employés. Mais généralement ces grèves étaient pacifiques : les ouvriers cessaient le travail, jusqu'au jour où l'on arrivait à un compromis. Les cas de troubles ou d'agressions sont rares : on en cite un en 1806, lors de la grève des cordonniers de Philadelphie, qui usèrent de moyens violents pour contraindre les employeurs à céder.

Le boycottage (6), dont le nom seul est récent, était

(6) L'expression est d'origine moderne. Aux environs de 1880, le capitaine Boycott, employé par Lord Erne sur sa propriété de Lough Mask en Irlande, avait chassé un certain nombre de fermiers. Ceux-ci et tous leurs voisins décidèrent de rompre toute relation avec Boycott et sa famille, de ne plus travailler pour lui et d'interdire à qui que ce soit de le faire. Le nom devint célèbre ; il sert depuis à désigner le procédé de mise à l'index, dont nous venons de parler.

déjà employé par les ouvriers américains. Mais tandis que de nos jours il se manifeste par l'interdiction faite par une organisation ouvrière à ses adhérents ou par l'invitation adressée au public de cesser toute relation d'affaires avec un industriel ou un commerçant abusif, aux Etats-Unis il n'affectait pas à cette époque la forme économique moderne, mais il revêlait plutôt un aspect moral et social. Le boycottage ne s'appliquait pas directement à l'industrie ou au commerce du patron, qui employait des ouvriers non organisés, mais à ces ouvriers eux-mêmes. Leurs camarades quittaient la pension où ceux-ci prenaient leurs repas, cessaient tout commerce avec eux et souvent les malmenaient et les contraignaient à payer une amende à l'Union, dont ils ne voulaient pas faire partie.

L'emploi exclusif des ouvriers faisant partie des Unions constitue ce que les Américains appellent « closed shop », l'atelier fermé. Le mot est d'origine moderne. Le procédé est cependant ancien et nous le retrouvons déjà en embryon aux environs de 1800. Les cordonniers de Philadelphie, par exemple obligeaient en 1794 leurs employeurs à n'engager dans leurs ateliers que des ouvriers unionistes. Les cas de conflits causés par la question du « closed shop » sont assez nombreux à cette époque, surtout parmi les ouvriers typographes et parmi les cordonniers, qui furent les premiers ouvriers à s'organiser aux Etats-Unis. Il faut avouer toutefois que cet exclusivisme unioniste, qui paraît une idée moderne, était plutôt à cette époque une survivance des corpora-

tions, des guildes anglaises du moyen âge.

Une influence du même ordre paraît avoir déterminé l'attitude des ouvriers de cette époque, en ce qui concerne l'apprentissage. Les Unions s'opposaient énergiquement à l'emploi d'ouvriers non qualifiés, dont la concurrence aurait amené la baisse des salaires. En 1809, la Société Typographique de New-York, se plaignait que « la surabondance des débutants, des apprentis fugitifs, des ouvriers inhabiles, comme celle des adultes, qui n'avaient fait qu'à demi l'apprentissage de leur métier, exerçait un effet déprimant sur les salaires des ouvriers formés » (7). Les Cordonniers de New-York s'élèvent contre les patrons, qui se chargeaient de plus d'apprentis qu'ils ne pouvaient instruire. La vieille règle anglaise de « l'apprentissage de six ans » était en vigueur, mais elle tendait à tomber en désuétude dans un pays où les besoins de main-d'œuvre étaient très grands, où l'afflux des immigrants était chaque année plus important, où la population ouvrière enfin était essentiellement migratoire.

Une institution d'origine purement américaine fait également son apparition à cette époque : c'est le « walking delegate », le délégué ambulant, le délégué voyageur. Lorsque les organisations ouvrières commencèrent à établir des tarifs de salaires, elles constituèrent des comités, chargés d'un côté de négocier avec les employeurs, d'un autre côté, de visiter les ateliers et de voir si les unionistes se conformaient au tarif.

7) Exemple cité par M. Beard l. c. p. 25.

On les appelait, « *tramping committees* », comités voyageurs. Comme ces inspections demandaient beaucoup de temps, et qu'on estima qu'il n'était pas équitable de demander aux délégués un travail non rémunéré, on les remplaça par un seul délégué rétribué, qui avait les mêmes attributions. Ce sont les Cordonniers de Philadelphie, qui ont nommé en 1799 le premier de ces délégués, dont la fonction devait se maintenir jusqu'à nos jours et le rôle devait être si important dans l'organisation des travailleurs américains.

Nous voyons apparaître à la fin de cette période, cette jurisprudence des questions du travail, qui tient une si grande place dans la vie des ouvriers des Etats-Unis. La civilisation américaine est une civilisation du type juridique. Aux Etats-Unis le pouvoir judiciaire n'est pas un pouvoir déchu. La constitution américaine, constitution du type rigide, suivant la classification de Lord Bryce, a rendu possible la prééminence du pouvoir judiciaire et lui a permis d'une part de créer la doctrine de l'inconstitutionnalité des lois, de l'autre part, de créer une très riche jurisprudence et de donner au droit américain ce caractère jurisprudentiel très accentué, qui le distingue du droit de l'Europe Continentale. En l'absence presque complète de toute législation ouvrière, car l'arsenal législatif du travail a été très pauvre jusqu'aux temps modernes, la jurisprudence a joué un rôle considérable, dont nous trouvons déjà des exemples au début du XIX^e siècle. C'est surtout la question de la légalité des organisations ouvrières, qui

faisait à cette époque l'objet des conflits entre le capital et le travail. La question se présentait presque toujours à l'occasion des grèves déclarées par les Unions, contre les patrons, qui se refusaient à consentir des augmentations de salaires. On cite des procès à ce sujet dès 1806 à Philadelphie, 1809 à New-York, 1814 à Pittsburgh. Dans les deux derniers cas, les employeurs avaient recueilli des fonds importants pour poursuivre les grévistes coupables de « conspiration criminelle » (8).

(8) Les « conspiracy laws », lois contre les conspirations, punissaient le délit de coalition défini et puni par l'art. 291 du C. P. français. Les anciens « combination acts » anglais, en vertu desquels toute association d'ouvriers était considérée comme criminelle, avaient été abolis en 1824 et 1825. Cependant, ces associations continuaient à être considérées comme illégales par les tribunaux, qui se refusaient à reconnaître la validité de tout contrat passé par une pareille association comme constituant des « restraints of trade ». Le « trade union act » de 1871 (modifié en 1876) et le « Conspiracy and Protection of Property Act » de 1875 ont cessé de considérer la conspiration comme un délit. Les trade unions pouvaient donc se constituer librement, sans se rendre coupables du délit de « restraint of trade ». La conspiration continuait cependant à exister au point de vue civil. Ce n'est qu'en 1906 qu'elle a été abolie en Grande Bretagne.

La législation anglaise était passée aux Etats-Unis. Elle y avait moins de rigueur, cependant les tribunaux considéraient comme illégale l'action concertée d'un groupe d'ouvriers ; elle lésait, disaient-ils, les intérêts du public et des employeurs. Pourtant, à partir de 1842, ces tribunaux commencent déjà à reconnaître le droit des ouvriers de se réunir pour la défense de leurs intérêts. Ce droit que la législation anglaise n'accorde aux ouvriers qu'à une époque récente, la jurisprudence américaine le leur reconnut, il y a 80 ans, excepté toutefois dans les cas où l'association des ouvriers se manifestait par des actes de violence ou par des émeutes. Les troubles

La question se posait de savoir si, en l'absence de toute loi sur le droit des ouvriers de se coaliser pour la défense de leurs intérêts, on devait ou non appliquer la vieille loi anglaise sur la conspiration. Dans l'affirmative, toute association d'ouvriers devenait illégale. L'opinion publique était divisée entre les deux doctrines : les Fédéralistes, de tendances conservatrices, partisans d'Alexandre Hamilton, tenaient pour l'application de la « Common Law », les Jeffersonniens d'opinions politiques libérales, étaient partisans des ouvriers. Les cours se prononcèrent d'abord contre les Unions, car de 1806 à 1815, sur 6 cas de conspiration, elles se déclarèrent défavorables aux ouvriers dans 4 cas. Le succès des démocrates Jeffersonniens changea peu après la situation en faveur des ouvriers. Mais bien qu'acheminée vers une solution favorable, la question était loin d'être résolue. La controverse relative à la « conspiration » n'a même et l'agitation, qui marquèrent la période de 1860 à 1880, rendirent précaire l'usage de ce droit. Cette situation des associations ouvrières fut aggravée en 1890, par la loi Sherman contre les trusts ; si elle devait s'appliquer aux unions ouvrières, comme certains tribunaux le pensaient, les trade unions étaient menacées de se voir déclarées illégales. Les ouvriers commencèrent contre la loi Sherman une campagne couronnée de succès en 1914, par le vote de la loi Clayton, qui proclamait indirectement la légalité des associations ouvrières ; celles-ci n'étaient pas visées par les stipulations de la loi contre les trusts, et elles avaient, conformément à la loi Clayton, le droit de défendre leurs « intérêts légitimes ». Sans être donc, expressément supprimés, le délit de « Conspiracy » n'est plus aujourd'hui un obstacle au développement des trade unions. Commons and Andrews, *Principles of Labor Legislation* p. 90 et s. et Adams et Sumner, *Labor Problems* p. 466 et s.

jamais été résolue expressément par un texte de loi, mais peu à peu l'opinion de la jurisprudence évolua. Aux environs de 1840, elle considérait que les ouvriers avaient le droit de s'associer, mais elle faisait des réserves sur les *moyens* employés par les trade unions pour réaliser leur fins. Les méthodes violentes, la grève, le boycottage remettaient en question le droit des ouvriers de se coaliser pour défendre leurs intérêts ; l'opinion publique admettait que les ouvriers défendissent leurs libertés de citoyens, inscrites dans la Constitution, mais elle résistait aux grèves, au boycottage et aux méthodes agressives, qui devaient se traduire pour toute la population par l'augmentation du prix de la vie. Peu à peu cependant, l'opinion publique s'est modifiée et la jurisprudence l'a suivie ; la force croissante des organisations ouvrières aidant, elle a fini par admettre complètement de nos jours, la légalité des associations des travailleurs, qui a été consacrée par la loi Clayton de 1914, à un point de vue différent, il est vrai, de la doctrine de la « conspiration ».

Les efforts faits par les ouvriers avaient contribué à leur donner la conscience de leurs droits et à les encourager dans leur action, d'autant plus que la révolution économique amenée par l'invention des machines à vapeur, produisait rapidement ses effets en augmentant le nombre des manufactures, comme celui des ouvriers. D'autres éléments favorables interviennent également en faveur des ouvriers. Le droit de vote est progressivement étendu de 1820 à 1840 à tous les Etats du nord de

l'Union ; on ne demande plus aucune condition de cens pour prendre part aux élections. L'attitude des ouvriers en est fortement influencée. Ils croient pouvoir obtenir par l'action politique ce qu'ils ne peuvent atteindre par l'organisation professionnelle, par la grève et le boycottage. Le mouvement commence à Philadelphie, où en 1827 l'association des mécaniciens propose à plusieurs trade unions de se réunir en vue de nommer des candidats représentant les intérêts de la classe ouvrière aux élections municipales et aux élections législatives des Etats. Les candidats des ouvriers, se présentèrent soit sur les listes du parti fédéral soit sur celles des partis démocratiques Jacksoniens et beaucoup d'entre eux furent élus. L'exemple fut bientôt suivi à New-York, Albany, Boston et d'autres centres industriels. Des partis du travail se formèrent dans une quinzaine d'Etats ; des clubs politiques furent créés pour l'étude des questions juridiques, économiques et politiques ; plus de 50 journaux furent publiés.

L'idée de la lutte des classes fait nettement son apparition. « ... Deux classes distinctes existent, dit la déclaration d'une association ouvrière de l'époque, les riches et les pauvres ; les oppresseurs et les opprimés ; ceux qui vivent de leur propre travail et ceux qui vivent du travail d'autrui... » et l'article continue longuement ce parallèle, qui par la suite devait être si souvent reproduit (9). En pratique ces idées se traduisaient par une longue série de revendications : journée de 10 heures,

(9) M. Beard, l. c., p. 36 et s.

restriction du travail des enfants, défense d'employer le travail des forçats, qui concurrençaient les ouvriers libres, éducation publique libre et égale pour tous, paiement privilégié des salaires, abolition du « sweating system » tant à domicile que dans les fabriques, réformes auxquelles se joignaient de nombreuses autres demandes d'un caractère différent, politique, moral, financier, qu'il serait inutile d'énumérer. Les réformes demandées par les ouvriers firent leur chemin. La journée de 10 heures, qui pouvait être considérée comme une revendication audacieuse à une époque où la durée du travail était souvent de 14 heures par jour, finit par être acquise en partie en 1840, quand le Président Martin van Buren, qui devait son élection au vote des ouvriers, prit l'initiative de faire voter par le congrès la journée de 10 heures pour tous les employés et ouvriers de l'Etat. L'emprisonnement pour dettes fut progressivement aboli à partir de 1821, quand il disparut de la Législation de Kentucky. L'Etat de New-York le supprima en 1831.

Les créances des ouvriers pour le paiement des salaires furent déclarées privilégiées pour la première fois dans l'Etat de New-York, qui vota en 1830, la loi connue sous le nom de « Mechanics' lien law ». Elle s'étendit bientôt à toutes les catégories d'ouvriers et à tous les Etats de l'Union.

Enfin, c'est à l'action des ouvriers de cette époque, qui voyaient dans l'éducation du peuple une panacée à tous les maux, qu'est due l'organisation de l'instruc-

tion élémentaire dont les Américains sont fiers à juste titre, sur des bases, qui n'ont pas encore été changées de nos jours. Rien n'est plus caractéristique que l'insistance et l'unanimité avec lesquelles toute la classe ouvrière est d'accord pour demander « l'éducation de l'école libre et égale » qu'elle met sur le premier plan de ses préoccupations. Cette attitude nous apparaît comme très compréhensible ; aux Etats-Unis l'école est le plus puissant instrument d'américanisation. C'est elle qui a fait et qui continue à faire, de nos jours, l'unité nationale dans un pays, où l'afflux des étrangers est si grand, qu'ils constituent la majorité de la population.

L'orientation de la classe ouvrière vers l'action politique ne dura cependant que quelques années. Les tendances trop radicales de certains chefs du mouvement, comme Thomas Skidmore, un socialiste de New-York, et l'opposition violente des patrons et de la presse conservatrice, découragèrent ces débutants de la politique et désorganisèrent les trade unions. L'union des Mécaniciens de Philadelphie par exemple, avait en 1827, quinze sociétés ; après quelques années de luttes politiques, quatre unions seulement survivaient.

En même temps les effets de l'introduction du machinisme et de la transformation industrielle, s'accroissaient. Ils se manifestaient surtout par l'emploi des femmes et des enfants en grand nombre dans les manufactures. En 1831, dans les six Etats de la Nouvelle Angleterre et dans les Etats de New-York, New-Jersey,

Pensylvanie, Maryland et Virginie, la proportion des femmes était de 58,1 o/o, celle des enfants de moins de 12 ans de 7 o/o du nombre total des ouvriers. En face de ces résultats, les ouvriers se tournèrent de nouveau vers une activité purement professionnelle. Les résultats se font immédiatement sentir. En 1836 Philadelphie a 53 trade unions ; Boston et Newark, 16 chacun ; Baltimore, 23 ; New-York, 52. Le nombre total des unionistes des centres industriels de la côte de l'Atlantique est évalué à cette époque à 300.000 (10). Les trade unions de chaque ville commencent à se réunir en organisations centrales, destinées à recueillir des fonds pour le temps de grève et à lutter pour une journée de travail plus courte. L'idée du « Label » unioniste fait son apparition. Les organisations sont opposées à toute action politique. On commence à agiter l'idée d'une fédération. En 1824, un congrès se réunit à New-York à cette fin. Mais ses efforts restent infructueux. Deux autres congrès tenus les années suivantes demeurent également sans résultat. Les chefs du mouvement se résignent à comprendre que la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour une fédération semblable et qu'ils doivent continuer encore pendant quelque temps, à l'intérieur des organisations corporatives, une action strictement professionnelle. Néanmoins, si ces essais de fédération nationale de toutes les industries échouèrent, les ouvriers réussirent à organiser des unions nationales dans plusieurs industries ; les cordonniers, les typogra-

(10) M. Beard, l. c., p. 49.

phes, les tisserands, les charpentiers eurent dès 1835-1836 des organisations qui s'étendaient à tout le pays et tenaient régulièrement des congrès annuels.

La crise de 1837 mit un terme au progrès du mouvement trade unioniste. Une période de dépression est ouverte, qui durera de longues années et, unie aux causes que nous examinons ci-dessous, amènera une éclipse complète des organisations trade unionistes jusqu'à la guerre civile.

La crise de 1837 avait été précipitée par l'ordre du Trésor aux agents du gouvernement de n'accepter que des paiements en espèces pour la vente du domaine public (11 juillet 1836), mais ce n'était là que la cause immédiate, directe du désastre. Les causes éloignées sont nombreuses : c'était la dépréciation de l'argent par rapport à l'or, la campagne menée par les Jackonsiens contre la Banque Nationale, la multiplication inconsidérée des banques de l'Etat (326 en 1829, 788 en 1837), l'inflation monétaire qui avait triplé dans le même laps de temps le volume de la circulation, mais surtout et avant tout la spéculation effrénée à laquelle s'adonnait le pays entier (11).

En mai 1837 les banques de New York suspendirent les paiements ; il y eut 250 faillites en deux mois ; des dizaines de mille d'ouvriers perdirent leurs emplois. La panique s'étendit comme une épidémie dans tous le pays : 1.618 banques fermèrent leurs guichets en cette année désastreuse. Les paiements en espèces reprirent

(11) Dewey, Financial History of the United States, p. 223 à 228.

en 1838, mais ils furent de courte durée, car la crise continua à produire ses effets : l'année suivante 759 banques firent faillite. Les affaires ne redevinrent normales qu'en 1842. Pendant ce laps de temps la circulation avait été amenée de 149 à 83 millions de dollars ; les importations diminuèrent et avec elles les revenus des douanes. La vente des terres publiques descendit de près de 25 millions de dollars en 1836 à 898.000 dollars en 1843 ; certains Etats comme le Mississipi et la Floride furent incapables de payer les arrérages de leurs dettes.

L'effet de ce bouleversement fut instantané sur les trade unions. La plupart d'entre elles furent littéralement balayées par la crise ; la presse ouvrière disparut complètement ; les travailleurs perdirent de nouveau toute confiance dans les vertus de l'unionisme. Les hommes politiques, les réformateurs, les « utopistes » s'emparèrent du mouvement ouvrier. Ce sont généralement des intellectuels, des hommes de la classe moyenne préoccupés des questions sociales, comme il y en a eu beaucoup aux environs de 1840.

Robert Dale Owen, fils de Robert Owen (12) voyait la solution de la question sociale dans l'extension uni-

(12) Robert Owen était venu en 1824 en Amérique, où il avait reçu un accueil enthousiaste. Il y a fondé la colonie communiste fameuse de New Harmony, Indiana. La communauté d'Egalité-Parfaite ne vécut que jusqu'en 1828 ; elle avait coûté à Owen 1 million de francs. Ces vicissitudes et son échec sont bien connus ; ils n'ont d'ailleurs pas empêché le renouvellement d'expériences identiques dans cette terre promise des expériences sociales, que sont les Etats-Unis. Cf. Edouard Dolléans, Robert Owen, pp. 147 à 173.

verselle de l'instruction. Thomas Skidmore, mécanicien à New-York, auteur d'un livre intitulé « Le droit de l'homme à la propriété », paru en 1829, préconisait le partage égal de la propriété entre tous les hommes, l'abolition de l'héritage, l'éducation des enfants aux frais de l'Etat. George Henry Evans, Directeur du Journal « L'Avocat de l'Ouvrier » (*The Workingman's Advocate*) et un des chefs du parti des travailleurs de New-York, était moins radical que Skidmore, mais il préconisait les mêmes idées au sujet du droit de tous les hommes à la propriété de la terre. Il reconnaissait la difficulté de s'attaquer aux droits acquis, mais comme il y avait encore un immense domaine appartenant à l'Etat, le Gouvernement devait cesser la vente des terres publiques aux compagnies et aux spéculateurs, lotir son domaine et vendre ces lots aux ouvriers sans travail. Une ligue agraire fondée par Evans, eut le même sort que le parti ouvrier de New-York : elle disparut au bout de quelques années. Mais les agrariens s'étaient multipliés dans le pays et l'agitation de cette époque eut plus tard un écho lointain dans le vote de la loi de 1862 sur le « Homestead ». Le problème a continué d'ailleurs de se poser : Henry George devait reprendre 30 ans plus tard en les modifiant, les théories du précurseur de 1840 (13).

Vers la même époque apparut un autre groupe de réformateurs partisans de Fourier dont la doctrine fut

(13) Dans *Progress and Poverty, Social Problems, the Land Questions, Property in Land, Our Land and Land Policy*.

vulgarisée en Amérique par Albert Brisbane dans un livre sur « La Destinée Sociale de l'Homme » paru en 1830. Le fouriérisme trouva parmi les intellectuels quelques adeptes enthousiastes comme l'agrarien Horace Greeley, Charles Dana, John Whittier, le romancier Hawthorne et le célèbre unitarien Channing, le Fénelon Américain, lesquels, émus par la misère des classes ouvrières, entreprirent une vaste action de propagande du nouvel Evangile. Des journaux furent publiés, des conférenciers envoyés à travers le pays ; plusieurs communautés furent créées sur le modèle de Brook Farm, de 1841 à 1844, mais elles eurent vite fait de disparaître. Les essais des adeptes de Cabet, quelques années plus tard, n'eurent pas un sort meilleur.

Mais ni les nombreux partis politiques formés par les ouvriers de cette époque, ni les théories révolutionnaires, ni les projets de réforme agraire ou les utopies communistes, ne pouvaient, après les avoir passionnés, pendant quelque temps, donner satisfaction aux ouvriers. Les trade unionistes n'étaient pas des révolutionnaires. Ils n'avaient aucun désir de fonder des colonies fouriéristes ou d'aller cultiver avec les agrariens des terres lointaines. Ils avaient leur métier et ils voulaient le pratiquer dans de meilleures conditions, travailler moins, gagner davantage, être protégés par une législation ouvrière favorable. Décus, comme après chaque retour à l'action politique, ils n'attendaient que des circonstances économiques favorables pour reprendre les méthodes trade unionistes qu'ils avaient abandonnées à la suite du désastre de 1837.

Vers 1848 la prospérité reprend. La découverte de l'or californien a un effet magique sur l'industrie. Après 1850 de nombreuses trade unions sont organisées, dirigées par des ouvriers capables comme W. H. Sylvis et Jonathan Fincher, qui reprennent les vieilles méthodes unionistes et repoussent l'immixtion des hommes politiques, des réformateurs, de tous les amis des ouvriers, qui ne sont pas eux-mêmes des travailleurs manuels. Mais la crise de 1857 accompagnée par les effets ordinaires de ces désastres économiques, chômage, réduction des salaires, dépérissement des trade unions locales, manque de fonds, interrompt cet essor ; le mouvement ne reprendra que pendant la guerre civile (1861-1865).

Avant la déclaration de la guerre, les ouvriers étaient divisés sur la question de l'abolition de l'esclavage. Beaucoup d'entre eux étaient indifférents ; certains autres étaient abolitionnistes ; mais les plus nombreux désiraient éviter un conflit et étaient partisans, sous la direction de Sylvis, un de leurs chefs les plus écoutés, de la limitation de l'esclavage aux seuls Etats, qui le pratiquaient déjà. La guerre fit taire toutes ces voix discordantes et de nombreux ouvriers s'engagèrent dans les armées du Nord.

L'effet de la guerre sur l'industrie se fit sentir immédiatement : de grandes commandes, des contrats avantageux, la hausse des prix ont été les fondements de beaucoup de grandes fortunes industrielles. Mais comme toujours les effets de la guerre sur la classe ouvrière furent défavorables au début. Le taux des salaires ne

suivait que de loin la hausse des prix, cependant la situation s'améliora très vite et les salaires s'élevèrent bientôt à un niveau inconnu jusqu'alors, à cause de la demande sans précédent de main-d'œuvre. En vue d'éviter la baisse des salaires, et de faire face à la crise que ne manquerait de provoquer le retour à l'industrie des soldats démobilisés, les chefs ouvriers firent de grands efforts pour rendre les trade unions plus nombreuses et plus puissantes. Leurs progrès furent rapides. Dans les 20 Etats les plus importants de l'Union, le nombre des associations ouvrières passa de 79 en 1863 à 270 en 1864. Dix unions nationales furent constituées dont le nombre augmenta jusqu'à 32 en 1872. Le nombre des ouvriers organisés à cette dernière date s'élevait à environ 300.000. Ils avaient plus de 120 journaux ou revues hebdomadaires et mensuels (14).

En face des besoins croissants de main-d'œuvre, et des progrès constants des organisations ouvrières, le Congrès vota, sur les instances des industriels, la loi sur l'immigration de 1864 autorisant les employeurs à importer des ouvriers européens, qui s'engageaient par contrat à travailler pour un patron, au moins jusqu'au jour où ils arriveraient à payer par leur travail les frais du voyage. Les effets de la loi ne se firent point attendre ; les ouvriers européens arrivèrent en masse. Devant les flots de l'immigration, les ouvriers des Etats-Unis sentirent le besoin de fédérer toutes les trade unions

(14) M. Beard, *l. c.* Trade Unionism and Civil War, p. 68 et s.

en une seule organisation centrale. Un essai fut fait en 1864 de former une sorte de confédération générale du travail, dont l'objet serait particulièrement de faire des accords collectifs avec des employeurs. Néanmoins, ce n'est qu'en 1866 que W. H. Sylvis réussit à organiser à Baltimore l'Union Nationale du Travail (American Labor Union). Elle s'est réunie en congrès annuels, correspondant en général au congrès des ouvriers européens ; en 1867 l'Union tient le Congrès de Chicago, au moment même où a lieu en Europe le Congrès de Bruxelles. En 1869 l'organisation américaine, réunie à Philadelphie envoie des délégués au congrès européen, qui a lieu la même année à Bâle, pour traiter la question de l'immigration. Après 1870, les socialistes pénètrent dans l'Union Américaine du Travail. Leur entrée dans l'organisation devait amener sa disparition, comme l'invasion des congrès socialistes par les adeptes de Bakounine devait marquer en 1872 la fin de l'Internationale européenne. L'Union Nationale du Travail tint encore deux congrès suivis par une poignée de fidèles ; elle disparut définitivement en 1872.

L'Union Nationale du Travail n'était pas une Fédération trade unioniste proprement dite, ni par son organisation, qui reposait sur la création d'assemblées de trade unions dans chaque ville, ni par ses tendances, car elle se préoccupait — sans pour cela faire appel à la lutte des classes — de libérer les ouvriers de l'emprise capitaliste. Elle pensait en avoir trouvé le moyen dans la coopération. De nombreux ateliers coopératifs furent créés, où le produit intégral de leur travail de-

vait appartenir aux ouvriers. Mais faute d'expérience, de direction, et surtout faute de capital, cet essor coopératiste fut éphémère.

La brève existence de l'Union Nationale du Travail ne fut cependant pas sans produire quelques résultats durables. Ce fut la première association ouvrière, qui accorda une attention soutenue à l'organisation des ouvrières ; des femmes furent admises à participer à ces congrès, l'une d'entre elles Kate Mullaney fut nommée Secrétaire-adjointe de l'Union.

L'Union Nationale du Travail eut à résoudre le problème, posé par l'émancipation des esclaves, de l'admission des hommes de couleur, dans les trade unions. En 1869, ceux-ci essayaient de former à Washington une Association Nationale. L'Union vota une motion favorable au mouvement : « Il faut, disait-elle, encourager les trade unions, les ligues en faveur de la journée de 8 heures et toutes les autres organisations ouvrières, parmi les hommes de couleur. » Elle envoya même à Washington, au congrès des hommes de couleur, un de ses chefs les plus éminents Richard Trevellick, mais le congrès tout en demandant l'égalité des travailleurs de couleur avec les blancs, en approuvant la collaboration avec l'Union et en inscrivant la journée de 8 heures parmi ses revendications, n'alla pas jusqu'à une alliance étroite avec l'Union. La fidélité au parti républicain, auquel la race noire devait son émancipation lui défendait d'entrer dans un mouvement, dont les tendances étaient trop radicales, à son avis.

Une des demandes les plus pressantes de l'Union Nationale du Travail était la journée de 8 heures ; une loi de 1869 l'adopta pour tous les employés fédéraux. La création d'un bureau fédéral du Travail faisait également partie de ces revendications ; elle ne fut réalisée qu'en 1884, quand fut organisé l'Office du travail, transformé en 1913 en Ministère du Travail.

Les unionistes « purs et simples », comme il est d'usage de les appeler, n'étaient pas satisfaits de l'activité de l'Union Nationale. Ni les expériences coopératistes, ni les tendances socialistes qu'elle commençait à adopter ne leur semblaient de nature à leur apporter les avantages immédiats qu'ils en attendaient. C'est leur défection qui amena la disparition de l'Union Nationale (15). Dix ans devaient encore s'écouler avant la création de la Fédération Américaine du Travail par M. S. Gompers en 1881 ; ils constituent une époque de dépression industrielle, de désordre, de grèves, de désorganisation ouvrière.

A peine l'Union Nationale du Travail dissoute, quelques unes des unions importantes, qui en avaient fait partie, essayèrent de former suivant les principes purement trade-unionistes, une grande association, qui devait s'appeler la « Fraternité Industrielle » (Industrial Bro-

(15) L'Union Nationale du Travail avait été bien accueillie par les ouvriers à ses débuts. Elle paraît avoir eu jusqu'à 640.000 membres en 1868. Cependant son Congrès de Cincinnati en 1869, marqua un déclin très prononcé et une assemblée insignifiante à Saint-Louis en 1870 attira à peine l'attention sur sa disparition. Adams and Sumner, l. c., p. 219.

therhood). Elle avait adopté un programme modéré : le capital n'est pas considéré comme un vol ; les doctrines agrariennes étaient repoussées ; les théories communistes désavouées. Les adhérents ne se mettent plus à la remorque d'aucun parti politique, ni d'aucun théoricien réformateur. Ils cherchent à atteindre des résultats pratiques, des avantages immédiats : l'obtention de conditions juridiques meilleures pour les organisations ouvrières, la restriction des monopoles, la baisse du prix de la vie, la création d'un bureau fédéral de statistique, l'exclusion des jaunes, la réglementation de l'apprentissage, etc. . .

Sur ces entrefaites, éclata la crise de 1873 (16) ; elle mettait fin à une période de grande prospérité, qui avait amené une croissance trop rapide de l'industrie et surtout des chemins de fer. Ces effets devaient se faire ressentir jusqu'en 1879, particulièrement dans le monde ouvrier. De 32 le nombre des unions nationales tomba à 8 ; le nombre de leurs membres diminua dans de grandes proportions ; les mécaniciens perdirent les 2/3 de leurs membres ; les cigariers, les 4/5 ; les tonneliers, les 6/7. Les trade unionistes de New-York, qui comptaient 44.000 membres n'en avaient plus que 5.000 après la crise.

Divisés et désorganisés les ouvriers se livrent à une activité désordonnée : tantôt ils recourent à des grèves violentes, dont le nombre se multiplie chaque année, tantôt ils essaient de former des groupements politiques

(16) Dewey, l. c., p. 370 et s. ; Boggart, l. c., p. 390 et s.

ou bien ils s'affilient à des partis déjà existants, dans l'espoir d'améliorer la condition de la classe ouvrière.

Ainsi c'est en 1874 et 1875 qu'éclatent les grèves de Pennsylvanie, lesquelles se sont manifestées par des actes de terrorisme, des assassinats et des pillages qui ont motivé une intervention énergique des autorités, la mise en jugement et l'exécution capitale ou l'emprisonnement des meneurs. Deux ans plus tard, c'est le tour des cheminots de Pennsylvanie de déclarer à Pittsburgh la grève du réseau de Baltimore et Ohio qui s'étendit progressivement à presque toutes les grandes compagnies de chemins de fer du pays (17).

Les autorités et les employeurs résistent avec énergie à cette vague de violence et de désordre ; les travailleurs, faute d'organisations professionnelles assez puissantes, créent des partis ouvriers de caractère et de tendances socialistes dans les grands centres industriels de New-York, Ohio, Pensylvanie, etc. ou bien recherchent l'alliance d'autres partis politiques de nuance radicale. C'est ainsi qu'en 1878, les ouvriers essayèrent de former à Cleveland, Ohio, un « parti national » avec le parti des agriculteurs créé en 1876, qui s'appellait le « National Greenback Party » parce qu'il préconisait l'inflation monétaire comme remède de la stagnation économique. « La dépression industrielle avait été amenée, disaient les adhérents du nouveau parti, par la législation faite dans l'intérêt des usuriers, des banquiers, des actionnaires et inspirée par eux » (18). Les ouvriers proposaient

(17) Wright, l. c., Chap. XXV., pp. 301 et s.

(18) M. Beard, l. c., p. 84.

comme remède une journée de travail plus courte, des bureaux fédéraux et d'Etat pour le travail, des bureaux de statistique industrielle, la restriction de l'immigration, la prohibition du travail dans les prisons. Plusieurs ouvriers, présidents ou secrétaires de trade unions, comme Fehrenbach, Doran, Walls, furent élus députés ou occupèrent des fonctions importantes en relation avec les questions ouvrières. Un ouvrier H. J. Wallis, par exemple, fut le premier commissaire du Bureau du travail et de la statistique d'Ohio. Les candidats des fermiers et des ouvriers alliés, obtinrent un nombre de voix considérable aux élections de 1878 pour le Congrès. Ce parti agricole et ouvrier aurait pu finir par jouer un rôle important dans la vie économique américaine, mais le retour de la prospérité vers 1880 et la scission des deux éléments, qui le composaient, mirent fin à son activité et les ouvriers revinrent au trade unionisme « pur et simple », par la création en 1881 de la Fédération Américaine du Travail, qui devait inaugurer une longue ère de prospérité ouvrière et faire preuve d'une vitalité et d'une stabilité uniques dans les annales de la vie ouvrière américaine. Avant d'aborder cependant l'étude de la Fédération, il sera intéressant d'exposer l'histoire et les méthodes des « Chevaliers du Travail », qui firent dans la dernière de la période que nous venons d'examiner, un effort considérable pour l'organisation de la classe ouvrière. La faveur dont ils jouirent pendant de longues années, et leur insuccès final, feront mieux comprendre, la portée du mouvement ouvrier actuel aux Etats-Unis.

« Le saint et noble ordre des Chevaliers du Travail » (The holy and noble order of the Knights of Labor) (19) représente un essai d'organiser la classe ouvrière sur une base presque aussi large que la société elle-même, puisque l'ordre était ouvert à toutes les professions, à l'exception des avocats et des banquiers et de certaines personnes qui ne présentaient pas des garanties suffisantes de moralité.

La création de l'ordre des « Chevaliers du Travail » est le résultat des efforts faits en 1869 — date de son organisation — par Uriah S. Stephens et six de ses camarades, tous ouvriers tailleurs de Philadelphie. Pour diverses raisons l'Union des Tailleurs de cette ville, qui ne donnait pas satisfaction à ses membres, fut dissoute vers la fin de 1869. En face de ce résultat, Stephens conçut le plan d'une organisation, qui comprendrait non seulement les ouvriers d'un seul métier, mais tous les ouvriers exerçant honorablement un métier quelconque et qui, par la coopération, par l'éducation des membres, par l'usage intelligent du bulletin de vote, arriveraient à abolir le régime du salariat.

(19) Adams et Sumner, l. c., p. 219 et s. ; Beard, l. c., pp. 113-126 ; Coman, l. c., p. 361 et s. ; Wright, *Industrial Evolution of the United States*, p. 246 et s. et *The Knights of Labor*, Article paru dans le *Quarterly Journal of Economics*, Janvier 1897 ; Powderly, *Thirty Years of Labor*, Columbus, Ohio 1889 ; Brelay (Ernest), « Les Chevaliers du Travail, extrait de la Revue des Institutions de Prévoyance, 1891. Claudio Jannet, *Les Chevaliers du Travail*, Musée Social, 1899 ; Levasseur, *l'Ouvrier Américain*, vol. I., p. 262-272 ; Martin St-Léon, *Les Nouvelles lois ouvrières aux Etats-Unis* ; Vigouroux, *La Concentration des Forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, passim, etc.

Etant franc-maçon Stephens entoura d'une atmosphère de mystère l'organisation et l'activité de l'ordre. En y entrant les adhérents devaient subir une véritable initiation ; ils devaient prêter serment sur la Bible et s'obliger à garder le secret le plus strict. Le nom de l'ordre lui-même était tenu secret et le public n'a connu pendant assez longtemps les Chevaliers que sous le nom de « Five Stars » d'après les cinq étoiles qui servaient à désigner l'ordre dans ses imprimés, ses circulaires, ses rapports. La raison qui a déterminé les fondateurs de l'ordre à lui donner ce caractère avait été l'échec constant de toutes les organisations ouvrières fonctionnant ouvertement. Les agents du patron, les détectives, les autorités pouvaient apprendre trop facilement quelles étaient les décisions et les méthodes des travailleurs et rendre ainsi leurs efforts illusoires. (20).

Ce caractère secret empêchait les progrès numériques de l'ordre, puisque l'accès en était trop difficile et attirait sur les Chevaliers l'hostilité de l'Eglise catholi-

(20) Les Chevaliers du Travail disaient : « l'Association ouverte et publique n'ayant pas réussi, après une lutte séculaire, à sauvegarder les intérêts des ouvriers, nous avons légalement constitué cette assemblée et en faisant usage de notre force organisée et de la coopération, nous ne faisons qu'imiter l'exemple du capital... qui se coalise pour anéantir l'espoir viril des travailleurs et piétiner les pauvres gens dans la poussière ». C'est pourquoi l'ordre s'était « enveloppé du voile impénétrable du rituel, du signe, du mot de passe, afin que l'espion du patron ne put pénétrer dans la loge pour trahir ses camarades », cité par M. Beard, l. c., p. 117.

que, au point de se voir menacés de l'interdit du Saint-Siège, qui ne fut évité que par l'intervention du Cardinal Gibbons. Aussi les Chevaliers abandonnèrent-ils le caractère secret de l'organisation au Congrès de Detroit en 1881.

L'objet de l'ordre est exposé dans les instructions données aux Chevaliers : Le travail est noble et saint. Le défendre de la dégradation, le dépouiller des misères qu'il cause au corps, à l'intelligence et aux biens et que l'ignorance et la cupidité lui ont imposé ; défendre le travailleur contre les exploiters, est une tâche digne des hommes les plus nobles et les meilleurs de notre race... Nous n'entendons pas être nécessairement en conflit avec une entreprise légitime, en antagonisme avec le capital ; mais les hommes dans leur hâte et leur cupidité, aveuglés par leurs intérêts égoïstes, négligent les intérêts d'autrui, et parfois violent les droits de ceux qu'ils croient sans défense. Nous entendons maintenir la dignité du travail, affirmer la noblesse de tous ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front. Nous entendons former une opinion publique saine au sujet du travail (le seul créateur des valeurs) et du droit de recevoir sa part juste et entière des valeurs ou du capital qu'il a créés. Nous soutiendrons de toute notre énergie les lois faites en vue de mettre en harmonie les intérêts du travail et du capital et aussi les lois, qui tendent à alléger le fardeau d'un travail épuisant » (21)

La profession de foi primitive des Chevaliers est

(21) Wright, l. c., p. 247.

donc empreinte plutôt de l'idéologie prédominante vers la moitié du siècle ; elle insiste surtout sur les côtés humanitaires et éthiques des questions ouvrières. L'affirmation dogmatique que le travail est le seul créateur de valeurs s'insinue, dirait-on, timidement entre des parenthèses ; les revendications des Chevaliers, bien qu'allant jusqu'à l'abolition du salariat, n'impliquent pas la lutte des classes.

Au début de leur activité, les Chevaliers du travail n'avaient ni une organisation bien déterminée, ni un programme précis. Il y avait quelques associations locales avec peu de membres, auxquels on pouvait transmettre oralement les règles de l'ordre. Progressivement cependant le nombre des adhérents devenant plus important, et les associations se multipliant sur un territoire étendu, une déclaration de principes devenait nécessaire. Elle fut adoptée à l'Assemblée générale de Reading Pa., en 1878. Après avoir dans son préambule attiré l'attention sur « le développement alarmant et l'esprit d'agression des puissances d'argent et des corporations, sous les régimes industriels et politiques actuels » qui « conduiront inévitablement à la dégradation du peuple », les Chevaliers déclarent que leur organisation n'est pas un parti politique, mais plus qu'un parti politique, car les mesures qu'ils préconisent envisagent le bien-être de toute la société. Ils font appel à tous ceux qui croient qu'il faut assurer le plus grand bien-être au plus grand nombre pour qu'ils aident les Chevaliers à faire « de la valeur industrielle et morale,

et non de la richesse, la véritable mesure de la grandeur individuelle et nationale ». (23).

Les Chevaliers du Travail ne sont donc pas une organisation révolutionnaire, dans les premières années de leur existence. Ils veulent donner aux ouvriers « la pleine jouissance de la richesse qu'ils créent », ce qui veut dire qu'ils estiment que les ouvriers ont droit au produit intégral de leur travail ; ils veulent en même temps abolir le régime actuel du salariat. Mais pour atteindre ces résultats, ils ne proposent pas des moyens révolutionnaires. Les grèves, par exemple, n'apportent à leur avis qu'un soulagement passager ; plus que sur la grève, les Chevaliers comptent sur l'efficacité de l'éducation, sur l'organisation universelle des ouvriers et sur la toute-puissance de la coopération, qui permettra à l'ouvrier de s'attribuer tout le produit de son travail.

Leur programme et leurs méthodes d'action sont relativement modérés. Les armes politiques y tiennent une place importante. A ce dernier point de vue, ils sont partisans de la législation directe du peuple, de l'initiative, du referendum, du mandat impératif et de la représentation proportionnelle. Au point de vue professionnel, ils demandent des lois sanitaires et des règlements pour la sécurité du travail dans les usines ; des assurances contre les accidents ; le paiement hebdomadaire du salaire en espèces ; l'arbitrage obligatoire ; le privilège des créances de salaire ; la prohibition du travail des enfants au-dessous de 15 ans ; la création de bu-

(23) Wright, l. c., p. 249.

reaux du travail pour faire l'éducation morale et financière des masses ouvrières ; l'instruction obligatoire des enfants entre 7 et 15 ans ; la prohibition de l'entrée aux Etats-Unis des immigrants engagés en Europe dans les conditions de la loi de 1864, etc... Au point de vue financier et économique enfin, les Chevaliers du Travail demandent l'impôt progressif sur le revenu ; l'émission directe par le gouvernement des billets de banque ; la suppression des banques privées ; la création des caisses d'épargne postales ; l'étatisation du télégraphe, du téléphone et des chemins de fer.

Cependant les Chevaliers du Travail n'ont été fidèles qu'en partie à ce programme. L'inefficacité de la grève et du boycottage et la pratique de la coopération pour arriver à l'abolition du salariat étaient deux points importants de leur programme. Au fur et à mesure de leur croissance, qui fut lente au début, car en 1873 ils n'avaient encore que six loges locales à Philadelphie, ils furent submergés par les nouveaux venus et se laissèrent gagner à l'emploi de méthodes de plus en plus agressives. En 1875 les Chevaliers avaient convoqué un congrès national à Tyrone en Pennsylvanie, auquel ils invitèrent plusieurs organisations ouvrières, entre autres le parti social démocratique de l'Amérique du Nord. Celui-ci accepta l'invitation et de nombreux socialistes devinrent ainsi membres de l'ordre. A partir de cette époque, les Chevaliers du Travail se lancèrent dans une série de grèves, qui ont été une des causes de leur disparition. Une des luttes les plus sévères qu'ils eurent à soutenir fut la grève organisée en 1880 sur le réseau

Gould. C'est à cette époque que le sabotage, bien que le nom en fût encore inconnu, fut pratiqué pour la première fois en Amérique d'une manière méthodique, comme un instrument de guerre. Leur succès, car Jay Gould fut obligé de céder, les fit passer aux yeux du public pour une puissance ouvrière formidable et enhardit la masse, qui pensait que la grève Gould n'était qu'un simple épisode dans le « conflit mortel » entre le capital et le travail.

L'élan révolutionnaire était pris ; il ne devait plus s'arrêter que par la disparition de l'organisation, car les chefs ouvriers étaient incapables de réfréner l'ardeur de leurs troupes, du « rank and file ».

A la même époque ceux des Chevaliers qui avaient moins de foi dans les vertus de la violence, tournèrent tous leurs efforts vers les sociétés coopératives de production. C'étaient des hommes auxquels répugnait l'idée de la lutte des classes, qui étaient déjà des petits patrons ou qui aspiraient à le devenir. Ils furent suivis par la masse seulement en cas d'insuccès d'une grève, pendant des époques de dépression industrielle ou dans le cas d'ouvriers « blacklisted », inscrits sur la liste noire et ne pouvant plus trouver du travail. Le nombre des coopératives créées par les Chevaliers s'éleva jusqu'à 135 à l'époque la plus florissante de l'organisation (24). Mais une à une, ces coopératives firent faillite à cause de la concurrence toute puissante des sociétés par actions et surtout à cause de l'indifférence des

(24) M. Beard, l. c., p. 24.

ouvriers. L'expérience infirmait ainsi, l'ambition des Chevaliers du Travail d'amener la disparition du salariat par la coopération.

L'ordre des Chevaliers du Travail est une organisation à tendances centralisatrices très prononcées. L'Assemblée Générale a des pouvoirs très étendus sur les loges ou assemblées locales, sur les assemblées de district, d'Etat ou nationales. Les relations entre ces différentes formations et l'assemblée générale sont très variables. Certaines assemblées locales dépendent directement de l'Assemblée Générale, mais d'habitude elles envoient des délégués, qui forment des assemblées de district ou d'Etat. L'assemblée de district est composée par exemple par les délégués d'au moins cinq assemblées locales. A son tour elle peut dépendre directement de l'Assemblée Générale, mais elle s'y rattache le plus souvent par l'intermédiaire des assemblées d'Etat, ou des assemblées nationales. A la tête de cette hiérarchie d'assemblées se trouve un bureau exécutif général présidé par le « Grand Maître ouvrier », Grand Master Workman ». Cette fonction a été remplie pendant les dernières années de l'existence de l'ordre, qui furent aussi celles de sa plus grande prospérité, par Terence V. Powderly, qui s'est fait l'historien de l'ordre dans un livre intitulé : « Trente années de travail ». Le bureau exécutif a des pouvoirs quasi absolus sur tous les membres et sur toutes les organisations. Il peut suspendre et révoquer tout membre ou fonctionnaire de l'ordre, supprimer une assemblée et par un vote

unanime, déclarer ou mettre fin à une grève locale ou générale.

Organisé au début sur des bases trade unionistes l'ordre a fini par ouvrir ses assemblées à tous les ouvriers sans différence de métier, d'habileté professionnelle, de nationalité, aux travailleurs qualifiés ou non qualifiés, aux fonctionnaires, aux professions libérales, bref, à toute personne âgée de plus de 16 ans, à l'exception toutefois des avocats, des banquiers, des joueurs professionnels et des débitants d'alcool. Ces éléments naturellement discordants étaient amalgamés dans des organisations de district, qui formaient à leur tour des unions nationales. Les unes comme les autres étaient dépourvues de toute autonomie. Cette mesure était inspirée par la constatation que les inventions mécaniques avaient la tendance de rapprocher de plus en plus les ouvriers qualifiés et les ouvriers non qualifiés (25) et que les classes laborieuses doivent être relevées « en masse » ou ne pas être relevées du tout (26). La devise officielle des Chevaliers exprime cette conception fondamentale de l'Ordre en disant : « le Gouvernement le plus parfait, est celui dans lequel une injustice faite à un seul est l'affaire de tous » (27).

(25) Le grand maître de l'Ordre, Terence V. Powderly disait : « les machines qui économisent le travail, abaissent les mécaniciens vers le niveau du travailleur non qualifié ; bientôt ils seront sur le même plan. Mon but a été d'honorer le travail ». Cité par Brissenden, *The I. W. W.* p. 33.

(26) Adams et Sumner, l. c., p. 220.

(27) « An Injury to one is the concern of all ». L'organisation des travailleurs industriels du monde, de nos jours, a fait sienne cette formule.

Cette doctrine de l'unité de la classe ouvrière (28) nous explique les tendances centralisatrices de l'ordre et le caractère de diversité de la masse de ses adhérents et nous aide à comprendre comment il en résulta une grande confusion, une instabilité caractéristique dans les idées directrices et la tactique des Chevaliers, et comment l'organisation se laissa entraîner par les éléments trop avancés qu'elle contenait, sur la pente de la violence et du désordre, qui finirent par amener sa disparition.

Créés en 1869 par 7 ouvriers, n'ayant encore d'après leur premier rapport trimestriel que 28 membres, après moins de 20 années d'existence, les Chevaliers du Travail étaient arrivés à compter en 1886, 700.000 à 1 million d'adhérents suivant des statistiques contradictoires (29). Cette rapide extension de l'ordre fut l'effet, pa-

(28) « L'idée fondamentale de l'ordre des Chevaliers du Travail est l'unité de tous les ouvriers... Je considère que cette solidarité des intérêts rend nécessaire l'unité de sa politique et de sa direction ; l'ordre estime que l'unité de direction peut être réalisée seulement par la concentration de la responsabilité... entre les mains des hommes, qui peuvent être mis à la tête des affaires... Le contrôle de l'organisation appartient en totalité à l'Assemblée générale et... les ordres des fonctionnaires élus par cette Assemblée doivent être obéis par tous les membres... Les Chevaliers désirent comprendre dans leur sein *tous* les ouvriers qui produisent, qu'ils reçoivent ou non leur rémunération sous forme de salaires ». Extrait du « Final Report of the United States Industrial Commission ». (1900, cité par Brissenden, l. c., p. 32).

(29) Les chiffres donnés par les statistiques des divers auteurs sont très variables : pour 1886, Wright ne donne que 500.000 ; Adams et

rait-il, de l'engouement subit du public pour les Chevaliers du Travail. Le nombre des membres se montait à 104.000 en 1885 ; il atteint brusquement 702.000 en 1886. T. Powderly, le Grand Maître de l'ordre, donne lui-même de cet afflux inusité des adhérents, deux raisons : d'abord la campagne qu'on menait à cette époque pour la journée de 8 heures, ensuite l'opinion exagérée que le public se faisait de la puissance de l'ordre(30). Aussi lorsque le 1^{er} Mai 1886 une grève fut ordonnée par les Chevaliers pour la diminution de la journée de travail, des centaines de mille d'ouvriers devinrent membres de l'organisation. Deux ans plus tard, celle-ci ne comptait plus que 250.900 adhérents. En 1898 ce nombre descendait à 100.000 ; en 1917 enfin, les Chevaliers comptaient encore 10.000 adhérents (31).

La rapidité de ce déclin tient à plusieurs causes. Les éléments avancés de l'ordre avaient abandonné les principes modérés, qui caractérisaient la doctrine des Chevaliers au début de l'organisation. En dépit des objurgations des modérés, ils ne voulaient pas « descendre sur la terre » (32), lutter pour des salaires plus élevés et con-

Sumner plus de 600.000 ; un rapport des Chevaliers, cité par Brissenden, 1.200.000 avec 9.000 assemblées locales ; le grand maître Powderly, 700.000. Le fait est qu'en 1886 le nombre des Chevaliers s'était accru dans des proportions considérables ; le déclin de l'ordre fut d'ailleurs aussi rapide que son ascension : après 20 ans d'existence, l'ordre est devenu tout-à-fait insignifiant.

(30) En 1886 le public croyait que les Chevaliers du Travail avaient 5 millions de membres. Wright. l. c., p. 248.

(31) Hoxie, l. c., p. 93.

(32) M. Beard, l. c., p. 118.

clure des contrats collectifs avec les employeurs. Ils ont prodigué leurs efforts dans toutes les directions : réforme agraire, greenbackism, abolition du salariat, soit par la coopération, soit par des méthodes socialistes, agitations argentistes, réforme politique etc... Ils ont abusé des grèves violentes et du sabotage (33) et se sont attirés ainsi l'inimitié implacable des autorités (34) et des employeurs. Ceux-ci ont usé de tous les moyens en leur pouvoir pour les affaiblir : la liste noire, contenant les noms des ouvriers coupables de violence et qu'on refusait d'embaucher ; la « cuirasse » (iron clad), un serment demandé aux travailleurs de ne jamais appartenir à aucune organisation ouvrière ; l'espionnage par les détectives de Pinkerton, qui renseignaient les industriels sur tout ce qui se passait dans les milieux ouvriers. Mais en dehors de cette guerre déclarée au capital, les Chevaliers eurent l'imprudence d'entrer en conflit avec la Fédération Américaine du Travail. En 1886, quand celle-ci fut organisée sous sa forme actuelle, les Chevaliers étaient à leur apogée. Ils avaient environ 700.000 adhérents tandis que les forces de la Fédération ne dépassaient pas 300.000 membres. Mais ces derniers étaient tous des ouvriers

(33) « Bien que les Chevaliers du Travail eussent prêché contre la violence et contre ce que nous appelons aujourd'hui le sabotage, ils en ont pourtant fait usage sur une large échelle, par exemple dans la grève des chemins de fer du Sud-Ouest en 1886. Brissenden, l. c., p. 34.

(34) En 1899, William Mac Kinley était déclaré par les Chevaliers « l'ennemi acharné des ouvriers » (Bitter enemy of Labor). Adams et Sumner, l. c., p. 221.

qualifiés : leurs principes étaient opposés au nivellement de la classe ouvrière, dont les Chevaliers du Travail avaient fait leur règle fondamentale. Sentant cependant quel précieux appui représenterait pour eux la force des trade unionistes fédérés, les Chevaliers essayèrent à plusieurs reprises de gagner leur sympathie. La Fédération cependant déclina ces offres ; elle se sentait encore trop faible pour s'étendre à toute la classe ouvrière. Leur instinct de conservation détermina les travailleurs de la Fédération à adopter une attitude de défense des ouvriers organisés envers le reste de la population ouvrière. « Les trade unions d'Amérique, disaient-ils, ont été fondées pour empêcher les ouvriers qualifiés des Etats-Unis d'être réduits à la mendicité, et pour maintenir le niveau de la classe ouvrière et son habileté professionnelle » (35). Un appel adressé en 1886 par les Chevaliers aux ouvriers de la Métallurgie resta sans effet. Une collaboration fut proposée alors à la Fédération sous forme d'échange de cartes syndicales ; d'adoption d'une organisation commune pour la protection des travailleurs organisés contre leurs camarades non organisés, qui s'embauchaient à leur place pendant les grèves ; d'une série de conférences et d'une action commune contre les employeurs. Pourtant une entente semblable eût été difficile parce que les produits frappés d'interdit par la Fédération comme « Non-union Goods » étaient souvent fabriqués par les Chevaliers du Travail. Les bases et les tendances des deux

(35) M. Beard, l. c., p. 121.

organisations étaient trop différentes pour que la Fédération et l'ordre pussent coopérer. L'organisation des Chevaliers du Travail avait une souveraineté unique sur tous ses membres ; l'organisation de M. Gompers était au contraire une Fédération de souverainetés particulières. La première groupait tous les ouvriers et manifestait surtout de la sollicitude pour la classe la plus humble du monde ouvrier ; la seconde se souciait au début de son existence seulement des intérêts de la partie la plus élevée des ouvriers. L'ordre des Chevaliers du Travail pratiquait sur une grande échelle la grève, le boycottage, le sabotage : il était révolutionnaire. La Fédération repoussait le socialisme, recherchait des avantages immédiats, tangibles, elle préconisait l'entente du capital et du travail : elle était conservatrice. Dans ces conditions les chances de succès d'une collaboration eussent été minimales. Aussi, en Octobre 1886 les Chevaliers déclarèrent-ils à la Fédération une guerre sans merci, qui se termina pour eux par une défaite (36).

L'idée d'une grande union ouvrière unique, préconisée par les Chevaliers du Travail, après l'Union Nationale du Travail paraissait vouée à l'insuccès. La

(36) En 1893 le Grand Maître Powderly avait donné sa démission. Il avait été remplacé par M. Sovereign qui avait les sympathies des socialistes. En 1895 les dissentiments des Chevaliers provoquèrent la formation à Columbus Ohio, d'une branche autonome sous le nom de « Independent Knights of Labor » qui avait leur propre « General Master Workman ». Depuis, le déclin fut de plus en plus accentué chaque année. De nos jours, les Chevaliers ne comptent plus que quelques milliers de membres. Cf. Levasseur, l. c., vol. 1, p. 268,

faveur dont les Chevaliers ont joui dans le monde ouvrier a été de courte durée. L'expérience qu'ils ont faite a été « désastreuse » de l'avis de Mathew Woll, un des chefs du mouvement trade unioniste (37). Aujourd'hui, le saint et noble ordre des Chevaliers du Travail n'est plus qu'un nom.

L'histoire des Chevaliers du Travail nous a montré que la doctrine socialiste avait été un ferment de destruction pour leur organisation. Il convient d'examiner en quelques lignes l'histoire des partis socialistes et de voir si les efforts constructifs du marxisme américain ont eu quelques influence sur le mouvement ouvrier.

Il est inutile de s'arrêter aux essais de socialisme utopique que nous avons d'ailleurs brièvement mentionnés. Ils ne représentent que des tentatives isolées de réformateurs humanitaires séduits par l'idéologie florissante tant en Europe qu'en Amérique dans le second quart du XIX^e siècle. Owen, Cabet, Fourier ont eu des émules et des disciples aux Etats-Unis, mais leurs efforts ont été éphémères et isolés. Certaines de leurs idées ont été reprises par les nombreux partis formés vers 1880, dans le but de représenter la classe ouvrière : le parti des Unions du travail, le parti progressiste du travail, le parti réformiste américain, le parti uni du travail, etc... Leur existence a été brève et leur influence insignifiante sur le mouvement ouvrier.

Le socialisme n'est entré dans une phase nouvelle que lorsque des réfugiés prussiens, persécutés dans

(37) American Federationist, Avril 1919.

leur pays après la révolution de 1848, commencèrent à débarquer en grand nombre aux Etats-Unis. Ils ne trouvaient cependant pas en Amérique un terrain favorable au développement du marxisme. Aussi durent-ils au début se tenir en rapports étroits avec le socialisme européen, dont ils suivirent les fluctuations. Ils formèrent quelques sections locales de l'Association Internationale des Travailleurs, avant 1872. Le nombre des adhérents était infime. En 1871 par exemple il y avait 8 sections avec 293 membres, qui étaient en général des intellectuels ou des ouvriers étrangers, surtout des Allemands. Ceux-ci firent paraître en 1873 le premier journal socialiste américain, l'hebdomadaire *Arbeiter Zeitung*. Pour sauvegarder le mouvement menacé en 1872 par les anarchistes, les socialistes transfèrent leur quartier général à New York. Ce n'était que l'écho de la scission qui s'était produite à la même époque en Europe entre Marx et Bakounine. « Le Père du socialisme américain » l'Allemand F. A. Sorge commença une campagne pour défendre le socialisme américain contre les anarchistes (38).

(38) Cette hostilité devait se prolonger et se maintenir jusqu'à nos jours. Le mouvement anarchiste a été cependant toujours insignifiant aux Etats-Unis. Le premier anarchiste américain fut Josiah Warren aux environs de 1840. Son anarchie du type proudhonien, teintée d'owenisme et de fouriérisme, trouva quelques zélateurs, qui firent une campagne pacifique de propagande, mais exercèrent peu d'influence. L'anarchisme ne fit véritablement son apparition aux Etats-Unis qu'après la formation de l'Internationale Noire à Londres en 1881. Il se manifesta par la création à Chicago d'une organisation

La première tentative d'étendre et d'américaniser le socialisme fut la création du parti démocratique social décidé dans le congrès tenu à New-York en 1874. Elle ne fut pas durable ; après avoir joué dans l'ordre des Chevaliers du Travail le rôle déjà exposé l'organisation se débanda devant l'hostilité du public, qui invadait les réunions socialistes et malmenait les assistants, et devant les mesures des autorités, qui arrêtaient les orateurs et expulsaient les chefs socialistes des villes où les grèves étaient en progrès.

La création du parti socialiste du travail (Socialist Labor Party) à Newark en 1877, fut le second essai d'organisation des socialistes américains. Le parti était

anarchiste avec des ramifications dans d'autres villes particulièrement à New-York. Son chef le plus actif fut un allemand Johann Most ; son organe, l'*Arbeiter Zeitung* de Chicago. Etrangers pour la plupart, les anarchistes furent inconnus du public jusqu'en 1888, quand eut lieu à Chicago l'attentat de Haymarket Square, où se tenait une grande réunion ouvrière en plein air. Une bombe fut jetée sur la police, qui fit feu et chargea les manifestants. Sur 8 anarchistes arrêtés, 7 étaient étrangers ; 3 d'entre eux furent pendus, un autre se suicida, les 4 derniers furent condamnés aux travaux forcés. L'opinion publique s'émut et les autorités traquèrent impitoyablement les anarchistes. A la suite de l'affaire de Haymarket, l'Internationale Noire a disparu. Ces troubles furent très nuisibles au mouvement ouvrier. Ils ne furent pas étrangers à la disparition des Chevaliers du Travail et à la croissance très lente à cette époque de la Fédération Américaine du Travail. Une autre organisation anarchiste ne fut pas inquiétée : nommée l'Internationale Rouge, d'après la couleur des cartes de ses adhérents, elle est opposée à la violence et borne son activité à une propagande pacifique, en vue de préparer les ouvriers à la révolution future.

un amalgame de plusieurs formations antérieures, dont le parti des ouvriers des Etats-Unis fondé en 1876 était la plus importante. Le Parti Socialiste du Travail acquit une certaine importance surtout lorsque les lois antisocialistes votées en 1878 en Allemagne firent affluer en Amérique un grand nombre de socialistes allemands. L'attitude du parti envers le trade unionisme était caractérisée par le désir de « maintenir des relations amicales avec les trade unions et encourager leur formation suivant des principes socialistes » (39). Le parti était favorable à l'action politique, aussi eut-il un certain rôle dans la vie politique de quelques villes comme New-York et Chicago. En 1886 il soutint, allié avec les partisans de la « single tax » et de quelques associations ouvrières, la candidature à la fonction de maire de New-York de Henry George dans une campagne fameuse, où le célèbre publiciste, obtint 67.000 voix contre 90.000 au candidat démocratique, qui fut élu et 60.000 au candidat républicain (40).

En 1892 son candidat à la présidence de la République obtint 21.000 voix ; la campagne présidentielle suivante fit monter le nombre des votants socialistes jusqu'à 36.000 ; en 1916 le déclin du parti se manifesta par la diminution du nombre des votes jusqu'à 14.000.

Le programme du Parti Socialiste du Travail était modéré dans les premières années de son existence. La propriété collective des moyens de transport, la munici-

(39) Beard, l. c., p. 133,

(40) Bryce, *American Commonwealth*, vol. II, p. 44.

palisation des travaux publics, l'impôt progressif sur le revenu et sur les successions, la gratuité des livres de classe, le suffrage universel et le referendum étaient ses revendications les plus importantes, énumérées dans l'ordre du jour du Congrès de 1892 à New York. Quelques années plus tard le parti changea complètement d'attitude. Il proclama la nécessité de la lutte des classes, de l'unité et de la solidarité de la classe ouvrière, de la socialisation des moyens de production. Il s'achemina vers le marxisme, ce qui fit qu'on lui donna le nom d'impossibiliste.

Cette nouvelle orientation avait mécontenté une importante fraction des socialistes et provoquée la création en 1900 d'une nouvelle organisation socialiste, connue d'abord sous le nom d'Ancien Parti Socialiste Démocratique ; plus tard celui-ci s'appela simplement le Parti socialiste (41). Il adopta à l'encontre des impossi-

(41) Une autre scission s'était produite en 1895 dans le sein du parti socialiste du travail ; elle aboutit à la création de la « Socialist Trade and Labor Alliance ». A l'encontre du parti socialiste démocratique et du parti socialiste de 1900, partisans tous les deux de l'action politique, l'Alliance était formée par des extrémistes, qui adoptaient les principes des syndicalistes français, dont la Confédération Générale du Travail venait d'être formée. Son promoteur était Daniel De Leon, qui devait jouer dix ans plus tard, un rôle important dans la création des Travailleurs Industriels du Monde. Composée surtout d'étrangers, partisans de l'action directe, l'Alliance avait en 1898 un peu plus de 3.000 membres. Elle sombra bientôt dans l'indifférence générale. Si nous lui accordons cette brève mention, c'est qu'elle fut aux Etats-Unis, avant les I. W. W., le seul exemple de syndicalisme révolutionnaire. Cf. Brissendens, p. 47 et s.

bilistes du parti socialiste du travail une politique opportuniste et, bien que partisan de ce qu'il appelle la démocratie industrielle, il ne renia pas le mouvement trade unioniste, mais s'attacha à entrer dans les associations ouvrières en vue de les convertir au socialisme par le procédé de la pénétration, auquel les Américains ont donné le nom de « Boring from Within ». Tandis que son rival perdait progressivement de son importance, le parti socialiste fit des progrès assez rapides. Il posa en 1900 à la présidence des Etats-Unis la candidature de Eugène W. Debs. qui obtint 96.000 voix. Le parti se contente d'un programme de revendications immédiates, comme l'étatisation des chemins de fer, la nationalisation des mines, etc. qui lui a rallié des adhérents nombreux puisqu'il a réussi à obtenir un nombre de voix important, lors de chaque campagne présidentielle. En 1908, le candidat socialiste a eu 450.000 voix ; en 1912, 901.000 ; en 1916, 600.000 environ (42).

Comme tous les partis de tendances radicales le parti socialiste n'a pas été exempt de dissensions et de scissions ; en 1905, une fraction socialiste contribua à la formation des Travailleurs Industriels du Monde. En 1917, le parti traversa une crise sérieuse au sujet de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Un grand nombre des chefs socialistes soutinrent loyalement le gouvernement. Ceux qui s'opposèrent à la guerre, organisèrent une agitation antipatriotique réprouvée par l'opinion

(42) Carlton Organized Labor, p. 188.

publique et qui leur attira les rigueurs de la loi martiale. Plusieurs socialistes, parmi lesquels M. Debs, furent arrêtés, jugés et condamnés. Malgré quelques succès partiels aux élections municipales de certaines villes, comme Dayton et New-York en 1917, le parti paraît avoir perdu de son prestige et de son influence. En 1919 de désarroi fut augmenté par la création d'un parti communiste, qui, cherche à établir sur le modèle de la république des soviets « la dictature du prolétariat ».

L'influence du parti socialiste américain tant sur le mouvement ouvrier que sur la vie politique des Etats-Unis a été insignifiante. En 1911 environ 400 fonctions électives appartenaient à des socialistes dans 33 Etats de la Fédération. Les fonctionnaires étaient disséminés dans plus de 160 municipalités et circonscriptions électorales. La proportion est évidemment très réduite pour une population, qui dépassait à cette époque 100 millions d'habitants. Il est presque certain que si le système traditionnel des deux partis se maintient aux Etats-Unis, et les probabilités abondent en ce sens, les socialistes n'auront guère la possibilité de jouer un rôle important dans la vie politique du pays. (43).

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, les faits sont identiques. Les chapitres suivants nous permettront de constater que ni la Fédération Américaine du Travail, ni les associations des employés de chemins de fer ne se sont laissées influencer par les doctrines socia-

(43) Carlson, l. c., p. 188.

listes. Le souvenir des expériences politiques stériles du passé était trop vif pour que les trade unionistes se décidassent à quitter le terrain, strictement professionnel, sur lequel depuis plus de 30 ans ils comptent des succès remarquables. Il y a certainement dans leurs rangs beaucoup de socialistes ; nous croyons cependant que leur présence dans les trade unions n'aura aucune influence sur l'orientation générale du mouvement.

En effet le contingent socialiste ouvrier est fourni surtout par les étrangers. En 1872, quand le mouvement socialiste était encore à ses débuts aux Etats-Unis, le Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, réuni à La Haye, constatait déjà « que les Américains originaires (native Americans) étaient tous des spéculateurs et que les immigrants seuls constituaient la classe ouvrière en Amérique » (44). Bien que très unilatérale la constatation n'est pas inexacte. Depuis la guerre civile, les capitaines d'industrie et les multimillionnaires ont trouvé aux Etats-Unis beaucoup plus de disciples que les promoteurs de la socialisation des moyens de production. Ce nivellement universel n'est pas du goût des Américains ; les modes actuels de la production leur semblent assez satisfaisants du moment qu'un régime démocratique véritable leur donne à tous, toutes les possibilités ouvertes à l'intelligence, à l'énergie, au travail et à l'habileté. Tous les jeunes gens sont donc disposés à suivre l'exemple des prédécesseurs qui

(44) Cité par Beard, l. c., p. 132.

ont été les auteurs de la prospérité présente, au lieu d'écouter les apôtres d'une société idéale, qui ne doit être réalisée que dans un avenir éloigné. Ensuite la conception marxiste est trop compliquée, trop difficile à saisir. Elle est bien le fait de l'Europe, où il y a des classes et des castes, où il y a des guerres, des opprimés et des oppresseurs, où les droits du peuple émanent d'une puissance supérieure, du gouvernement. Aux Etats-Unis la situation est différente. Comme Thomas Jofferson le disait, « la liberté n'y est pas un privilège octroyé par le gouvernement ; c'est le gouvernement qui est une responsabilité déléguée à ses fonctionnaires par le peuple » (45). C'est sur cette distinction que repose toute la philosophie de la démocratie. Or celle-ci n'est pas un vain mot aux Etats-Unis ; mille exemples sont là pour le prouver. Dès lors pourquoi remplacer par un régime aléatoire une société dans laquelle chaque citoyen jouit d'une égalité effective avec les autres, où le point de départ est le même pour tous, où tous les hommes ont, pour employer le mot américain si caractéristique, les mêmes « opportunités ».

C'est pourquoi les théoriciens socialistes ont tâché d'adapter le socialisme à la mentalité américaine. Le pur marxisme s'étiole en Amérique. Le seul parti socialiste marxiste des Etats-Unis, le Socialist Labor Party a 15.000 membres ; ce chiffre comparé aux 4 millions et demi de trade unionistes est insignifiant. Dans ces conditions, le parti socialiste de M. Debs renonce dans son

(45) Myers, *Socialism and American Ideals*, p. 37.

programme à la lutte des classes et à la socialisation totale des moyens de production. D'autre part voilà quelle doctrine vague devient le socialisme entre les mains de certains auteurs Américains : « Le mot socialisme, dit le socialiste Mac Kaye, en partie par les fantaisies de personnes qui s'intitulent socialistes, en partie par les sophismes habiles de nos conservateurs, a été enveloppé de tant d'obscurité qu'il constitue un véritable « handicap » pour la politique typiquement américaine, saine et pratique au plus haut point, qui peut être appliquée aux problèmes industriels de l'heure présente. Le mot socialisme n'exprime même pas par sa dérivation la signification de la doctrine. Les socialistes n'ont pas besoin de poursuivre la socialisation de l'industrie ; ce qu'ils souhaitent obtenir c'est la démocratisation de l'industrie ; en d'autres mots un régime démocratique ferme, effectif (consistent democracy), qui est ainsi le mot propre pour ce que nous appelons aujourd'hui « socialisme » (46).

Une démocratie industrielle, voilà ce que de nombreux américains entendent aujourd'hui par socialisme. Dans ces conditions, le nombre des 900.000 votants socialistes à une élection présidentielle, proportion d'ailleurs

(46) James Mac Kaye, *Americanized Socialism*, p. 27. L'auteur essaye dans ce livre de concilier la démocratie avec le socialisme. Le socialisme y perd absolument tous ses caractères : le régime capitaliste est maintenu ; la lutte des classes, la socialisation disparaissent. L'auteur préconise une sorte de démocratie industrielle. L'ouvrage est empreint d'une grande confusion inhérente d'ailleurs à la thèse soutenue.

minime par rapport au nombre total des voix, devient facilement explicable.

Le socialisme marxiste demeure ainsi l'apanage d'un nombre restreint d'intellectuels, qui reconnaissent eux-mêmes que les principes socialistes n'exercent aucune influence sur les masses ouvrières :

« Le Socialisme aux Etats-Unis, dit Morris Hillquit, (47) se trouve aujourd'hui dans la situation anormale d'être un mouvement de la classe ouvrière, moins la classe ouvrière, et nos principaux efforts ont été faits en vue d'écarter cette anomalie. Nos efforts pour nous assurer l'appui de la classe ouvrière doivent être nécessairement dirigés en premier lieu vers la partie organisée de cette classe. Et quoi que l'on dise, notre parti n'a jamais fait des efforts soutenus et rationnels pour gagner l'amitié de ces ouvriers organisés. Dans le passé, notre temps et nos énergies ont été dépensés en pure perte dans nos efforts de nous emparer intégralement du mouvement trade unioniste ; à quelques reprises nous avons follement essayé de le réorganiser, en allant jusqu'à créer des organisations rivales et parfois nous sommes même intervenus dans leurs affaires intérieures. Nous avons souvent essayé d'amadouer ou d'intimider les

(47) New-York Call, 12 décembre 1909, cité par Gompers, Labor and the Common Welfare. Morris Hillquit est un des socialistes les plus réputés d'aujourd'hui. Il s'est fait l'historien du socialisme américain dans un livre connu : « History of Socialism in the United States » (5^e édition, 1910), traduit en allemand (Stuttgart, 1906). Il a en outre écrit, seul ou en collaboration : Socialism, Promise or Menace ? (1917) ; Socialism in Theory and Practice (1919), etc.

trade unions pour les convertir au socialisme... »

Un autre socialiste, William English Walling, exprime les mêmes idées lorsqu'il dit avec quelque dépit :

« Le parti socialiste est devenu la risée des ouvriers d'Amérique. Il est devenu un parti des deux extrêmes. D'un côté il y a une poignée d'intellectuels comme moi-même, Spargo, Hunter, Hillquit ; d'un autre côté une poignée de démagogues fainéants et de prétendus intellectuels, un véritable « lumpen proletariat » ; les ouvriers d'aujourd'hui, les hommes qui mènent réellement la lutte des classes, sont en dehors du mouvement. Avant tout, nous devons avoir les unionistes. Personne n'a dénoncé plus que moi les défauts de la Fédération Américaine du Travail. Mais je suis forcé de reconnaître qu'elle représente la classe ouvrière bien plus que le parti socialiste et à moins que nous ne soyons capables d'adapter notre politique et notre organisation aux demandes et à la situation des ouvriers, nous aurons failli à notre mission » (48).

Ces aveux dépourvus d'artifice sont l'expression exacte de la vérité. Depuis quarante ans le mouvement trade unioniste se développe en dehors du parti socialiste, avec une continuité et une sûreté, qui prouvent, qu'après plus d'un demi-siècle de tâtonnements et de vicissitudes, les ouvriers américains ont enfin trouvé la voie conforme au caractère national et à l'évolution industrielle de leur pays.

(48) New-York Call, 11 décembre 1909, cité ibid.

III

La Fédération Américaine du Travail⁽¹⁾

La guerre civile avait amené aux Etats-Unis une véritable révolution économique, dont les effets se sont faits sentir particulièrement de 1860 à 1880.

La défaite du Sud avait abouti à l'émancipation des esclaves et au remplacement du travail servile par le travail libre. La conclusion de la paix avait rendu à l'industrie un million d'hommes qui avaient combattu sous les drapeaux de l'Union. L'émission de papier-monnaie inconvertible en grande quantité avait produit ses conséquences ordinaires : dépréciation et instabilité des « greenbacks », cherté de la vie, hausse des salaires, activité fiévreuse, mais factice d'une industrie et d'un commerce encouragés par l'espoir et l'attente de la hausse (2). La grande crise de 1873 marque le point

(1) American Federation of Labor, qu'on désigne d'habitude par ces initiales A. F. of L. ou A. F. L.

(2) Dewey, *Financial History of the United States*, p. 293 et Boggart, *Economic History of the United States*, p. 390.

d'arrivée d'une des époques les plus troubles de l'histoire économique des Etats-Unis.

D'autres causes agissent cependant en sens contraire. Le monde a besoin des produits américains, particulièrement du coton, ce qui atténue les conséquences de l'affranchissement des esclaves. Le pays est immense et possède des ressources infinies. Les chômeurs trouvent facilement du travail dans l'ouest, où les terres disponibles sont nombreuses et où ils pousseront un peu plus loin cette « frontière mobile de l'ouest » (3), qui est aujourd'hui une chose du passé, mais qui fut, durant tout le XIX^e siècle, une sorte de soupape de sûreté des masses ouvrières américaines.

En dépit des soubresauts de la vie économique, dont nous avons rapidement indiqué les causes, la classe ouvrière ne cesse d'un côté de s'accroître, d'un autre côté de donner une contribution de plus en plus large à l'industrie. Le recensement de 1850 évalue à 957.000 le nombre des ouvriers employés dans l'industrie ; ce nombre s'élève à 3.837.000 en 1888 (4).

Le développement incessant des manufactures et la croissance rapide des grandes lignes de chemins de fer amènent une concentration industrielle chaque jour plus importante. L'immigration, encouragée par la demande de plus en plus grande de la main-d'œuvre et par des mesures législatives, comme la loi de 1874 (5),

(3) Carlton, *Organized Labor*. pp. 10, 28, 29, etc.

(4) Boggart, l. c., p. 473.

(5) Ibid , p. 474,

prend un essor considérable. En 1873, année de crise, le nombre des étrangers débarqués aux Etats-Unis se montait à 460.000 ; six ans plus tard l'immigration atteignait le chiffre de 789.000 pour la seule année de 1879.

L'extension du machinisme rendait possible l'emploi sur une grande échelle des ouvriers non qualifiés dans les fabriques. Pour la même raison l'emploi des femmes et des enfants dans les manufactures, prend une extension qui appelle l'attention du législateur (6). Avant la guerre civile, la législation ouvrière était insignifiante : elle se bornait à quelques mesures concernant l'emprisonnement pour dettes, l'insaisissabilité des outils, l'éducation des enfants employés dans l'industrie. C'est l'Etat de Massachussets, qui prend le premier en 1866 l'initiative de la protection légale des travailleurs, en faisant passer une loi sur la journée de 8 heures pour les enfants de moins de 14 ans, employés dans l'industrie, loi qui fut d'ailleurs modifiée l'année suivante par la fixation d'une journée de travail de 10 heures. En 1869 le même Etat crée un bureau de statistique du travail. D'autres lois suivirent, qui fixèrent le nombre d'heures de travail à 60 par semaine pour les femmes et les enfants de moins de 18 ans, et prirent des mesures concernant l'inspection des fabriques et la protection

(6) En 1880, sur 2.647.000 femmes ayant des occupations lucratives, 22,5 o/o étaient employées dans l'agriculture et 23,8 o/o dans l'industrie ; le recensement de 1880 donne en même temps le chiffre de 1.118.000 enfants employés dans l'industrie et l'agriculture.

contre les accidents causés par les machines. Une fois l'impulsion donnée, les autres Etats suivirent l'exemple, les mesures législatives de protection des ouvriers se multiplièrent, mais d'un côté l'application des lois laissait à désirer, d'un autre côté les Etats ne manifestaient aucune sollicitude pour les ouvriers adultes, qui se trouvaient presque complètement à la merci des employeurs.

Tous ces facteurs unis à l'insuccès des organisations ouvrières, dont nous avons déjà retracé l'histoire dans le chapitre précédent, ont contribué à la naissance d'une nouvelle organisation de la classe ouvrière, suivant la conception nouvelle — pour les Etats-Unis — d'Adolphe Strasser et de Samuel Gompers ;

A l'époque où commença cette orientation nouvelle du monde du travail, il existait aux Etats-Unis une vingtaine à peine de trade unions du type anglais, formées de 1850 à 1879 (7) et auxquelles on donnait le nom de nationales, parce qu'elles s'étendaient à tout le territoire. Affaiblies par la crise de 1873 elles ne comptaient cependant pas, aux environs de 1880, plus de 300.000 membres et exerçaient une action insignifiante sur la population ouvrière.

En 1881 un certain nombre de chefs du mouvement ouvrier, convoquèrent dans le but de trouver un remède à cette situation un congrès à Terre-Haute, Indiana, où l'on se borna à lancer des convocations pour

(7) Mary Beard, *A Short History of the American Labor Movement*, chap. IX.

un nouveau congrès, qui eut lieu à Pittsburgh, la même année. Ce congrès jeta les bases d'une « Fédération des métiers organisés et des unions ouvrières des Etats-Unis et du Canada » (*Federation of Organized Trades and Labor Unions of the United States and Canada*). Les trade unions internationales et locales y avaient envoyé environ 150 délégués, qui votèrent des motions en faveur de l'instruction obligatoire, de l'abolition du délit de coalition (*Conspiracy Laws*) (8) en ce qui concerne les trade unions, des tarifs de douane protecteurs et de la législation contre l'immigration.

En dépit de ces revendications, dans lesquelles les préoccupations politiques ont autant de place que les revendications économiques, l'orientation de la nouvelle Fédération était surtout professionnelle. A la troisième convention de l'association, qui eut lieu en 1883 à New York, Samuel Gompers fut élu Président de la Fédération et de son Comité législatif. Malgré son activité et l'habileté, dont il devait donner des preuves nombreuses en dirigeant plus tard avec succès et pendant de longues années la Fédération Américaine du Travail, Gompers ne réussit pas à faire vivre la « *Federation of Organized Trades* », que le manque de fonds fit végéter encore jusqu'en 1886, quand la Fédération Américaine du Travail prit sa place pour devenir, après une trentaine d'années de progrès incessants, la plus puissante organisation ouvrière du monde.

(8) Voir chap. II, note 8.

C'est en 1886 que cinq chefs ouvriers parmi lesquels se trouvaient Adolphe Strasser et Samuel Gompers, de l'Union des Cigariers et W.H. Foster, Secrétaire de la Fédération des Métiers organisés, prirent l'initiative d'une conférence à Philadelphie où l'on décida la réunion d'un congrès à Columbus, Ohio, en décembre 1886. Tout le mouvement trade unioniste du pays fut représenté à ce congrès où les délégués de 25 organisations représentaient un nombre de 316.000 adhérents (9). Dès le lendemain de l'ouverture du congrès les délégués prirent la décision de se réunir dans une vaste Fédération à laquelle on donna le nom de « American Federation of Labor ».

Samuel Gompers fut élu Président de la nouvelle fédération dont il dirigea les destinées avec habileté jusqu'à nos jours, car il fut constamment réélu à l'exception toutefois de l'année 1895 quand le congrès de Denver élut comme Président de l'A. F. L. John Mc Bride des « Ouvriers Mineurs réunis d'Amérique » (10).

(9) Mary Beard, l. c., p. 89.

(10) Simple ouvrier cigarier, Samuel Gompers est arrivé à jouer un rôle éminent dans le monde du travail américain, grâce à son inlassable activité et au dévouement absolu qu'il a voué à son œuvre. Sa vie se confond avec celle de la grande fédération qu'il dirige. Nous estimons que nous ne saurions mieux faire que de lui laisser la parole, pour voir dans quel esprit, avec quelles méthodes et vers quel but il entend diriger l'A. F. L. Voici ce qu'il écrit dans l'*American Federationist* de Janvier 1895, quand John Mc Bride le remplaça à la présidence de la Fédération ; « J'ai aujourd'hui plus de quarante-cinq ans et j'ai pris part au mouvement ouvrier pendant plus de 30 ans. C'est pourquoi le mouvement ouvrier et la cause du travail sont

Dès le début Gompers, qui s'est inspiré du modèle du trade unionisme anglais posa plusieurs principes, qui devaient assurer le succès de la Fédération :

Une autorité absolue était donnée aux fonctionnaires

devenus une partie de mon existence, une partie de ma propre nature. Ce fut mon aspiration la plus intime, ce fut mon espoir le plus élevé que de parler pour elle, d'écrire pour elle, de travailler pour elle. Je n'ai rien vu au-delà et, en dehors d'elle, le succès m'a semblé impossible.

En me faisant de tout temps l'avocat de la cause des salariés qui luttent pour leur émancipation et pour l'amélioration de leur sort, en défendant de tout temps ceux qui n'avaient peut-être ni le courage, ni l'occasion de parler en leur propre nom et peut-être en plaidant pour certains de ceux qui ont été contraints par leur démoralisation, de renoncer à parler au nom des salariés, j'estime ne pas exagérer en répétant que le mouvement ouvrier et la cause du travail sont une partie de mon propre être et dont il m'est difficile, sinon impossible, de me séparer.

Sans doute je me suis fait des ennemis ; je m'y attendais quand je suis entré activement dans la lutte. Mais si quelqu'un se figure un seul instant, qu'on peut participer activement à ce combat pour le droit, sans encourir l'inimitié ou la mauvaise volonté de certains hommes, il vaut mieux qu'ils ne descendent pas dans l'arène... Ayant adopté comme maxime la vérité et le droit, il n'était que naturel de venir en conflit avec ceux qui ont « les genoux faibles, avec ceux qui manquent de loyauté, comme avec ceux qui ont des opinions bien arrêtées, mais différentes... »

Et après quelques considérations sur les conditions indispensables au succès du trade unionisme : « j'ai toujours été prêt et désireux d'empêcher, d'user ou d'abuser de notre mouvement, tant ceux qui nous apparaissent sous le masque de l'amitié, que ceux qui se présentent ouvertement comme nos ennemis déclarés.

Quant à avoir une fonction dans le mouvement ouvrier, cela m'a été et m'est indifférent. Pour moi, le mouvement était plus grand

des unions nationales et internationales sur les unions locales.

Les cotisations furent augmentées dans une forte proportion afin de créer d'un côté un fonds de secours mutuel, d'un autre côté un fonds de réserve important

que tout groupe d'hommes et, ferme dans ma croyance, que le mouvement trade unioniste est pour la classe ouvrière l'organisation dans laquelle elle doit chercher l'amélioration présente et l'affranchissement futur, j'ai osé exprimer sans crainte mes conditions, sans me soucier si elles blessaient quelqu'un ou si elles profitaient à quelqu'un.

Personne ne peut affirmer de bonne foi que je suis entré dans une assemblée dans un but intéressé. Je ne me suis jamais prêté à aucun procédé, marchandage ou combinaison en vue de me faire élire moi-même ou de faire élire quelqu'un à une fonction, de faire admettre des propositions auxquelles j'étais favorable, ou de faire échouer des hommes ou des mesures, auxquelles j'étais opposé. J'ai soutenu une cause et j'ai toujours consenti à subir tout le choc de l'antagonisme ou de l'opposition qui pouvait être manifestés contre elle ou contre-moi-même.

Je n'ai pas été réélu et je puis dire en toute franchise que je n'ai pas de regrets à exprimer. J'ai la conscience d'avoir fait mon devoir de mon mieux et avec une seule préoccupation : être utile à mes camarades ouvriers. Il n'y a rien de ce que j'ai fait pour la cause que je voulusse défaire, ni aucun des mots que j'ai prononcés que je voulusse retirer, à moins que ce ne fut pour le faire et pour le dire de nouveau avec plus de force et d'énergie ».

Gompers est souvent consulté par les autorités de Washington pour toutes les mesures concernant les ouvriers. Son rôle fut important dans la législation ouvrière des Etats-Unis ; il fut considérable pendant la guerre. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler dans plusieurs passages de cet ouvrage et particulièrement au chapitre VI.

Bien que l'activité du leader américain du Travail fût considérable, tant comme orateur que comme journaliste, — car il est un collabo-

pour permettre aux unions de traverser les périodes de dépression industrielle. En dernier lieu il établissait une solidarité véritable entre les unions en introduisant un système « d'égalisation » des fonds, grâce auquel les unions puissantes devaient soutenir les unions plus faibles en temps de crise. C'est le côté pratique, « business-like » de l'organisation. Il devait donner d'excellents résultats et permettre aux unions de surmonter victorieusement les difficultés de la crise de 1892. Les crises industrielles des Etats-Unis sont généralement assez brèves, mais d'une violence extrême. Les organisations des ouvriers s'en sont toujours profondément ressenties. En 1892, elles réussirent pour la première fois dans leur histoire à conserver leur membres et à ne rien perdre de leur vitalité. En parlant de l'expérience de 1892, Gompers disait : « Il est digne d'être remarqué que tandis que les crises industrielles ont jusqu'à ce jour balayé les trade unions, les organisations actuellement existantes ont conservé non seulement leurs forces de résis-

rateur assidu de l'*American Federationist* — un petit nombre seulement de ses articles ou des fragments de ses rapports ont été réunis en deux volumes par M. Hayes Robbins : *Labor and the Common Welfare* (1919) et *Labor and the Employer* (1920). En dehors de ces deux volumes, qui contiennent sous forme d'extraits d'articles, rapports et discours, les opinions de Gompers sur toutes les questions ouvrières, le Président de l'A. F. L. a également publié : *Labor in Europe and America* (1910) écrit à la suite d'un voyage fait en Europe sur l'invitation de trade unions britanniques et « *American Labor and the War* (1919) beau plaidoyer en faveur de la guerre aux côtés des Alliés.

tance, mais leur stabilité et leur permanence » (11).

Le Président traçait également le programme et les limites de l'activité de la nouvelle organisation. Personnellement M. Gompers croit à la disparition du salariat. Il ne permet cependant pas à ses opinions d'empiéter sur les buts immédiats du trade unionisme. La Fédération américaine du Travail répudie toutes les doctrines socialistes. Elle accepte les modes de productions et de répartition actuellement existants : la propriété privée de la terre, des moyens de production, la production en vue du profit, en un mot le régime capitaliste. Les revendications que la Fédération formule au nom des travailleurs doivent être réalisées dans les cadres du système de production actuel (12).

(11) Cité par M. Beard, l. c., p. 90.

(12) L'A. F. L. et son président ont souvent fait des déclarations catégoriques à ce sujet. En voici quelques unes :

« Les Unions n'ont jamais encouragé d'autres théories en dehors de celle que les ouvriers ont droit à un salaire équitable, à une journée de travail raisonnable et à des conditions de travail humaines. Ils cherchent à s'assurer un traitement meilleur en exerçant les droits que leur donnent la loi et la morale (By exercising their legal and moral rights) ; l'existence des grandes fortunes peut bien être prise en considération, quand il s'agit de la juste part du travail.

« La littérature trade unioniste n'est pas socialiste : demandez-le aux chefs socialistes. Elle n'est cependant pas non plus individualiste dans le sens ploutocratique du mot : elle rejette beaucoup des affirmations pseudo-scientifiques des économistes capitalistes. Qui est-ce qui ne le fait aujourd'hui ? (American Federationist Juillet 1906).

« Les travailleurs d'Amérique, par la voix de l'A. F. L., ont proclamé leur horreur du bolchevisme. Ils ont approuvé et espéré avec fermeté que le peuple de Russie établira un gouvernement démocra-

Avec leur esprit pratique et réalisateur, les chefs de la Fédération Américaine du Travail, n'avaient pas besoin de recourir aux formules du socialisme européen. Celui-ci trouva aux Etats-Unis un terrain peu propice à son extension. En se posant la question : quelle est la meilleure organisation de la classe ouvrière ? les Américains ont appliqué sans hésitation la formule démocratique fameuse de Lincoln, à la classe ouvrière : « l'organisation du peuple ouvrier, par le peuple ouvrier, pour le peuple ouvrier », (13) voilà ce que sont en réalité les trade unions.

Cette idée de l'assimilation de la démocratie industrielle à la démocratie politique des Etats-Unis revient souvent sous la plume de S. Gompers. « Laissez-moi vous dire, explique-t-il, ce que c'est que notre Fédération. C'est un corps central du travail ayant avec les unions nationales et internationales les mêmes relations, que le gouvernement fédéral entretient avec les Etats de notre Union et les mêmes relations avec les unions locales, non identifiées avec les unions nationales, que celles que le gouvernement fédéral entretient avec un de nos territoires » (14).

_____ tique par des membres librement choisis d'une assemblée constituante. Ils souhaitent avant toute chose que le peuple russe se délivre lui-même de l'oppression de ce joug... car les intérêts, les droits, la justice, l'égalité et la liberté des ouvriers n'ont pas d'ennemis pires que le poison du bolchevisme. Extrait d'une déclaration publiée dans *Struggling Russia* (Octobre 1919).

(13) Circulaire « *Labor omnia vincit* » adressée en 1894 à tous les ouvriers d'Amérique par l'A. F. L. S. Gompers, *Labor and the Employer* p. 4.

(14) S. Gompers, *Address on Western Tour, American Federationist*, Septembre 1902.

Etant donc une démocratie industrielle, se refusant à adopter les doctrines socialistes, respectant l'organisation actuelle de la production, la Fédération américaine du travail, aura un programme d'amélioration immédiate du sort des travailleurs.

Elle s'est fait un idéal de l'adoption de la journée de 8 heures. Le problème s'était déjà posé avant la guerre de sécession. La Fédération le reprend avec une insistance particulière. Elle entreprend de faire à ce sujet l'éducation du public et des industriels. Le machinisme de plus en plus répandu rend la tâche plus aisée. A ceux qui lui opposent les arguments connus contre la journée de 8 heures, M. Gompers répond invariablement : « Aussi longtemps qu'il y aura un seul homme, qui cherche du travail sans en trouver, la journée de travail sera trop longue (15).

La vigoureuse campagne de l'A. F. L. a produit ses fruits et la journée de 8 heures était souvent adoptée aux Etats-Unis, tant par la législation de nombreux Etats, que par la pratique de la grande industrie, bien avant la politique ouvrière inaugurée par le Traité de Versailles. Elle était d'ailleurs rendue moins difficile aux Etats-Unis par le rendement très élevé de la production, dû à la direction scientifique de l'industrie, à l'excellente qualité de l'ouvrier américain et à l'état d'esprit des industriels, sans cesse à la recherche de nouveaux moyens d'augmenter la production, n'hésitant

(15) Annual report to A. F. L. Convention, Baltimore, Décembre 1887.

pas à renouveler leur outillage bien avant qu'il fût amorti et soucieux de l'amélioration de la vie matérielle et intellectuelle des ouvriers (16).

La Fédération Américaine du Travail a beaucoup fait pour le maintien de cet état d'esprit. Elle a toujours évité les alliances politiques, propres à compromettre son activité économique ; elle n'a pas refusé de collaborer avec les associations patronales. Ce fut le cas en 1900, lors de la formation de la Fédération Civique Nationale, une puissante association d'industriels, de financiers et d'autres hommes d'affaires. Le principe de la nouvelle association était de reconnaître le trade unionisme comme une réalité avec laquelle il fallait compter, comme un rouage essentiel de la vie économique moderne et de chercher la solution pacifique des

(16) Nous estimons qu'il n'est pas sans intérêt, en vue de montrer l'esprit, qui anime une grande partie des industriels américains, de reproduire deux déclarations caractéristiques citées par l'*American Federationist* de Juin 1917. Voici celle de la Société des Automobiles Ford : « Un certain groupe d'ouvriers travaillant 9 heures d'après l'ancienne méthode, montaient ensemble 750 radiateurs. Le même groupe travaillant 8 heures, suivant la nouvelle organisation, monte 1360 radiateurs. Un groupe de 65 hommes travaillant 9 heures suivant l'ancien système, produisait 800 réservoirs à gaz. Avec le nouveau en travaillant 8 heures, les 65 hommes en produisent 1200. Les heures ont été réduites, les salaires augmentés, et le prix de revient a baissé ». La Société Mc Elwain arrivait à cette conclusion : « Pour résumer, toute notre expérience tend à justifier le mouvement en faveur d'une journée de travail plus courte. Nous sommes absolument persuadés que c'est un droit pour toute la communauté, parce que nous sommes sûrs qu'elle augmenterait la productivité nette de la Société... »

conflits entre le capital et le travail, dans la conclusion des contrats collectifs entre les employeurs et les associations ouvrières. Cette collaboration avec la Fédération Civique Nationale a été acceptée avec beaucoup d'empressement par le monde ouvrier. Par son activité, ses réunions, sa propagande, par le règlement pacifique des conflits, grâce aux accords collectifs ou à l'arbitrage, elle a puissamment secondé les efforts de la grande fédération ouvrière américaine (17).

Grâce aux efforts unis du monde ouvrier et du monde patronal, le contrat collectif, qui était déjà pratiqué avant la guerre civile, est devenu un trait distinctif de la vie économique américaine. « Il est basé sur l'idée que le travail doit accepter le système capitaliste de production et faire la paix avec le capital. On l'a appelé « le marchandage opportuniste » (opportunistic bargaining) pour le distinguer de la lutte des classes

(17) « Quand un homme comme le Président Seth Low de la Fédération Civique Nationale, lequel pendant 25 ans a systématiquement sacrifié son temps à cette œuvre, se met en avant et prête dans ce but son influence, son nom estimé, son expérience, sa raison, son caractère, cet acte devrait commander une respectueuse admiration à tout le public américain et quand l'histoire de la dernière décade montre que la Fédération Civique Nationale, en mettant en contact les représentants des employeurs et des employés, a évité des pertes se montant à un nombre de millions incalculables, et quand, grâce aux efforts de la Fédération Civique, chaque conférence pareille a donné des résultats invariablement avantageux pour les ouvriers — il nous semble que ces faits devraient continuer à attirer l'attention du public et à assurer son estime pour le mouvement. ». S. Gompers, *American Federationist*, Mars 1911 ».

révolutionnaire soutenue par les unions radicales de l'Europe Continentale » (18).

Enfin, une des préoccupations les plus urgentes de l'A. F. L. était l'organisation des femmes. Il y avait déjà avant 1886 des associations d'ouvrières et celles-ci étaient souvent admises dans les trade unions. Ce fut le cas de l'Union Typographique Internationale, qui admettait en 1869 les femmes sur le pied d'égalité avec les autres adhérents ; en 1870, une femme Augusta Lewis, était déléguée au Congrès de l'Union. Ce ne fut cependant que grâce à l'appui de l'A. F. L. que les femmes réussirent à former de grandes associations comme la puissante Union Internationale des Couturières (International Ladies Garment Workers' Union). C'est la Ligue des Trade Unions des femmes (Women's Trade Unions League), fondée à New-York et dont le Quartier Général se trouve aujourd'hui à Chicago, qui a donné la plus grande impulsion au mouvement et qui continue à créer infatigablement des trade unions féminines. Elle a aujourd'hui treize formations dans les plus grands centres industriels, elle est affiliée à l'A. F. L., participe à ses travaux et vote à ses congrès. Chaque nouvelle trade union qu'elle organise entre directement dans l'A. F. L.

L'organisation de la Fédération Américaine du Travail est déterminée par les principes qui ont présidé à sa formation. Etant une fédération ouvrière, comme les

(18) M. Beard, l. c., p. 95.

Etats-Unis sont une fédération politique, elle sera composée de grandes unions nationales et internationales, pourvues d'une grande indépendance, ayant un self-government, ayant des pouvoirs étendus sur les unions locales, qui ont d'ailleurs une autonomie assez large, ayant leur propres revenus et libres d'en disposer, sous certaines réserves (19)

Mais ces unions doivent en même temps suivre un programme commun, défendre et faire aboutir des revendications, qui concernent toute la classe ouvrière. Elles ont une vie propre, mais elles sont en même temps solidaires de toutes les unions, qui prennent part au mouvement de la Fédération. Elles doivent donc être soumises à la direction de l'organisme central, qui est le Quartier Général de l'A. F. L. et qui joue dans la vie ouvrière le même rôle que le gouvernement fédéral dans la vie de l'Union Américaine. Le gouvernement trade unioniste a ses ministères, qui portent le même nom : ce sont les départements.

(19) « L'union locale s'occupe de la plupart de ces affaires de la même manière qu'une municipalité de Californie s'occupe de la plupart de ses intérêts. Certaines fonctions, certains pouvoirs sont cependant réservés aux corps nationaux et internationaux, absolument comme certaines fonctions du gouvernement appartiennent à l'Etat, plutôt qu'à la municipalité. De la même manière, il y a une division de l'autorité entre les unions nationales et internationales et la Fédération Américaine du Travail... Telle qu'elle est constituée la Fédération ne peut être accablée par sa propre puissance. Les unions nationales et internationales des différentes industries soulagent l'organisation centrale et la laissent libre de faire ce qu'elle peut faire sans danger et avec profit pour le bien commun ». S. Gompers, *Labor and the Employer, the American Federation of Labor* p. 15.

Il convient d'examiner avec quelques détails l'organisation et le fonctionnement de tous ces rouages.

La Fédération Américaine du Travail a son Quartier Général à Washington, D. C. Celui-ci est installé dans son local propre qui lui a coûté près de 200.000 dollars. La direction des affaires est confiée à un conseil exécutif, composé d'un président, huit vice-présidents, un secrétaire et un trésorier, élus pour une année, au congrès de la Fédération, qui a lieu chaque année, suivant la coutume américaine, dans une ville différente, où se rendent les délégués des Trade Unions.

Le conseil exécutif gère les affaires de la Fédération dans l'intervalle entre les sessions annuelles et exécute les instructions du Congrès. Il accorde une attention de plus en plus grande à la législation fédérale du travail et ses membres sont souvent consultés par le Ministère du Travail et par les commissions industrielles. Il accorde, concurremment avec les départements, leurs « charters » aux unions nouvellement formées ; il règle les conflits, qui s'élèvent entre les organisations ouvrières ; il s'occupe de la répartition et du prélèvement des cotisations fédérales ; il conclut des alliances ou des ententes avec les organisations non unionistes, il publie enfin une revue mensuelle « l'American Federationist » et un journal hebdomadaire « News Letter ».

Pendant de longues années la Fédération a souvent souffert des conflits de juridiction, qui s'élevaient entre les différentes unions nationales et internationales, au sujet des frontières territoriales de leur compétence. Ces

discussions consumaient une grande partie du temps du conseil exécutif, suscitaient la discorde entre les unions et mettaient ainsi en danger la solidarité des organisations. C'est pour éviter ces conflits, que les départements ont été créés. Ils sont composés de délégués des unions nationales et internationales, intimement reliées par la nature des industries qu'elles représentent. En dehors de leur rôle juridictionnel, les départements ont des attributions administratives, ils délibèrent sur les intérêts des industries qu'ils représentent, ils ont des congrès annuels, ils font de la propagande en faveur des mesures que les ouvriers souhaitent voir s'introduire dans les lois, ils forment de nouvelles trade unions, auxquelles ils délivrent leurs « charters », les statuts ou constitutions, qui consacrent leur existence et leur affiliation à la Fédération Américaine du Travail. Chaque département a d'ailleurs une composition, des attributions et des méthodes différentes suivant les industries, dont il est le représentant.

Il y a cinq départements (20) constitués respectivement par les industries de la construction, les industries métallurgiques, les chemins de fer, les mines et en dernier lieu par un grand nombre d'industries très variées qui forment le « Union Label Trades Departement »

(20) Il serait sans intérêt de décrire l'organisation et les attributions, comme d'énumérer toutes les industries réunies par chaque département. On trouve facilement ces détails dans les ouvrages spéciaux : H. Marot, *American Labor Unions*, ch. II., Robert Franklin Hoxie, *The Trade Unionism in the United States*, Ch V ; etc...

qui se propose de grouper et de diriger toutes les industries employant le « Label » (Etiquettes, marques ou boutons) pour individualiser les produits confectionnés par les ouvriers trade unionistes, garantir leurs qualités, leur provenance et les conditions de leur fabrication et en même temps pour pousser les travailleurs à utiliser leur force de consommation en faveur de leurs camarades organisés (21).

(21) Le premier « Label » a été adopté par l'Union Internationale des Ouvriers Cigariers, au Congrès de 1880 à Chicago. Il a pris depuis une grande extension. En général, c'est la Fédération Américaine du Travail, qui confère aux unions le droit d'en user. Les unions n'ont leur propre « Label », que lorsqu'elles sont assez vastes et ont assez de vitalité et d'autorité pour donner des garanties suffisantes au public. Le « Label » est vendu aux Unions par la Fédération ; parfois il est donné gratuitement surtout aux employeurs, qui consentent à se conformer aux règles du trade unionisme.

Ce procédé est une preuve que le travail a été accompli dans de bonnes conditions sanitaires et qu'il a été équitablement rémunéré. « Le « Union Label » sur un vêtement est une garantie que ce vêtement a été fait dans une fabrique, qu'il n'a pas été fait au domicile de l'ouvrier ; que c'est le produit d'un travailleur adulte, qu'il n'a pas été fait par des enfants ; qu'il n'a pas été fait sous le régime du « Sweating System » ; que les salaires ont été équitables comparativement aux salaires courants de l'industrie et que la durée du travail a été juste et raisonnable ». S. Gompers, Testimony before Industrial Commission, Washington D. C., 18 avril 1889.

Cette citation nous montre quel est le rôle du « Label » aux yeux des trade unionistes américains. Les syndicalistes français insistent surtout sur le côté « lutte des classes » du « Label ». Celui-ci, dit M. Pouget, est « l'invitation faite par une corporation à la masse ouvrière d'utiliser (sans autre effort que celui exigé par une pensée de solidarité) sa force de consommation en faveur des camarades de la corporation syndiquée ». Pouget, La Confédération Générale du Travail, 2^e édition, chez Marcel Rivière, sans date.

Les attributions de ce dernier département consistent à activer la demande des produits portant la marque des Unions ; à rechercher et recommander la publicité pour cette catégorie de marchandises ; à faire l'éducation du public et du monde ouvrier relativement au rôle économique, social et moral du mouvement trade unioniste ; enfin, à aider l'organisation des nouvelles unions et provoquer l'affiliation des associations déjà organisées.

La Fédération Américaine du Travail réunit sous son autorité un grand nombre de trade unions d'une extrême diversité. L'étendue du territoire, la variété des industries, le caractère différent de la population dans les 48 Etats de l'Union, le degré plus ou moins grand de concentration industrielle suivant les régions, l'existence d'associations déjà puissantes à l'époque de sa formation, après 1880, voilà autant de raisons, qui expliquent la confusion et l'enchevêtrement régissant les unions, qui composent la Fédération Américaine du Travail.

En règle générale les trades unions sont organisées sur la base de l'autonomie de chaque industrie. Soit dans une région déterminée, soit sur toute l'étendue du territoire des Etats-Unis, chaque industrie s'organise pour la défense de ses intérêts professionnels. Mais d'un autre côté les intérêts du monde ouvrier sont solidaires. Les unions doivent avoir des relations entre elles, elles doivent se fédérer pour la défense des droits et des

revendications de tous les ouvriers d'une région donnée, elles doivent se préoccuper également des intérêts non professionnels de la classe ouvrière, faire son éducation politique, travailler à son relèvement moral et social. Cette dualité de besoins a engendré deux grandes catégories d'unions : d'un côté des associations englobant tous les ouvriers d'une *même industrie*, dans les unions appelées locales, nationales ou internationales ; d'un autre côté, des associations embrassant les besoins de *toutes les industries* d'une circonscription territoriale déterminée et réunissant les délégués des ouvriers dans des conseils de district, des conseils locaux, des centrales dans les grandes villes et des fédérations d'Etat.

L'Union Nationale qu'on appelle Internationale, quand elle étend son autorité aux industries du Canada, des possessions insulaires des Etats-Unis ou même du Mexique, est une organisation qui a la juridiction sur toutes les unions locales d'une même industrie, soit dans une certaine région, soit dans tous les Etats, soit dans toute la Confédération et au Canada. Les unions nationales ou internationales ne sont pas des Fédérations d'unions locales ; ce sont elles au contraire qui créent ces unions, qui exercent sur elles un contrôle de tous les instants, qui leur accordent ou leur retirent leurs « charters », qui leur donnent leur appui financier. Bien qu'elles tiennent leurs propres charters de l'A. F. L., les unions nationales ou internationales jouissent en fait d'une indépendance à peu près absolue : l'A. F. L. est en réalité

une Fédération d'unions indépendantes. Ces unions sont libres de se retirer de la Fédération ; elles possèdent tous les rouages leur permettant d'avoir une existence autonome. Elles sont très jalouses de leur indépendance et leur entrée dans la Fédération se fait sous la réserve de tous leurs droits.

L'organisation des Unions nationales et internationales est très variable suivant les industries. Leur forme la plus simple est celle de l'union nationale d'une industrie, ayant la juridiction sur les unions locales de cette industrie. Cependant à cause de la multiplication des associations et de l'augmentation du nombre de leurs adhérents, il y a une tendance à multiplier les rouages intermédiaires : conseil local de district ou d'Etat, bureau législatif, comité exécutif. C'est le cas de la puissante association des mineurs (United Mine Workers) affiliée à l'A. F. L. C'est également le cas des Unions de cheminots ; ils ont des organisations du même genre qui au lieu d'être territoriales correspondent le plus souvent aux « divisions » du réseau (22).

Les fonctions des unions nationales et internationales sont nombreuses. Elles créent les unions locales et les organisations intermédiaires. Elles déterminent dans les statuts qu'elles rédigent pour elles leurs attributions, leurs droits, les règles de leur fonctionnement, la dis-

(22) Il ne s'agit pas ici des « Railway Brotherhoods », qui ont une existence indépendante, mais des nombreuses associations de cheminots affiliés à l'A. F. L. qui a créé un département spécial des chemins de fer.

cipline de leurs membres. Elles approuvent ou rejettent les demandes des unions locales concernant les employeurs ; elles déterminent les règles à suivre dans la négociation des contrats collectifs ; elles décident si une grève, un boycottage doivent avoir lieu ; elles administrent les fonds de l'union, s'occupent des questions d'assurances ; elles organisent enfin la publicité et la propagande par le journal ou la revue de l'union.

L'union locale est la cellule primitive du trade unionisme. Elle a un rayon d'action borné soit à une industrie, de la même localité, soit à plusieurs industries, quand chacune d'elles n'est pas assez puissante pour organiser une trade union, soit enfin, à toutes les industries et métiers d'une localité donnée. Voici quelques détails sur chacune de ces trois catégories.

L'union locale composée d'ouvriers de la même industrie est le type courant de la trade union ; la majorité des unions de l'A. F. L. entrent dans cette catégorie. En général, elle est peu importante numériquement, puisque sept membres suffisent pour former une union locale. Cependant dans les grandes villes, les membres de l'union locale d'une même industrie se comptent souvent par milliers. Les unions locales sont désignées par un numéro d'ordre : l'union typographique N° 16 de Chicago, l'Union locale N° 12.646 de New-York. Elles sont presque toujours sous la dépendance des unions nationales. Toutefois, lorsqu'il n'existe dans une profession aucune union nationale ou internationale, la Fédération Américaine du Travail organise des unions locales, qui sont directement affiliées avec elle et qui

sous le nom d'Unions Locales Fédérales, deviendront le noyau d'une future union nationale. Quand leur nombre est suffisamment élevé, il est dans les usages de la Fédération de leur retirer leurs charters et d'en former une union nationale.

Le second type est celui de l'union locale industrielle. Elle comprend dans une localité donnée non seulement les ouvriers d'une certaine industrie, mais ceux de toutes les professions auxiliaires, complémentaires ou connexes (23). Dans une brasserie par exemple, ce ne seront pas seulement les ouvriers directement employés à la fabrication de la bière, mais tous les mécaniciens, les chauffeurs, les conducteurs, les manœuvres, etc., qui feront partie de l'organisation. Les associations de ce type sont généralement moins nombreuses et la Fédération Américaine du Travail les a longtemps combattues, parce qu'elles vivaient en antagonisme avec les unions professionnelles et que leur composition était de qualité inférieure. Cependant, elle a dû s'incliner devant les faits et admettre cette forme d'organisation, partout où elle était imposée par la situation.

Le troisième type enfin c'est l'union locale du travail (Labor local) : c'est l'union de tous les ouvriers d'une localité déterminée, sans distinction de profession. C'était la forme d'organisation des « Chevaliers du Travail » (24).

(23) C'est le type d'union industrielle préconisé par les syndicalistes aux Etats-Unis.

(24) Avec son bon sens coutumier, M. Gompers définit ainsi la conception des « Chevaliers du Travail » : la théorie des Chevaliers du

En général, elle ne peut guère avoir de l'efficacité. Les tendances de tant de professions différentes sont trop divergentes pour qu'une action commune fût possible. C'est la cause de l'insuccès des « Chevaliers du Travail », dont les unions locales de ce type étaient devenues des sociétés, où l'on discutait des sujets religieux et politiques. Aujourd'hui les statuts interdisent ce genre de discussions dans les assemblées. La « Labor local » est tolérée par l'A. F. L., quand une autre forme d'organisation n'est pas possible ; elle est en relations directes avec la Fédération de Washington, sous le nom de « Union Fédérale du Travail ». La politique de l'A. F. L. tend cependant à organiser des associations purement professionnelles, aussitôt que la chose devient possible.

Travail était qu'ils devaient organiser d'abord les salariés, mais que d'autres que ceux-ci pouvaient être agréés excepté les avocats et les banquiers ; ils devaient organiser tous ceux qui acceptaient leur déclaration de principes, indépendamment de leur métier, occupation, vocation ou profession. Ils entreprenaient d'effacer les frontières de l'industrie et de fondre dans une seule organisation toutes les catégories du travail... Cette théorie n'était pas seulement insoutenable, elle était artificielle. Elle eut été aussi inefficace à sauvegarder les intérêts des ouvriers, qu'elle le serait si on l'appliquait aux différentes formations d'hommes dans un corps d'armée, cavalerie, artillerie, infanterie, troupes à pied ou à cheval, mêlés tout dans un grand pot pourri. L'ordre d'avancer ferait régner le chaos et la confusion. Le salut pour un corps d'armée formé d'après un modèle semblable serait de demeurer stationnaire ». S. Gompers, *The Philosophy of Trade Unionism*, dans *Labor and the Common Welfare* p. 13. La force des faits a cependant obligé l'A. F. L. d'admettre l'affiliation des unions locales du travail.

L'union professionnelle, l'union industrielle ou l'union du travail (trade, industrial ou labor union) ne sont que les catégories principales des unions locales. De nombreuses variétés en ont été formées suivant les besoins locaux ou les nécessités de la profession. Ainsi dans l'industrie du transport, où le caractère de fixité de l'ouvrier fait défaut, on fait correspondre les unions locales aux divisions du réseau et on leur donne le nom de « loges ». Dans d'autres professions, l'union locale n'était pas le dernier échelon du trade unionisme ; il y avait une organisation inférieure : le « Shop Club », qui était la réunion des ouvriers d'un même atelier ou fabrique, assemblés pour discuter leurs intérêts professionnels. Dans certaines industries le « Shop Club » est encore reconnu comme faisant partie du mécanisme trade unioniste. Telle est par exemple l'imprimerie, où il est connu sous le nom de « chapelle » (25).

Les attributions des unions locales s'étendent à tous les intérêts de leurs adhérents : durée et conditions du travail, salaires, apprentissage, discipline unioniste, grève locale, parfois même contrat collectif d'importance locale. Elles n'ont cependant pas le droit de s'immiscer dans les questions d'éducation ou de publicité, qui sont de la compétence exclusive des unions nationales.

Historiquement ce sont les unions locales qui ont constitué la base du trade unionisme. Aujourd'hui cependant, le mouvement se produit en sens inverse : de haut

(25) Robert Franklin Hoxie, I, c. p. 119.

en bas. La Fédération Américaine du Travail, les unions nationales et internationales ont des organisateurs rétribués qu'ils envoient à travers le pays pour faire de la propagande parmi les ouvriers inorganisés, leur prêcher les avantages de l'unionisme, les grouper et leur enseigner la manière d'administrer une union locale. C'est particulièrement en temps de grève que de pareilles organisations se forment. Quand les ouvriers se sont groupés temporairement pour faire une grève, les délégués des organisations centrales s'efforcent de rendre permanentes ces associations passagères.

En règle générale, aujourd'hui ce sont donc les unions nationales ou internationales et parfois la Fédération elle-même qui créent les unions locales et veillent à la défense de leurs intérêts généraux. Pourtant les besoins de certaines industries comme la métallurgie, la construction, l'imprimerie, ont donné naissance à des formations intermédiaires composées de délégués des unions locales. Ce sont les conseils locaux et les conseils de district. Ils ont pour fonctions de déterminer la compétence locale de chaque union, de maintenir la discipline, de négocier à la place des unions locales des accords avec les employeurs, etc... Ces conseils locaux ont la tendance de s'associer en formant des conseils d'Etat et des conseils nationaux, dont la compétence s'étend respectivement à un Etat ou à tout le pays. C'est surtout l'organisation d'associations patronales puissantes qui a provoqué la création de ces conseils. Les organisations dont nous venons d'exposer sommairement

les attributions et le caractère se consacrent à la défense des intérêts purement professionnels des ouvriers. Mais, le monde ouvrier a d'autres besoins : le travail doit faire son éducation politique, morale et sociale ; l'action législative en sa faveur doit être intensifiée ; le public doit comprendre et aimer sa cause. La diversité de ces besoins a déterminé la création de nouvelles organisations : ce sont les Unions ouvrières centrales des villes (City Central Labor Unions) et les Fédérations d'Etat (State Federations).

L'union centrale d'une ville se compose des délégués des unions locales, à raison d'un représentant par 100 membres. La Fédération d'Etat est formée par les délégués des unions locales, des unions centrales des villes et des différents conseils à raison d'un délégué par groupement et d'un délégué additionnel par 100 ou fraction de 100 membres. L'objet d'une Fédération semblable est en général « d'assurer le vote des lois faites dans l'intérêt des travailleurs organisés, de répan- dre l'usage du « label », de rendre plus effectifs les boy- cottages légalement déclarés et en général d'encourager le travail des organisations ouvrières (26) ».

Nous avons examiné tout le mécanisme de la Fédé-

(26) Statut de la Fédération du Travail de l'Etat d'Illinois, Art. 2. En réalité les problèmes dont on s'occupe sont bien plus nombreux. Il suffit de parcourir l'ordre du jour de l'assemblée d'une union centrale ou d'une Fédération pour se rendre compte de la multiplicité des sujets qu'on y discute ; tout s'y trouve, des problèmes les plus strictement professionnels jusqu'aux questions politiques les plus étranges au trade unionisme.

ration Américaine du Travail. Il nous reste à parler de son congrès annuel appelé « convention ». C'est le pouvoir législatif de la Fédération Américaine du Travail. C'est la convention qui élit le conseil exécutif et ratifie son activité, qui prend l'initiative des mesures imposées par la situation, vote le budget, donne décharge au Conseil des dépenses qu'il a effectuées, connaît en dernier ressort des conflits entre les unions. Cependant comme les sessions de la convention ne durent que deux semaines chaque année, c'est en fait le conseil exécutif, qui détient le pouvoir réel.

La convention annuelle est composée par les délégués des différentes unions et par quelques délégués des formations étrangères à l'A. F. L. Les Unions nationales y envoient un délégué par 4.000 membres ; deux, de 4.000 à 8.000, 3 de 8.000 à 16.000, etc., le nombre des délégués croissant en proportion arithmétique et celui des membres, qui les délèguent en proportion géométrique ; les unions centrales, les fédérations de chaque Etat, les unions fédérales du travail et les unions locales, qui ne font partie d'aucune union nationale ou internationale ont droit chacune à un délégué. Enfin, quelques associations étrangères à l'A. F. L. y envoient également des délégués. Ce sont : le Congrès des trade unions britanniques et le Conseil des Eglises du Christ d'Amérique, qui ont droit à deux représentants ; le Congrès canadien des trade unions, la Ligue trade unioniste nationale des femmes d'Amérique, la Ligue Fémi-

nine internationale du Label, enfin le Congrès National des agriculteurs, qui ont droit chacun à un délégué.

Le nombre des délégués n'est pas proportionnel au nombre des membres des unions ; cependant chaque délégué a un nombre de voix proportionnel à la puissance numérique de l'union qu'il représente. Ainsi en 1915, les « United Mine Workers » avaient huit délégués avec 3.116 voix ; la « Fraternité des Charpentiers et des Menuisiers Réunis » (United Brotherhood of Carpenters and Joiners) avait droit à 1956 voix pour 7 délégués, etc. Pratiquement cela revient à donner le contrôle de la convention aux grandes unions nationales et internationales. Comme le vote se fait à main levée, les autres délégués ont une satisfaction platonique du même genre que celle des petits Etats de la République Fédérale, qui ont un vote égal à celui des grands Etats pour les élections sénatoriales. La composition et l'orientation de l'assemblée varient d'ailleurs peu d'une année à l'autre. Cette stabilité est un trait distinctif de l'A. F. L. ; c'est grâce à elle que la grande Fédération a pu faire des progrès considérables et devenir la plus puissante organisation ouvrière des Etats-Unis.

La Fédération Américaine du Travail représentait, comme nous l'avons vu, un retour à une activité purement professionnelle. Avec la sagesse qui a caractérisé sa longue carrière de président de la Fédération, M. Gompers a toujours soigneusement évité d'orienter le monde ouvrier vers cette politique, qui avait jusqu'à

la création de la Fédération, empêché l'épanouissement d'un mouvement ouvrier vigoureux et viable.

Les essais d'entraîner dans cette voie l'A. F. L. n'ont cependant pas manqué. Il ne sera pas sans intérêt d'en dire quelques mots.

En 1886, lors de la formation de l'A. F. L., Henry George, l'auteur fameux de « Progrès et Pauvreté » avait commencé une grande campagne électorale en vue des élections municipales de New York, où il espérait obtenir le poste de Maire. George n'était pas socialiste, il n'était même pas un trade unioniste convaincu ; il avait cependant acquis les sympathies de la classe ouvrière par les théories brillantes, mais fausses, de « Progress and Poverty », où il considérait la propriété privée de la terre comme la source de tout le mal social et dont il tirait son système fameux de l'imposition unique de la terre, la « Single Tax ». Les ouvriers soutinrent Henry George, avec d'autant plus d'ardeur qu'ils avaient récemment été condamnés pour un boycottage, que la cour de New York avait considéré comme illégal. Henry George échoua, mais cet échec fut moralement un succès, car il obtint 68.000 voix contre 90.000 à Hewitt, le candidat élu. Le résultat ne se fit pas attendre. L'année suivante, la législature de l'Etat de New York vota nombre de lois ouvrières sur la création d'un Bureau de médiation et d'arbitrage, sur les logements ouvriers, le travail des femmes et des enfants, l'estampillage et la vente des produits fabriqués par les forçats, la modification du code pénal pour défendre aux em-

ployeurs, seuls ou associés, de contraindre les travailleurs de ne pas faire partie d'une organisation ouvrière, etc.

M. Gompers suivait attentivement la campagne de New-York, mais il refusa de laisser entraîner la Fédération sur le terrain politique. « Pour réussir sur le terrain politique, disait-il, le monde ouvrier, doit travailler pour des résultats tangibles et présents. Tout en ayant devant les yeux un idéal élevé, nous ne devons avancer vers lui que par des mesures pratiques prises après la considération intelligente des besoins les plus pressants. Avec les penseurs les plus avancés, je crois à ces résultats finals, y compris l'abolition du salariat... Comme beaucoup d'entre nous le comprennent, la théorie de M. George sur l'imposition de la terre ne nous promet cependant ni une réforme présente ni une solution finale » (27). Ce refus fut bientôt confirmé par les événements. Des malentendus divisèrent bientôt le monde ouvrier, des scissions se produisirent ; les unionistes allemands s'affilièrent aux partis socialistes ; Henry George se retira du mouvement, après un second insuccès ; presque tous les trade unionistes, qui se présentèrent aux élections échouèrent et en 1894 sur 300 candidats ouvriers, 6 seulement furent élus. Une expérience pareille ne fit que confirmer la solidité de la position prise par M. Gompers.

Un second essai fut fait en 1892, quand le parti socialiste du travail (Socialist Labor Party) présenta

(27) M. Beard, *A short History of the American Labor Movement*, p. 106.

un candidat socialiste aux élections présidentielles. Le parti essaya d'entrer dans l'A. F. L., mais il fut refusé pour la raison que son organisation n'était pas trade unioniste comme le demandait expressément la constitution de la Fédération. Pendant 30 ans le Président de l'A. F. L. ne se départit jamais de cette attitude. Il s'opposa avec fermeté à toutes les tentatives de changer l'orientation purement professionnelle de la Fédération, il traita sévèrement « ces artifices qui ne peuvent pas être greffés sur le mouvement sain et normal du mouvement trade unioniste américain » (28) et il fut suivi par l'immense majorité de la Fédération, qui

(28) S. Gompers, *The Workers and the Eight-Hour Workday*, brochure citée dans « *Labor and the Common Welfare* » pp. 180 et s.

« Pendant plus de 30 ans le parti socialiste politique, dit-il dans la brochure mentionnée, sous une forme ou sous une autre n'a jamais interrompu ses efforts pour s'emparer de la Fédération Américaine du Travail, du mouvement unioniste... Après avoir été frustrés dans leurs tentatives de voir le parti directement représenté dans l'A. F. L., propositions sur propositions furent faites dans le dessein de gagner l'organisation à la politique socialiste. Pendant 15 années entières, à chaque convention successive de l'A. F. L. des représentants socialistes ont essayé de faire pencher le mouvement vers une déclaration en faveur du socialisme d'Etat, le gouvernement devant être le seul employeur et les ouvriers devant s'enrôler dans le service du gouvernement, en portant les camisoles de force politico-industrielles. Pour citer de nouveau la tranchante remarque de Brand Whitlock « les socialistes se soucient de tout excepté de la liberté ». Arrêté et confondu par la discussion, par le sage discernement et les décisions catégoriques des délégués aux conventions du mouvement ouvrier d'Amérique, le parti socialiste politique a échoué dans ses efforts prétentieux d'enserrer notre mouvement dans ses tentacules... ».

approuva cette attitude à chaque congrès annuel.

Le refus de l'A. F. L. d'entreprendre une action politique et de se laisser gagner par les théories socialistes n'impliquait cependant pas son désintéressement à l'égard de la législation ouvrière, ni en lignes générales de toutes les mesures législatives, qui touchaient les ouvriers en tant que citoyens. Mais son action à ce point de vue reposait surtout sur la propagande, sur la force de l'opinion et évitait autant que possible la polémique et les controverses politiques (29). Les ordres du jour des conventions annuelles abondent en revendications, dont un grand nombre ont abouti: indemnité aux ouvriers en cas d'accident (*Workmen's Compensation*), lois sanitaires, création de bureaux du travail dans chaque Etat et d'un Ministère Fédéral du Travail, la restriction du travail des prisonniers, la limitation de

(29) M. Gompers disait en 1888: « De nombreux délégués estiment qu'il serait souhaitable de former un troisième parti, ce qu'on a l'habitude d'appeler un parti politique indépendant; étant données cependant les expériences récentes, je puis dire qu'une action pareille serait, du moins pour l'instant, d'une extrême imprudence. Si nous sommes actifs et sérieux et si nous désirons obtenir la journée de 8 heures, nous devons réunir tous nos efforts et concentrer tout notre pouvoir en vue de sa réalisation. Les expériences du passé nous ont enseigné que nous pouvons obtenir d'importants résultats pratiques, tant au point de vue politique qu'économique, par la création d'une opinion publique saine, si nous nous dévouons avec énergie à notre organisation, au développement et au maintien de nos *trade unions*. Gompers, *Labor and the Common Welfare* p. 123.

l'injonction en cas de grève (30) la non application aux trade unions de la loi Sherman contre les trusts (1890), qui punissait le délit de « *Restraint of Trade*, », etc.

Cependant, s'ils évitaient soigneusement de compromettre leurs revendications professionnelles par une participation active au mouvement politique, les chefs de l'A. F. L. ne cachaient pas leurs sympathies pour le parti démocrate. En 1896, les démocrates avaient vigoureusement combattu « le gouvernement par l'injonction comme une forme nouvelle et hautement dangereuse d'oppression, par laquelle les juges fédéraux, au mépris des lois des Etats-Unis et des droits du citoyen deviennent à la fois législateurs, juges et administrateurs. » (31) Cette attitude énergique contre l'injonction, dont souffrait le monde ouvrier, valut au parti démocrate l'appui de la force considérable que représentait la Fédération Américaine du Travail.

M. Gompers continuait à refuser d'engager la Fédération dans la politique, cependant il travaillait personnellement pour l'élection de M. Bryan, le candidat du parti. Le même rapprochement eut lieu en 1908, quand le Président de la Fédération soutint énergiquement la « nomination » de M. Bryan ; il fut suivi, par la plupart

(30) La question des injonctions adressée par les juges aux grévistes est un des problèmes les plus intéressants de la vie ouvrière aux Etats-Unis. Les conflits ont été nombreux entre les tribunaux et les ouvriers dans le courant du XIX^e siècle. V. Hoxie, l. c. Chapitre IX ; M. Beard, l. c. pp. 103 et s. ; H. Marot l. c. chap XII ; Commons and Andrews l. c. ; Adams and Sumner, l. c., passim.

(31) Cité par M. Beard, l. c. p. 109.

des membres de la Fédération, qui votèrent, suivant les affirmations de M. Gompers, dans la proportion de 80 o/o pour les candidats du parti démocrate (32). Dans les élections municipales ou dans les élections législatives des Etats les membres de l'A. F. L. votent indifféremment pour ceux des candidats, républicains ou démocrates, qui sont connus pour leur compétence ou leurs sympathies ouvrières.

En résumé les ouvriers sont guidés surtout par des considérations opportunistes : ils font ce qu'ils appellent une politique réaliste (*practical politics*) (33), par opposition à la politique de parti (*partizan politics*). En 1906 la Fédération a perfectionné cette méthode politique

(32) M. Beard, l. c, p. 110.

(33) « Les trade unionistes refusent de changer leurs principes et d'entrer dans l'arène politique. Les unions nationales du travail en Amérique, avant la création de l'A. F. L. ont fait ce changement, charmées par la voix des sirènes politiques et elles ont brisé leurs embarcations contre les rochers de la discussion. Elles se sont désagrégées. Leur naufrage doit être aujourd'hui pour nous un avertissement... »

Le conservatisme de la Fédération Américaine du Travail, ne consiste en somme qu'à s'en tenir à ce qui a déjà fait ses preuves, dans les limites de l'activité trade unioniste à travers les vicissitudes des organisations ouvrières de ce pays, sous leurs différentes formes pendant plus d'un siècle. Les masses des salariés dans diverses professions se sont concertées en vue d'une action commune, pour obtenir certains résultats économiques immédiats, dont les premiers ont été atteints par des actes concernant directement le marché du travail. Les résultats bienfaisants ainsi obtenus sont d'un prix trop élevé pour être risqués dans les aventures politiques d'un illusionnisme grossier (*Crude utopianism*). » *American Federationist*, Février 1912.

opportuniste en décidant les partis politiques, désireux de s'assurer les votes des ouvriers, à soutenir sur leurs listes la candidature d'un trade unioniste aux élections législatives. De 1906 à 1910, dix trade unionistes, faisant partie de l'A. F. L. ont été élus membres du Congrès, en qualité de républicains ou de démocrates.

En 1910 la Fédération a adopté la formule : « nous devons soutenir fidèlement nos amis et combattre nos ennemis, fussent-ils candidats à la présidence, au congrès ou à d'autres fonctions exécutives, législatives ou judiciaires ». (34).

Cette politique ne saurait être mieux définie que par les paroles adressées par le Président Gompers dans son message au congrès de 1912 : « la Fédération Américaine du Travail n'adhère à aucun parti politique ; elle adhère à un principe : obtenir des résultats favorables à la grande masse des salariés de notre continent. Elle réprouve l'attitude de ceux qui essaient de rejeter les ouvriers dans des conditions ayant le caractère du servage et elle refuse avec la même énergie de remettre à un avenir éloigné les avantages et les bienfaits d'une vie meilleure que nous nous proposons de leur assurer *ici et aujourd'hui*... L'esprit d'humanité, cultivé et développé par le mouvement des travailleurs organisés, donnera à notre peuple la pleine jouissance de ses droits dans le domaine matériel, social et moral et sera cristallisé dans les lois écrites de notre pays et dans les

(34) Cité par H. Marot. American Labor Unions, Chapitre XIX, p. 245.

lois non écrites de nos existences quotidiennes » (35).

Malgré la présence d'un assez grand nombre de socialistes dans ses rangs (36) la Fédération Américaine du Travail suit avec fermeté la ligne de conduite qu'elle s'est tracée. Seule jusqu'à ce jour, la Fédération de l'Etat de Washington, a refusé de suivre la politique de la Fédération Américaine du travail. Elle estime que les ouvriers, en tant que classe sociale, doivent pouvoir contrôler leurs représentants politiques par une organisation politique propre, au lieu de soutenir des candidats appartenant à l'un des deux grands partis « réguliers », (37) car, dit-elle, « les partis qui ont actuellement la charge du gouvernement sont au pouvoir et sous le contrôle de nos maîtres industriels » (38).

Cependant cet exemple est isolé et la Fédération Américaine du Travail continue à poursuivre la réalisation des revendications ouvrières par les mêmes méthodes, à la fois prudentes et habiles, qui ont fait son suc-

(35) Report of the convention, 1912.

(36) « Bien que l'élément socialiste ait gagné de l'importance parmi les membres de la Fédération et qu'il fût évalué à un tiers des voix représentées aux congrès, la Fédération a résisté avec succès aux tentatives faites en vue de la mettre sous le contrôle du parti socialiste ». H. Marot l. c. Chap. IX p. 244.

(37) Les Américains appellent « regular parties » les deux grands partis politiques républicain et démocrate. Le fait est que seuls ces partis représentent une force réelle ; les luttes politiques sont circonscrites à ces deux organisations. Les tentatives de constituer d'autres partis : socialiste, progressiste, populiste, parti des fermiers, etc. ont toujours échoué.

(38) Washington State Federation of Labor, Convention Report 1913, p. 23.

cès dans le passé et qui ne manqueront certainement pas d'augmenter la puissance de ses moyens et d'accroître le nombre de ses adhérents à l'avenir. (39).

L'importance de la Fédération Américaine du Travail est aujourd'hui considérable dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis. Elle compte 111 unions nationales et internationales ; 21.711 unions locales ; 705 unions locales et fédérales affiliées directement à la Fédération ; 715 organisations centrales des villes ; 45 fédérations d'Etats ; 5 départements ; 417 conseils locaux de département. (40). Le nombre total des adhérents de la Fédération s'élève aujourd'hui à plus de 4

(39) « Les expériences et les résultats obtenus par la politique opportuniste de la Fédération américaine du travail, ne dépassent guère la durée d'une génération. Ils prouvent que par leur application, les ouvriers d'Amérique, en établissant leurs droits, en défendant leurs intérêts, en sauvegardant leur bien-être et en ouvrant les portes de l'opportunité, ont obtenu la protection de lois fondamentales plus importantes et plus nombreuses que celles, qui protègent les ouvriers de tout autre pays, »

« La législation vitale, dont nous avons encore besoin, peut être obtenue par l'éducation de l'opinion publique et l'appel à sa conscience soutenus par une activité politique énergique de la part des trade unionistes, beaucoup plus vite que par toute autre méthode. Ce fut dans le passé la méthode d'action politique de la Fédération Américaine du Travail ; elle continuera à l'être dans l'avenir, si les leçons que les ouvriers ont appris à l'école amère et pratique de l'expérience doivent être respectées et appliquées... Cette phase de notre mouvement est encore dans l'enfance ; elle doit être continuée et développée vers sa conclusion logique ». Extrait du rapport annuel de l'A. F. L. Atlantic City, N. J. Juin 1919, cité dans S. Gompers, *Labor and the Common Welfare* P. 146.

(40) Hoxie. l. c., Chap. V p. 131.

millions. Il ne sera pas sans intérêt de montrer la progression du nombre des membres de ce grand groupement ouvrier. Organisée au début sous la forme de « Fédération des Industries organisées », l'association ne compte en 1881 que 50.000 membres ; leur nombre s'élève à 100.000 en 1884 et à 150.000 en 1887, une année après la création de l'A. F. L. sous sa forme actuelle. La croissance est lente jusqu'au début du siècle : 200.000 membres en 1889 ; 250.000 en 1892 ; 300.000 en 1899. A partir de cette date le nombre des adhérents augmente chaque année d'une manière importante et avec une progression de plus en plus rapide. Le tableau suivant (41) montre les variations du nombre des membres de l'A. F. L. de 1900 à 1920 :

1900.....	550.000
1901.....	750.000
1902.....	1.000.000
1903.....	1.450.000
1904.....	1.650.000
1905.....	—
1906.....	1.450.000
1907.....	—
1908.....	1.550.000
1909.....	1.450.000
1910.....	1.550.000
1911.....	1.750.000
1912.....	1.800.000

(41) S. Gompers, *Labor and the Employer* p. 80. Les chiffres manquant pour les années 1905 et 1907.

1913	1.950.000
1914	2.000.000
1915	1.950.000
1916	2.050.000
1917	2.350.000
1918	2.700.000
1919	3.250.000
Décembre 1919.....	4.050.000

La lecture de ce tableau nous fait voir combien furent rapides les progrès de la Fédération. Elle rend nécessaires également quelques brèves observations. On constate un fléchissement dans le nombre des membres en 1906 et en 1909. Le premier est visiblement dû à la crise de 1907, dont les prodromes se faisaient déjà violemment sentir en 1906. Or en Amérique les crises sont particulièrement violentes. La grande concentration de l'industrie et la rareté relative des capitaux rendent le marché extrêmement sensible. Les ouvriers chôment par centaines de milles et par millions. Les autorités s'ingénient à les secourir autant que les puissantes organisations de bienfaisance, nombreuses aux Etats-Unis. Néanmoins les associations ouvrières sont durement frappées. Leurs réserves fondent à vue d'œil et les ouvriers se retirent en masse des organisations. C'est ce qui explique le fléchissement constaté dans le tableau ci-dessus aux environs de 1907. La même explication peut être donnée pour la diminution — d'ailleurs légère, constatée en 1915 —, due à la crise provoquée par les premiers mois de la guerre.

Quant au fléchissement observé en 1909-1910 il est probablement l'effet de l'enchérissement continu de la vie dans la décade 1900 à 1910, qui a produit à la longue les mêmes résultats qu'une crise (42). En revanche, de 1916 à 1920, malgré les deux millions de soldats que les Etats-Unis ont envoyé en France, le nombre des membres de l'A. F. L. ne cesse de s'accroître : c'est l'influence de la prospérité inouïe qui a régné dans le pays à cette époque, l'influence de l'afflux de l'or européen, de la hausse des salaires, plus rapide encore que la hausse de la vie, de la disparition complète du chômage, de la guerre en un mot, qui en raréfiant la main-d'œuvre, en augmentait d'autant la demande et faisait aux ouvriers américains une situation unique dans l'histoire économique des Etats-Unis.

Malgré ces progrès impressionnants, certains spécialistes américains des questions ouvrières se refusent à reconnaître le succès de la Fédération Américaine du Travail. Voilà par exemple les objections que fait à la Fédération, l'économiste américain Hoxie (43) :

(42) L'index des prix en 1910 était de 19 o/o plus élevé que celui de 1900, et de 47 o/o plus élevé que le taux le plus bas de 1897. L'enchérissement de la vie a été universel ; il a cependant été plus prononcé aux Etats-Unis, où aux causes générales de cherté s'ajoutaient des causes spéciales, dépenses budgétaires excessives, tarifs douaniers, trusts. Boggart, I. c., p. 403.

(43) Hoxie, *Trade Unionisme in the United States*, p. 133 et s. Nous estimons intéressant de reproduire quelques-unes de ses objections, pour la double raison que l'A. F. L. est le plus important groupement ouvrier américain et que cette discussion montrera l'attitude des théoriciens socialisants envers les questions ouvrières.

1^o Malgré ses prétentions de représenter la classe ouvrière et ses tendances à une organisation universelle, la Fédération n'a réussi à organiser, en plus de trente ans, que moins de 10 o/o des ouvriers.

Ce reproche est injustifié à tous les points de vue. La proportion donnée est inexacte. Le recensement de 1909-1910 donne un nombre total de 29 millions d'ouvriers (44). Sur ce nombre moins de 12 millions sont

(44) Recensement de 1909-1910, cité par H. Marot, l. c., p. VIII.
La répartition des 29.073.233 ouvriers recensés est la suivante :

Agriculture.....	10.381.765
Services professionnels..	1.258.538
Domestiques ou service personnel.....	5.580.657
Commerce et transports..	4.766.965
Industrie.....	7.085.309

Ces statistiques et les calculs de proportionnalité qu'on peut en tirer ne servent d'ailleurs qu'à donner une impression générale, car si les statistiques du recensement des Etats-Unis sont exacts, il est fort difficile de connaître le nombre exact des ouvriers organisés, variable suivant les sources et suivant les années. Voici, à titre d'information, les chiffres donnés par Lauck et Sydenstricker, *Conditions of Labor in American Industries* : » En 1900 il y avait 21.837.050 salariés ; en 1910 : 30.267.000. En utilisant ces chiffres et les statistiques des trade-unions pour les mêmes années comme base de calcul le professeur Barnett a évalué le nombre des membres des trade-unions à 4 o/o du nombre total des salariés en 1900 et à 7 o/o en 1910. Etant donnée la proportion moins importante des immigrants et l'augmentation du chiffre des trade unionistes, il est très probable que la proportion était considérablement plus élevée à la fin de 1916 qu'en 1910. » A plus forte raison cette constatation peut-elle être appliquée à l'année 1920, car pendant la guerre l'immigration aux Etats-Unis a complètement cessé.

employés dans l'industrie, le commerce et les transports, les seules catégories d'ouvriers qui intéressent l'A. F. L. La grande Fédération américaine englobe donc avec ses 4 millions de membres au moins un tiers de la population ouvrière. Cette proportion devient d'ailleurs beaucoup plus importante, si on défalque du nombre total des ouvriers les immigrants étrangers (45) de provenance récente, qui n'ont ni la capacité requise pour prendre part au mouvement ouvrier, ni l'intérêt ou la possibilité d'en faire partie, parce que souvent leur séjour en Amérique est provisoire, parce qu'ils constituent une population migratoire par excellence et parce que, ne sachant pas l'anglais, ils n'ont aucun moyen de venir en contact avec le reste de la population, d'un niveau intellectuel beaucoup plus élevé.

2°) La Fédération n'a pas l'appui, continue le critique américain, d'unions puissantes, comme les associations de cheminots.

Il n'y a pas une alliance formelle entre les trade unions et les « railroad brotherhoods ». C'est exact. Mais toutes ces associations travaillent dans le même esprit, ont les mêmes revendications à soutenir et les mêmes méthodes. Elles sont conservatrices les unes

(45) Le recensement de 1909-10 donne un nombre de 13 millions d'immigrants, dont environ 3 millions sont incapables de parler l'anglais. 2.270.000 immigrants se sont fait naturaliser, mais la naturalisation n'est pas un criterium suffisant de leur américanisation réelle, car les autorités n'exigent qu'une connaissance très sommaire de la langue pour accorder la qualité de citoyen. Thompson, *The Schooling of the immigrant*, page 9.

comme les autres. Leur identité est telle que M. Gompers n'hésite pas à en parler comme si les associations des cheminots faisaient partie de l'A. F. L. (46).

3°) Elle a prouvé qu'elle était inférieure aux associations d'employeurs. L'objection est aussi dénuée de fondement que les deux premières. L'A. F. L. s'est toujours reconnue et a été reconnue comme l'égale des associations patronales. Elle a fait une entente avec la Fédération Civique Nationale parce qu'elle estimait que s'entendre avec les employeurs valait mieux que leur déclarer la guerre. Elle a donné un grand développement au contrat collectif ; elle a fait appel à l'arbitrage et à la conciliation, toutes les fois qu'ils ont été possibles et elle n'a recouru aux moyens violents que lorsqu'il n'y avait pas d'autre solution du conflit (47).

(46) « Nous avons en fait dans la Fédération Américaine du Travail des unions, qui comptent près de 4 millions de membres. Les quatre Unions de cheminots représentent environ 500.000 membres. Cela fait approximativement 4.500.000. Ce n'est pas 10 o/o de la population des Etats-Unis ; c'est moins que 5 o/o ; mais le fait qu'on perd de vue ordinairement, c'est que presque tous ces 4 millions et demi d'hommes ont des femmes et des enfants et en comptant 5 membres par famille — ce qui représente la quotité américaine habituelle — ces 4 millions 1/2 représentent environ 23 millions d'hommes ou en d'autres mots près d'un quart de la population des Etats-Unis ». Fragment d'une allocution devant la Conférence Industrielle Nationale, Washington D. C. le 17 octobre 1919, cité dans « Labor and the Employer » de S. Gompers, p. 31.

(47) H. Marot, l. c., cite dans l'Appendice, d'après l'annuaire de 1913 de l'A. F. L., le nombre des grèves et des règlements sans grève pour toutes les unions représentées à la « Convention ». La proportion est très variable, suivant les industries. Voilà quelques exemples

4^e) La Fédération n'a pas réussi à organiser et à aider les ouvriers non qualifiés.

Si elle n'y a pas réussi complètement, c'est que les ouvriers non qualifiés se trouvent dans des conditions particulières, qui les rendent inaptes à participer au mouvement ouvrier américain. Mais des sacrifices importants et des efforts tenaces ont été faits dans cette direction et la Fédération Américaine du Travail a eu sur ce terrain, malgré l'opposition des grandes compagnies industrielles et celle des I. W. W., des succès qu'aucune autre organisation n'aurait pu avoir. Mais laissons la Fédération se défendre elle-même d'avoir négligé cette catégorie d'ouvriers.

« Le but constant du mouvement trade unioniste a été d'user de son pouvoir et d'exercer son influence pour organiser les camarades non qualifiés (engaged in unskilled labor) (48). Par l'invention de nouvelles ma-

pris au hasard parmi les unions ayant le plus grand nombre de voix aux conventions,

Union des Boulangers de Chicago, 151 voix, 12 grèves, 120 règlements sans grève.

Union des Cordonniers de Boston, 343 voix, 14 grèves, pas de règlements sans grève.

Union des Ouvriers Brasseurs de Cincinnati, 450 voix, 12 grèves, 262 règlements sans grève.

Union des Ouvriers du Vêtement de New-York, 585 voix, 32 grèves, 522 règlements sans grève.

(48) L'expression est difficile à traduire : « L'unskilled » c'est l'ouvrier qui n'a fait aucun apprentissage, qui n'a aucune qualification particulière, aucune habileté professionnelle le rendant propre à un métier défini, en un mot aucune spécialité. Nous traduisons l'expression par « ouvriers qualifiés et non qualifiés ».

chines et l'application de nouvelles forces, par la division et la subdivision du travail, de nombreux ouvriers qui étaient employés à des travaux de spécialité, voient devenir inutile un métier, qu'ils avaient mis de longues années à apprendre. Ainsi, nous voyons l'artisan d'hier devenir l'ouvrier non qualifié d'aujourd'hui » (49). Partout où des unions ont été organisées, elles n'ont fait aucune distinction entre les diverses catégories d'ouvriers. Elles les ont organisés, qu'ils fussent ou non qualifiés et quand ils ont été assez nombreux, ils ont constitué une association d'hommes ayant la même profession. Les ouvriers non qualifiés sont dignes d'intérêt certes, mais combien difficiles à organiser. Le caractère de beaucoup de travaux faits aux Etats-Unis rend impossible l'emploi régulier d'un nombre constant d'ouvriers. La construction des chemins de fer, des ponts et des grandes routes, les travaux forestiers, ceux des canaux, des drainages, du bâtiment, qui ont lieu pendant les saisons les moins froides de l'année, sont caractérisés par des mois de chômage pour des dizaines de milliers d'hommes. Mais la principale difficulté réside dans le fait que « la grande masse des ouvriers non qualifiés des Etats-Unis est composée de travailleurs venus d'Europe, ne parlant pas la langue du pays et qui ont souvent des préjugés et des suspicions réveillés par des soi-disant « intellectuels », socialistes, radicaux, qui rendent ainsi plus malaisés les efforts faits pour orga-

(49) Annual report to the A. F. L. Convention. Nashville, Tenn, Décembre 1897.

niser ces ouvriers arrivés depuis peu de temps dans le pays » (50). « Ces ouvriers, dont beaucoup sont illettrés, nés dans des pays opprimés, vivant dans la misère et aguerris aux besognes les plus dures, ces ouvriers, qui arrivent à la maturité sans atteindre ce développement complet de l'intelligence qui favorise l'indépendance et l'instinct de conservation, ces ouvriers sont leurrés pour venir en Amérique. Quand ils arrivent dans ce pays de langue anglaise, la lumière de notre civilisation ne luit que faiblement pour eux. Les droits du citoyen américain leur sont inconnus ; la lutte pour le pain est pour eux la grande nécessité. Parlant des langues difficiles à comprendre, et dont on en trouve parfois plusieurs dans la même usine, il n'est pas étonnant que la compréhension de leurs droits soit pour eux un processus d'une extrême lenteur » (51).

Malgré ces difficultés la Fédération fait de grands efforts pour organiser ces ouvriers. Un grand nombre d'organisateurs salariés y consacrent leur temps. La Fédération emploie « au moins les deux tiers des cotisations pour organiser des ouvriers non qualifiés (52). En

(50) American Federationist, Avril 1912.

(51) Annual report to A. F. L. Convention, Rochester N. Y., Nov. 1912. La « nouvelle immigration » est en effet d'une qualité intellectuelle et professionnelle inférieure. Elle est constituée en très grande partie par des immigrants de l'Europe Orientale.

(52) Cette cotisation (per capita tax) n'est pas la seule obligation pécuniaire des trade unionistes. Ceux-ci ont différentes autres obligations envers les trade unions. La « per capita tax » est une cotisation due directement à l'A. F. L., par tous les membres des organisations

outre les unions nationales et internationales affiliées prennent également part à l'organisation des ouvriers de toute les catégories, ayant quelque rapport avec les industries qu'elles représentent. La déclaration que la Fédération Américaine du Travail n'organise pas les ouvriers non qualifiés du pays est donc contraire à la vérité. C'est une déclaration dénuée de fondement, faite par les ennemis de l'A. F. L., qui l'ont si souvent

affiliées. Nous ne connaissons pas son montant actuel. En 1913, elle était de 8 cents.

En dehors de cette taxe, due directement à la Fédération, les membres des associations ouvrières doivent payer des cotisations plus importantes, soit aux unions locales, soit aux unions nationales. Les cotisations dues aux premières variaient, en 1906, entre 0,50 à 1,20 dollars par mois, suivant les unions : certaines d'entre celles-ci exigeaient de leurs membres un droit d'entrée, qui s'élevaient par exemple à un dollar pour les cordonniers, à trois dollars pour les cigariers, etc. Ce droit d'entrée, exceptionnel, quand il s'agit des unions locales, devient presque la règle générale quand il s'agit des unions nationales. Variable suivant les associations, il était en 1906, de 66 2/3 cents pour les unions des cordonniers, d'un dollar pour les boulangers, les mécaniciens, les ouvriers brasseurs, etc. Il était accompagné par des cotisations mensuelles, d'un taux très variable : 16 2/3 cents pour les cordonniers, 20 cents pour les boulangers et les charpentiers, 25 cents pour les ouvriers brasseurs, 40 cents pour les mécaniciens, etc. Ces cotisations donnaient en échange aux membres divers avantages : secours en cas de grève ou de maladie, frais funéraires, envoi gratuit du journal corporatif, label gratuit, indemnités de déplacement pour les congrès de la Fédération, etc. A. M. Sakolski a consacré à cette question une étude très documentée ; *The Finances of american Trade Unions*, publiés dans le recueil : *The John Hopkins University Studies*, Baltimore, 1906. (American Federationist Dec. 1913). C'est cette taxe qui alimente les fonds d'organisation et de propagande de la Fédération.

répétée, que beaucoup de gens en sont arrivés à la répéter et à la croire » (53).

Nous avons estimé nécessaire d'insister un peu longuement sur ces objections qui sont les plus importantes, mais qui ne sont pas les seules et particulièrement sur les travailleurs non qualifiés, dont le problème est un des plus ardues de la vie ouvrière américaine. Cette discussion aura servi à indiquer la complexité de la tâche, qui incombe à la grande fédération ouvrière. Quelles que soient cependant les critiques qu'ont dirigées contre elle, soit d'autres groupements ouvriers comme les I. W. W., soit quelques théoriciens socialistes, la Fédération Américaine du Travail poursuit son œuvre, avec un succès, que chaque année ne fait que confirmer et accentuer. Il est à présumer que dans un avenir rapproché tous les cheminots ne manqueront pas de s'y affilier. L'organisation élastique de la Fédération, son esprit de large tolérance, la politique réaliste qu'elle poursuit, l'unité de sa direction, quarante années de prospérité et une ascension sûre et sans à-coups, voilà autant de facteurs qui prouvent qu'elle correspond à une nécessité vitale de la classe ouvrière américaine. Ils prouvent sans doute quelque chose de plus : c'est que la question sociale n'est pas uniquement une question de répartition, mais une question d'organisation du monde ouvrier, une question de production, dans les

(53) Extrait de « Testimony before U. S. Commission on Industrial Relations, New-York City, le 21-23 mai 1914, cité dans S. Gompers, *Labor and the Employer*, p. 165.

meilleures conditions de rendement pour l'employeur, dans les meilleures conditions de rétribution pour le salarié. Ils prouvent enfin qu'une politique réaliste de résultats positifs et immédiats, une politique ouvrière respectant le régime actuel de la production, mais travaillant pour son amélioration, une politique d'interdépendance des classes sociales, est féconde en résultats heureux. Aux Etats-Unis elle réussit à concilier, grâce en grande partie à la Fédération Américaine du Travail, le rendement industriel le plus grand de l'histoire économique du monde avec le « standard of life » le plus élevé que les ouvriers aient jamais connu.

IV

Les Associations Fraternelles des Cheminots ⁽¹⁾

L'étendue immense du territoire des Etats-Unis rendait indispensables des moyens de transport rapides et économiques. Ce n'est qu'à cette condition que le pays pouvait se développer, que ses ressources pouvaient être exploitées, une industrie puissante être créée. Aussi les chemins de fer ont-ils joué un rôle considérable dans l'évolution industrielle du pays. Ils y ont été un facteur de civilisation. Souvent le rail précédait le colon. Il faisait cesser l'isolement d'une région ; il y provoquait la création des centres industriels et des marchés ; les villes s'élevaient rapidement le long des chemins de fer. On peut dire sans exagération que pendant de longues années, l'histoire des chemins de fer a été l'histoire du pays.

Nous ne pouvons guère insister sur les chemins de fer des Etats-Unis ; mais nous estimons nécessaire d'énumérer quelques facteurs qui ont eu une influence sur les organisations ouvrières et en ont déterminé le

(1) Railway Brotherhoods.

mode d'organisation, les principes et les méthodes.

Depuis l'époque où Jefferson disait qu'il faudrait mille ans pour coloniser la vallée du Mississipi, la locomotive a complètement changé l'aspect du continent américain. A partir de 1869, la longueur du réseau s'est doublé tous les dix ou quinze ans. De 30.635 milles en 1860, le réseau passe à 52.914 milles en 1870, à 93.296 milles en 1880, à 163.597 enfin, en 1890. La crise de 1893 ralentit les constructions ; elles sont reprises cependant après 1900 et en 1910 le réseau des chemins de fer américains mesurait 238.509 milles (2), c'est-à-dire 383.921 kilomètres, ce qui représentait les $\frac{2}{5}$ des chemins de fer du globe et 10 o/o de plus que le réseau de l'Europe entière. Le capital investi dans les voies ferrées du pays s'élevait à environ 20 milliards de dollars et le nombre des employés à plus de 1.700.000 (3).

Les chemins de fer étant construits par l'initiative et le capital privé, sous le régime de la libre concurrence

(2) Depuis 1910, la longueur du réseau américain s'est accru de 100.000 kilom. ; elle est aujourd'hui de 484.009 kilomètres. L'Europe n'en a que 347.000 kilomètres. Comme les chemins de fer du globe entier ont une longueur d'environ 1.100.000 kilomètres, le réseau américain représente ainsi 44 % des voies ferrées du monde entier.

(3) En dehors des traités spéciaux comme Johnson, American Railway Transportation, N. Y. Appleton, on trouve des exposés très intéressants et détaillés de la question, dans toutes les histoires économiques des Etats-Unis : Carrol D., Wright, Coman, Boggart. De nombreux détails sur la construction des réseaux et sur la genèse des grandes fortunes qui y ont été accumulées en quelques années, remplissent les deux derniers volumes de Myers, A History of the great American Fortunes, 3 vol. Chicago 1917. Bien qu'ayant un rapport

la plus absolue (4), et destinés à transporter surtout des marchandises lourdes, dont le prix de transport devait être par conséquent très bas, les propriétaires des réseaux, ne pouvaient faire des économies que sur les salaires des employés. De là une première nécessité pour les ouvriers de s'organiser. D'un autre côté, bien qu'à partir de 1880, la sécurité des voyageurs et des employés se soit considérablement accrue par les améliorations introduites : système de signaux, freins et cou-

assez éloigné avec notre sujet, ils nous aident à mieux comprendre la psychologie du mouvement ouvrier et l'attitude des travailleurs vis-à-vis des immenses fortunes des Gould, Vanderbilt, Elkins, Hill, etc... Myers est socialiste, ce qui explique le ton de polémique qu'il emploie parfois. Ces 3 vol. sont cependant sérieusement documentés et intéressants à lire.

(4) L'histoire des chemins de fer des Etats-Unis présente des exemples typiques d'insouciance, de témérité, d'abus de confiance dans la gestion financière des compagnies, en même temps que de déloyauté envers les employés. Les Directeurs ont souvent abusé des capitaux de leurs actionnaires, autant que du respect des ouvriers pour l'ordre social existant. H. Marot dit textuellement dans son livre sur les unions ouvrières américaines, que « c'est grâce aux efforts des associations fraternelles des cheminots et non à ceux des administrateurs des réseaux, que l'ordre et la continuité du service des chemins de fer ont été assurés ». Boggart dans l'ouvrage déjà cité (p, 352) parle également de la « basse moralité commerciale, qui serait aujourd'hui impossible » et mentionne certains des « graves abus » qui ont été commis. Ce sont les scandales de « l'Union Pacific, de l'Erie Railroad, de Jay Gould, de la Standard Oil, etc. La crise de 1884 est due aux spéculations sur les valeurs des chemins de fer ; celle de 1893 causa la faillite de plusieurs réseaux. Mais peut-être ce désordre était-il inhérent à l'immensité et à la rapidité des travaux entrepris.

plage automatiques, etc., le nombre des accidents sur les chemins de fer américains demeure encore effrayant. En 1909, il y a eu 8.722 personnes tuées et 95.626 blessées dans des accidents de chemins de fer (5). Les accidents étaient extrêmement nombreux parmi les cheminots : dans son « Histoire Économique des Etats-Unis », Boggart dit qu'un ouvrier sur 205 était tué et 1 sur neuf blessé (6). En face de cette situation les compagnies d'assurances considéraient les assurances contre les accidents des chemins de fer comme extrêmement hasardeuses. Aucune d'entre elles ne s'aventurait à assurer des hommes, « qui étaient tués dans la proportion de 9 par jour, 3.000 par an ; des hommes qui suivant les risques de leur profession, devaient être tous morts ou affectés d'une incapacité totale ou partielle de travail au bout de 17 ans » (7). Les primes d'assurances des compagnies eussent dû être exorbitantes. C'est particulièrement pour faire face à ce danger que ce sont organisées « les Railway Brotherhoods », Associations Fraternelles des Cheminots. Ce furent primitivement des sociétés d'assurance et de secours mutuels. Elles ont brillamment rempli ce rôle ; leurs affaires ont pris une extension considérable, leurs fonctionnaires ont géré les fonds des associations avec beaucoup d'habileté et de probité. L'Association des mécaniciens possède à Cleveland un gratte-ciel de 1.250.000 dollars ; celle des

(5) Boggart l. c. p. 364.

(6) Ibid.

(7) Marot, l. c. p. 33.

« trainmen » a payé depuis sa création jusqu'en 1920 pour 42 millions de dollars d'assurances (8).

Les quatre associations de cheminots les plus importantes sont : l'Association des Mécaniciens (Grand International Brotherhood of Locomotive Engineers), fondée en 1863 ; celle des Conducteurs (Order of Railway Conductors), créée en 1868 ; celle des Chauffeurs (Brotherhood of Locomotive Firemen) qui date de 1873 ; enfin celle des garde-voies (Brotherhood of Railway trainmen), plus récente. Leur nombre est respectivement de 72.000, 49.000, 90.000 et 135.000 employés.

Leur cohésion et leur discipline sont remarquables : en ce qui concerne les mécaniciens et les conducteurs, 90 o/o des employés font partie des associations (9).

Bien que les plus importantes, ces quatres associations ne sont pas les seules. De nombreuses autres « Fraternités » se sont formées sur le modèle des premières : celle des Aiguilleurs, des Télégraphistes, des surveillants des voitures, des ponts, etc (10). Le nombre total de leurs membres s'élève à environ 500.000.

Ces associations ne comprennent naturellement pas tous les cheminots américains, dont le nombre s'élève, nous l'avons déjà dit, à environ 1.700.000. Une grande partie des autres ouvriers font partie de la Fédération

(8) M. Beard, l. c. p. 101.

(9) H. Marot, l. c. p. 34.

(10) On s'accorde cependant à ne donner en pratique le nom de Brotherhoods qu'aux quatre premières associations. Hoxie l. c. p. 107.

Américaine du Travail : tels sont les ouvriers des ateliers, employés à la construction ou à la réparation des wagons, une partie des télégraphistes, des aiguilleurs, etc.

(11) Tous ces ouvriers se sont organisés ou ont essayé de s'organiser d'abord dans des associations professionnelles, comme l'Union des Chemins de fer américains

(12) de 1893, l'Ordre Uni des Employés des Chemins de fer en 1899, la Fédération des Cheminots américains de 1898 à 1900. Elles se sont affiliées plus tard à la Fédération américaine du Travail, dont elles font partie aujourd'hui.

Composées d'ouvriers spécialisés et ayant des fonds considérables à gérer, les Associations des Cheminots devaient se montrer particulièrement prudentes dans le

(11) Hoxie, l. c. p. 106 et H. Marot, l. c. p. 29.

(12) L'Union des Chemins de fer américains, créée le 20 Juin 1893 à Chicago par Eugène V. Debs, le chef socialiste qui a été emprisonné pendant la guerre, à cause de sa propagande révolutionnaire, a été le premier essai d'unir en une seule grande association tous les ouvriers de chemins de fer sans distinction. Elle devait comprendre tous les cheminots nés de parents blancs, indépendamment de leur spécialité. Sa devise était « L'Union fait la Force » ; elle s'était organisée pour protéger les ouvriers dans toutes les questions relatives aux salaires, aux contrats de travail, au chômage, à la grève, etc. Elle préconisait pour la réalisation des revendications professionnelles l'emploi de méthodes pratiques et l'obtention de résultats immédiats. Sa déclaration de principes de 1893 demande la création d'un Ministère du Travail et d'un département chargé de l'assurance. C'est le programme que la Fédération américaine du Travail a réalisé depuis ; il n'était donc que naturel que l'Union se dérobât à l'influence de Debs et s'affiliât, comme elle l'a fait, à la Fédération américaine du Travail. Cf. Carroll D. Wright, *Industrial Evolution of the United States*, p. 260, et s.

choix de leurs méthodes et encore plus conservatrices dans leurs principes que la Fédération Américaine du Travail. Celle-ci reconnaît l'unité du monde ouvrier, elle accueille les travailleurs, d'où qu'ils viennent, quel que soit leur métier ou leur degré d'habileté professionnelle. Les « Fraternités » sont au contraire des groupements exclusifs, en quelque sorte aristocratiques, parmi les autres organisations ouvrières. Elles ont confiance dans l'ordre des choses actuel, elles admettent le régime capitaliste, la lutte des classes leur répugne. Plus que les questions sociales, ce sont les préoccupations morales, qui dominent dans leurs organisations. La devise de l'Association des Mécaniciens est : « Sobriété, vérité, justice et moralité » ; celle des Chauffeurs « Protection charité, sobriété et travail ». Un membre, « un frère », peut être exclu de l'Association s'il est propriétaire ou associé à l'exploitation d'un bar, d'un cabaret, s'il est intempérant ou s'il s'adonne aux jeux de hasard. Ces préoccupations morales dictent aux associations leur conduite dans le domaine économique : elles croient à l'identité des intérêts entre le patron et l'ouvrier, à la nécessité de la coopération du capital et du travail ; elles estiment que la confiance mutuelle doit être la règle, dans les relations entre employeurs et employés.

« La Fraternité a essayé d'être loyale envers le public, envers l'employeur et envers elle même, dit le directeur d'un journal des employés des chemins de fer (13). Elle a accepté ses responsabilités et elle a

(13) Railroad Trainman, cité par H. Marot, l. c., p. 31.

constamment rempli les engagements qu'elle avait pris, bien qu'il y ait eu des époques où le fait de prendre cette attitude lui attirait les critiques les plus sévères de la part de ceux, qui en sont encore à apprendre qu'une organisation ouvrière doit, pour avoir du succès, être une organisation d'affaires, qui considère sa parole comme une obligation sacrée... Notre œuvre d'éducation a eu un caractère pratique, destiné à faire comprendre aux hommes le côté de chaque question et en même temps de se rendre compte que la question industrielle n'est nullement une question unilatérale, mais que les droits et les privilèges de l'employeur sont aussi dignes d'être pris en considération que leurs propres droits et privilèges. En un mot, la « Fraternité » a essayé de faire prévaloir une juste compréhension des droits respectifs du patron et de l'ouvrier ».

Les Associations de Cheminots sont donc d'une grande modération dans leurs principes (14). Elles préconisent la paix sociale ; la solidarité des intérêts économi-

(14) Voici comment les statuts de l'Association des Mécaniciens définissent le but de l'organisation : « Les intérêts de l'employeur et de l'employé étant solidaires, le but de l'organisation sera de coopérer et d'établir des relations amicales avec l'employeur, de soumettre les différends à l'arbitrage quand un accord ne saurait être obtenu d'une autre manière, de garantir l'exécution des contrats faits en son nom par tous les moyens à sa disposition... Le but de cette organisation sera d'associer les mécaniciens en vue de défendre leurs intérêts, d'élever leur niveau social, moral et intellectuel, de sauvegarder leurs intérêts financiers et d'augmenter leur bien-être ». Constitution of the Brotherhoods of Locomotives Engineers, (1922) p. 84 § 1.

ques, l'interdépendance des classes. Elles ont le respect de la parole donnée ; elles se refusent à déclarer la grève à moins qu'elle ne soit absolument nécessaire ; elles pratiquent sur une large échelle le contrat collectif ; elles ont de fortes réserves, qui leur permettent d'assurer des retraites ou d'accorder des indemnités importantes en cas d'accident. Leurs idéals ressemblent à ceux des « Chevaliers du Travail », avec la différence que ceux-ci se préoccupaient du monde ouvrier comme d'une classe sociale, tandis que celles-là sont dominées par des préoccupations purement trade-unionistes. Les cheminots groupés dans les « Brotherhoods » constituent une classe moyenne, exclusiviste et conservatrice, ne comptant que sur elle-même pour la défense de ses intérêts, considérant ses rapports avec les employeurs comme des relations d'affaires. Ils peuvent être considérés comme les prototypes du trade unionisme.

Pendant de longues années les associations fraternelles traitaient isolément soit avec un réseau, soit avec une section du réseau, soit même avec une direction. Cependant, elles organisèrent progressivement des bureaux communs formés par des représentants des loges et des divisions locales. Plus tard ces bureaux s'étendirent à toutes les loges d'une association fraternelle, d'un réseau ou de plusieurs réseaux réunis. Au commencement du XX^e siècle enfin, ces bureaux (Protective Boards) se sont réunis en trois grands « territoires », trois circonscriptions territoriales, qui font avec les employeurs des accords collectifs, soit pour l'obten-

tion de salaires uniformes, soit pour la réalisation de toute autre revendication professionnelle, dans toute l'étendue du territoire soumis à leur juridiction et pour tous les cheminots compris dans la profession représentée par la « Brotherhood » (Mécaniciens, chauffeurs, gardes-voies, etc.).

Ces trois Fédérations sont : les territoires de l'Ouest, de l'Est et du Sud (15).

Le territoire de l'Ouest fut organisé en 1901 par les conducteurs et les garde-voies, qui furent suivis de près par les mécaniciens et les chauffeurs du réseau de l'Ouest ; leurs organisations se sont formées respectivement en 1906 et 1907. Des mouvements analogues eurent lieu dans l'Est, où les directeurs des compagnies consentirent en 1910 à faire des contrats collectifs avec les conducteurs et les garde-voies, qui furent les premiers à se fédérer, puis avec les autres associations fraternelles, qui ne tardèrent pas à suivre leur exemple. Dans le territoire du Sud les essais d'organisation furent moins heureux, parce qu'ils se sont heurtés à une opposition très vive de la part des compagnies (16).

(15) Le territoire de l'Ouest comprend le réseau de l'Illinois Central et tous les chemins de fer à l'ouest de cette ligne et du rivage occidental du Lac Michigan. Celui de l'Est est formé par tous les réseaux se trouvant à l'est de l'Illinois Central et du Lac Michigan et au nord du réseau Chesapeake and Ohio. Le territoire méridional enfin est constitué par tous les chemins de fer à l'est de l'Illinois Central et au sud de la seconde division.

(16) En dehors de cette organisation territoriale les Associations Fraternelles des cheminots ont leur organisation professionnelle pro-

Le but de cette organisation territoriale était particulièrement l'égälisation (Standardization) du taux des salaires et des conditions du travail. La diversité des réseaux rendait nécessaire cette action concertée des ouvriers. Il y a en effet des réseaux très productifs ; il y en a d'autres d'importance secondaire ou moins bien

prement dite. Nous avons constaté la même dualité en étudiant la Fédération Américaine du Travail. Le rouage principal de cette organisation est la « grande division internationale », qui comprend une section d'assurance, une section du contrat collectif, un comité général de conciliation, un bureau législatif et qui a sous sa juridiction les divisions et les loges (ou subdivisions locales) avec leurs comités législatifs et leurs comités de conciliation. « La grande division internationale » a la juridiction exclusive sur tous les membres de l'Association Fraternelle ; ses décisions sur toutes les questions sont la loi suprême de l'association ; toutes les divisions et tous les membres de l'ordre lui doivent une obéissance absolue. (§ 3 de la constitution des Mécaniciens). « Elle a également plein pouvoir d'expulser les membres de chaque division et au cas où telle division n'exécute pas son ordre, le grand ingénieur en chef (Grand Chief Engineer) lui retirera ses statuts ». (ibid. § 3) Celui-ci décide en effet « dans tous les litiges, dont les divisions font appel, et ses sentences doivent être obligatoirement exécutées jusqu'à la réunion de l'assemblée triennale, qui peut les casser ». (Ibid. §§ 3 et 23).

Les Comités de conciliation ont une juridiction variable suivant l'importance du réseau. Il y a un comité général de conciliation pour deux ou plus de deux divisions ; il n'y a qu'un comité local, lorsque l'organisation ne s'étend qu'à une seule division. Les comités généraux peuvent se réunir pour former un seul « Merged General Committee of Adjustment ». Enfin, quand il s'agit de 2 ou plusieurs compagnies de chemins de fer, chaque réseau peut déléguer deux membres, qui formeront un comité exécutif chargé de trancher les questions litigieuses, quand le Chief Engineer aura épuisé tous les moyens de conciliation. (Cf. Hoxie, l. c. p. 107 et s.)

administrés, où le rendement est moindre. Les salaires des ouvriers et les conditions du travail s'en ressentaient. Il était impossible aux associations des cheminots de remédier à cette situation sans une action solidaire et énergique de tous les employés d'un vaste territoire. Cette organisation des ouvriers allait à l'encontre de la libre concurrence entre les réseaux, mais plusieurs facteurs lui furent favorables. D'abord l'opinion publique a commencé à regarder avec défaveur la concurrence effrénée entre les réseaux de chemins de fer. La législation des Etats est intervenue en créant des commissions, qui ont, soit un pouvoir de décision, soit un pouvoir d'enquête sur les conditions de l'exploitation ; des lois fédérales enfin ont été votées à leur tour, telles la loi relative au commerce entre les Etats (Interstate Commerce Act) de 1887, renforcée et améliorée par la loi Elkins de 1903, la loi Hepburn de 1906, enfin par la loi de 1910 (17). Les dispositions de ces lois amenèrent des résultats favorables aux ouvriers. La cour arbitrale, qui jugeait en 1910 le procès des mécaniciens, exprime l'avis qu'on ne doit pas prendre en considération pour la fixation du taux des salaires, les salaires payés aux ouvriers par des réseaux d'un rendement réduit ; ceux-ci doivent être déterminés au contraire, soit par le taux du salaire prédominant dans une localité, soit par les salaires payés par les compagnies les plus prospères. Enfin ce mouvement en vue d'uniformiser les salaires

(17) Boggart, l. c., p. 355 et 371 et s. et Commons and Andrews, Principles of Labor Legislation, p. 374 et s.

était facilité par la concentration des réseaux entre les mêmes mains ; la cour de 1912 par exemple, découvrit que dans le territoire de l'Est six réseaux possédaient ou contrôlaient 79 o/o des 52 compagnies existantes (18).

Toutes ces circonstances ont encouragé le mouvement fédéraliste ; cependant celui-ci s'est borné à une extension territoriale, car l'esprit trade-unioniste a empêché les associations des différentes catégories de cheminots de se fédérer entre elles. Un projet de Fédération de 1910 leur a cependant fait faire un pas en avant, car il est permis aux « Brotherhoods » de coopérer — sans pouvoir se fédérer — lorsqu'il s'agit de soutenir les revendications de l'une d'entre elles. Cette possibilité de coopérer n'implique cependant pas l'obligation de la grève de solidarité. Si par exemple les mécaniciens se mettent en grève, les chauffeurs peuvent continuer à travailler sur les locomotives, même si les mécaniciens sont remplacés par des « briseurs de grève », aussi longtemps que l'association des chauffeurs n'a pas elle-même

(18) « Les Associations Fraternelles des Cheminots traitent avec des Corporations dirigées comme des gouvernements. Leur échelle des salaires est comme une loi, qui fixerait un taux uniforme du salaire pour les employés du gouvernement sur une vaste étendue de territoire. Ce tarif des salaires émane de la plus haute autorité et s'adresse à tous les subordonnés, qui engagent ou renvoient ces catégories d'employés... »

Des années d'expériences ont prouvé que les associations des employés de chemins de fer peuvent compter sur une promesse tellement différente du traitement ordinaire de la force de travail considérée comme une marchandise, variant suivant l'offre et la demande » John R. Commons, Labor Administration, cité par H. Marot, l. c., p. 41.

me déclaré la grève pour son propre compte (19). La tolérance envers les « briseurs de grève », l'obligation purement négative de ne pas prendre la place des camarades qui ont déclaré la grève, montre que celle-ci n'est pas une des méthodes préférées des cheminots. Fidèles à leurs principes, ils se sont organisés surtout en vue du recours à la conciliation, à l'arbitrage et au contrat collectif. Dans aucune industrie des Etats-Unis cependant, les grèves n'ont tenu une place plus importante et causé plus de désastres. Quand les historiens de la vie économique retracent l'histoire des conflits célèbres entre le capital et le travail, ce sont les grèves des chemins de fer qui tiennent le premier rang (20). Grâce à l'attitude

(19) Voici un exemple des stipulations contenues dans un accord de 1913 entre les mécaniciens et les chauffeurs : « Au cas où une organisation déclare une grève indépendamment de l'autre organisation, qu'il y ait ou non un accord entre les comités, il est entendu que si l'association fraternelle des mécaniciens ordonne la grève, elle n'exigera pas de ses membres, qui ont la profession de chauffeurs de quitter leurs postes et si l'association fraternelle des chauffeurs et des mécaniciens ordonne une grève, elle ne demandera pas à ceux de ses membres, qui conduisent les locomotives, de quitter leur travail de mécanicien ». Et plus loin : « quand la grève est déclarée par une organisation, les membres de l'autre organisation ne feront aucun des services, qui était fait avant que la grève fût déclarée par les membres de l'organisation en grève ». Joint agreement of the Brotherhoods of Locomotive Engineers and Locomotives Firemen and Engineers, 1913, cité par H. Marot l. c. p. 44.

(20) Les grèves de Martinsburgh, de Baltimore, de Pittsburgh, qui eurent lieu en 1877, à cause de la baisse des salaires, dégénérèrent en véritables batailles à main armée où la troupe, dont l'intervention avait lieu pour la première fois dans l'histoire industrielle des Etats-

des ouvriers et à leur action pacifique, la situation a bien changé depuis cette époque. Les grèves se sont espacées et elles ont perdu de leur violence. En 1912, M. Morissy, représentant des mécaniciens à la Commission d'arbitrage, exprimait de la manière suivante l'attitude des cheminots envers la question de la grève générale :

« La comparaison (il s'agissait de la grève générale des cheminots de 1910 en France) ne tient pas compte de la différence entre la grève générale des mécaniciens et celle de tous les employés des chemins de fer, ce qui a été le cas ou ce qui a du moins été essayé en France. Un autre côté de la question, qui ne peut pas non plus soutenir la comparaison avec la situation, telle qu'elle se présente dans notre pays, c'est que la grève française était une partie du programme du syndicalisme européen. La grève générale n'est pas une partie du programme des cheminots américains. En un mot, l'analogie que le rapport de la majorité essaie d'établir exigerait que tous les hommes de tous les réseaux se missent en grève en même temps ; c'est une éventualité tellement

Unis, fit usage des canons, où des milliers de wagons furent incendiés (1600 à Pittsburgh) et où les pertes se chiffèrent par des millions de dollars. En 1885 et 1886 de grandes grèves ont lieu sur les réseaux de Gould. Enfin en 1894, au mois de Juin et Juillet a lieu à Chicago une grève des cheminots, qui est considérée comme une des plus importantes de l'histoire industrielle des Etats-Unis. Les dommages qu'elle a causés sont évalués à environ 80 millions de dollars ; les 160.000 cheminots en grève de Chicago ont perdu 1.400 000 dollars de salaires. Wright l. c. p. 301 et s.

improbable qu'elle met en question l'opportunité de toute proposition fondée sur elle » (21).

C'est surtout au contract collectif que les « Brotherhoods » font appel pour prévenir et à la conciliation et à l'arbitrage pour trancher, les conflits entre le capital et le travail.

Ayant déjà exposé sommairement les préférences des cheminots pour les accords collectifs, il nous reste à dire quelques mots de la conciliation et de l'arbitrage.

En cas de conflit entre une association et un réseau le comité local de conciliation se rencontre avec les fonctionnaires locaux du réseau pour essayer d'arriver à un accord. S'ils ont épuisé tous les moyens de règlement, ils s'adressent au Président du Comité général de Conciliation ; si ses efforts restent également infructueux, l'affaire est portée devant le Comité général de conciliation, qui essaye à son tour d'arriver à un accord avec les fonctionnaires du réseau. Faute d'entente on fait appel au « Grand Ingénieur en chef », dont la décision a force exécutoire, jusqu'au jour où elle est rejetée à une majorité de deux tiers par l'Assemblée triennale ou par la Division Internationale (22).

Quand les essais de conciliation échouent, les ouvriers et les employeurs ont la ressource de recourir à l'arbitrage. L'activité législative a été très importante à ce point de vue car on ne compte pas moins de 5 lois sur l'arbitrage : la loi de 1888, la loi Erdman de 1898,

(21) Cité par H. Marot, l. c. p. 36.

(22) Hoxie, l. c., p. 109.

la loi Newlands de 1913, qui a créé le Ministère du Travail, enfin la loi de 1920, par laquelle cesse le contrôle du Gouvernement sur les chemins de fer et dont le titre 3 est relatif à l'arbitrage (23).

La loi de 1898 et celle de 1920 organisent la procédure de l'arbitrage spécialement pour les employés des chemins de fer.

La loi Erdman de 1898 abrogeait la loi de 1888, qui s'appliquait à tous les ouvriers des transports. Elle limite les effets de l'arbitrage aux ouvriers des chemins de fer. En cas de litige, le Président de la Commission du Commerce entre les Etats (Interstate Commerce Commission) et le Commissaire du Travail, saisis du différend exercent leur médiation qui doit être acceptée par les deux parties. Si la médiation échoue et si les parties y consentent, le litige est porté devant une commission composée de trois arbitres, dont l'un est nommé par les employés, l'autre par l'employeur, le troisième par les deux parties, si elles peuvent tomber d'accord, sinon par le Commissaire du Travail. Les ouvriers ne cessent pas le travail pendant l'instance ; la sentence est enregistrée au greffe de la « Cour de Circuit » (24)

(23) Cette question fait l'objet de nombreux développements dans Commons et Andrews, l. c., pp. 136-149 ; dans le présent chapitre nous n'étudions l'arbitrage que dans ses rapports avec les associations des Cheminots (Erdman Act et Transportation Act de 1920).

(24) La Cour de Circuit était un tribunal fédéral de droit commun, intermédiaire dans l'organisation judiciaire, entre la Cour d'Appel du Circuit et la Cour de District. Elle a été supprimée en 1912 et sa juridiction transférée à la Cour de District, Bryce, American Commonwealth, vol. 1, p. 232.

et elle a force exécutoire ; les parties sont liées par la décision des arbitres ; aucune d'entre elles ne peut cesser le travail pendant 3 mois, sans préavis de trente jours. On peut appeler de la sentence devant la Cour d'Appel qui statue en dernière instance. La partie qui viole la sentence arbitrale engage sa responsabilité ; elle peut être poursuivie en dommages intérêts (25).

Les associations de cheminots ont hésité pendant longtemps à recourir à l'arbitrage. De 1898 à 1906, il n'y a qu'une seule application de la loi ; mais à partir de 1906, au contraire, il n'y a pas eu de grève ou de menace de grève de quelque importance, sans que l'on fasse appel à l'arbitrage. De 1898 à 1913, quand la loi Erdman a été remplacée par la loi Newlands, il y a eu quarante-huit demandes d'arbitrage, concernant plus de 160.000 ouvriers. Dix-neuf demandes provenaient des compagnies, 13 des cheminots ; pour les seize autres les parties étaient d'accord pour recourir à l'arbitrage (26). Quatre cas ont été soumis directement aux arbitres ; dans 44 cas on a eu recours à la médiation, qui a réussi en règle générale, puisque huit cas seulement ont fait l'objet d'un arbitrage. La procédure de la médiation était très simple. Les arbitres conféraient séparément avec les parties, qui ne se réunissaient que lorsqu'un règlement devenait possible. Les termes de l'accord ne pouvaient être publiés que du consentement des parties. La procédure arbitrale de la loi de 1898

(25) Commons and Andrews, *Principles of Labor Legislation*, p. 140.

(26) H. Marot, *l. c.*, p. 37 et Commons and Andrews, *idid.*

paraissait assez satisfaisante, puisque la décision des arbitres a toujours été acceptée et qu'il n'y a qu'un seul exemple, où l'on ait interjeté appel du jugement.

La législation relative à l'arbitrage a été au contraire peu satisfaisante, après l'abrogation de la loi de 1898. Les cheminots ont traversé pendant quelques années, surtout pendant la guerre, une époque agitée par des troubles, des menaces de grèves etc., qui ont rendu nécessaire l'intervention présidentielle et qui ont motivé le vote du titre 3, relatif à l'arbitrage, de la loi sur les transports de 1920 (27).

La loi déclare que c'est le devoir des compagnies autant que celui des ouvriers « de faire tous les efforts raisonnables et d'adopter tous les moyens utiles pour éviter toute interruption dans l'exploitation des transports (28). En cas de litige, on essaye d'abord d'une conférence des parties, mais si elle ne réussit pas, celles-ci s'adressent aux Bureaux de conciliation des Chemins de fer pour le règlement des litiges du Travail (Railroad Boards of Labor Adjustment), qui peuvent être créées d'un commun accord par les compagnies et les ouvriers et qui ont le but de trouver une solution pacifique du conflit, d'arriver à un arrangement entre les parties. Ils peuvent être saisis soit par l'employeur soit par les ouvriers organisés, soit par une requête de 100 ouvriers non organisés, soit enfin sur la demande d'un bureau des Chemins de fer pour les questions ouvrières

(27) United States Transportation Act du 29 Fév. 1920.

(28) Commons and Andrews l. c. p. 147.

(Railroad Labor Board). Cette institution est le tribunal de dernière instance pour le règlement des conflits du travail. Il se compose de 9 membres, nommés par le président, avec le consentement du Sénat et choisis de manière à représenter dans d'égales proportions, les employeurs, les ouvriers et le public. Les 3 représentants des deux premiers groupes sont choisis sur des listes de 6 personnes, élues par les intéressés eux-mêmes. Les membres du « Labor Board », nommés pour une période de 5 ans, ne doivent avoir aucune relation d'affaires avec les compagnies ou les ouvriers, pendant toute la durée de leurs fonctions. Les parties se présentent devant ce tribunal soit directement, soit en appel des décisions des « Boards of Adjustment ». Le « Labor Board » a le pouvoir de suspendre ou d'annuler toute décision concernant les salaires, s'il estime que cette décision est de nature à rendre nécessaire une refonte générale du tarif des salaires et troubler de la sorte le régime des transports. Pour la fixation du taux des salaires, le « Labor Board » peut prendre en considération les criteriums les plus variés : le prix de la vie, les salaires des autres industries, les risques du métier, le degré de habileté professionnelle, etc.. La loi de 1920 laisse subsister les Bureaux de médiation et de conciliation créés en 1913, en enlevant toutefois à leur compétence toutes les affaires pendantes devant le « Labor Board ».

Dans la plupart des cas, la solution des conflits entre les compagnies et les ouvriers, se trouve plutôt dans la

médiation que dans l'arbitrage. Pendant la guerre, en dépit de ses pouvoirs discrétionnaires, l'administration des chemins de fer n'a jamais eu recours à la force pour imposer ses décisions et l'expérience a prouvé que tant les employeurs que les employés ne sont en général que médiocrement contents de la procédure obligatoire (29).

Ces lois faites en grande partie sous l'influence et parfois sous la pression directe des associations des cheminots (30) ne donnent pas complètement satisfaction au monde du travail. Le législateur s'est engagé cependant dans la voie que les associations fraternelles des cheminots avaient préparée. Les tendances modérées et l'esprit pacifique des associations de cheminots ont inauguré des réformes qui peu à peu s'étendent ou s'étendront à tout le monde ouvrier,

On peut dire avec assurance que les Associations Fraternelles des Cheminots ont réussi dans une très large mesure. Mais ces ouvriers ont-ils réussi à être mieux organisés, plus riches, plus habiles que les autres parce qu'ils ont eu des principes conservateurs et fait usage

(29) Commons and Andrews, l. c. p. 149.

(30) Après l'abrogation de la loi Newlands et pendant que la cour suprême discutait la constitutionnalité de la loi Adamson de mars 1917, les cheminots se sont constamment agités jusqu'au printemps de 1918 pour obtenir de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés. Le Président Wilson a dû intervenir personnellement à plusieurs reprises ; il a accordé aux cheminots la journée de huit heures, il a créé une commission d'arbitrage, une commission des salaires, plus tard un bureau consultatif des salaires et des conditions du travail, Commons and Andrews, l. c. p. 143 et s.

de méthodes modérées, ou bien préconisent-ils ces principes et emploient-ils ces méthodes, parce que plus habiles, plus riches, mieux organisés que les autres ? Il y a une part de vérité dans chacune de ces deux hypothèses. Il est vrai que leur profession opère déjà une sélection parmi eux ; il est vrai que leurs salaires sont plus élevés en général que ceux des autres ouvriers, il est vrai qu'ils ont une position particulièrement forte, parce qu'ils peuvent paralyser toute la vie économique du pays en se mettant en grève. Mais il est également vrai que leur niveau intellectuel et professionnel plus élevé les a déterminés à rejeter la lutte des classes, à chercher des moyens d'action positifs et pratiques pour réaliser leurs revendications et à adopter des principes moraux qui leur font honneur. Leurs salaires plus élevés, ils en ont profité pour se constituer des retraites, des pensions d'invalidité, des assurances contre le chômage, des fonds de réserve. Le droit de grève enfin : ils en ont usé sans doute, et les grèves des cheminots comptent parmi les grèves historiques. Mais l'expérience leur a prouvé que les grèves enrichissent ceux qui les font aussi peu que ceux qui les subissent. Le droit de grève est une arme, et une arme puissante, mais à deux tranchants. Aussi, les cheminots se réservent-ils jalousement ce droit de grève et ils ne veulent pas de l'arbitrage obligatoire, qui les obligerait à y renoncer. Mais, ils en usent avec une prudence extrême et estiment que la solution pacifique d'un conflit vaut toujours mieux que la rupture du contrat du travail.

Le succès a justifié les méthodes des Associations Fraternelles des Cheminots. Sans doute leur politique ouvrière ne saurait être pratiquée dans toutes les conditions et par tous les ouvriers avec un succès égal. Les cheminots américains n'en restent pas moins un exemple intéressant à citer, en contraste avec le syndicalisme européen et aussi avec le syndicalisme américain des travailleurs industriels du monde.

Les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.)

Les Travailleurs Industriels du Monde (Industrial Workers of the World) ne sont pas des trade unionistes. Cependant d'un côté les spécialistes américains des questions ouvrières ont l'habitude de comprendre sous le nom d'unionisme (Unionisme industriel, trade unionisme, nouvel unionisme, etc) la totalité de la classe ouvrière, d'un autre côté par ses tendances, par les éléments qu'il recrute, par ses succès et surtout par ses insuccès, le mouvement des I. W. W. est un sujet d'étude particulièrement intéressant et significatif pour la psychologie du mouvement ouvrier américain.

L'apparition de la nouvelle formation ouvrière des I. W. W. en 1905, était dans l'esprit de ses protagonistes une réaction contre l'orientation de la classe ouvrière par la Fédération Américaine du Travail et les autres organisations trade unionistes existantes. Ces

unions avaient fait faillite, disaient-ils, au double point de vue des conceptions adoptées et des résultats atteints. Elles préconisent la coopération du capital et du travail, et elles nient la lutte des classes ; elles recherchent uniquement des résultats immédiats, une amélioration au jour le jour du sort de la classe ouvrière.

C'est une erreur, disent les I. W. W : « La classe ouvrière et la classe des employeurs n'ont rien de commun. La paix est impossible aussi longtemps que la faim et le besoin se trouvent parmi des millions de travailleurs, tandis que ceux qui composent la classe des employeurs ont toutes les bonnes choses de la vie ».

« Entre ces deux classes la lutte doit continuer jusqu'au jour où les travailleurs du monde s'organiseront comme une classe, prendront possession de la terre et des moyens de production et aboliront le régime du salariat ».

« Nous estimons que la concentration de la direction des industries entre des mains de moins en moins nombreuses, rend les trade unions incapables de lutter avec le pouvoir toujours grandissant de la classe capitaliste. Les trade unions préconisent un état de choses, qui permet à un groupe d'ouvriers d'être opposés à un autre groupe d'ouvriers, dans la même industrie et leur permet de se vaincre les uns les autres dans la guerre des salaires. En plus, les trade unions aident les capitalistes à tromper les ouvriers et à leur faire croire qu'ils ont des intérêts communs avec leurs employeurs ».

« Ces conditions peuvent être changées et l'intérêt

de la classe ouvrière soutenu seulement par une organisation formée d'une telle manière, que tous les ouvriers de chaque industrie où, s'il est nécessaire, de toutes les industries, cessent le travail toutes les fois qu'il y a quelque part une grève ou un lock out, faisant ainsi d'une injustice envers les uns une injustice envers tous ».

« Au lieu de la devise conservatrice » un juste salaire quotidien pour une journée de travail raisonnable », nous devons inscrire sur notre bannière le mot d'ordre révolutionnaire « abolition du salariat ». C'est la mission historique de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme. L'armée de la production doit être organisée non seulement pour la lutte quotidienne avec les capitalistes, mais pour continuer la production quand le capitalisme aura été renversé. En nous organisant industriellement nous formons la structure de la nouvelle société, dans la carcasse de l'ancienne » (1).

Ce langage nous est familier. Il expose les principes du socialisme collectiviste et du syndicalisme européen. Les devises des I. W. W. sont également conformes à ces théories : « le Travail produit toute la richesse » ; « la Force fait le Droit » ; « une injustice envers

(1) C'est le préambule de la constitution des I. W. W., de Chicago, cité par Brissenden dans I. W. W., A study of American Syndicalism Appendice 2 p. 351, 352. La rédaction du préambule de la constitution des I. W. W. de Detroit est un peu différente, mais la teneur en est dentique,

un seul est une injustice envers tous » (2) ; Pas de contrat, pas de compromis » ; Organisation industrielle » ; Une seule grande union » (One big Union) ; « Travailleurs du monde, unissez-vous » (3).

Ces apparences ne doivent pas cependant nous induire en erreur. Le mouvement des I. W. W. est bien plus complexe ; il emprunte, c'est vrai, la plupart de ses principes au syndicalisme européen, mais il est en même temps fortement teinté d'anarchisme et se ressent visiblement des expériences ouvrières, qui l'ont précédé aux États-Unis. La preuve en est que les socialistes sont les adversaires des I. W. W. (4). Les socialistes poursuivent eux aussi l'abolition du capitalisme et du salariat, la socialisation des moyens de production, l'organisation industrielle de la société. Mais, tandis qu'ils poursuivent la réalisation de leur doctrine par l'action politique, les I. W. W. y sont complètement opposés. Pour eux « le nouvel ordre social ne dépendra pas de l'action politique ou d'un Etat politique ; ce sera au contraire une société industrielle, dans laquelle les fonctions du gouvernement, telles que nous les connaissons aujourd'hui, auront cessé d'exister et dans laquelle chaque industrie sera contrôlée par les ouvriers, sans aucune intervention extérieure. » (5).

(2) C'était déjà la devise des « Chevaliers du Travail ».

(3) Hoxie, Trade Unionism in the United States p. 152.

(4) Ce sont les socialistes, qui ont dit malicieusement que les initiales I. W. W. signifiaient : « I won't work, je ne veux pas travailler »

(5) Marot, American Labor Unions, p. 51.

La théorie syndicaliste que chaque groupement d'ouvriers contrôlera l'industrie respective est plus facile à saisir pour les ouvriers que la conception de la propriété collective de tous les moyens de production en vue d'une économie dirigée par l'Etat. Les chefs du mouvement excellent d'ailleurs à traduire leurs théories en formules expressives et en devises sonores, à l'usage du « Rank and File », de la masse — souvent composée d'étrangers — qui les suit (6). Naturellement l'opposition est encore plus marquée entre le mouvement trade unioniste proprement dit et les I.W.W. Toutes leurs conceptions les séparent. « L'organisation trade unioniste est un stade suranné dans l'évolution de la production capitaliste, dit Vincent St-John (7), secrétaire de l'organisation. Au temps de ses débuts elle correspondait au développement de cette époque ; l'ouvrier d'une industrie donnée prenait la matière première et, avec les outils de son métier, finissait le produit de cette industrie, en faisant lui-même toutes les opérations nécessaires. Le résultat fut que les ouvriers se groupèrent dans des organisations, dont les règles étaient déterminées par les outils qu'ils employaient. A cette époque on pouvait parler d'organisation. Aujourd'hui, par l'effet de la spé-

(6) Brissenden l. c. Appendice IX pp. 370 à 380. Des extraits d'un recueil de chansons à l'usage des I. W. W. La brochure s'intitule « Chansons des I. W. W. pour attiser les flammes du mécontentement ». On y rencontre souvent le mot : « Wobbly » ; c'est le nom familier que se donnent les I. W. W.

(7) Vincent St John, *Industrial Unionism*, cité par Marot, l. c. p. 53.

cialisation du processus de la production, de l'invention des machines, de la concentration de la propriété, il ne s'agit plus d'organisation, mais de division. Et, sur le terrain économique, division signifie pour l'ouvrier défaite et dégradation. » Les travailleurs doivent donc cesser de s'organiser par catégories d'industries ; ils doivent suivre la spécialisation de l'industrie moderne, en associant les ouvriers de chaque branche de l'industrie, puis de toutes les industries, en un seul grand groupement, « One Big Union ».

Ces idées et ces tendances ne sont pas nouvelles. Sans parler de leurs modèles européens, elles se retrouvent dans toutes les organisations ouvrières à tendances très avancées (8) à commencer par les « Chevaliers du Travail » (9). Les plus importants et les plus directs précurseurs des I. W. W. furent cependant : 1° L'union des ouvriers de l'Ouest (Western Labor Union), formée en 1898, grâce aux efforts de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, et appelée à partir de 1902, l'Union Améri-

(8) Brissenden, l. c., p. 27 à 53 et Carlton, Organized Labor p. 11 à 62.

(9) L'idée fondamentale des Chevaliers du Travail était l'unité du monde ouvrier. Cette unité suppose une organisation « industrielle » comme celle des I. W. W. et la concentration de tous les pouvoirs de direction entre les mêmes mains. Les Chevaliers voulaient aussi réaliser l'abolition du salariat ; bien qu'opposés en théorie à la violence, au sabotage et à l'action directe, ils furent à ce point de vue des précurseurs des I. W. W., car ils pratiquèrent ces méthodes à plusieurs reprises, particulièrement dans les grèves de chemins de fer du Sud-Ouest en 1886. Ce sont d'ailleurs leurs tendances et leurs méthodes, qui ont amené leurs dissensions et finalement leur disparition. Cf. Chap. 11.

caine du Travail (American Labor Union) ; 2° le parti socialiste ; 3° la Fédération des Mineurs de l'Ouest ; et 4° plusieurs autres groupements de moindre importance comme l'Association Internationale des Travailleurs, l'Association Internationale du Peuple Ouvrier, etc. (10).

Les Travailleurs Industriels du Monde, qui en dépit de leur force numérique limitée, ont gagné une célébrité rapide aux Etats-Unis, ont été organisés dans un congrès qui eut lieu à Chicago en Juin 1905. Le Con-

(10) Nous avons déjà parlé du parti socialiste (Chap. II), qui a adopté d'ailleurs aujourd'hui une attitude hostile aux I.W.W. Il ne sera pas sans intérêt d'exposer brièvement l'histoire des autres groupements ouvriers qui ont précédé par leurs idées ou favorisé par leur action les I. W. W., et qui ont fini — la chose est caractéristique — ou bien par s'affilier à l'A. F. L. ou bien par disparaître complètement.

La Fédération des Mineurs de l'Ouest (Western Federation of Miners) a été fondée en 1893 à Butte, Montana. Affiliée presque tout de suite à l'A. F. L., elle s'en sépara en 1897 et après avoir aidé à l'organisation des I. W. W. en 1905, elle estima plus sage de s'en séparer de nouveau et de s'associer définitivement avec la Fédération Américaine du Travail. Dans les premières années de son existence elle comptait parmi ses chefs William D. Haywood, Vincent St John, etc. plus tard promoteurs des I. W. W. Son programme était avancé ; il comprenait la lutte des classes, la socialisation de la propriété industrielle, l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

En 1898, elle contribua puissamment à la création de la Western Labor Union à Salt Lake City ; en s'établissant en 1902 à Chicago, celle-ci changeait son nom en American Labor Union. Elle n'y vécut que jusqu'en 1905, quand ses membres adhérèrent aux I. W. W. Elle avait adopté le programme du parti socialiste.

L'Association Internationale des Travailleurs fondée en 1871, n'était qu'une branche américaine de l'Internationale européenne de 1864. Elle vivota péniblement jusqu'en 1881, lorsqu'elle fut remplacée

grès avait été préparé par une conférence préliminaire de quelques chefs ouvriers, dont quelques uns étaient étrangers comme William E. Trautmann, Directeur de la « Brauer Zeitung », dont certains autres étaient destinés à jouer un rôle important dans le mouvement de l'organisation et dans le mouvement d'avant-garde en général, comme Eugène V. Debs, fondateur en 1893 de l'American Railway Union, plus tard candidat socialiste à la présidence des Etats-Unis, ou Charles O. Sherman, Secrétaire général de l'Union Internationale des ouvriers de la Métallurgie. Ces hommes estimaient que dans leurs formes actuelles, aucune des organisations

par une autre association internationale dont le siège était à Pittsburgh. Celle-ci essaya en 1887 de s'allier avec le Socialist Labor Party, mais les négociations échouèrent. Elles marquèrent la fin de l'Association, qui n'avait d'ailleurs que 6.000 membres.

L'année 1883 vit la naissance d'une « Association internationale du peuple ouvrier », qui souhaitait « la suppression du gouvernement actuel par une action révolutionnaire internationale, implacable et énergique » et « l'établissement d'un régime industriel basé sur le libre échange des produits équivalents entre les organisations productrices elles-mêmes et sans l'intervention des intermédiaires et des profiteurs ». L'Association était due en grande partie à l'agitation de l'anarchiste allemand John Most. Le nombre de ses membres s'éleva péniblement jusqu'à 7.000 ; en 1888, après l'émeute de Haymarket, l'association disparut.

Une poussière d'autres partis et associations à tendances radicales virent le jour dans plusieurs régions du pays. Il est impossible de les citer tous. Mais après une existence agitée et éphémère, leur fin fut la même : ces organisations ne pouvaient prendre racine sur le sol américain. F. T. Carlton leur a consacré un article intéressant : *Ephemeral Labor Movements* », *Popular Science Monthly*, novembre 1914.

ouvrières existantes n'était suffisamment armée pour lutter contre les puissantes associations des employeurs. Pour les combattre avec succès les ouvriers devaient former une vaste association correspondant aux conditions industrielles modernes, laquelle serait seule en mesure d'assurer l'émancipation du salariat. La Fédération des Mineurs donna son adhésion au mouvement. De nombreuses associations ouvrières locales, dont la diversité est caractéristique, suivirent son exemple. Ce qui est significatif, c'est en effet le grand nombre d'organisations ouvrières composées d'étrangers, Scandinaves, Tchèques, Allemandes, qui adhèrent au mouvement. Parmi les 43 organisations affiliées, 14 appartenaient à la Fédération Américaine du Travail, mais ce n'étaient que de modestes unions locales. Dès son origine, l'organisation des I. W. W. a été caractérisée par la diversité de sa composition : socialistes parlementaires, soit marxistes, soit réformistes, anarchistes, unionistes industriels, trade unionistes enfin ou « fakirs des unions du travail », comme on les appelait par dérision. Cette formation hétérogène devait être l'origine des divisions incessantes, qui caractérisent l'activité de I. W. W. et rendent leur existence précaire. L'histoire des I. W. W. est très instructive à ce point de vue : elle semble montrer — et les exemples européens confirment cette constatation — qu'un germe de destruction compromet inévitablement toute action syndicaliste révolutionnaire. Nous exposerons en quelques mots les malentendus des I. W. W. après avoir

montré ce qu'ils entendent par l'organisation industrielle des ouvriers, par l'unionisme industriel.

En préconisant un nouveau mode d'organisation ouvrière, l'unionisme industriel, les I. W. W. étaient guidés surtout par l'idée qu'ils devaient éviter le caractère trade unioniste, qui causait à leur avis la faiblesse de la Fédération Américaine du Travail. Leur union locale comprendra donc non seulement tous les ouvriers d'une industrie quelconque dans une localité déterminée, mais aussi les ouvriers de toutes les industries connexes ou accessoires travaillant dans la même entreprise (11).

Guidés par cette idée les I. W. W. ont restreint la compétence des unions nationales (12), lesquelles ont

(11) « La plus petite unité d'une union industrielle, dit le Secrétaire Trautmann, comprend les employés d'une entreprise industrielle, fût-elle grande ou petite. Tous les employés des compagnies industrielles devraient également être — quel que fût leur emploi — membres du département respectif des ouvriers déjà organisés. En prenant comme exemple le département des mines, celui-ci devrait comprendre non seulement les ouvriers de la métallurgie, les mineurs employés à l'exploitation du charbon et du sel, tous les ouvriers des puits de pétrole ou des sources de gaz et les diverses usines apparentées à cette industrie, mais aussi les ouvriers des raffineries de pétrole ou de gaz, les ouvriers chargés du transport et de la distribution du pétrole ou de tout autre produit minier dans les centres industriels, petits ou grands. Ils doivent appartenir au département dont font partie les ouvriers des mines ou des puits de pétrole ». Extrait du rapport du Secrétaire-trésorier général, Proceedings, Second I.W.W. Convention (1906, cité par Brissenden), l. c., p. 161.

(12) Ces unions nationales que les I. W. W. appellent « départements » ne peuvent être organisées que lorsqu'une industrie groupe au moins 10 unions locales avec au moins 10.000 membres (convention

un rôle prédominant dans la structure de la Fédération Américaine du Travail. Dans l'organisation des I. W. W., le rôle de ces Unions se borne à contrôler et diriger les unions locales uniquement en ce qui concerne les intérêts professionnels locaux. Dans toutes les questions d'intérêt général affectant les besoins, le bien-être ou l'organisation des ouvriers, le pouvoir d'initiative, de décision ou de contrôle, est entre les mains du Bureau Général Exécutif. (General executive Board). C'est à ce Bureau qu'il appartient de décider de l'opportunité d'une grève, de la tactique à suivre et de l'aide que les unions doivent se prêter mutuellement.

L'organisation des I. W. W. prévoit enfin un dernier rouage, les conseils industriels de district, qui correspondent — tout en ayant un rôle plus important — aux unions centrales des villes (City Central Unions) de la Fédération Américaine du Travail. Ces conseils sont des organisations centrales composées de 7 ou plusieurs unions locales dans deux ou plusieurs industries. Ils sont destinés à diriger les unions locales dans leur district, concurremment avec les unions nationales (départements), qui en fait n'ont pas réussi. Mais ces conseils étaient surtout destinés à jouer un rôle important dans l'organisation de la future société industrielle. « C'est l'objet final des Travailleurs Industriels du Monde, disait

de 1906), Brissenden l. c. p. 164. En 1913 il n'y avait que 3 départements, comprenant 97 unions locales, et 95 unions locales, qui n'avaient pas le nombre requis de membres, pour être groupées en départements. Marot, l. c., p. 59.

en 1906 le secrétaire Trautmann, de préparer le gouvernement de la communauté coopérative, il faut donc prendre des mesures pour organiser les rouages, par lesquels sera mise en mouvement l'administration des villes et des campagnes... Tandis que les fonctions futures de ces conseils consisteront dans la direction des industries par les représentants élus des différentes unions industrielles, leurs attributions actuelles seront de diriger la propagande, d'organiser le travail, l'éducation par des agences centrales, de conduire les grèves et d'aviser aux autres procédés de guerre entre les syndicalistes et les « renards » (Shirkers, exactement les syndicalistes trop tièdes, les hésitants), de surveiller les organisateurs ; en fait, tous les moyens destinés à donner de meilleurs résultats, s'ils sont employés par une direction collective, seront de la compétence de ces conseils » (13).

Cette organisation des I.W.W. destinée non seulement à grouper les ouvriers selon une formule plus heureuse, mais aussi à gouverner la société future, a très mal fonctionné. Depuis sa formation jusqu'à ce jour, l'histoire des I.W.W. est une longue suite de querelles et de divisions entre les dirigeants de l'organisation sur les idéals à poursuivre et sur la tactique à employer. Elles ont fini par amener la scission du parti en deux fractions : les syndicalistes doctrinaires de Detroit et les

(13) Report of the General Secretary-Treasurer, Proceedings, Second I. W. W. Convention (1906, cité par Brissenden l. c. p. 164

anarcho-syndicalistes de Chicago (14). Il nous est impossible d'exposer dans leurs détails toutes les crises traversées par l'organisation des I.W.W. Nous en indiquerons cependant les causes et les résultats, parce qu'ils nous paraissent significatifs pour le syndicalisme américain.

L'idée d'une grande union fortement centralisée reçut une première atteinte dès la première année de l'existence des I.W.W. quand le Congrès décida de supprimer la fonction de Président ; en 1908 l'élément socialiste, partisan de l'action politique, est banni du pouvoir et remplacé par les anarcho-syndicalistes, partisans de l'action directe. A partir de cette époque, la lutte ne discontinua plus entre les adeptes d'un unionisme industriel centralisé, travaillant en vue d'obtenir des résultats immédiats et les partisans du syndicalisme révolutionnaire ou anarchiste, adversaires de la centralisation, préconisant le gouvernement de la masse.

Les adeptes de la décentralisation étaient surtout des ouvriers de l'Ouest, où les industries saisonnières dominent, où il n'y a pas de très grandes industries à orga-

(14) Les derniers seuls continuent à s'appeler I. W. W. Ceux de Detroit ont formé l'Union Industrielle Internationale des travailleurs.

La scission s'est produite après la crise de 1907, qui avait durement frappé les I. W. W. Cet affaiblissement de l'organisation fut encore accentué par la défection des « United Brewery Workers », qui s'affilièrent de nouveau en 1908 à l'A. F. L. et de la puissante « Western Federation of Miners » qui suivit son exemple en 1911. L'histoire des scissions des I. W. W. est longuement relatée par Brissenden, l. c., p. 213 à 255.

niser ; ils considéraient comme inutile et encombrante une autorité centrale. A quoi servirait-elle ? Les unions locales ne sont-elles pas les meilleurs juges de leurs intérêts et de l'opportunité de leurs actions ? A quoi servirait également une trésorerie centrale possédant des fonds importants, quand une poignée de militants était suffisante pour saboter les machines, détruire le matériel, pratiquer en un mot l'action directe. C'est la théorie de la minorité militante (15). Les I.W.W. de l'Ouest ne croient pas à la démocratie ni à l'égalité ; ce ne sont pas des niveleurs. Les révolutions, disent-ils, n'ont pas été faites par la foule ; elles sont l'œuvre d'une minorité intelligente et audacieuse. Les anarcho-syndicalistes de l'ouest sont la minorité intelligente des ouvriers. Le prolétariat n'est pour eux qu'un simple instrument au moyen duquel ils doivent entretenir l'agitation, donner des coups répétés au capitalisme jusqu'au jour où la révolution changera l'ordre social existant.

Au contraire, dans l'Est l'existence des grandes industries a imposé aux I. W. W. une autre attitude. Les ouvriers y ont plus de stabilité, les organisations y sont plus puissantes. Ces circonstances ont accentué le besoin d'une certaine modération, le besoin de la régularité, d'une autorité centrale et permanente, qui caractérisent l'unionisme industriel, suivant la conception primitive des I. W. W.

Les conceptions et les idéals révolutionnaires des

(15) Hoxie, l. c. p. 169 et s.

I. W. W. déterminaient logiquement leurs moyens d'action : la grève, le sabotage, l'action directe.

Les circonstances et les nécessités spéciales de leur situation devaient cependant transformer leur conception de la grève. En général quand les ouvriers se mettent en grève, les chefs ouvriers le savent, ils sont déterminés non par des considérations révolutionnaires, mais par un besoin matériel et immédiat, qui les décide à lutter pour une augmentation ou contre une diminution des salaires, pour la réduction de la journée de travail, etc... L'avènement de la société future est sur un plan tout-à-fait secondaire dans leurs préoccupations. Dans ces circonstances, le succès appartiendra à celle des deux parties qui pourra résister le plus longtemps. La grève devient une épreuve de la résistance financière des ouvriers et des employeurs. Mais cette grève à l'« ancienne mode » a le désavantage d'affaiblir l'esprit militant des ouvriers, car ou bien elle échoue, et alors la puissance des capitalistes en est renforcée, ou bien elle réussit et alors l'esprit révolutionnaire des salariés en sera amoindri, car leur situation matérielle s'est améliorée et ils ont moins de raisons de mécontentement.

Dans la logique des I. W. W. l'ouvrier doit se trouver dans un état de mécontentement perpétuel, qui entretiendra son esprit révolutionnaire. N'ayant pas de fonds ; répudiant la grève trade unioniste, qui tend à embourgeoiser l'ouvrier ; poursuivant en même temps le maintien de l'esprit révolutionnaire, les I. W. W.

ont été amenés à préconiser l'emploi de la grève de courte durée, de la grève intermittente. Celle-ci n'exige pas l'esprit de coopération et de solidarité pendant une longue période de temps ; elle coûte peu, puisqu'elle ne dure pas longtemps (16). La grève peut en outre revêtir une autre forme. L'ouvrier reste au travail, mais il travaille mal, il s'ingénie à produire le moins possible et à déprécier la marchandise, en un mot à limiter la production. C'est un sabotage déguisé ; c'est ce qu'on a appelé la grève perlée et ce que les Américains expriment par « ca'canny » ou « soldiering ». Les I. W. W. se sont donnés comme devise à ce point de vue : « Strike on the job » (Faites la grève même quand vous travaillez). (17). C'est la forme déguisée du sabotage, pour lequel les I. W. W. marquent une préférence particulière, soit qu'ils le pratiquent comme représailles, en conformité de la maxime « à mauvaise paye, mau-

(16) Les grèves à l'ancienne manière doivent continuer, dit J. G. Brooks, mais avec un nouveau but ; elles doivent être rapides et violentes, en vue d'épargner les munitions. Les hommes, même quand ils sont en grève, doivent rester à leur travail, mais déprécier les produits. » Ils doivent retourner brusquement à leur travail, avant l'apparition des briseurs de grève, mais quitter de nouveau le travail jusqu'au jour où « le patron en aura assez ». La grève de courte durée n'a pas seulement le but d'ennuyer les capitalistes, elle doit, comme la manœuvre pour les soldats, devenir l'école pratique pour la préparation de la grève générale à venir. « J. G. Brooks, American Syndicalism, the I. W. W. p. 135,137.

(17) Hoxie, I, c. p. 171. •

vais travail », soit qu'ils l'exercent comme une gymnastique révolutionnaire (18).

Les I. W. W. complètent cette tactique par ce qu'ils appellent le « free speech » et le « boring from within ».

La tactique de free speech adoptée et pratiquée d'une manière intensive à partir de 1909 consiste à organiser des campagnes de propagande révolutionnaire. Des orateurs, délégués en général par des Unions locales, se répandent à profusion à travers une ville, et ils font des discours séditeux, critiquent avec véhémence l'ordre social ét existant, et préconisent la révolution. Comme le public et les autorisés communient dans la même horreur du syndicalisme révolutionnaire, la police intervient et arrête les auteurs des propos séditeux. En règle générale, ceux-ci sont emprisonnés et vivent ainsi quelques temps aux frais des contribuables. Parfois les campagnes de free speech dégénèrent en troubles sanglants comme ceux de « Everett, Washington ; Paterson, New Jersey ; Aberdeen, South Dakota ; Old Forge, Pennsylvania (19).

(18) Les I. W. W. de Los Angeles avaient même fondé un journal : « The Wooden Shoe » (Le Sabot), sur la foi de la légende que le premier acte de sabotage a été commis quand un ouvrier français mécontent a jeté son sabot dans la machine, dont il a arrêté ainsi la marche ; une des devises du journal était : « un coup au travail vaut mieux que dix au bureau de vote » ; une autre disait : « un coup donné à temps en épargne neuf à l'avenir » (a kick in time saves nine). On voit la préférence que les « wobblies » avaient pour les coups. L'étude très minutieuse de Brissenden donne de nombreux détails sur les méthodes préférées des I. W. W.

(19) Brissenden, l. c. p. 62 et s, et appendice VII p. 367.

Voici enfin en quoi consiste la tactique du « boring from within ». En 1913, Tom Mann, le socialiste révolutionnaire anglais, dans un voyage aux Etats-Unis, expliqua aux I.W.W. la tactique de la « pénétration » et de la « pression extérieure » pratiquée par les syndicalistes français. En dehors de la propagande qu'il faisait, il s'agissait pour les I.W.W. d'entrer en qualité de membres dans les unions de la Fédération Américaine du Travail et là, une fois dans la place, saper parmi les adhérents la doctrine trade unioniste et répandre la bonne parole du syndicalisme des I.W.W. (20). C'est la méthode qu'on appelle depuis quelque temps le « noyautage », sous l'influence de Moscou.

Toutes ces méthodes constituent ce qu'on a l'habitude d'appeler l'action directe par opposition à l'action politique. Les I.W.W. n'admettent pas le socialisme parlementaire ; ils veulent que l'émancipation des salariés se fasse par eux-mêmes. La classe ouvrière substituera donc l'action directe des ouvriers à l'action légale indirecte du Parlement et des partis, à l'action politique dans laquelle une démocratie confie ses pouvoirs à ses mandataires. Mais en dehors de ces raisons théoriques, il y a un motif d'ordre pratique pour l'usage de l'action directe ; c'est qu'un très grand nombre des ouvriers de l'Ouest sont étrangers et ne connaissent guère la politique américaine (21).

(20) Brissenden, l. c. p. 299 et s.

(21) Depuis les débuts de leur organisation jusqu'en 1919 les I. W. W. ont eu 65 publications périodiques dont 51 paraissent encore. Sur ce nombre, il n'y a que 20 revues ou journaux américains et 31 publications étrangères : 4 espagnoles, 3 juives, 3 italiennes, 2 russes, 2 hongroises, 2 bulgares, etc...

Ces quelques développements suffisent à nous faire voir quelles sont les positions des I. W. W. par rapport aux autres groupements ouvriers. Il y a entre eux une opposition absolue. Aussi la lutte entre les I. W. W. et la Fédération Américaine du Travail a-t-elle été extrêmement vive.

La Fédération Américaine du Travail — la séparation américaine du travail, suivant l'expression des I. W. W. — disent les représentants du syndicalisme, prétend représenter le mouvement ouvrier du pays, mais en réalité elle n'est pas un mouvement ouvrier. Elle affirme que les intérêts du capitaliste et du salarié sont identiques. Elle nie la nécessité d'une action politique solidaire de la classe ouvrière. La vérité est, qu'elle n'est pas américaine et qu'elle n'est pas non plus une Fédération ; elle ne représente pas le travail, parce que : 1° elle s'est adaptée à des conditions de travail, qui existaient en Angleterre il y a 60 ans ; 2°) elle est divisée entre 116 factions aux intérêts opposés ; 3°) elle distingue les ouvriers suivant leur race et leur pauvreté ; 4°) elle permet à ses membres de faire le service militaire et de tirer sur les autres unionistes en temps de grève ; 5°) enfin parce que les ouvriers qualifiés — les aristocrates du travail — se tiennent à l'écart des ouvriers non qualifiés. (22).

La Fédération Américaine du Travail réplique par des arguments de principe et par des faits. Nous en

(22) Brissenden, l. c. p, 84.

avons déjà donné des exemples. Mais elle s'attache surtout à montrer l'inanité des théories syndicalistes.

« L'organisation des I.W.W. est destructive en théorie comme en pratique, répondent les fédéralistes. Elle voudrait supprimer l'Etat et la propriété privée et leur substituer le collectivisme ou l'anarchie. Elle prétend que la campagne d'éducation de la Fédération et ses réformes continuelles sont surannées et inefficaces, elle préconise l'action directe et la destruction du présent afin qu'une « Utopie » soit bâtie sur les ruines. Suivant les I.W.W. il n'y a qu'un marché qu'ils voudraient faire avec les employeurs, c'est l'abandon du contrôle de l'industrie aux ouvriers organisés. Quand le but est de bouleverser les conditions et les principes économiques actuels, toute politique et toute méthode sont destructives (23). Les I.W.W. n'ont aucun principe moral. S'ils veulent s'emparer des industries privées, c'est parce qu'ils les convoitent et qu'ils espèrent avoir un jour le pouvoir de le faire. La question leur est indifférente, si cette revendication a un fondement immoral. Pour la réaliser ils veulent former une vaste union puissante, compacte, « désireuse de sacrifier les avantages personnels et immédiats à un rêve de perfection future (24).

Leur tactique, c'est la grève générale, l'action directe, le sabotage.

La grève générale leur paraît une solution certaine.

(23) S. Gompers, *Labor and the Common Welfare* p. 201 et s.

(24) Ibid.

« Le simple fait que des groupes d'hommes différents travaillent à des métiers différents, ne présente pas de difficulté à ces théoriciens, qui exigent que tous les ouvriers soient continuellement sur le qui vive pour sacrifier leurs désirs et leur bien-être individuels, et les intérêts de ceux qui dépendent d'eux, pour l'amour de l'Utopie intégrale ». (25).

Comme la grève générale est irréalisable, ils ont recours à des méthodes plus agressives. Le sabotage n'est qu'un autre terme pour destruction. Il ne peut apporter des avantages immédiats aux travailleurs, il leur cause au contraire des préjudices, puisqu'il les prive de leur travail. Mais les I. W. W. espèrent que les employeurs finiront par être si mécontents et si découragés, qu'ils cèderont aux ouvriers la propriété de leur industrie. Espoir bien incertain ! Et puis, dit M. Gompers, « n'est-il pas vrai que si la société est trop communiste pour l'Etat individualiste (d'aujourd'hui), elle est également trop individualiste pour un état socialiste » ? (26).

Ce que la Fédération reproche surtout aux I. W. W. c'est leur lutte des classes incessante, sans aucun égard pour les souffrances infligées aux ouvriers comme à la société. Ne sont-ils pas allés jusqu'à attirer l'attention des garçons de restaurant en grève qu'ils avaient, en servant, la possibilité de supprimer des vies humaines ?

Bien qu'en dernière analyse — particulièrement d'a-

(25) S. Gompers, *Labor and the Common Welfare*, page 201 et s.

(26) Ibid.

près la doctrine la plus récente de la branche de Chicago — l'idéal des I. W. W. soit individualiste à l'extrême, puisqu'il n'y aura plus d'Etat, ni de lois après l'expropriation finale, les méthodes anarcho-syndicalistes exigent des ouvriers un sacrifice de tous les instants. « Les I. W. W. commettent une injustice criminelle en faisant briller devant leurs yeux des idéals inaccessibles, en leur exaltant l'imagination par l'hallucination que dans peu de temps, ils hériteront de toute la terre et de toutes ses richesses. Leurrés par leurs chefs, les ouvriers non organisés, qui n'ont aucune idée des heures de travail, des justes salaires, des conditions sanitaires ou standardisées du travail ; qui, puisqu'ils ne sont pas organisés, ont été privés de toute protection, tyrannisés et cruellement traités par des patrons, qui profitent de leur position dépendante et sans défense, ces ouvriers ont été persuadés que l'organisation des I. W. W. conduira ces conscrits inexpérimentés du travail à la délivrance immédiate, finale et absolue de tout le mal industriel, économique, et social. »... (27).

La politique de la Fédération Américaine du Travail est plus modeste, mais aussi plus efficace. Elle a obtenu pour les ouvriers, des journées de travail plus courtes, de plus hauts salaires, des conditions de travail meilleures. Elle ne cessera pas de croire que les idéals des I. W. W. sont chimériques et que les hommes ne doivent pas s'en préoccuper, qui ont à résoudre le pro-

(27) S. Gompers, *ibid.*

blème pratique d'un logement meilleur, de vêtements et d'une nourriture meilleurs, d'une vie meilleure.

Voilà les deux thèses. Les ouvriers américains ont fait leur choix (28). Tandis que le nombre des membres de la Fédération passait en dix ans — de 1910 à 1920 — d'un million et demi à plus de 4 millions, M. Vincent St John, un des chefs syndicalistes, déclare dans un rapport d'octobre 1911, que le nombre des I. W. W. au courant avec le paiement des cotisations, ne dépassait pas 10.000 membres à cette époque. Le nombre des cartes syndicales délivrées s'élevait à 60.000, pendant les derniers 18 mois, mais à peine un membre sur dix, avoue leur rapporteur, était en règle avec le Trésor. Les I. W. W. étaient donc en déclin; puisque le nombre de leurs adhérents était de 14.000 en 1907, la seconde année de leur existence (29). Leur nombre actuel est très difficile à connaître avec précision. A Detroit, les I. W. W. sont en pleine décadence : leur nombre n'est plus que de 2.000

(28) Les essais de pénétration, de « Boring from within » des I. W. W. dans la Fédération, n'ont jamais réussi. Leurs chefs l'avouent découragés : « Les essais de pénétration, dit Deleon, sont une perte de temps et la seule manière de réussir est de soutenir toujours l'ouvrier, de l'organiser » etc... Eugène V. Debs est également convaincu de l'inefficacité du procédé : « Il n'y a qu'un moyen, dit-il, de faire ce grand changement : c'est de rompre les relations de l'ouvrier avec la Fédération Américaine du Travail et de le faire entrer dans l'Union, qui se propose, dans le domaine économique, de représenter sa classe. Est-il besoin de dire que ce « grand changement » n'a pas réussi ? Brissenden, p. 86 et suivantes.

(29) Brissenden, l. c. p. 269.

environ. A Chicago, Mr Vincent St John l'évalue à 15.000 en 1915, 60.000 en 1906 et 200.000 en 1917 (30).

La vérité paraît être que les I. W. W. comptent aujourd'hui, d'après le dernier rapport à ce sujet (Janvier 1917) environ 60.000 membres, sur 300.000 cartes délivrées en plus de 10 ans, de 1905 à 1917 (31). Les résultats sont évidemment très modestes pour une organisation, qui avait fait le rêve de grouper tous les ouvriers américains. « Pendant huit années d'efforts opiniâtres, elle a à peine réussi à s'attacher moins d'un ouvrier sur 2.000 parmi les travailleurs pays » (32).

Les raisons de l'insuccès des I. W. W. sont nombreuses. Elles tiennent à l'incompatibilité entre leurs

(30) Brissenden, l. c. donne dans l'appendice IV, p. 353 à 359 de nombreux tableaux, mais il est impossible d'en rien déduire de précis. Les chiffres indiqués par M. St. John doivent donner probablement non le nombre effectif des I. W. W., mais le nombre des cartes syndicales délivrées. Les appréciations des auteurs sont très variables, mais ceux-ci sont unanimes à opérer la discrimination entre le nombre des adhérents et le nombre des cartes. H. Marot, l. c. p. 63, dit que le nombre des cartes émises était de 120.000 en 1913, mais que le nombre effectif des membres ne se montait qu'à 30.000. Hoxie s'exprime comme il suit, l. c. p. 140 : « Le nombre actuel des I. W. W. est inconnu même à leurs fonctionnaires. Les registres indiquent un nombre moyen de membres payants de 14.310 pour l'année » (il s'agit de 1913)... la vérité paraît être que 100,000 hommes ou plus ont eu en leur possession des cartes de I. W. W. pendant les 5 dernières années, mais il serait impossible d'évaluer de bonne foi le nombre des membres restants...

(31) Brissenden, l. c. p. 341.

32) Hoxie, l. c. p. 142.

doctrines et le caractère Américain, au recrutement de leurs adhérents, qui sont surtout des étrangers et des travailleurs non qualifiés ; aux divergences d'opinion entre les chefs du mouvement ; à l'organisation insuffisante de leurs associations, enfin à la modicité de leurs revenus et à l'irrégularité de leur gestion financière.

L'ouvrier américain éprouve peu de sympathie pour une organisation révolutionnaire, qui n'a pas pour but direct d'améliorer le sort de la classe ouvrière, mais de provoquer la transformation totale de la structure actuelle de la société pour bâtir une société meilleure (33). Il estime que la politique ouvrière opportuniste et pratique des trade unions vaut mieux qu'une politique destructive,

(33) « La grande masse des ouvriers américains organisés n'est pas constituée par des révolutionnaires conscients, mais par des opportunistes optimistes. Ils désirent d'avantage ici et aujourd'hui. Leur préoccupation est de faire face à des besoins immédiats et de résoudre des problèmes immédiats. Ils placent leur espoir dans l'amélioration progressive des conditions existantes. Ils ont peu de capacité ou de patience pour les spéculations théoriques... Cette attitude est le résultat, d'un côté du caractère de l'ouvrier américain, d'un autre côté des conditions économiques et sociales aux Etats-Unis. L'élément volontaire, traditionnaliste, empirique, est prédominant dans notre mouvement ouvrier comme dans les affaires, dans la politique, dans les questions sociales, et ce caractère, tenant peut-être à la race, a été renforcé par le fait que pendant des générations les conditions économiques et sociales ont été telles, que les ouvriers ont pu placer leurs espoirs dans une amélioration progressive grâce à une action économique et politique constructive. Un mouvement ouvrier ainsi caractérisé a pu assimiler et américaniser les apports étrangers, de la même manière que nous avons en général assimilé et américanisé l'immigrant au point de vue social et politique... Hoxie, l. c. p. 159 et s.

car la première a amélioré sans cesse la situation de la classe ouvrière, tandis que, l'action des I. W. W. a été partout une cause de trouble, de désordre et de chômage, car ce n'est pas un moyen de créer du travail que de supprimer par le sabotage les instruments de ce travail, ni un moyen de rendre l'ouvrier plus heureux, que de le faire espérer une société future idéale. Enfin, si la classe ouvrière doit faire des progrès, c'est par l'organisation des ouvriers les plus habiles, les plus intelligents et les plus éclairés qu'elle les réalisera et non en suivant les directives de la partie pauvre du monde ouvrier, d'une masse amorphe et indisciplinée d'ouvriers migratoires, étrangers et illettrés dans la plupart des cas.

En effet la grande majorité des I. W. W. sont des étrangers. Les ouvriers américains, instruits, ayant fait un apprentissage, ayant une famille, sont employés dans les industries, qui exigent une habileté professionnelle spéciale ; ils ont de la stabilité, un « standard of life » élevé, de hauts salaires, ils sont enfin fortement organisés. Les immigrants étrangers de provenance récente, débarqués par milliers aux Etats-Unis sont au contraire isolés, sans famille, la plupart du temps à la merci de leurs employeurs. Leur manque de préparation les voue aux travaux les plus durs et les moins rémunérés. Tant qu'ils vivent dans une grande ville et sont employés dans une grande industrie, ils font d'habitude partie d'une association étrangère, à caractère nationaliste le plus souvent, qui a son église, des journaux publiés dans la langue de son pays, une salle de réunions, qui assure

enfin, en cas d'accidents à la famille, une indemnité modique par les sociétés de secours mutuels de la communauté. Mais souvent cet ouvrier est obligé d'aller chercher du travail au loin. Les liens avec sa communauté nationale sont alors rompus. L'immigrant devient une proie facile pour les agitateurs et les révolutionnaires. C'est cet élément de la population américaine, qui donne aux I. W. W. le contingent le plus important de leurs troupes. L'existence d'une grande masse — plus d'un million — de salariés mécontents, employés souvent à des travaux périodiques et soumis au chômage, n'ayant pas de domicile stable et pas de famille, menant une existence vagabonde, constitue un problème social de la première importance pour les Etats-Unis (34). Des tentatives d'organisation comme celles des I. W. W. n'ont été heureuses, ni pour la société, ni pour les ouvriers qu'ils ont essayé d'organiser. La solution la meilleure serait leur organisation par la Fédération Américaine du Travail. Malgré les difficultés de la situation, celle-ci s'en

(34) ... 90 o/o des ouvriers migratoires, les vagabonds, les journaliers, les ouvriers agricoles, ceux qui extraient le minerai des mines, qui abattent les sapins pour les avions ou les grands pins destinés à la construction des navires, sont des hommes sans famille, sans travail, sans droit de vote, parce que, à cause de la vie économique instable à laquelle les a condamnés notre industrialisme malade, ils ont perdu la notion des relations de famille, ils ont oublié leurs droits civiques, l'habitude du confort et de la dignité et sont devenus progressivement un groupe ayant la conscience d'être une caste avec moins de droits politiques et sociaux que les autres Américains. Extrait d'une étude du Professeur Parker cité par Carlton Organized Labor, p. 229, Cf. Hoxie l. c. p. 148 e s.

occupe, — nous l'avons déjà vu — et il est à espérer que ses efforts seront couronnés de succès.

Les I. W. W. n'ont pu réussir dans leurs essais d'organisation de cette classe spéciale de salariés, non seulement à cause de leurs conceptions révolutionnaires, qui leur ont aliéné les sympathies de l'Union, et provoqué les représailles des autorités, mais aussi à cause de leur incapacité de se donner des chefs capables et de s'organiser au point de vue financier. Presque tous les chefs de la première heure — Moyer, Debs, Mother Jones, Pinkerton, — qui continuent à jouer un rôle actif dans le mouvement ouvrier, ont été chassés de l'organisation par les éléments extrémistes, ou s'en sont retirés devant l'impossibilité de continuer leur œuvre. Les chefs actuels du mouvement sont des meneurs, qui bornent leur rôle à organiser des grèves et à provoquer des conflits avec la police ou avec l'armée. Ils font partie généralement de ces « héros du travail », qui ont volontairement subi l'emprisonnement pour actes ou propos séditionnels. Ce ne sont pas de véritables leaders ouvriers, mais des redresseurs personnels des torts de la classe ouvrière. Ils ont une certaine prise sur l'imagination simple des travailleurs illettrés, passionnés d'idéologie révolutionnaire. « Ils inventent de nouvelles formes de sabotage, ils dirigent une campagne de « guérillas » contre la société, ils sont membres de comités secrets, provocateurs de la police par des propos séditionnels sur la place publique ; ils créent parmi les ouvriers le sentiment que le seul criterium du droit est la force, que l'op-

position à l'autorité est une vertu et l'emprisonnement un honneur » (35). Des chefs pareils ne pouvaient adopter d'autres méthodes que celles que nous avons énumérées. Ils devaient répudier toute notion de responsabilité. Un auteur Américain (36) qui a écrit sur les I. W. W. une étude objective dit d'eux que leur manque de préparation pour la responsabilité va jusqu'au ridicule. Ils se sont en effet refusés à tout effort financier sérieux pour soutenir le mouvement ouvrier. Leurs cotisations sont infimes et très irrégulièrement payées, et ne servent qu'à la propagande. Ils ne veulent pas devenir des capitalistes comme les trade unionistes, ni entretenir « une horde de politiciens parasites des ouvriers comme les socialistes » (37). Pour mettre en pratique leurs théories et pour exproprier les capitalistes, ils ne comptent pas sur le pouvoir de l'argent, mais sur l'action directe de la minorité intelligente. Ce dédain des I. W. W. pour la création d'un fonds de réserve et pour une bonne gestion financière de leur trésor, a provoqué la désorganisation des associations après chacune de leurs campagnes. Le peu de fonds qu'ils recueillent, les I. W. W. les gèrent d'ailleurs très mal. Avec leur horreur d'une autorité centrale, fortement constituée, les syndicats locaux préfèrent que « leurs fonds soit dissipés par des membres incompetents ou dilapidés par des fonctionnaires incorrects » (38). A tous les congrès, ces ques-

(35) Hoxie, l. c. p. 151.

(36) Brissenden, l. c. p. 13.

(37) Hoxie, l. c. p. 145.

(38) Ibid. p. 147.

tions de mauvaise gestion financière tiennent une place importante. » Nous avons déjà fait l'expérience des secrétaires qui se sont appropriés les fonds » se plaint un délégué ; « non moins de trois ont fait la même chose dans notre syndicat, » avoue un autre. Une troisième déclaration se plaint que la même chose est arrivée trois fois dans le courant de la même année dans un seul syndicat. Des agitateurs professionnels se sont fait un métier, paraît-il, d'aller d'un syndicat à l'autre et de se faire élire trésoriers en vue de s'approprier les fonds. (39)

Il est facile de comprendre, dans ces conditions, pourquoi le syndicalisme n'a pu s'implanter dans le monde ouvrier américain. L'opinion de tous les auteurs américains est très nette à ce sujet. Les statistiques sont également éloquentes. Tandis que le mouvement des I. W. W. qui prétendait devenir une organisation universelle des ouvriers se dépensait dans des efforts stériles, « l'aristocratie du travail », comme les syndicalistes appellent avec mépris la Fédération Américaine du Travail, recrutait 2 millions et demi de nouveaux adhérents, de 1905, année de la création des I. W. W. à 1920 (40).

(39) Ibid.

(40) L'organisation des I. W. W. ne se borne pas aux Etats-Unis et au Canada. Cependant, à l'exception de l'Australie, les essais d'organisation d'un mouvement analogue ont eu peu de succès à l'étranger. Les I. W. W. ont une modeste organisation à Londres et, paraît-il, quelques syndicats dans l'Afrique du Sud et en Nouvelle Zélande. En Australie, leurs organisations ont fait quelque bruit pendant la guerre. Les I. W. W. antimilitaristes se sont livrés à des actes de terrorisme,

Cette situation se maintiendra-t-elle à l'avenir, ou bien les I. W. W. réussiront-ils à grossir leurs rangs ? Il est extrêmement probable que l'insuccès des I. W. W. est définitif. Une période de dépréciation économique pourrait augmenter provisoirement le nombre de leurs adeptes, par le mécontentement qu'elle aura provoqué, mais, une fois la prospérité revenue, les travailleurs américains retourneraient - un siècle d'histoire ouvrière le prouve - à l'organisation trade unioniste, conforme à leur caractère et à leurs traditions et confirmée par une longue expérience.

qui ont provoqué en 1916 des représailles énergiques de la part des autorités et leur ont valu, par exemple, dans la nouvelle Galles du Sud, une condamnation pour haute trahison et incendie avec préméditation. A Sydney 15 I. W. W. ont été jetés en prison et condamnés à une amende de 250.000 livres. En décembre 1916, la Chambre des Représentants a voté une loi qui déclarait illégales leurs associations pendant la durée de la guerre. En 1918, les syndicalistes révolutionnaires se sont réorganisés sur le modèle américain dans une « union industrielle des travailleurs d'Australie ». Ils ont adopté presque mot pour mot la constitution des I. W. W. de Chicago. Cf. Brissenden, l. c. p, 341 à 346.

VI

Les ouvriers américains et la guerre

La guerre de 1914-1918 a donné un puissant essor aux trade unions américaines. La Fédération Américaine du travail a vu le nombre de ses membres passer en six ans, de 1914 à 1920, de deux à quatre millions. Il s'est produit de nos jours sur une plus grande échelle, un phénomène identique à celui qui avait suivi la guerre civile, qui marque aux Etats-Unis le véritable début d'un mouvement ouvrier important. Pendant la guerre européenne, surtout à partir de 1917, après l'entrée en action de l'Amérique, la prospérité économique des ouvriers américains a atteint un niveau inconnu jusqu'à cette époque. Pendant une guerre moderne chaque soldat a besoin de plusieurs ouvriers, qui fabriquent à l'arrière sa nourriture, son équipement, ses munitions. Or, les Etats-Unis travaillaient non seulement pour leur propre armée, mais pour tous les Alliés. Pratiquement il n'y a plus eu un seul chômeur en Amérique. Les

usines travaillaient de jour et de nuit avec trois équipes. La demande incessante de marchandises provoquait une demande correspondante de main-d'œuvre, augmentée encore par la cessation totale de l'immigration à partir de 1914. Les prix se sont élevés ; la hausse des salaires a suivi et parfois précédé celle du coût de la vie.

Des raisons économiques et des convictions politiques que nous examinerons rapidement, déterminaient la grande majorité des ouvriers à souhaiter l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés des Alliés et à donner leur appui loyal au gouvernement du pays.

La Fédération Américaine du Travail qui représentait pratiquement tout le monde ouvrier américain, a fait cette guerre sienne, en la considérant comme la lutte de la démocratie contre l'autocratie.

Le 12 mars 1917, un mois avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, se réunissait à Washington, au siège de la Fédération Américaine du Travail, une conférence à laquelle participaient des représentants de toutes les unions nationales et internationales de la Fédération et des Associations fraternelles des cheminots (1).

Cette conférence de travailleurs vota à l'unanimité une motion en faveur de la guerre, à une époque où les Américains se rendaient compte sans doute que leur entrée en guerre s'imposait comme une obligation impérieuse, mais où le gouvernement n'avait encore pris au-

(1) S. Gompers, *American Labor and the War*, pp. 48 et s. ; 112 et s. ; 139 et s. ; 240 et s. ; 289 et s. etc...

cune décision. Nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt de donner une brève analyse de cette déclaration, car la manière dont les organisations trade unionistes ont réagi pendant les circonstances extraordinaires de la guerre sera, au terme de cette étude, la meilleure démonstration du caractère national et démocratique du mouvement ouvrier américain, en même temps que le meilleur exemple de la politique réaliste et opportuniste par laquelle elles entendent réaliser leurs revendications.

Les travailleurs des Etats-Unis, disait en résumé la déclaration du 12 mars 1917, ne sont ni une secte, ni un parti; ils parlent au nom de millions d'Américains, réunis ensemble par la communauté de leurs besoins et qui se rendent compte que les armes de la paix, les outils du travailleur, domineront à l'avenir les outils de la guerre, les armes de la destruction. Mais aujourd'hui il y a la guerre: le temps n'est pas encore où les guerres seront abolies. Il faut donc tenir compte de cette situation. La guerre européenne dépasse par son ampleur les guerres du passé: elle ne représente pas seulement la lutte de deux armées, mais le conflit de deux industries, de deux économies nationales. Elle pose donc des problèmes, qui touchent au plus haut degré les ouvriers, car s'il y a dans la société moderne « une organisation potentielle appelée à réaliser les idéals et les institutions de la démocratie, c'est le mouvement des ouvriers organisés ».

Les travailleurs, dont le rôle a été insignifiant dans les guerres du passé, ont acquis aujourd'hui la conscience

de leur droit et de leur force. La guerre européenne a montré que les gouvernements dépendaient des masses laborieuses. Celles-ci doivent donc avoir une voix dans la conduite de la guerre. Les ouvriers Américains ont une organisation par laquelle ils font connaître leurs croyances, leurs demandes et leurs buts : la Fédération, qui ne parle pas d'ailleurs en son nom seul, mais au nom de tous ceux qui ont des intérêts communs.

Les travailleurs demandent donc que, pendant la guerre comme en temps de paix, leurs droits soient sauvegardés. Les ouvriers doivent être protégés contre l'exploitation des profiteurs, leurs salaires doivent être justes et suffisants à les faire vivre, les conditions du travail doivent être humaines, en un mot les employeurs et le gouvernement ne devront pas se départir des règles de la justice économique, qui déterminent en temps de paix leurs relations avec les ouvriers. Si ce droit des travailleurs est respecté, ceux-ci ont de leur côté l'obligation de défendre leur pays, soit sous la forme du service militaire, soit sous celle du service industriel, essentiels tous les deux à la défense nationale. Mais si les ouvriers donnent ainsi leur vie ou leur travail, un sacrifice identique doit être demandé aux employeurs : « Si l'on demande aux travailleurs, en temps de danger national, un service plus épuisant que ne le permettent les principes de l'humanité et du bien-être, ce service ne devrait être demandé que lorsqu'il est accompagné d'un surcroît de garanties et de sécurité et lorsque les profits tirés par l'employeur de l'industrie, où les ouvriers sont

employés, auront été limités par un pourcentage fixe », (2) à déterminer suivant le prix de revient des produits. En effet les ouvriers ne se font pas d'illusions sur les procédés des employeurs, mais ils reconnaissent en même temps que c'est de la sécurité de la république que dépendant les idéals de la démocratie, qu'ils doivent défendre à leur tour, à l'exemple de leurs ancêtres, qui par leurs luttes ont fait des Etats-Unis un pays libre. « Les travailleurs se rendent compte de la valeur de la liberté et ils savent que la liberté n'est maintenue que par ceux qui ont la volonté d'affirmer leurs revendications et de défendre leurs droits. Les travailleurs américains se sont toujours opposés aux conflits inutiles et à toutes les guerres d'expansion, d'exploitation ou d'asservissement, cependant ils ont eu leur part dans les grandes révolutions du monde, dans les combats menés pour établir des institutions démocratiques, une plus grande liberté, des idéals de justice humaine » (3). Les ouvriers protestent contre le militarisme, instrument de despotisme et d'exploitation, mais ils estiment que c'est le devoir d'une nation de se défendre contre l'injustice et l'invasion. Cette défense se fait — nous l'avons déjà dit — à l'aide du service militaire et du service économique. Or ces deux services sont différents par leur nature : c'est pourquoi les ouvriers demandent que pendant la mobilisation on tint compte de cette différence

(2) Déclaration du 12 mars 1917, dans *American Labor and the war*, p. 293.

3) Ibid.

et que la charge de l'organisation industrielle, commerciale et des transports fût confiée, en raison de leur compétence, aux institutions qui s'en sont occupées en temps normal. A cet effet la collaboration du gouvernement avec le mouvement ouvrier organisé est indispensable. Les changements dans l'organisation industrielle — inévitables en temps de guerre — devront être faits par les représentants du gouvernement d'accord avec les trade unions. Les ouvriers devront également être représentés dans les administrations touchant à la défense nationale, particulièrement dans les bureaux chargés de la publicité, car les ouvriers ont toujours eu beaucoup à souffrir en temps de guerre de l'impossibilité d'exposer librement leurs griefs. Enfin les femmes employées dans les usines de guerre auront droit au même salaire que les hommes pour le même travail sans aucune distinction en raison du sexe.

Les ouvriers estiment qu'ils ont acquis le droit de formuler ces demandes. Elles sont l'expression de cette démocratie américaine, qui a l'amour de la paix, mais ne craint pas la guerre pour la défense de la liberté et de la justice. Les membres de la Conférence s'engagent donc à servir sans réserve les intérêts de la République et font « appel à leurs camarades ouvriers et à leurs concitoyens de prêter, avec dévouement et patriotisme, un service identique, au nom sacré du travail, de la justice, de la liberté et de l'humanité » (4).

(4) Déclaration du 12 mars 1917, *ibid.* p. 295.

Cet appel eut un écho retentissant. Il rallia l'immense majorité des travailleurs à l'exception des I. W. W. et d'une petite fraction des socialistes. L'idéalisme du programme du 12 Mars n'était cependant pas incompatible avec la nécessité de sauvegarder les droits des ouvriers et de continuer la lutte pour l'amélioration de leur sort, même pendant la guerre, dans les limites tracées par les besoins de la défense nationale. Ce double point de vue a été la préoccupation constante des chefs ouvriers pendant la guerre. Tout en faisant parmi les travailleurs une propagande inlassable pour la guerre, Mr. Gompers n'a jamais manqué une seule occasion d'obtenir ou d'insister pour obtenir des conditions meilleures pour le travail (5). Il a trouvé des arguments puissants et des formules heureuses pour plaider la nécessité de la guerre et pour attacher les ouvriers à la cause de la République. « L'Amérique est un idéal » (6), la démocratie américaine est un modèle que l'Europe doit suivre, mais l'Amérique et la démocratie sont menacées par le militarisme allemand. C'est pourquoi « le militarisme doit être détruit », « l'Amérique doit lutter pour la sauvegarde de la démocratie », car elle lutte alors pour sa propre défense nationale. Mais « cette croisade pour la liberté », pour une « démocratie sans militarisme », cette « guerre contre la guerre » ne peuvent être menées que si les ouvriers consentent des sacrifices. En effet « la liberté n'est pas un don » ; les ouvriers comme les

(5) S. Gompers, *American Labor and the War* pp. 98, 102, 128, etc.

(6) S. Gompers, *Ibid.* p. 175 et s.

autres citoyens devront sacrifier « le dernier homme et le dernier dollar pour la liberté » (7).

Mais si les ouvriers faisaient ainsi leur devoir envers leur pays, celui-ci devait à son tour tenir compte de cette attitude, maintenir les droits des ouvriers, continuer activement son œuvre de protection légale des travailleurs et les associer à la conduite de la guerre. Nous examinerons plus loin l'activité des trade unions pendant et immédiatement après la guerre ; nous considérons nécessaire, avant d'entreprendre cet examen, d'exposer en quelques mots l'opposition qu'une fraction des ouvriers américains a fait à la guerre et les mesures prises par le gouvernement pour assurer à cet égard la défense nationale.

En ce qui concerne les socialistes, la plupart d'entre eux ont soutenu les efforts du gouvernements ; ils se sont associés aux trade unionistes pour former en 1917 une « Alliance pour le travail et la démocratie » favorable à la guerre. Les antimilitaristes, sous la direction de M. Debs, ont essayé d'entreprendre une action de propagande contre la guerre, mais ils ont été poursuivis par les autorités, jugés et condamnés à la prison. M. Debs fut du nombre, et il était en prison quand son parti

(7) Toutes ces formules, popularisées par M. Gompers, sont les titres qu'il donnait à ses articles ou des thèmes qu'il développait dans ses discours. Ces derniers ont été réunis en volume en 1919 ; ils forment la première partie de « American Labor and the War ». La seconde partie contient des rapports et divers autres documents relatifs aux cinq Congrès tenus par la Fédération américaine du Travail pendant la guerre, de 1914 à 1918.

posa en novembre 1920 sa candidature à la Présidence de la République.

Certains trade unionistes pacifistes étaient également adversaires de l'entrée en guerre des Etats-Unis ; ils reprochaient à leurs camarades d'avoir accepté la guerre, qui devait, disaient-ils, mettre en danger les droits acquis des ouvriers. Ils formèrent pendant l'été de 1917 un « conseil des ouvriers pour le maintien des droits du travail ». Mais l'existence de ce conseil fut éphémère et son activité illusoire : la masse ouvrière suivait loyalement ses chefs.

Pendant l'automne de 1919 les représentants de la Fédération Américaine du Travail commencèrent une campagne énergique contre les « Rouges », communistes, socialistes, etc... ; ils repoussèrent avec fermeté toute solidarité du travail organisé avec les théories ou l'activité révolutionnaires des antimilitaristes. Le Commissaire de l'Immigration prit la décision, en conformité de la loi de 1918, d'expulser des Etats-Unis tous les étrangers faisant appel à la violence pour renverser l'ordre social existant. Les effets de cette disposition ne devaient pas être limités à la durée de la guerre. Quelques mois avant l'armistice un premier chargement d'expulsés fut transporté en Europe, en exécution de cette mesure.

Une fraction du monde ouvrier, celle des Travailleurs Industriels du Monde, fut, plus que les autres, considérée comme dangereuse pour la sûreté de l'Etat et

son activité fut l'objet de mesures législatives rigoureuses.

En effet malgré leur faiblesse numérique, les I. W. W. ont sérieusement inquiété l'opinion publique américaine. La violence de leurs théories, l'éclat de leurs exploits, dépeints avec le grand luxe de détails et l'exagération coutumière à la presse de grand tirage américaine, ont induit en erreur le public, qui a surestimé le nombre des Travailleurs industriels du monde et a été alarmé par le danger que courait la société. Bien que démesurée, cette crainte a trouvé son écho surtout à l'occasion de la guerre. Conformément à leurs principes les I. W. W. ont pris position contre l'entrée en guerre des Etats-Unis. Ils ont organisé la propagande contre le recrutement de l'armée et conçu contre les usines de munitions une série d'attentats, dont le nombre devait se monter à plus de dix-sept mille, suivant l'acte l'accusation dans le procès des I. W. W. de Chicago. En effet pendant la guerre plus de cent I. W. W. ont été arrêtés sous l'inculpation d'attentat à la sûreté de l'Etat. (8) Leur procès a été jugé pendant l'été de 1921 à Chicago et le jury a reconnu coupables la plupart d'entre eux. William D. Haywood, secrétaire de l'organisation et quatorze I. W. W. ont été condamnés par le juge K. M. Landis à vingt ans de prison ; trente-trois autres ont eu vingt-huit ans de prison ; un autre groupe de trente-trois, dix ans ; douze autres inculpés furent condamnés à une année et un

(8) Brissenden, l. c. p. 8.

jour ; les deux derniers enfin n'eurent que dix jours de prison. Excepté pour les deux derniers, la prison se cumulait avec des amendes, qui variaient entre vingt et trente mille dollars par tête. La somme globale des amendes pour les quatre-vingt-quinze condamnés s'élevait à 2.750.000 dollars (9).

Ces mesures énergiques avaient d'ailleurs été précédées dans tous les Etats, où les I. W. W. développaient quelque activité, par des lois sévères contre ce qu'elles définissaient le « syndicalisme criminel ». Bien qu'aucune d'entre elles ne mentionnât le nom des I. W. W., ces dispositions législatives étaient visiblement dirigées contre eux. Pendant la guerre, de 1917 à 1919, des lois contre le « syndicalisme criminel » furent votées par les Etats de Californie, Idaho, Michigan, Minnesota, Montana, Nebraska et les deux Dakota du nord et du sud (10). Les Etats d'Arizona et de Washington suivirent le mouvement, mais les lois n'y furent pas mises en vigueur, car les gouverneurs de ces deux Etats opposèrent leur veto. Les textes concernant le syndicalisme procèdent tous de la même conception et appliquent avec des différences de détail, les mêmes peines (11). Nous donnerons une brève analyse de la loi de l'Etat

(9) Ibid.

(10) Les Chambres législatives d'Idaho et Minnesota votèrent ces lois respectivement le 14 mars et le 13 avril 1917 ; celles de North Dakota, Montana, South Dakota et Nebraska, le 30 janvier, le 21 février, le 23 mars et le 9 avril 1919 ; celles de Californie, enfin, le 5 mai 1919.

(11) Brissenden, l. c. p. 381 et s. cite le texte complet des lois anti-syndicales de Minnesota, Idaho et Montana.

d'Idaho, du 14 mars 1917, pour montrer avec quelle sévérité les Américains entendent traiter les syndicalistes révolutionnaires.

Le syndicalisme criminel est défini par la loi comme une « doctrine qui préconise le crime, le sabotage, la violence ou d'autres méthodes illégales de terrorisme, comme des moyens destinés à réaliser des desseins économiques ou politiques ». La propagation d'une telle doctrine est considérée comme constituant le crime de « felony ». Dans sa seconde section, la loi énumère les éléments constitutifs de ce crime. Sera coupable de « felony » toute personne

1) qui, de vive voix ou par écrit, aura préconisé ou enseigné l'usage de la violence, du crime, du sabotage ou d'autres méthodes illégales pour réaliser une revendication politique ou économique ;

2) qui aura publié, imprimé, édité, fait circuler, vendu, distribué ou étalé quelque livre, journal ou document écrit que ce soit conseillant ou enseignant l'emploi des méthodes ci-dessus ;

3) qui aura commis ou tenté de commettre une des actions énumérées dans la définition du syndicalisme criminel, dans le but d'en répandre la doctrine ;

4) enfin, toute personne qui aura organisé ou essayé d'organiser ou qui sera devenue membre d'une société, groupe ou assemblée constituée en vue d'enseigner les doctrines du syndicalisme criminel.

Le crime constitué par un de ces éléments est puni d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans ou

d'une amende de 5.000 dollars au plus. Les deux peines peuvent d'ailleurs se cumuler. Dans l'état de Minnessota, les peines sont moins rigoureuses : cinq ans de prison et 1.000 dollars d'amende ; dans l'Etat de Montana, la durée de l'emprisonnement varie d'une année au moins à cinq au plus, et l'amende d'un minimum de 200 à un maximum de 1.000 dollars.

Le fait de s'associer expréssément en vue de propager les doctrines du syndicalisme criminel est également qualifié de « felony ». Il est puni des mêmes peines dans l'Etat d'Idaho, mais, en général de peines plus graves dans le reste des Etats : dix ans de prison ou 5.000 dollars d'amende au plus, ou les deux peines appliquées cumulativement dans le Minnessota; une année de prison et 200 dollars d'amende au moins, mais avec la faculté pour le juge de condamner à plus de cinq ans de prison et plus de 1.000 dollars d'amende, dans l'Etat de Montana.

Enfin toute personne — propriétaire, locataire, concierge, surveillant, etc. — qui par son silence ou sa tolérance se rendra sciemment et volontairement coupable d'avoir permis une réunion de syndicalistes révolutionnaires, sera réputée complice, inculpée du délit de « misdemeanor » — moins grave que le crime de felony — et punis d'une amende de 500 dollars au plus ou de l'emprisonnement d'une année dans la prison du comté ou des deux peines cumulées. Les peines édictées par les Etats de Montana et de Minnessota pour ce dernier délit sont identiques. Comme presque toujours

aux Etats-Unis on a discuté la constitutionnalité de ces lois : un arrêt de la cour suprême, en date du 19 avril 1918, au sujet de la loi du Minnesota, a reconnu que celle-ci était constitutionnelle.

Quelques semaines plus tard le Sénat des Etats-Unis votait à son tour une loi contre le sabotage, dans laquelle les I. W. W. n'étaient pas expressément mentionnés, mais dont l'objet était visiblement le syndicalisme révolutionnaire. Cette loi, votée le 6 mai 1918, déclarait illégale toute association, dont le but était « d'amener un changement gouvernemental, social, industriel ou économique aux Etats-Unis, par l'usage illégal de la force physique, de la violence, de toute atteinte matérielle aux personnes ou à la propriété », par la menace d'user de ces moyens ou par la propagande conseillant l'emploi des méthodes révolutionnaires. Devaient être punis, en conformité de cette loi, d'une amende de 5000 dollars au plus et d'un maximum de 10 ans de prison, toute personne, 1) qui devenait ou continuait à demeurer membre d'une pareille association ; 2) qui parlait ou agissait en qualité de représentant ou fonctionnaire d'une organisation illégale, suivant la définition ci-dessus ; 3) enfin qui publiait ou distribuait des publications préconisant des méthodes déclarées illégales, en vue d'amener « un changement gouvernemental, social, industriel ou économique (12) ». La dernière section de la loi était identique aux lois déjà mentionnées des Etats : elle punissait de 500 dollars

(12) Brissenden, l. c. p. 347.

d'amende et d'une année de prison au maximum les propriétaires ou autres personnes, qui toléraient les réunions des associations illégales.

La loi du Sénat était faite pour la durée de la guerre ; celles des Etats, bien que votées pendant les hostilités, n'étaient pas édictées spécialement en vue de ces circonstances extraordinaires ; aussi continuent-elles à être en vigueur. Unissant leurs pénalités rigoureuses à la réprobation de l'opinion publique pour les associations syndicalistes révolutionnaires, ces lois ont contribué à désorganiser les I. W. W. et à diminuer la violence de leur action.

Le courant créé par M. Gompers et par les autres chefs ouvriers était trop puissant pour que les efforts pacifistes aient pu l'abattre de sa direction. L'immense majorité des travailleurs a accepté la guerre, qu'elle considérait comme la guerre du travail (13), comme une croisade pour la liberté et la démocratie. Le gouvernement, comprenant l'importance du mouvement ouvrier et la contribution considérable que les ouvriers pouvaient apporter à la victoire, a approuvé presque toutes les revendications énumérées par les ouvriers dans la déclaration du 12 mars 1917 et il a fait une large place aux représentants des ouvriers dans les administrations de guerre. Ceux-ci donnèrent au gouvernement

(13) En février 1918 le Comité exécutif de la Fédération américaine du Travail déclarait textuellement : « Cette guerre est la guerre du travail ».

un concours loyal ; par leur connaissance des questions ouvrières, par leur autorité sur leurs camarades, enfin par leur modération et leur sagesse, leur collaboration fut précieuse pour le gouvernement de M. Wilson, qui accorda une attention particulière aux questions ouvrières.

Dès le début des hostilités, M. Gompers fut nommé Président du Comité Consultatif de sept membres chargés de donner son concours au Conseil de la Défense Nationale pour tout ce qui touchait les questions ouvrières. En outre les ouvriers eurent leurs représentants dans presque toutes les organisations de guerre : comités du charbon, du ravitaillement, du combustible, offices des industries de guerre et, ce qui est plus significatif, dans la commission chargée des bénéfices de guerre (14).

Le Département du Travail (15), à la tête duquel se trouvait un ancien ouvrier mineur, W. B. Wilson, a joué pendant la guerre un rôle considérable. En dehors de ses attributions ordinaires il a accordé une attention spéciale pendant les hostilités à la répartition du travail dans les usines, aux transports, à l'établissement de

(14) M. Beard, l. c. p. 152.

(15) Créé par la loi du 4 mars 1913, le Département du Travail a pour attribution principale la médiation et la conciliation dans les cas de conflit entre le Travail et le Capital. Le département ne commença à fonctionner régulièrement qu'à partir du mois de Juillet 1914. Son activité a été efficace : de 1915 à 1919 le Secrétaire du Travail a eu à connaître de 3644 conflits sur lesquels il y a eu 2539 règlements pacifiques. Commons et Andrews, l. c. p. 144 et s.

conditions de travail et de salaires standardisées, à l'insertion de clauses uniformes concernant le travail dans tous les contrats passés par le Gouvernement. Il a créé spécialement deux organismes, qui ont eu une influence heureuse pendant la guerre sur les relations du capital et du travail. Ce furent : 1) l'Office National de Guerre du Travail (National War Labor Board), créé en avril 1918 par une proclamation présidentielle et 2) le Bureau pour la politique ouvrière de guerre (War Labor Policies Board), créé en juin 1918.

Le premier était composé de représentants des ouvriers et des employeurs en nombre égal ; il était destiné à éviter les frictions entre le monde ouvrier et le monde patronal pendant la guerre et à assurer le plein rendement de l'industrie nationale. Il a posé plusieurs principes dès le début de son fonctionnement : les grèves et les lockouts devaient être évités pendant la guerre par l'emploi de la médiation et de la conciliation. L'office a créé à cette fin des organisations locales pour le règlement des conflits du travail ; en cas d'échec, les partis se présentaient devant l'office, et si celui-ci était impuissant à régler le différend on recourait à un arbitre nommé par le Président. L'office refusait de prendre en considération tout conflit, dans lequel cette procédure avait été écartée. Enfin, il reconnaissait sans réserves tant aux ouvriers qu'aux employeurs le droit de s'organiser, de même que le droit de conclure des contrats collectifs de travail. Les décisions de l'office national de guerre du travail étaient dépourvues de sanction légale ; mais

l'institution faisait aux sentiments patriotiques des parties un appel qui n'était pas dénué d'efficacité puisque, sur 1.245 cas dont il eut à connaître, les partis ne refusèrent que trois fois de se soumettre à ses décisions (16).

Ce fut le cas de la Compagnie des Télégraphes « Western Union » et de la Manufacture d'armes Smith et Wesson de Springfield, Mass., qui faisaient des distinctions entre les ouvriers unionistes et les autres. Le Président soutenu par le Congrès, soumit les deux compagnies au contrôle du gouvernement. Dans le troisième cas la résistance venait de la part des ouvriers de Bridgeport, Conn. ; sur l'injonction du Président, les ouvriers menacés de renvoi, acceptèrent la décision de l'office (17).

La seconde organisation était surtout une commission d'études destinée à étudier la question des relations du capital et du travail, le contrat collectif, les mesures de sécurité dans les manufactures, les conditions sanitaires du travail, etc. (18).

Le Labor Policies Board a développé une activité intéressante. Il a fait des enquêtes, il a consulté les représentants des ouvriers au sujet de diverses questions ouvrières, il a formulé des principes, dont beaucoup

(16) Le succès du National Labor Board doit être attribué tant à sa composition qu'aux circonstances extraordinaires dans lesquelles il fonctionnait. Il est dû aussi pourtant, en très grande partie, à l'opinion des ouvriers que le Président Wilson était sympathique à la cause des travailleurs. Carlton, *Organized Labor* p. 285.

(17) Commons et Andrews, l. c. p. 145 et s.

(18) M. Beard, l. c. p. 153 et s.

ont eu une application immédiate. Il a insisté pour le maintien de la journée de huit heures, partout où elle appliquée et a fait des efforts pour son extension toutes les fois que la réduction de la durée du travail était rendue possible par les conditions économiques et par les besoins de la défense nationale. Il a formulé des desiderata pour un salaire suffisant pour tous les ouvriers qualifiés ou non qualifiés. Il a enfin fixé des règles relatives au travail des femmes : la journée de huit heures, le repos hebdomadaire, la prohibition du travail de nuit et du travail à domicile, l'égalité des salaires avec les hommes pour un travail égal, des mesures sanitaires et de sécurité, etc. . . Cette réglementation du travail des femmes s'imposait plus que jamais. En effet la guerre a amené l'emploi des femmes sur une large échelle dans les transports urbains et les chemins de fer et particulièrement dans les usines de guerre, où leur nombre s'élevait à 1.266.000 en Janvier 1918 (19).

Malgré l'activité du Département du Travail et de ses organisations de conciliation, les conflits entre le Capital et le Travail ne regurent pas toujours une solution pacifique. Les conditions du travail étaient trop variables, la hausse des prix et des salaires trop rapide et trop désordonnée pour que les conflits pussent être entièrement évités. Bien que moins fréquentes qu'en temps de paix, les grèves furent relativement nombreuses. Le rapport de 1918 de la Fédération Américaine du Travail

(19) Ibid. p. 154.

mentionne, pour l'année, 1515 grèves engageant 234.000 ouvriers et coûtant à la Fédération près d'un million et demi de dollars. Leur résultat fut, dans une très large mesure, favorable aux ouvriers, puisque 204.000 des grévistes améliorèrent leurs conditions de travail. Des interventions étrangères n'ont peut-être pas été sans influencer certains ouvriers. En effet, dès 1915, M. Gompers déclare que « indépendamment des sympathies pour l'une ou l'autre des nations engagées dans la guerre, sans la loyauté des chefs des organisations ouvrières, il y aurait eu de grandes grèves déclarées, à l'instigation de certains gouvernements étrangers » (20).

Certaines de ces grèves donnèrent lieu à des représailles violentes de la foule, animée de sentiments xénophobes. La grève déclarée à Bisbee, Arizona, par l'Union Internationale des Mineurs, des ouvriers métallurgistes et des fondeurs donna lieu par exemple, à une véritable guerre civile. La foule accusa les grévistes d'être à la solde des Allemands et de subir l'inspiration des I. W. W. ; elle les chassa de la ville ou les malmena et ce ne fut que grâce à l'intervention des troupes fédérales que l'ordre fut rétabli.

Une grève identique, mais provoquée cette fois par les I.W.W. qui demandaient la journée de huit heures, éclata dans les exploitations forestières des Etats de Washington et de l'Orégon, qui fournissaient le bois pour la construction des avions. Les mêmes scènes qu'à

(20) S. Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 227.

Bisbee se déroulèrent : émeutes, meurtres, lynchage des grévistes. Les troupes fédérales intervinrent, mais les employeurs cédèrent aux demandes des grévistes (21). Ces violences n'avaient d'ailleurs rien d'inaccoutumé ; même en temps normal les troubles xénophobes sont assez fréquents aux Etats-Unis, où de véritables guerres civiles éclatent de temps à autre entre deux quartiers d'une ville habités par des populations différentes.

Pendant la guerre le gouvernement s'est en général montré conciliant envers les grévistes et il a souvent cédé à leurs demandes ou à leurs menaces. C'est ce qui est arrivé particulièrement dans le cas des cheminots. Un mois avant la déclaration de guerre des Etats-Unis, les cheminots avaient menacé de se mettre en grève à cause des retards apportés par la Cour Suprême dans sa décision relative à la constitutionnalité de la loi Adamson de 1916 sur l'arbitrage. Le Président chargea immédiatement un comité du Conseil de la Défense Nationale d'offrir sa médiation entre les ouvriers et les compagnies. Un accord collectif fut signé établissant la journée de huit heures et nommant une commission de conciliation composée d'un nombre égal d'employeurs et d'employés (22). Peu de temps après d'ailleurs les chemins de fer furent mis sous le contrôle du gouvernement par la loi de Décembre 1917. Au mois de Janvier de l'année suivante fut nommé un comité consultatif des chemins de fer chargé d'étudier les questions relatives

(21) M. Beard, l. c. page 156 et s.

(22) Commons et Andrews, l. c. p. 143 et s.

au salaire des employés. En Février fut créée également pour les chemins de fer une « division du travail », dirigée par un représentant des associations fraternelles des cheminots et destinée à établir la liaison entre les fonctionnaires du gouvernement et les ouvriers d'une part ; d'autre part, entre ceux-ci et les bureaux de conciliation (Boards of adjustment), qui devaient être créés à bref délai. De mars à décembre 1918 trois bureaux semblables furent créés pour les différentes catégories d'employés des chemins de fer. Ces bureaux de conciliation remplirent une fonction utile jusqu'à la fin de la guerre ; ils eurent quelques centaines de litiges à régler et furent pour beaucoup dans le fonctionnement régulier des chemins de fer pendant la guerre (23).

La politique ouvrière du Président Wilson pendant la guerre a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire des travailleurs des Etats-Unis. Le Gouvernement reconnaissait le droit des organisations ouvrières de participer à la direction des affaires politiques et économiques du pays. Cette politique avait en somme pour résultat de donner aux organisations ouvrières la conscience de leur importance dans la vie nationale, mais aussi d'augmenter la notion des responsabilités, qui pesaient sur elles. Après la conclusion de l'armistice cependant une série de grandes grèves ont eu lieu, particulièrement dans les mines de charbon et dans l'industrie de l'acier (24).

(23) Ibid. p. 149.

(24) Un demi-million d'ouvriers travaille aux Etats-Unis dans l'in-

Ces deux dernières grèves ont amené la rupture entre l'administration de Washington et les ouvriers. Le Président Wilson a exprimé sans ambages l'opinion du gouvernement dans son message de décembre 1919 : « Le droit de l'individu à la grève est inviolable et ne doit donner lieu à aucune intervention du gouvernement, mais il y a un droit supérieur, c'est le droit du gouvernement de protéger toute la nation et d'affirmer son pouvoir et sa majesté contre la provocation de quelque classe que ce soit » (25).

Il est difficile de préjuger de l'avenir, mais il est probable que ces manifestations ouvrières n'ont eu qu'un caractère passager. Elles doivent avoir la signification d'une épreuve des forces respectives des employeurs et des ouvriers, encouragés par le rôle éminent qu'ils ont joué pendant la guerre ; elles ne marquent sans doute pas un changement définitif dans les méthodes et la mentalité trade unionistes. La crise économique, qui s'est déclarée en 1920, n'a plus permis la reproduction de grands mouvements ouvriers comme ceux de 1919.

dustrie de l'acier, dirigée par la puissante United Steel Corporation. La grève de l'acier de l'automne de 1919 est une des plus grandes de l'histoire économique des Etats-Unis. Elle est particulièrement instructive, tant à cause de l'énormité des intérêts engagés, qu'à cause de l'organisation systématique du ravitaillement et des secours de grève par les chefs ouvriers, qui avaient à nourrir une véritable armée. Elle a duré 108 jours, et le total des salaires perdus par environ 250 000 ouvriers est évalué à 112 millions dollars. La Fédération Américaine du travail a déboursé plus d'un million pour soutenir la grève. Cf, William Z. Foster, *the Great Steel Strike and its lessons*,

(25) Carlton, *Organized Labor* p. 288.

D'ailleurs, pendant comme après la guerre, les déclarations répétées des chefs autorisés de la Fédération Américaine du Travail, montrent que les trade unions n'ont pas changé et ne sont pas disposées à changer leurs méthodes et leur politique ouvrière opportunistes. La révolution russe et l'établissement de la dictature Léniniste du prolétariat ; la révolution allemande, l'élection d'un ancien ouvrier sellier à la Présidence de la République et l'avènement au pouvoir des socialistes ; dans une certaine mesure aussi la création d'un Labour Party anglais des travailleurs manuels et intellectuels avec un programme socialiste, ont pu faire croire aux travailleurs de tendances radicales que le mouvement ouvrier américain allait se transformer. Or, les actes comme les paroles des chefs ouvriers américains montrent qu'il n'en est rien.

Pendant la guerre Mr. Gompers en qualité de Président d'une mission ouvrière américaine est venu en Europe, où en Grande Bretagne, en France et en Italie, il a expliqué aux ouvriers l'attitude absolument loyale des travailleurs des Etats-Unis pendant la guerre (26).

Aux Etats-Unis M. Gompers a conclu pendant la

(26) « Nous sommes venus ici, disait Mr. Gompers dans un discours fait à Londres le 30 août 1918, avec l'intention d'unir les ouvriers de Grande Bretagne, de France et d'Italie dans une phalange solide pour approuver la déclaration des travailleurs américains du 12 mars 1917, de rester derrière nos gouvernements respectifs pour les aider à gagner la guerre ». S. Gompers, *American Labor and the War* p. 234. La mission vint à Paris en septembre ; elle alla en Italie le mois suivant et fut de retour en Amérique en novembre 1918.

guerre avec les socialistes une « Alliance pour le Travail et la Démocratie » dont l'action a été pour beaucoup dans le maintien de l'esprit patriotique des ouvriers.

D'autre part toute l'activité oratoire de Mr Gompers confirme l'attitude qu'il a eue pendant la guerre. Il prend à partie comme toujours les I. W. W. ; il expose avec éloquence les expériences désastreuses du maximalisme russe ; il critique avec véhémence la résolution du parti socialiste français après l'armistice, qu'il qualifie d'étonnante. Il reste fidèle — et avec lui toute la Fédération Américaine du Travail — à l'idée de la démocratie. Pour lui le bolchevisme est un mouvement autocratique. « Cette idée centrale du bolchevisme (il s'agit de la dictature du prolétariat), dit-il dans un article de mai 1919, (27) n'existe pas dans le cerveau du peuple russe... Elle a été imposée à une masse, qui souffre horriblement de la faim, qui est désorganisée, qui n'a plus ni l'âme ni le corps assez solides, assez normaux pour lutter immédiatement et effectivement contre le mal. S'il y avait eu une Fédération américaine du travail en Russie, le bolchevisme eut été impossible ».

Pour M. Gompers la guerre des ouvriers pour la démocratie devait amener d'autres résultats. Le travail, qui avait pris une part importante à la lutte et à la victoire devait recevoir en cette occasion sa « magna charta » des puissances signatrices du traité de paix, il devait

(27) The Battle Line of Labor, Mc Clure's Magazine. Mai 1919. Voir de nombreux extraits de discours, rapports et articles à ce sujet dans Labor and the Common Welfare, p. 175-211.

devenir l'égal du capital. L'idée revient souvent sous la plume ou dans les discours du président de la Fédération Américaine du Travail. « Nous devons, dit-il dans un discours adressé aux ouvriers canadiens (28), avoir d'autres pensées, d'autres conceptions ; de nouveaux devoirs, comme de nouvelles responsabilités s'imposent à nous. Ne vous figurez pas un seul instant qu'après cette guerre nous retournerons aux anciennes conditions. L'ouvrier a ses responsabilités aussi bien que l'employeur ; les masses du peuple ont leurs responsabilités aussi bien que le Gouvernement. De nouvelles relations doivent être établies et une compréhension nouvelle des choses doit être atteinte. Les hommes et les femmes qui travaillent ne peuvent être négligés plus longtemps par quelque pouvoir que ce soit ».

Cette idée est reprise avec une insistance particulière vers la fin de la guerre. A la Conférence interalliée du Travail de Londres, en septembre 1918, après avoir adopté comme principes fondamentaux de la conclusion de la paix les quatorze points du Président Wilson, les délégués de la Fédération Américaine du Travail énumèrent un certain nombre de principes, qui doivent servir de base aux négociations et être incorporés dans le traité de paix.

La guerre, disent-ils en résumé, a exigé des sacrifices considérables des ouvriers de tous les pays. En les faisant sans hésitation, les ouvriers ont gagné le droit

(28) Canadian Victory Loan Meeting at the Armories, Toronto, le 8 Novembre 1917, dans *American Labor and the War*, p. 140 et s.

de faire disparaître la vieille idée que le Gouvernement doit appartenir à la classe gouvernante. La justice exige que les questions concernant le bien-être et la vie de millions de salariés ne soient pas discutées en dehors d'eux. Les ouvriers doivent donc être directement représentés dans la délégation officielle de tous les pays belligérants présents à la discussion du traité de paix et le Congrès international du Travail doit être tenu en même temps que la Conférence de la Paix. Les représentants des ouvriers, en dehors des 14 points wilsoniens et de quelques propositions nouvelles énoncées par la délégation américaine des travailleurs, qui n'en sont d'ailleurs que la paraphrase, devront soutenir l'insertion dans le traité de paix des principes suivants :

« Le Travail d'un être humain n'est pas une marchandise ou un objet de commerce.

« La servitude involontaire ne doit exister que comme punition d'un crime, dont le coupable aura été dûment accusé.

« On ne doit pas porter atteinte aux droits d'association et de réunion, à la liberté de la parole et de la presse.

« Les matelots de la marine marchande auront le droit de quitter leurs vaisseaux quand ils seront dans le port.

« Aucun article ou marchandise ne seront transportés ou livrés au commerce international, si des enfants de moins de 16 ans ont été employés ou ont contribué à leur production.

« Il sera déclaré que la journée de travail de base

dans l'industrie et le commerce ne dépassera pas 8 heures par jour ».

Enfin « le jugement par le jury devrait être introduit dans toutes les questions concernant les salariés » (29).

La Conférence de la Paix a adopté la conception de la situation nouvelle des ouvriers dans le monde, et le principe d'une grande partie des revendications énoncées dans la conférence interalliée de Londres et les a incorporés dans la partie XIII du Traité de Versailles.

On connaît les considérants fameux, qui précèdent le traité du 28 juin 1919 : « attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ;

« Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions... », etc. Suivent les conditions de travail qui doivent être améliorées. Tant l'esprit dans lequel est conçu ce préambule que les conditions de travail qu'il propose d'améliorer et les principes établis par le traité sont entièrement conformes aux vues de M. Gompers et de la Fédération Américaine du Travail. Les délégués américains ont sans doute pris à la rédaction de ces trai-

(29) Propositions de la Fédération Américaine du Travail à la Conférence Interalliée du Travail de Londres dans l'appendice de « American Labor and the War » p. 374.

tés une part qui n'a pas dû être négligeable (30).

On connaît les organisations créées et les principes posés par la partie XIII du Traité de Versailles. Il est intéressant de remarquer que presque toutes les demandes de la Fédération Américaine à la Conférence de Londres ou dans les diverses motions des congrès de l'A. F. L. y sont insérées textuellement :

Les ouvriers ont leurs représentants tant à la Conférence Générale (art. 389, § 1), qu'au Bureau International du Travail (art. 394, al. 5). Le travail ne doit pas être considéré comme une marchandise (art. 427, al. 1) la liberté d'association (ibid. al. 2), le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable (ibid. al. 3), l'adoption de la journée de huit heures, le principe du salaire égal pour un travail égal sans distinction de sexe (ibid. al. 7) etc., ont trouvé une place dans le traité du 28 juin.

L'art. 424 du Traité fixait au mois d'octobre 1919 la première session de la Conférence du Travail et l'annexe indiquait Washington comme lieu de réunion. La première Conférence Internationale du Travail eut lieu en effet à Washington en octobre 1919. Malgré l'opposition de certains délégués, les représentants des puissances centrales furent admis en principe à la confé-

(30) Il est difficile d'avoir sur cette question des renseignements précis : ni M. Léon Bourgeois (le Traité de Versailles) ni M. Keynes (*Economic Consequences of the Peace*), ni M. Tardieu (*La Paix*), ni M. Dillon (*Inside Story of the Peace Conference*) ne donnent aucune information à ce sujet.

rence, où d'ailleurs ils ne purent se rendre. L'ordre du jour comprenait : l'application de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures ; les moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences ; l'emploi des femmes et des enfants. La conférence ne donna guère des résultats satisfaisants à cause des frictions entre les représentants des gouvernements et les délégués des ouvriers ; elle rédigea néanmoins un programme destiné à être soumis à la Société des Nations.

Malgré leur demande de participer à la conférence, les femmes n'y furent pas représentées directement. La Ligue Nationale Trade unioniste des femmes convoqua une conférence internationale, qui se réunit à Washington en même temps que la conférence prévue par le Traité de Versailles. Une dizaine de nationalités y étaient représentées, entre autres la France, la Grande Bretagne, l'Italie et les Etats-Unis. La Fédération Américaine du Travail refusa de reconnaître la conférence.

La conférence des femmes ne fit en somme autre chose que paraphraser et discuter le programme énoncé dans l'ordre du jour de la conférence internationale du travail réunie à la même époque à Washington, en conformité du Traité. Elle eut cependant un effet pratique immédiat, parce qu'elle stimula l'organisation des femmes aux Etats-Unis et encouragea les adversaires des mesures restrictives concernant les femmes. La conférence n'était d'ailleurs qu'une manifestation du mouvement

féministe américain, qui finit par obtenir en 1920 le suffrage universel pour les femmes.

Dans un autre ordre d'idées la Conférence de la Paix et la rédaction d'un traité, qui devait être la charte nouvelle d'un monde nouveau, avaient rempli d'espoir les masses ouvrières, qui ont accepté la Société des Nations avec enthousiasme. La perspective d'une grande Fédération des Nations, qui ressemblerait à la Fédération Américaine du Travail, qui serait basée sur la raison et sur les intérêts de la démocratie, qui aurait enfin comme sanction l'opinion universelle, paraissait aux ouvriers non seulement une chose souhaitable, mais une chose possible. C'est pourquoi ils ont chaleureusement soutenu la politique de M. Wilson en particulier et celle du parti démocratique en général ; en 1920 lors des élections présidentielles, les ouvriers ont donné leurs voix à M. Cox, le candidat démocrate, et actuellement ils sont opposés à la politique d'abstention des républicains. Petit à petit l'idée de la Ligue des Nations fait son chemin et le temps n'est sans doute pas éloigné — des manifestations caractéristiques le laissent déjà voir — quand les Etats-Unis participeront d'une manière plus active à la vie internationale et renonceront en tout ou en partie à cette doctrine de Monroë, laquelle, conçue il y a un siècle (en 1823) pour une nation faible, qui avait besoin de défendre son indépendance et de se réserver des possibilités d'expansion, n'a plus de raison d'être à une époque, où les Etats-Unis marchent d'un pas assuré vers la triple hégémonie de la population la

plus nombreuse, de l'industrie la plus puissante et des finances les plus solides, parmi les grandes nations du monde.

Les ouvriers seront donc des précurseurs à ce point de vue. Pour eux la conférence de Paris avait eu deux objets principaux : 1^o) Prévenir les guerres futures ; 2^o) Rendre le monde habitable par l'extension et l'amélioration d'un self government véritablement démocratique. Les anciens traités, disaient-ils, ne s'occupaient que de frontières et d'indemnités. Le traité de Paris est construit sur des principes nouveaux. Il a délivré des millions d'hommes et restauré de nombreux Etats dans leur indépendance ou leur intégrité. Il s'adressait aux peuples non aux gouvernements. Pour ces raisons « l'intérêt des ouvriers du monde entier a dû être pris en considération. Ce fut le début d'une ère nouvelle. Le Pacte de la Ligue des Nations est l'engagement par écrit du monde civilisé que tant que justice ne sera pas rendue à ceux qui travaillent, la justice n'existera qu'à moitié... » La Conférence n'a sans doute pas produit une œuvre parfaite, mais elle a ouvert la voie au progrès et aux idéals élevés et pour cette raison toute personne clairvoyante est obligée de faire tous les efforts possibles pour assurer la ratification du traité »... car, dit M. Gompers, « dans la société des Nations nous trouvons la seule garantie possible pour l'avenir et la seule récompense morale pour les angoisses du passé » (31).

(31) Extrait d'une brochure de propagande pour la Ligue des

La Société des Nations telle qu'elle a été réalisée n'a sans doute pas répondu aux Etats-Unis aux espoirs qu'elle avait fait naître. Mais écartée par une grande partie de l'opinion pour des raisons doctrinales et surtout pour des raisons de politique intérieure, l'idée gagne de nouveaux partisans ; elle a la sympathie et l'appui de la classe ouvrière, et son avenir est probablement moins sombre qu'on ne le croit communément.

Une autre manifestation de la guerre fut vers la fin de 1918 la Fédération panaméricaine du Travail. La Fédération Américaine du Travail a des relations assez étroites avec les ouvriers mexicains et certaines de ces unions internationales s'étendent au Mexique de la même manière qu'au Canada, mais c'est surtout depuis novembre 1918 que le rapprochement s'est opéré par la création de la Fédération panaméricaine du Travail, à la suite d'une visite faite au Mexique par une délégation ouvrière des Etats-Unis.

La Fédération panaméricaine est basée sur le principe de l'indépendance réciproque des mouvements ouvriers américain et mexicain au point de vue politique ; elle ne s'occupera que des intérêts professionnels des ouvriers des deux pays. La raison en est simple. « Le mouvement économique et les autres branches d'activité du Mexique ne se sont pas encore complètement affranchies du mouvement révolutionnaire... Le

Nations, publiée par la Fédération Américaine du Travail, le 5 Juillet 1919. V. Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 270 et s. et aussi Gompers, *American Labor and the War*, passim.

mouvement ouvrier du Mexique revêt des formes et emploie des pratiques, qui se modifieront plus tard, dans des conditions pacifiques, par le travail constructif pratique du monde ouvrier. Celui-ci présente encore des caractères indésirables, mais le mouvement ouvrier, tel qu'il existe actuellement au Mexique représente ce qu'on peut faire de mieux dans les circonstances présentes. Ce sont de la part d'un peuple, ou récemment encore il y avait des esclaves et des péons, les premiers efforts pour conquérir sa liberté économique et politique...» (32). C'est pourquoi les relations de la Fédération Américaine du Travail avec les ouvriers mexicains se borneront à la défense des intérêts professionnels de ces derniers. C'est le point de vue coutumier de la Fédération ; il aura peut-être une influence heureuse sur le mouvement ouvrier du Mexique.

La guerre a eu une autre conséquence au point de vue des organisations ouvrières : elle a provoqué le retour à la politique d'un certain nombre d'associations, qui ont formé un parti ouvrier du travail — American Labor Party — dans le but de recourir à l'action politique. La création du parti avait une double cause. Ce fut d'abord la conscience que les ouvriers avaient acquise de leur force, ce fut ensuite le mécontentement soulevé dans la masse ouvrière par l'élévation du prix de la vie, l'usage des injonctions par les cours dans certains cas comme dans la grève des mineurs, l'insuccès de la grève de l'acier de 1919-1920, etc.

(32) S. Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 222.

La Fédération Américaine du Travail proclama à son congrès annuel d'Atlantic City en 1919 sa fidélité aux principes unionistes. Cependant quelques trade unions des grandes villes comme New-York et Chicago, se séparèrent à ce point de vue de la Fédération et formèrent des partis locaux du travail, qui préconisaient une action politique énergique opposée au conservatisme traditionnel de la Fédération. Les nouveaux partis n'eurent aucun succès aux élections municipales de 1919. Ils persistèrent cependant dans cette voie. Au mois de novembre de la même année un congrès fut convoqué à Chicago, dont sortit le parti américain du travail. Plus de 1.200 délégués des trade unions et des associations des cheminots participèrent au Congrès. Le parti s'était formé sous l'influence du Labor Party anglais dont le projet de reconstruction soumis au 17^{me} Congrès de Nottingham, en Janvier 1918 avait fait beaucoup de bruit (33). Le nouveau Labor Party Américain s'était donné pour but « l'union de tous les travailleurs intellectuels et manuels pour la démocratie politique, sociale et industrielle. » Il abandonnait donc la politique traditionnelle d'exclusivisme ouvrier de la Fédération. Les statuts du nouveau Parti prévoyaient un « Comité national » formé de deux délégués par Etat, dont une femme ; le referendum parmi ses membres pour toutes les questions importantes ; la candidature des travaillistes aux élections, à l'encontre du système de la Fédération, qui faisait élire ses candidats sur les listes des partis politiques

(33) L. D. Edie, *Current Social and Industrial Forces*, p. 167 à 187,

existants ; enfin des alliances avec les ligues des fermiers ou avec d'autres partis politiques progressistes — les partis réguliers des démocrates et des républicains étant ainsi exclus — disposés à donner leur appui au parti américain du travail et à adopter son programme (34).

Ce programme très développé contenait une trentaine d'articles relatifs à des revendications économiques et en grande partie politiques. Parmi les premières on trouve la « nationalisation de toutes les industries importantes, qui exigent la production sur une grande échelle et qui ne sont pas fondées en réalité sur la base de la concurrence », (35) comme les chemins de fer, les mines et les forêts ; la nationalisation des banques, du domaine de l'Etat ; des facilités de crédit aux fermiers ; la garantie du droit de conclure des contrats collectifs ; la pro-

(34) William Kenn, Président de l'American Labor Party de New-York expliquait ainsi la nécessité de l'action politique des travailleurs : « Le programme politique de la Fédération Américaine du Travail doit être exécuté par une organisation politique, qui le soutiendra après les élections. Le travail est las des promesses faites avant les élections par des séducteurs politiques, par des hommes à la solde des vieilles organisations, élus par les fonds électoraux recueillis par les corporations... Tant mieux si la Fédération s'intéresse à la politique. La participation plus active de la Fédération à la politique favorise l'éducation politique et conduit inévitablement les unionistes à la conclusion qu'un parti du travail est nécessaire ; en choisissant des représentants du travail, la Fédération devra se diriger, tôt ou tard, envers le seul parti qui sera à même de lui fournir des représentants ouvriers. » Cité par M. Beard, l. c. p. 170.

(35) M. Beard, l. c. p. 167.

hibition du travail des enfants au dessous de 16 ans, enfin un salaire « basé sur le coût de la vie et le droit de faire vivre une famille dans des conditions de santé et de confort, sans que les mères et les enfants fussent obligés de travailler » (36).

Parmi les revendications de nature politique le Labor Party américain énumère : l'abrogation de la loi sur l'espionnage ; la suppression du Sénat ; la restriction de la compétence de la Cour Suprême, en ce qui concerne la constitutionnalité des lois ; l'élection des juges fédéraux, etc..

De leur côté les associations des employés des chemins de fer adoptaient une attitude analogue et renonçaient en parti à leur conservatisme traditionnel, quand elles commençaient en 1919 une campagne active pour le projet Plumb, qui préconisait le rachat des compagnies de chemins de fer par l'Etat et la participation des ouvriers à l'administration des réseaux. Une ligue fut fondée à cette fin, un journal hebdomadaire « Labor » créé à Washington.

Un mouvement analogue — plus naturel cette fois étant donné les tendances plus avancées de cette catégorie d'ouvriers — agitait les rangs des mineurs ; ceux-ci demandèrent au congrès des « United Mine Workers » de Cleveland, en 1919, la nationalisation des mines.

Cet abandon des principes trade unionistes « purs et simples » ne fut pas sans inquiéter le conseil exécutif de

(36) Ibid., p. 167.

la Fédération, d'autant plus que des lois rigoureuses contre les mouvements séditions venaient d'être votées par le Congrès au début de 1920. M. Gompers entreprit une action vigoureuse pour briser toutes les velléités politiques, qui commençaient à faire leur apparition dans les rangs ouvriers. Il pensa que le meilleur moyen de « récompenser les amis et de punir les ennemis » (37), sera l'application énergique de la politique opportuniste, la « non partizan politics » de la Fédération. Quatre millions de voix ouvrières devaient avoir, pensait-il, un poids considérable dans la lutte électorale des partis politiques. Accordées au plus offrant elles devaient faire preuve d'une efficacité que ne sauraient jamais avoir des partis ouvriers proprement dits. Les événements lui donnèrent raison : aux élections de 1920, les nouveaux partis du travail n'eurent aucun rôle. La lutte se passa entre les républicains et les démocrates, les socialistes ne suivant que de loin. En 1920, le gouvernement rendit aux compagnies l'administration des chemins de fer, de sorte que la campagne de nationalisation de la « Plumb Plan League » n'eut plus d'objet. L'avènement au pouvoir des républicains rendit plus éloignées que jamais les perspectives de nationalisation. Enfin, la situation économique a été profondément modifiée par la longue période de dépression industrielle commencée en 1920 : les ouvriers avaient des soucis plus directs que la nationalisation des mines et des chemins de fer ou que le droit

(37) M. Beard, l. c., p. 169.

de la Cour Suprême de juger l'inconstitutionnalité des lois. La Fédération Américaine du Travail s'est ainsi maintenue sur des positions qu'a failli lui faire perdre un mouvement produit en partie par sa grande prospérité, à l'encontre de ce qui se passait aux débuts de l'organisation des trade unions, quand c'étaient au contraire les époques de dépression économique, qui déterminaient les ouvriers à recourir à l'action politique (38).

(38) En 1919, dans son congrès annuel tenu à Atlantic City, la Fédération Américaine du Travail comme les autres grandes Associations des Etats-Unis, a précisé son attitude dans une profession de foi qu'elle a qualifié de programme de reconstruction. Ce programme n'est autre chose que l'énumération des revendications déjà connues de la Fédération ; il nous montre que la guerre n'a pas modifié sa politique, ni changé son orientation. On peut le trouver in extenso dans Beard, *American Labor Unions*, p. 162 et s. La question est également traitée dans : Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 227 et s.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude, il ne sera pas sans intérêt de montrer quelle est la part de la classe ouvrière des Etats-Unis dans la répartition de la richesse du pays. L'exposé de toutes les conditions de la vie ouvrière exigerait de trop longs développements, mais nous pourrions du moins analyser brièvement le rapport entre le salaire et les besoins du travailleur américain.

La concentration de la propriété aux Etats-Unis pourrait nous faire croire que la classe ouvrière se trouve dans une situation très défavorable. En effet, d'après les statistiques de M. G.-H. Holmes (1) la répartition de la fortune aux Etats-Unis est très inégale : 91 o/o des familles ne possèdent que 29 o/o des fortunes du pays, tandis que le reste de 71 o/o se trouve entre les mains de 9 o/o des familles. Les calculs faits par la commission des impôts du Wisconsin en 1900, sur 1.138 successions (2) conduisent à une conclusion analogue : 91 o/o des décédés avaient laissé des successions de moins de 7.500 dollars, qui représentaient en tout 19,2 o/o des fortunes faisant l'objet du calcul, tandis que les 9 o/o qui possédaient des for-

(1) Cité par Adams et Sumner, l. c., p. 536. Les calculs de M. Holmes ne concernent que la propriété des maisons et des fermes.

(2) Ibid.

tunes de plus de 7.500 dollars représentaient ensemble 80,8 o/o du total. Mais en laissant de côté le fait que ces calculs, comme les autres qui ont lieu à ce sujet (3), reposent sur une base incertaine de statistiques fragmentaires, l'inégalité de cette répartition n'a qu'une influence d'ordre secondaire sur la vie de la classe ouvrière. Sans doute, cette répartition de la fortune américaine est très inégale, et une répartition plus équitable est à souhaiter. Mais ce qui est important pour les ouvriers, c'est moins la répartition de la fortune que l'existence d'un salaire suffisant à les faire vivre dans le bien-être eux et leurs familles. Or, si l'on examine le rapport entre le taux du salaire et le coût de la vie, pendant une période assez longue, on s'aperçoit que la progression des salaires a été plus rapide que la progression du prix des denrées nécessaires à la vie (4).

En prenant comme indice 100 en 1860, la progression des salaires est représentée en 1890 par une proportion d'au moins 140 o/o dans les travaux publics, dans la fabrication des outils agricoles, dans l'imprimerie, dans la métallurgie ; par une proportion d'au moins 160 dans les tissages de coton, dans l'industrie du bois, du papier, de la laine, dans les transports par chemins de fer ; par une proportion de plus de 180 enfin dans le bâtiment. Dans toutes ces professions les salaires ont constamment augmenté et en général les périodes de dépression économique ou de chômage ont eu peu d'influence sur le taux des salaires.

(3) Adam's et Sumner, l. c., p. 534 et s.

(4) Carrol, D. Wright, l. c., consacre à cette question plusieurs chapitres très documentés de son ouvrage ; chap. ix, xv, xvi et xvii. On y trouve des graphiques instructifs et une riche documentation sur la période de 1840 à 1890.

Si, au lieu de considérer les industries prises séparément, on fait la moyenne des salaires des industries les plus importantes, on arrive à un résultat identique : en prenant comme base l'année 1860 avec l'indice 100, la proportion des salaires par rapport à 100 est représentée par 87,7 en 1840, 152,4 en 1866, 160,7 en 1891 (5). Si au lieu de considérer comme égales les industries, qui ont servi de base à ce calcul, on multiplie les salaires par un coefficient, suivant l'importance relative des industries, l'augmentation des salaires apparaît un peu plus accentuée : 82,5 en 1840, 100 en 1860, 155,6 en 1866, et 168,6 en 1891. Suivant l'un ou l'autre de ces calculs la progression des salaires de 1840 à 1890, aurait été de 73 à 86 o/o, ce qui est d'autant plus important que la courbe du prix de la vie est descendante vers 1890. En effet pendant la même époque, au lieu d'augmenter, le prix de la vie a baissé de sorte qu'il n'est que de 94,4 en 1891 par rapport à 100 en 1860, à l'exception toutefois de quelques années de cherté excessive aux environs de 1866 (6).

Une conclusion s'impose donc à ce point de vue : les salaires, qui ont profité d'une période d'inflation monétaire comme celle, qui a suivi la guerre civile, demeurent stationnaires, tandis que coût de la vie baisse dans une proportion considérable, avec le retour à la monnaie saine.

(5) Ces calculs ont été faits par Wright pour 22 industries différentes choisies dans près de 100 établissements distincts.

(6) Si l'on prend comme exemple une autre période, celle de 1880 à 1903, on fait des constatations analogues. Boggart, l. c., p. 502, trouve, en continuant les calculs du rapport Aldrich au Comité des Finances du Sénat en mars 1893, la progression suivante des salaires : 143 en 1880, 168,2 en 1890, et 187 en 1903 ; aux mêmes dates les prix tombèrent de 103,4 en 1880 à 95,7 en 1890, pour remonter approximativement au premier taux en 1903.

Les mêmes constatations peuvent être faites aujourd'hui, bien que nous ne possédions pas encore les statistiques nécessaires à une étude d'ensemble. Mais en général, tandis qu'à partir de 1917 jusqu'à 1920 le coût de la vie a doublé aux Etats-Unis, les salaires se sont triplés ou quadruplés par rapport à 1914. Un mouvement très prononcé de baisse s'est produit dans le prix des articles nécessaires à la vie depuis la fin de 1920, mais pour une baisse, qui a atteint parfois 50 o/o, la réduction correspondante des salaires varie entre 10 et 20 o/o, malgré la période de chômage prolongé, qui a frappé les ouvriers américains.

La progression des salaires et l'augmentation de la puissance d'achat de l'ouvrier (7) sont donc des choses indéniables, surtout depuis les progrès des organisations ouvrières, dont la lutte pour des salaires élevés est de plus en plus vigoureuse.

Mais, s'il est en fonction du salaire, le bien-être de l'ouvrier est en même temps en fonction de ses besoins, qui sont essentiellement variables, qui sont en quelque sorte indéfinis et qui se multiplient au fur et à mesure du progrès de la civilisation (8). Le niveau de la vie ouvrière — le Standard of Living — sera donc variable suivant la conception que les ouvriers se feront de leur bien-être. Peut-on établir avec assez

(7) De 1871 à 1903 la consommation par tête du café s'élevait de 7,91 à 10,79 pounds ; celle du sucre de 36,2 à 71,1 pounds ; celle du blé et de la farine de 4,69 à 5,81 bushels. Boggart, l. c., p. 503.

(8) « La vieille théorie que le prix de vente d'un article doit déterminer les salaires payés aux ouvriers est fausse, superficielle et artificielle. L'ordre doit être renversé et la première considération dans le prix de vente d'un produit doit être le paiement d'un salaire équitable à l'ouvrier. Ce sont les salaires qui doivent dominer les prix, non

de précision le taux d'un salaire suffisant ? La commission fédérale des relations industrielles l'a essayé dans un rapport de 1916 : « le bien-être de l'Etat exige que le travail utile de tout ouvrier valide soit compensé par un revenu minimum suffisant à subvenir confortablement à ses propres besoins et à ne pas être pris au dépourvu par la maladie, l'incapacité de travail et la vieillesse. Ce n'est que dans ces conditions que des citoyens forts, contents et capables pourront se développer (9) ».

Cette définition du Standard of Living par une institution officielle correspond à tous les points de vue aux revendications trade unionistes relativement aux salaires (10). Mais ce n'est là qu'un idéal, dont probablement les ouvriers américains n'attendront pas trop longtemps la réalisation.

Nous n'avons pas la possibilité de traduire en chiffres concrets cette conception d'un salaire minimum pour les dernières années, mais nous pouvons le faire pour les années qui ont immédiatement précédé la guerre. Le revenu suffisant à faire vivre une famille, dans les conditions définies ci-dessus, est évalué en moyenne à 800 dollars par an. En 1915 plusieurs institutions officielles et plusieurs organisations ouvrières

les prix qui doivent dominer les salaires. » Sans en tirer des conséquences exagérées, M. Gompers en déduit que d'un côté les salaires peuvent et doivent être progressivement augmentés pour faire face aux besoins croissants des ouvriers, que d'un autre côté, en cas de crise, les ouvriers doivent résister de toutes leurs forces aux réductions des salaires et cite comme exemple la crise de 1907, quand l'action des ouvriers pour le maintien du taux des salaires a contribué à rétablir les conditions normales de la vie économique. V. Gompers *Labor and the Employer*, p. 58 et s. *Passim*.

(9) Lauck et Sydenstricker, l. c., p. 362.

(10) V. S. Gompers, *Labor and the Employer*, p. 58 et s.

ont procédé à des enquêtes à ce sujet. Voici quelles sont leurs conclusions à cet égard : le comité législatif de la Fédération Américaine du Travail estime que le revenu annuel de 766 dollars est indispensable pour vivre à une famille ouvrière. Les employés des tramways de Chicago sont les plus exigeants : ils estiment indispensable un revenu annuel de 1.209 dollars. Le « Bureau of Standards » de la ville de New-York considère qu'un revenu annuel de 840 dollars est suffisant. Les commissions d'inspection des fabriques de New-York et de Buffalo arrivent à la conclusion qu'une famille ouvrière a besoin d'un budget annuel de respectivement 840 et 772 dollars (11).

Sur ce revenu annuel de 800 dollars en moyenne, le strict indispensable est représenté par 650 à 700 dollars ; le reste doit constituer un fonds « pour les divertissements, la récréation, les livres, les journaux, les revues, les cotisations aux associations ouvrières, les primes d'assurances... et les multiples dépenses imprévues communes aux ménages les plus modestes » (12).

Si l'on considère les choses sous cet angle, la moitié des ouvriers des Etats-Unis doivent être considérés comme n'ayant pas un salaire suffisant à les faire vivre eux et leurs familles.

En effet, si nous prenons quelques exemples, nous verrons que pour toutes les industries, le salaire du chef de famille ne représente qu'une fraction du budget total indispensable à la famille. Ainsi les ouvriers cigariers ne contribuent que pour 821 dollars à un budget de 970 dollars ; les ouvriers du vêtement que pour 530 à un budget de 713 dollars ; les mineurs

(11) Lauck et Sydenstricker, l. c., p. 372 et s.

(12) Ibid. p. 375.

employés à l'extraction du minerai de fer pour 706 à un budget de 990 dollars, etc. Il résulte, dans le même sens, d'après une enquête faite par le Bureau Fédéral du Travail (13) sur 25.440 familles ouvrières, que l'apport du chef de famille est en moyenne de 621 dollars pour un budget annuel indispensable de 749 dollars. Cependant, la situation, qui apparaît défavorable à première vue, est en réalité moins désavantageuse qu'on ne serait tenté de le croire, pour plusieurs raisons : d'abord la proportion des familles, dépendant entièrement du chef de famille — variable de 25 à 50 o/o — est en moyenne de 37 o/o. Ensuite, le calcul du Standard of Living prend en considération des besoins beaucoup plus nombreux que ceux de l'ouvrier européen. C'est ce qui permet aux immigrants européens, dont les salaires sont néanmoins plus bas que ceux des trade unionistes, mais dont les besoins sont également moins nombreux, d'envoyer chaque année en Europe des économies très importantes, comme c'est particulièrement le cas des Italiens ou des immigrants de l'Europe orientale.

Si le salaire de l'ouvrier américain n'est donc pas encore conforme à l'idéal des Trade unionistes ou de la Commission Fédérale des Relations Industrielles, et s'il ne suffit pas à subvenir aux frais d'une famille de 5 personnes au moins, en pratique l'ouvrier célibataire a un salaire largement suffisant à le faire vivre et l'ouvrier marié trouve de quoi compléter le budget de sa famille dans le salaire d'appoint que sa femme ne manque pas d'apporter au ménage dans la majorité des cas.

Seule la situation des femmes est plus défavorable dans les années qui ont précédé la guerre, car si l'on considère

(13) Lauck et Sydenstricker, l. c., p. 358, etc...

qu'un salaire de 8 dollars par semaine est indispensable à une ouvrière sans famille, une grande partie des femmes — presque la moitié — ne reçoivent que 6 dollars. Le législateur est intervenu ; il a fixé des salaires minimum variables suivant les Etats : 7,50 dollars par semaine dans l'Utah, 8,25 dans l'Orégon, 8,90 dans l'Etat de Washington, 10,37 dollars dans le Massachusetts (14).

La situation s'est d'ailleurs améliorée considérablement pendant la guerre pour toutes les catégories d'ouvriers américains ; leurs salaires ont atteint des taux inconnus jusqu'alors et sous la pression des organisations ouvrières, ils restent presque stationnaires, tandis que la baisse se fait sentir vivement dans les prix de tous les objets nécessaires à la vie.

Nous pouvons affirmer, en résumé, que les ouvriers américains ont une situation privilégiée. Ils ont de hauts salaires, une vie confortable, une éducation d'un niveau relativement élevé ; ils ont la possibilité de continuer à s'instruire et souvent l'ambition de quitter l'état d'ouvrier manuel pour une profession d'un ordre plus relevé. Le passage de la situation d'ouvrier à une profession libérale est fréquent en Amérique et non seulement aucun préjugé ne s'y oppose, mais il est considéré comme une preuve de valeur personnelle et comme un juste titre de fierté. Aussi, si elles existent parfois dans de très grandes villes, dans un cercle restreint, les différences de classe peuvent être considérées comme pratiquement inexistantes pour l'immense majorité du peuple américain.

Cette situation s'impose tout de suite aux yeux de l'observateur attentif. Les ouvriers se confondent le plus souvent, tant par leur tendances et leur état d'esprit, que par leur aspect extérieur, avec les autres catégories de la population et

(14) Lauck et Sydenstricker, l. c., p. 364 et s.

si nous avons souvent employé l'expression de classe ouvrière ce n'est pas dans le sens socialiste du mot, mais parce qu'elle constitue une appellation commode pour désigner ceux qui vivent du travail manuel. La différence se fait sentir vivement entre l'Américain véritable et l'immigrant de provenance récente, comme entre le travailleur qualifié et le travailleur non qualifié. Mais les américains véritables sont des citoyens comme les autres : « ils ont reçu, dit Lord Bryce, une bonne éducation ; ils lisent les journaux quotidiens, tandis que leurs femmes achètent un journal religieux hebdomadaire ou une revue mensuelle ou hebdomadaire ; beaucoup d'entre eux, surtout dans les petites villes, appartiennent à une congrégation, qui en général les intéresse de près. Beaucoup d'entre eux sont complètement abstinents. Leurs femmes ont fréquenté probablement l'école pendant plus longtemps et lisent d'avantage. Dans la Nouvelle Angleterre et dans l'Ouest, et même dans certaines grandes villes comme Philadelphie et Chicago, les plus aisés d'entre eux sont propriétaires des maisons qu'ils habitent, des maisons de bois dans la banlieue, avec une véranda et un petit jardin, et ils se rendent compte ainsi qu'ils sont quelqu'un dans le pays. Leurs femmes s'habillent avec tant de goût que le dimanche, ou quand on les rencontre dans les tramways, on ne saurait les prendre que pour des personnes aisées. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les grèves étaient moins fréquentes qu'en Angleterre, et jusqu'à présent, malgré les troubles des dernières années, il n'y a guère eu jusqu'à ce jour, des tendances hostiles envers les employeurs. Cela est dû en partie aux conditions meilleures de la vie ouvrière, en partie au fait que le passage d'une classe à l'autre est aisé et fréquent. Ainsi malgré l'existence des soi-disant partis du travail, et la création d'une vaste or-

ganisation comprenant tous les métiers sur tout le territoire de l'union (Lord Bryce fait ici allusion à la Fédération Américaine du Travail), la conscience collective de la classe a eu moins d'action sur les ouvriers qu'en Angleterre et certainement beaucoup moins qu'en France et en Allemagne...» (15)..

En ce qui concerne la politique, et en laissant de côté ce qui constitue spécifiquement les questions ouvrières, il y a donc en réalité peu de différence entre les ouvriers et les autres classes. (16)

En effet, ce sentiment de différence de classe, si vif dans l'Europe continentale n'existe pas en Amérique. Il n'y a pas dans ce pays une catégorie d'hommes ayant la mission spéciale de diriger l'opinion publique. En tout cas, affirme énergiquement Lord Bryce, les politiciens ne le font certainement pas. C'est au contraire l'opinion publique qui les dirige. (17) Il y a encore moins une classe gouvernante. Les fonctionnaires proviennent de toutes les classes sociales et ils représentent généralement un des grands partis politiques. Les classes n'ont donc pas été des facteurs importants dans la politique américaine ou dans la formation de l'opinion publique. En général, ce sont les questions politiques proprement dites qui tiennent la première place dans l'esprit des ouvriers comme des autres votants ; les questions de classe ne se présentent que sur le second plan. « La nation n'est pas un conglomerat de classes ; elles existent dans son sein, mais ce ne sont pas les classes, qui la forment. On n'est pas frappé par leur signification politique, comme on le serait dans tout pays européen. Le

(15) Bryce, l. c., vol. II, p. 302.

(16) Ibid. p. 302.

(17) Ibid. p. 308.

peuple est un seul peuple, quoiqu'il occupe un territoire plus vaste que toute autre nation et qu'il soit composé d'éléments très disparates ». (18)

Une instruction publique moyenne très répandue contribue au maintien de cet état d'esprit. Parmi les Américains les moins instruits, on trouve une compréhension des affaires publiques, une vivacité de jugement et une conscience générale du bien-être national, bien supérieure à celle des classes correspondantes d'Europe. C'est ce qui constitue la force de la nation et ce qui lui a permis et lui permettra probablement à l'avenir de supporter allégrement le « poids mort de l'ignorance » que lui a imposé l'immigration de l'Europe centrale, orientale et méridionale (19).

Nous pouvons tirer la conclusion de ces développements : les ouvriers américains sont des citoyens, avant d'être des ouvriers ; ils constituent peut-être une classe, mais ils constituent d'abord une grande nation et une grande démocratie. L'ouvrier américain ne demande pas la transformation d'une société et d'un régime économique, qui lui permettent d'être effectivement l'égal de tous ses autres concitoyens. Il fait appel à la législation sociale, dans la mesure où l'intervention de l'Etat est nécessaire pour diminuer le mal social. Il lui demande de rétablir en sa faveur des conditions sociales propres à lui permettre d'obtenir par son effort personnel, les améliorations qu'il souhaite.

En réalité « l'idéal américain est de restreindre l'initiative humaine seulement dans la mesure nécessaire pour donner à tous les mêmes possibilités (equality of opportunity) ; le gouvernement ne doit agir qu'en conformité du principe du plus

(18) Bryce, Ibid. p. 309.

(19) Bryce, Ibid. p. 310.

grand bien pour le plus grand nombre » (20). La chose dont l'ouvrier américain a besoin n'est pas une égalité artificielle et obligatoire, mais une égalité effective, la possibilité pour tous les hommes d'atteindre par leur propre travail et leurs propres efforts le maximum de développement. Or, cette égalité du point de départ (*equality of starting*), ne peut être assurée que par la liberté dans un régime démocratique véritable. C'est pourquoi les ouvriers ne demandent l'intervention du gouvernement que dans la mesure compatible avec cette liberté. Nous ne citerons à cet égard qu'un exemple caractéristique : les ouvriers américains repoussent le salaire minimum. « Si l'on votait un salaire minimum, dit M. Gompers, en parlant de cette question, pour tous les ouvriers employés dans l'industrie privée, le gouvernement... devrait imposer aux ouvriers le travail obligatoire contre le salaire établi par la loi. Une mesure pareille rétablirait les anciennes conditions du servage, de la domesticité ou de l'esclavage et tous les efforts pour augmenter les salaires des ouvriers devraient se baser sur l'action politique... J'ai déclaré qu'un salaire minimum pour les employés du gouvernement était justifié parce que dans ce cas, l'employeur était le gouvernement, mais les travailleurs employés dans l'industrie privée ne doivent dépendre que de l'intelligence, de l'énergie et de la solidarité des organisations ouvrières... Tout ce qui est acquis au prix de la liberté d'action et des droits personnels est payé d'un prix trop élevé pour tout peuple libre. La liberté du contrat est la distinction la plus importante entre les ouvriers libres et ceux qui ne le sont pas... Les avantages, les améliorations acquises par le pouvoir de l'action collecti-

(20) Myers, *Socialism and American Ideals*, p. 20.

vé, peuvent être plus lents, mais ils ne menacent pas notre bien-être futur ; ils ne transfèrent pas aux autres le contrôle de notre activité, de notre politique ou de nos méthodes futures. S'aider soi-même conduit à l'indépendance, à la confiance, au bien-être véritable » (21).

La liberté de défendre eux-mêmes leurs droits et de réaliser leurs revendications, voilà ce que les ouvriers demandent au gouvernement. La fin du gouvernement n'est pas de procurer du bonheur à l'individu, mais de lui assurer la liberté nécessaire pour qu'il puisse atteindre lui-même un niveau plus élevé de bien-être. « L'idéal des Etats-Unis est de donner à chaque individu une égalité de chances avec les autres, afin qu'il soit capable d'élaborer lui-même son propre sort au point de vue politique, moral ou économique... C'est le seul moyen d'atteindre le bonheur... Pour cette raison, le peuple américain a confiance dans les écoles publiques, dans les lois relatives au travail des enfants et dans d'autres formes de législation sociale, mais non socialiste ; de cette manière, les individus moins fortunés seront aidés à s'aider eux-mêmes, mais ne sont pas aidés contre leur gré » (22).

Comme tous les autres citoyens américains, l'ouvrier n'est pas socialiste (23) ; il croit comme eux à l'affirmation de la déclaration de l'Indépendance que « tous les hommes ont été dotés par le Créateur de certains droits inaliénables et que

(21) S. Gompers, *American Federationist*, juin 1914.

(22) Myers, *Socialism and American Ideals* p. 19 et s.

(23) Nous avons déjà apporté de nombreux témoignages à l'appui de cette thèse. Cf. Chap. II, in fine ; Chap. III, IV, On trouve une documentation très abondante sur ce sujet, dans les ouvrages de Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 175 à 206 ; *Labor and the Employer*, passim. Cf. aussi Hoxie, l. c. p. 156 et s.

parmi ceux-ci se trouve la vie, la liberté et la poursuite (mais non le don) du bonheur (24) ». Il repousse la propriété collective des moyens de production comme la répartition collective, par l'Etat ou par toute autre forme de société politique, des produits de travail. Une partie des membres des trade unions, environ un tiers, affirme être socialiste ; mais, d'abord nous avons montré quelle est la signification de ce socialisme (25), ensuite ceux-ci suivent sans hésitation la grande masse du mouvement ouvrier dans toutes ses manifestations et leur socialisme demeure purement théorique (26). Le socialisme s'adresse surtout à la partie étrangère de la population des Etats-Unis (27). Pour les ouvriers américains le socialisme non seulement n'est pas américain mais il est une doctrine antidémocratique, car il veut échanger la liberté de la démo-

(24) Al. 2 de la Déclaration de l'Indépendance du 4 Juillet 1776.

(25) V. chap. 2, in fine.

(26) H. Marot, l. c., évalue à environ un tiers le nombre des adhérents socialistes de la Fédération Américaine du Travail, mais son ouvrage est de 1914, quand celle-ci ne comptait que 2 millions de membres. D'ailleurs de pareilles affirmations ne sont fondées sur aucune preuve et on peut trouver facilement des affirmations contraires. « Je tiens de bonne source, affirme Myers, l. c., p. 77, des membres de la Fédération Américaine du Travail, que 95 o/o de ces membres sont opposés au socialisme et que le pourcentage socialiste de 5 o/o se trouve en très grande partie parmi les ouvriers de la côte du Pacifique et peut-être quelques-uns dans le Middle West, particulièrement au Kansas ». En tout cas le fait est que les seuls Etats où les tendances socialistes se manifestent dans l'administration sont quelques Etats moins avancés comme le Dakota du Nord ou l'Etat de Washington, ayant une population peu nombreuse et où la proportion des étrangers est importante.

(27) V. Un excellent exposé du point de vue américain opposé au socialisme dans Myers, l. c., p. 22 à 37.

cratie américaine contre l'utopie d'une égalité obligatoire. Les ouvriers sont fidèles aux idéals de la République. S'ils veulent améliorer leur condition, c'est en consolidant, en perfectionnant ce régime qu'il pourront le faire, non en le renversant. La classe ouvrière veut obtenir l'amélioration de son sort par une évolution progressive, non par la révolution sociale (28).

Le but de cette évolution doit être la démocratisation de l'industrie ; elle doit tendre à faire des ouvriers américains de véritables citoyens dans le monde industriel. Ce que le travailleur souhaite, dit Marot, c'est être véritablement « un citoyen dans l'industrie... Le rôle des associations ouvrières est de faire des efforts collectifs dans la direction de la démocratie. Comme les efforts politiques vers le même but, ceux-ci sont parfois contradictoires et conduisent à des impasses. Mais l'effort est créateur de force... Le trade unioniste, qui n'a pas de théories au sujet de la lutte des classes, a souvent la conscience de sa classe au plus haut point... ». Mais « cette conscience est constituée par sa dignité d'ouvrier étendue à toute sa classe et intensifiée par son ressentiment contre la position que la société assigne aux travailleurs (29).

Pour fonder cette démocratie industrielle les ouvriers s'en tiendront donc aux réalités. L'objet essentiel de leur lutte sera la protection du travailleur ; l'augmentation de son salaire ; la réduction de la durée du travail ; l'amélioration des conditions sanitaires et la diminution des risques professionnels, en un mot, « sa délivrance de toutes les tyrannies, qui faisaient de son existence un esclavage (30) ».

(28) S. Gompers, *Labor and the Employer*, p. 32 et s.

(29) Marot, l. c. p. 10.

(30) S. Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 20.

Les intellectuels, les socialistes, les réformistes ont accusé le trade unionisme d'être étroit, conservateur et égoïste. Il n'est pas égoïste, car il s'adresse à tous les ouvriers et ses efforts tendent, nous l'avons déjà vu, à embrasser tout le monde du travail. Il n'est ni conservateur, ni étroit, mais il ne peut prendre au sérieux la largeur de vues de ceux qui prétendent « reconstruire la société en une seule saison » (31). L'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis a montré aux trade unionistes que les utopies et les vastes réformes sociales n'avaient amené aucun résultat utile et qu'elles avaient coûté à l'ouvrier beaucoup plus qu'elles ne lui avaient rapporté. Le trade unionisme au contraire a résisté victorieusement à l'épreuve du temps. La trade union a prouvé qu'elle était assez large pour toutes les réalités de la vie ouvrière. Près de 5 millions d'ouvriers se sont engagés dans cette voie et ils occupent une place éminente, par leur niveau social et par leur bien-être, parmi les ouvriers de tous les pays. Les I. W. W. ou les socialistes ont trouvé un accueil peu favorable dans le monde du travail et aujourd'hui on peut affirmer que le mouvement ouvrier des Etats-Unis est fidèlement attaché au trade unionisme, qui représente pour les ouvriers d'Amérique le meilleur moyen d'assurer le progrès de la classe ouvrière.

Par ses tendances modérées, par sa conception sociale réaliste, par sa politique ouvrière opportuniste, le trade unionisme est conforme aux traditions, à l'évolution et aux idéals des travailleurs américains, dans leur double qualité de citoyens et de membres d'une classe sociale. Aucun autre mouvement ouvrier ne saurait plus que le trade unionisme, représenter la classe ouvrière d'un pays que son philosophe le plus représentatif, Emerson, a si justement défini : « America is another word for opportunity ».

(31) S. Gompers, *Labor and the Common Welfare*, p. 18.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS (Thomas Sewall) and SUMNER (Helen L.). — Labor Problems, Macmillan, New-York, 1920.
- American Federation of Labor Reports, Washington, D. C.
- BARNETT (George E.). — Growth of Labor Organization in the United States, 1897-1914, Quarterly Journal of Economics, août 1916.
- BARNETT (George E.). — A Trial Bibliography of American Trade Unionism. Baltimore, 1904.
- BEARD (Mary). — A Short History of the American Labor Movement, Harcourt, Brace and Howe, Harcourt, Brace and Howe, New-York, 1920.
- BOGGART (Ernest Ludlow). — The Economic History of the United States, Longmen, Green and Co., 1920.
- BRASOL (Boris L.). — Socialism versus Civilization. Charles Scribner, New-York, 1920.
- BRANTLEY (W. G.). — Workmen's Compensation Legislation, Government's Printing Office. Washington, 1912.
- BRISSENDEN (Paul Frederick). — The I.W.W., A Study of American Syndicalism. Columbia University, New-York, 1920.
- BROOKS (J. G.). — American Syndicalism, The I.W.W. Macmillan, New-York, 1913.
- BRYCE (James). — The American Commonwealth, 2 vol. Macmillan, New-York, 1919 et 1920.
- BUDISH (J. M.) and SOULE (George). — The New Unionism in

- Clothing Industry. Harcourt, Brace and Howe, New-York, 1920.
- CARLTON (Frank Tracy). — Organized Labor in American History. Appleton, New York, 1920.
- CARLTON (Frank Tracy). — The Industriel Factor in Social Progress. Report of Committee on the Place of Industries in Public Education. National Education Association, 1910.
- CARLTON (Frank Tracy). — History and Problems of Organized Labor. Heath, Boston, 1911.
- CARLTON (Frank Tracy). — Essentials in the Study of Labor Organizations, Scientific Monthly, août 1916.
- CLÉMENT (Henry). — La vie ouvrière aux Etats-Unis, Extrait de la Réforme Sociale (19 avril 1898). Paris, 1898.
- COMAN (Katharine). — The Industrial History of the United States Macmillan. New-York, 1920.
- COMMONS (John R.). — Trade Unionism and Labor Problems, Ginn and Co. Boston, 1905.
- COMMONS (John R.) and Andrews (John B.). — Principles of Labor Legislation. Harper, 1920.
- EDIE (Lionel). — Current Social and Industrial Forces, Boni and Liveright. New-York, 1920.
- ELY (Richard T.). — The Labor Movement in America. Crowell, 1905.
- FOSTER (William Z.). — The Great Steel Strike and its Lessons. B. W. Huebsch, New-York, 1920.
- GOMPERS (Samuel). — Labor and the Employer. E. P. Dutton, New-York, 1920.
- GOMPERS (Samuel). — Labor and the Common Welfare. E. P. Dutton, New-York, 1919.
- GOMPERS (Samuel). — American Labor and the War. George H. Doran, New-York, 1919.

- GOMPERS (Samuel). — Labor in Europe and America, Harper. New-York, 1910.
- GROAT (George Gorham). — Trade Unions and the Law in New-York. New-York, 1905.
- GOULD (E. R. L.). — The Housing of the Working People, Government Printing Office. Washington. 1895.
- HENDERSON (Charles Richmond). — Industrial Insurance in the United States, University of Chicago Press. Chicago, 1911.
- HILLQUIT (Morris). — History of Socialism in the United States, Funk and Wagnalls. New-York, 1910.
- HILLQUIT (Morris). — Socialism in Theory and Practice, Macmillan. New-York, 1919.
- HILLQUIT (Morris). and Ryan (John A.). — Socialism: Promise or Menace ? Macmillan. New-York, 1917.
- HOXIE (Robert Franklin). — Trade unionism in the United States. Appleton, New-York, 1920.
- KELLY (Edmond). — Twentieth Century Socialism, Longman, Green and Co, New-York, 1913.
- KENNEDY (James B.). — Beneficiary Features of American Trade Unions. John Hopkins University, Baltimore, 1908.
- KENNEDY (James B.). — The Beneficiary Features of the Railway Unions, dans Hollander and Barnett, Studies in American Trade Unionism. H. Holt, New-York, 1906.
- KIRK (William). — The Knights of Labor and the American Federation of Labor dans Hollander and Barnett, Studies in American Trade Unionism. H. Holt, New-York, 1906.
- LAUCK (W. Jett) and SYDENSTRICKER (Edgar). — Conditions of Labor in American Industries. — Funk and Wagnalls, New-York, 1917.
- LEVASSEUR (E.). — L'Ouvrier américain ; l'Ouvrier au travail ;

- l'Ouvrier chez lui ; les Questions ouvrières ; 2 vol. in-8.
L. Larose, Paris, 1898, traduit en anglais sous le titre de
The American Workman, par T. S. ADAMS, John Hopkins
University Press, 1900.
- LEGIEN (K.). — Aus Amerikas Arbeiter Bewegung, P. Singer,
Berlin, 1914.
- LOEVY (Walter). — Die bestrittene Verfassungsmässigkeit der
Arbeitergesetze in den Vereinigten Staaten von Nord-
Amerika. K. Winter, Heidelberg, 1905.
- MAC KAYE (James). — Americanized Socialism. Boni and Li-
veright, New-York, 1918.
- MAROT (Helen). — American Labor Unions. Holt, New-York,
1914.
- MITCHELL (John). — Organized Labor. American Book and
Bible House, Philadelphia, 1903.
- MOSELY (Commission industrielle). — Des conditions de la vie
économique et sociale de l'ouvrier aux Etats-Unis, trad.
par Maurice ALFASSA. Giard et Brière, 1904.
- MYERS (Gustavus). — History of the Great American Fortu-
nes. Chicago, Kerr and Co., 1911.
- MYERS (William Starr). — Socialism and American Ideals.
Princeton University Press, Princeton, 1919.
- MOSLEY (James M.). — Apprenticeship in American Trade
Unions. John Hopkins University Press, Baltimore, 1907.
- RAMSAY MACDONALD (J.). — Parliament and Revolution, Scott
and Seltzer. New York, 1920.
- Report on condition of woman and child wage-earners in the
United States, Washington, 1910-1913.
- RIVIERE (Louis). — L'amélioration du sort des ouvriers aux
Etats-Unis et la « Leage for Social Service ». Extrait de
la Réforme Sociale. Paris, Société d'Economie Sociale,
1900,

- SAKOLSKI (L. M.). — The Finances of American Trade Unions, John Hopkins University. Baltimore, 1906.
- SCHLOESSER (Henry) and CLARK (W. Smith). — The legal position of Trade Unions. P. S. King, Londres, 1912.
- SIMON (Edouard). — Le bien-être ouvrier aux Etats-Unis. Extrait des Mémoires de la Société des Ingénieurs civils de France. Bulletin de novembre 1905.
- SPARGO (John). — Americanism and Social Democracy, Harper. New-York 1918.
- STOCKTON (Frank T). — The closed Shop in American Trade Unions, John Hopkins University. Baltimore, 1911.
- THOMPSON (Frank V). — Schooling of the Immigrant, Harper. New York, 1920.
- VAN DOREN (Durand Halsey). — Workmen's Compensation and Insurance, Moffat, Yard and Co. New York, 1918.
- VAN VORST (Marie). — L'ouvrière aux Etats-Unis, trad. par Jacques Doumic, Félix Juven. Paris 1904.
- VINCENT (John Martin). — Le mouvement social aux Etats-Unis. Extrait de la Revue Internationale de Sociologie. Giard et Brière, Paris, 1897.
- VIGOUROUX (Louis). — La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord. Armand Colin, Paris, 1899.
- WILLOUGHBY (William Franklin). — Essais sur la législation ouvrière aux Etats-Unis. Giard et Brière, Paris, 1903.
- WRIGHT (Carrol D.). — Industrial Evolution of the United States. Flood and Vincent, New-York, 1895.
- WRIGHT (Carrol D.). — The Knights of Labor. Quarterly Journal of Economics, 1887.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
Chapitre I. — Observations sur les ressources économiques, la population ouvrière et l'évolution industrielle des Etats-Unis.....	35
Chapitre II. — Histoire sommaire des premières organisations ouvrières aux Etats-Unis.....	63
Chapitre III. — La Fédération Américaine du Travail.....	119
Chapitre IV. — Les Associations Fraternelles des Cheminots....	171
Chapitre V. — Les Travailleurs Industriels du Monde.....	195
Chapitre VI. — Les Ouvriers américains et la guerre.....	227
Conclusion.....	267
Bibliographie.....	283

Vu :

Le Président de Thèse,

C. PERREAU.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPEL.

